

## N° 3

# CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

Réunion du 30 Octobre 1964

### COMPTE RENDU ANALYTIQUE

(Adopté à la séance du 18 décembre 1964)

La séance est ouverte à 18 h. 30, sous la présidence de M. Augustin LAURENT, Maire.

M. DÉAN est désigné comme secrétaire de séance. Il procède à l'appel nominal.

*Etaient présents :* MM. ARQUEMBOURG, BLANCHARD, CAMELOT, COLICHE, COQUART, COURMONT, DÉAN, DE BECKER, DECOTTIGNIES, DEFAUX, M<sup>mes</sup> DEFLINE, DEFRANCE, MM. DERIEPPE, DOYENNETTE, GUILLEMIN, HÉNAUX, LAURENT, LANDRÉA, LANDRIE, M<sup>me</sup> LEMPEREUR, MM. LOURDEL, LUSSIEZ, MINNE, PIAT, ROMBAUT, ROUSSEUX, SIMOENS, M<sup>me</sup> TYTGAT, M. VALBRUN, M<sup>me</sup> VANNEUFVILLE, MM. VAN WOLPUT, VIRON.

*Excusés ayant donné pouvoir :* MM. BROUX, FRANÇOIS, LUBREZ, MOITHY, RAMETTE.

M. LE MAIRE. — Nous adresserons des vœux de prompt rétablissement à notre collègue, M. BROUX, qui a subi une intervention chirurgicale. Son état de santé est satisfaisant et j'espère que bientôt nous le reverrons parmi nous.

\* \* \*

Mes chers collègues. Il y a un peu plus d'un mois l'Administration municipale a été frappée par un deuil cruel, la mort de M. Léon Grangeon, Secrétaire Général de la Mairie.

D'une discrétion et d'une modestie sans pareilles, M. Grangeon assumait sa lourde tâche avec une rare compétence et une conscience professionnelle rigoureuse. Ses connaissances précises et approfondies du droit administratif nous étaient d'un précieux concours.

Mes collègues de l'Administration et les membres du Conseil municipal qui l'ont vu à la tâche n'oublieront jamais les inestimables services de cet homme intelligent



et travailleur dont l'honnêteté et l'intégrité n'avaient d'égale que sa grande urbanité et son exquise courtoisie.

Une foule nombreuse lui a rendu un suprême adieu lors de ses funérailles qui eurent lieu le 22 septembre 1964.

A M<sup>me</sup> Grangeon, à son fils Ludovic, en votre nom et au nom de la Ville, je renouvelle l'expression de notre sympathie attristée.

## ORDRE DU JOUR

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

64/ 85. — **Compte rendu analytique de la séance du Conseil Municipal du 5 juin 1964.**  
Adopté.

64/ 86. — **Association Française pour le Conseil des Communes d'Europe. Adhésion de la Ville.**

M. SIMOENS. — Le groupe Communiste votera le rapport. Nous trouvons louables les objectifs poursuivis par le Conseil des Communes d'Europe. L'article 2 des statuts montre que cet organisme veut développer l'esprit européen dans les communes. Nous pensons, quant à nous, que l'esprit européen exclut toute discrimination entre les peuples d'Europe.

Nous nous félicitons des contacts vivants établis et développés par notre Ville avec des Cités d'autres pays, comme Cologne, en République Fédérale Allemande, par exemple. Nous nous réjouissons si elles pouvaient répondre favorablement à des demandes de plusieurs autres pays qui, pour n'être pas représentés au Conseil de l'Europe, n'en sont pas moins des amis de la France.

M. LE MAIRE. — M. Simoens, après quelques considérations, déclare au nom du groupe Communiste, voter la délibération. J'en prends acte.

64/ 87. — **Société d'Équipement du Département du Nord. Opération Saint-Sauveur. Compte de l'opération arrêté au 31 décembre 1963. Ratification.**

M. LE MAIRE. — Je propose à l'Assemblée de modifier un terme du projet de délibération. Dans la partie « recettes », il ne s'agit pas d'une « subvention » mais d'une « participation » de la Ville : 1.852.921 F. ; cette participation représente l'accroissement en superficie et en valeur de notre domaine public et privé et les travaux d'équipement public : voirie, éclairage, etc...

Je regrette l'absence de notre collègue, M. Lubrez, car il est nécessaire que je donne quelques indications au sujet du rapport qui, le 3 mars dernier, lui avait fait dire : « mes préoccupations rejoignent celles de notre collègue Ramette. J'ai personnellement » toujours protesté contre la création de la Société d'Équipement du Nord parce que » la Ville abandonne toutes ses prérogatives aux mains de la Société et elle ne parti- » cipera jamais au moindre bénéfice. Elle éponge chaque année un passif énorme qui » s'accroît constamment ».



M. Lubrez avait ajouté ensuite : « il est inadmissible que nous nous trouvions devant » un déficit de près de 2 milliards d'anciens francs ».

Or, il ne s'agit nullement d'un déficit : ces deux milliards représentaient le compte de l'opération Saint Sauveur arrêté au 31 décembre 1962 ; *le bilan* au 31 décembre 1963, que nous avons sous les yeux, arrête l'opération à 2 milliards 700 millions.

Au 31 décembre 1963, les subventions de l'État allouées s'élevaient à 9.000.000 de NF. sur lesquelles la Société d'Équipement du Nord a effectivement reçu : 7.200.000 NF.

Depuis cette date une nouvelle subvention de 4.646.000 NF. a été allouée, c'est dire que la participation de l'État s'élève à 13.646.000 NF. ou 1.364.600.000 anciens francs.

Quant à la participation de la Ville, je l'ai dit tout à l'heure, elle est jusqu'à présent de : 1.852.921 F. Il s'agit d'une première tranche sur les cinq tranches prévues.

Cette participation représente :

- a) la valeur de la superficie supplémentaire du domaine public (voies plus larges, espaces verts...) et du domaine privé de la Ville (terrains d'assise des écoles) ;
- b) les travaux d'équipement public.

Je crois qu'il était bon que ce complément d'information soit donné à l'Assemblée pour qu'il n'y ait pas d'équivoque dans l'esprit de quiconque au sujet d'une opération qui se déroule très exactement selon les termes mêmes de la convention passée entre la Ville et la Société d'Équipement du Nord.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — La Commission du Contentieux s'est réunie le 7 octobre, sous la présidence de M. Lussiez. Les explications qui nous ont été données confirment les craintes que nous avons exprimées de voir la Ville dépossédée de son autorité au profit de la Société d'Équipement, laquelle pourrait ensuite imposer une participation accrue. La comptabilité se trouve au siège parisien et il est difficile d'obtenir une ventilation précise concernant l'opération Saint Sauveur.

Nous avons été tenus au courant d'une réunion de travail du 17 septembre 1964 au cours de laquelle ont été évoqués trois problèmes : statut juridique de la place Roger Salengro, cahier des charges des cessions de terrains établi par la Société d'Équipement du Nord et extension du périmètre de rénovation Saint Sauveur.

Pour la Cour des Brigittines, j'ose espérer que la solution proposée par la Commission de l'Habitation sera acceptée : le maintien de cette Cour au milieu d'un quartier rénové serait la preuve qu'une municipalité peut être à la fois respectueuse des choses du passé et, en même temps, orientée fermement vers l'avenir.

L'aménagement de la place Roger Salengro a été étudié en présence des promoteurs et de l'architecte des bâtiments en construction ; une fontaine monumentale ornerait la place. Ce projet semble heureux à condition que la fontaine soit adaptée au climat et au goût lillois. Nous déplorons l'avancée, rue de Paris, de bâtiments homogènes, bien qu'en désaccord avec l'architecture de l'Hôtel de Ville, dissimulant complètement le beffroi.

Les éléments fournis pour l'établissement du programme de concours essaient de faire apparaître tous les événements du vieux Saint Sauveur. Il est proposé de faire



figurer, sur une plaque qui serait apposée sur la fontaine, le nom des maires qui ont participé ou participent encore, d'une façon active, à la transformation de Saint Sauveur. J'aimerais également que l'on citât le nom du maire qui, présidant le Conseil Municipal de 1898, a parlé le premier de l'assainissement de Saint Sauveur et étudié ensuite, pendant six ans, les possibilités de rénovation.

M. LE MAIRE. — Je note que certains collègues interviennent à propos de questions qui auraient pu utilement être examinées par les Commissions municipales compétentes ; quelquefois, en raison de leur absence aux Commissions auxquelles ils appartiennent, nos collègues sont appelés à demander des précisions en Conseil Municipal, ce qui alourdit considérablement l'ordre du jour.

En ce qui concerne la Cour des Brigittines, je rappellerai que le Conseil Municipal a décidé que le périmètre de rénovation Saint Sauveur serait étendu, non pas à toute la Cour des Brigittines, mais à deux maisons qui gênent la construction par l'Office Municipal du groupe H.L.M. Alexandre Desrousseaux, ces deux immeubles, n'ont aucune valeur artistique, d'ailleurs ils ne sont pas classés par l'Administration des Bâtiments de France. Le Conseil Municipal a tranché le problème une fois pour toutes : la Commission de l'Habitat n'avait plus à revenir sur cette affaire.

Madame Defline, contrairement à ce que vous semblez croire, la Commission de l'Habitation n'a manifesté aucune crainte : elle a souhaité obtenir la ventilation des opérations afférentes à Saint Sauveur dans la comptabilité générale de la Société d'Équipement du Nord. Le Conseil d'Administration m'a donné mandat d'intervenir auprès du Directeur, M. Percheron, pour l'informer de la démarche que ferait auprès de lui M. Lussiez, Président de la Commission de l'Habitat pour demander cette ventilation, ce qui fut fait.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — La Commission a quand même exprimé des regrets à ce sujet.

M. LE MAIRE. — Regretter qu'une formalité ne soit pas remplie ce n'est pas émettre des craintes sur la manière dont sont gérées les affaires de la Société, c'est tout à fait différent.

Adopté.

64 / 88. — Société d'Équipement du Département du Nord. Fonds spécial d'aide au relogement (F.S.A.R.). Compte d'exploitation de 1963. Ratification.

64 / 89. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain chemins de Bargues et des Postes.

64 / 90. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain, 25, rue Jeanne Maillotte.

64 / 91. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain à Annappes, rue Marcel Bouderiez.

64 / 92. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation de terrains à Annappes, rue de Lille et chemin de la Croisette.

64 / 93. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain à Fâches-Thumesnil.



- 64 / 94. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain lieu-dit les « Hautes-Loges » et chemin du Plouich à Marcq-en-Barœul.
- 64 / 95. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain à Ronchin, rue Anatole France (4.671 m2).
- 64 / 96. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain à Ronchin, rue Anatole France (1.081 m2).
- 64 / 97. — Centre Hospitalier Régional. Aliénation d'un terrain à Rumillies.
- 64 / 98. — Centre Hospitalier Régional. Adhésion à une ordonnance d'expropriation (Terrain à Mons-en-Barœul).
- 64 / 99. — Accidents matériels. Admission en recette.
- 64 / 100. — Accidents corporels. Admission en recette.
- 64 / 101. — Accidents d'automobiles. Admission en recette.
- 64 / 102. — Sinistre du 25 janvier 1964. Atelier du Service des Eaux rue Van Hende Admission en recette.
- 64 / 103. — Sinistre du 13 mars 1964. Marché couvert. Place Nouvelle Aventure. Admission en recette.
- 64 / 104. — Sinistre du 5 avril 1964. Baraquement rue du Pont Neuf prolongée. Admission en recette.
- 64 / 105. — Assurance des véhicules des sapeurs-pompiers. Ristourne sur prime. Admission en recette.
- 64 / 106. — Institut Pasteur. Assurances contre l'incendie du Centre de microbiologie alimentaire, du Centre de transfusion sanguine et du laboratoire de recherches vétérinaires.

Adoptés.

- 64 / 107. — Installation de kiosques-abris pour usagers de la C.G.I.T. Convention avec la Société ARSI.

M. GUILLEMIN. — Je me réjouis de constater que notre ville sera dotée de kiosques-abris ; les usagers accueilleront sans nul doute favorablement cette réalisation. La Société installatrice n'aurait-elle pu réaliser un modèle plus grand, plus confortable et pourvu d'éclairage ?

A la Commission de la Voie Publique, le 5 décembre 1962, nous avons été informés d'une offre des Établissements Sauter, agent commercial des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, d'abris routiers au prix de 2.840 F. S'agit-il toujours des mêmes abris et de la même Société ?



Le 28 novembre 1963 j'avais demandé deux kiosques pour la ligne A, actuellement ligne 6 : l'un, au Mont de Terre ; l'autre, avenue Denis Cordonnier à la sortie du Pont de Tournai.

Enfin, n'aurait-il pas été préférable de faire coïncider, comme je l'avais demandé, les arrêts des lignes 6 et 7 au Mont de Terre, en créant un sens giratoire ?

M. LUSSIEZ. — Nous sommes tenus par l'application d'une convention.

M. LE MAIRE. — Les observations de notre collègue ne sont pas de nature à modifier les termes de la délibération.

Adopté.

**64/ 108. — Stade Henri Jooris. Concession de la publicité. Substitution d'entreprise.**

M. DÉAN. — La redevance annuelle demandée : 4.500 F., me paraît dérisoire. Certaines firmes publicitaires de la région pourraient consentir, sur la redevance elle-même, des conditions plus intéressantes et, éventuellement, y ajouter un pourcentage sur la publicité réalisée.

Le fait que M<sup>me</sup> Merlin, veuve Oudinot, collaborait mais n'était pas associée avec sa sœur ne nous autorise-t-il pas, sur le plan juridique, à résilier le contrat et à remettre la concession en adjudication ?

M. LUSSIEZ. — C'est la continuation du contrat avec l'héritière directe et non pas un renouvellement de la convention qui expire en 1967.

M. LE MAIRE. — Les personnes compétentes de la direction et de la Commission du Contentieux ont étudié l'affaire sur le plan juridique, d'une manière approfondie.

M. LUSSIEZ. — La Ville s'est engagée à exécuter le contrat de publicité en vigueur. M<sup>me</sup> Oudinot a le droit d'exiger l'application de la convention jusqu'à son terme, nous ne pouvons pas résilier la convention sans nous exposer à de gros frais.

Adopté.

**64/ 109. — Instance contre consorts Bonnet. Honoraires de Maître Spriet. Règlement.**

**64/ 110. — Instance contre Leroux. Autorisation d'ester devant le Conseil d'État.**

Adoptés.

**64/ 111. — Instance contre le Ministre de l'Éducation Nationale. Autorisation d'ester.**

M. MINNE. — Dans la séance du 5 juin dernier, M. Landréa, au nom du groupe Communiste avait formulé d'extrêmes réserves et mis l'accent sur ce qu'il pensait être le péril que faisait courir, à l'école laïque, l'édification d'un établissement culturel à l'intérieur du lycée scolaire Sud.

M<sup>me</sup> Lemepreur avait réservé sa réponse, que nous avons aujourd'hui sous la forme du rapport qui nous est soumis.



A titre d'information, je désirerais savoir ce que représente, par rapport à l'ensemble du terrain cédé gratuitement par la Ville, la superficie sur laquelle est édifié l'établissement cultuel afin de mesurer l'importance du préjudice que pareille mesure serait censée porter aux contribuables lillois.

En me référant à l'esprit de ce rapport, je me crois véritablement revenu aux luttes anticléricales obstinées du début de ce siècle. Il apparaît, en effet, que le fait de construire une chapelle dans un lycée laïque fait courir un risque à l'enseignement d'État.

Parmi les membres de cette assemblée, il en est certainement qui, comme moi, ont bénéficié quasi exclusivement des bienfaits de cet enseignement laïque de l'école publique et qui, comme moi, doivent vraisemblablement à leur modeste instituteur de village leur ligne de conduite générale. Je ne vois donc pas en quoi le fait d'édifier, dans un lycée d'État, une modeste chapelle peut faire courir un risque à cet enseignement.

Refuser une pareille satisfaction aux gens qui ont des convictions religieuses et qui mettent volontiers leurs enfants dans un établissement laïque, compte tenu de la qualité de l'enseignement qu'ils lui reconnaissent, c'est une position que beaucoup de lillois estimeront véritablement sectaire et hautement critiquable.

Le groupe d'Union considère abusive cette façon de faire et comme n'étant plus de notre époque, il ne votera pas ce rapport.

M. LANDRÉA. — Au nom du groupe Communiste, je dois remercier l'Administration municipale de l'information assortie d'une mesure à l'égard du Ministre de l'Éducation Nationale et sur laquelle nous avons insisté.

M. Minne a rendu hommage à son instituteur laïque, c'est donc bien que l'école laïque n'est animée par aucun esprit anticléric.

Il est vrai que, pour le second degré, il n'est pas nécessaire d'obtenir une autorisation de construire, mais il y a un processus à observer : dépôt d'un avant-projet, d'un projet définitif soumis au bureau compétent du M.R.L. qui l'étudie et présente un rapport au Comité départemental des constructions scolaires.

Ce Comité départemental des constructions scolaires transmet ce rapport avec son avis consultatif, au Ministère qui décide en dernier ressort. Rien de tel n'a été fait en ce qui concerne ce bâtiment cultuel, c'est le Ministre seul qui a décidé. Ni la direction de l'établissement, ni l'Inspection Académique, ni le Rectorat, ni le M.R.L., ni le Comité départemental des constructions scolaires n'ont été consultés. Nous pouvons donc craindre que d'autres mesures semblables soient prises dans l'avenir.

Je suppose que, demain, une association de parents d'élèves demande que soit constitué un centre culturel rationaliste, par une société ou un groupement privé, qui serait le pendant de ce centre cultuel. C'est à ce moment-là que nous ressusciterions les luttes religieuses et l'anticléricisme.

Le problème est justement de respecter la stricte liberté religieuse et de ne gêner personne en ce domaine.

Il est anormal qu'un terrain public serve à construire un bâtiment qui n'a rien de public, mais si la construction est alimentée par des fonds privés, il y a abus de pouvoir et détournement de terrain. C'est un deuxième fait qu'il faut considérer.



Il sera maintenant nécessaire que la Ville prenne des précautions, que les conventions soient assorties de clauses qui ne permettent plus une utilisation abusive : lorsque l'on donne un terrain gratuitement à l'Éducation Nationale (comme le terrain boulevard Carnot, rapport 159 ci-après), on le donne pour des constructions scolaires et non pour des annexes aux constructions scolaires.

Cn nous dit, c'est un transfert, par conséquent tout ce qui existait au Lycée Faidherbe doit être réinstallé à la Cité Sud, même le monument commémorant les victimes des deux guerres a été transféré. Mais il y a quand même une différence, dans le Lycée Faidherbe, tel que nous l'avons connu, il y avait des élèves pensionnaires à partir de la classe de seconde, maintenant les élèves sont pensionnaires depuis la sixième jusqu'aux classes préparatoires.

Ce bâtiment de la Cité Sud est devenu un lycée mixte avec garçons et filles. Des modifications sont intervenues et des professeurs ont eu des craintes de ne pas retrouver leurs chaires à la Cité Sud.

Nous considérons donc qu'il n'y a pas eu transfert pur et simple, le mot est inexact et ne justifie pas la construction de ce bâtiment cultuel.

Une autre observation : la chapelle de l'ancien Lycée Faidherbe avait été construite avant 1905, c'est-à-dire avant la loi de séparation des églises et de l'État. Une mesure de cette nature, prise avant 1905, ne peut plus être transposée purement et simplement.

Enfin, nous ne pouvons que souligner et trouver anormal, d'une part, cette hâte de notre Ministre de l'Éducation Nationale pour la construction d'un établissement cultuel et, d'autre part, la lenteur avec laquelle sont délivrées les approbations de projets de constructions scolaires de la ville ; depuis 1961 trois projets seulement, maintenant terminés, ont reçu l'approbation.

Contrairement à ce que dit M. le Professeur Minne, nous pensons que c'est un problème de fond que nous ne séparons pas d'un certain contexte lié à la situation de l'école publique.

La vieille devise républicaine « l'instituteur à l'école et le curé à l'église » devrait demeurer nôtre.

En conclusion, nous voterons le projet et souhaiterions qu'il soit voté par l'unanimité du Conseil municipal, c'est une mesure qui serait une garantie pour l'avenir. Le groupe Communiste demande aussi que, dans l'immédiat, il soit mis fin aux travaux en attendant la décision du Tribunal Administratif.

M. ROMBAUT. — Je me range à l'avis donné par M. le Professeur Minne et je dois ajouter que, sur le plan de la Commission du Contentieux, j'avais pris une position fort nette, estimant que la Ville avait tout intérêt à ne pas introduire une instance dans laquelle elle succomberait.

Je ne puis non plus me rallier à ce rapport.

M. COLICHE. — Il nous est demandé de nous autoriser à ester devant toute juridiction compétente. Le groupe M.R.P. aurait souhaité que des débats passionnés ne se tiennent pas ici ; il a étudié le problème et pense qu'il serait inutile et coûteux d'introduire ces actions.



Il vaudrait mieux se référer aux sources et notamment à la position prise par M. le Professeur Michel Verhaeghe, ancien élève et fervent de l'école publique, dont la presse locale du 5 juillet dernier a fait état.

Le groupe M.R.P. s'abstiendra de voter la délibération.

M. LE MAIRE. — J'avoue être surpris de la manière dont les choses sont présentées et je le suis encore davantage de l'interprétation donnée par M. Minne au projet de délibération soumis au Conseil municipal.

M. Minne n'hésite pas à dire : « on se croirait revenu au temps lointain des luttes anticléricales ».

Monsieur Minne, je suis persuadé que vous, qui êtes administrateur de la Ville depuis longtemps déjà, vous savez que nous sommes dans notre bon droit, nous, administrateurs, de veiller au respect des délibérations et des décisions que nous prenons en Conseil municipal.

Nous avons fait le don gratuit d'un terrain au Ministère de l'Éducation Nationale pour la construction d'un nouveau Lycée. A aucun moment, après le vote de notre délibération du 11 juillet 1958, le Ministère de l'Éducation Nationale nous a fait savoir qu'un édifice cultuel était envisagé sur ce terrain. Nous l'avons appris tout à fait incidemment.

Or, s'il est vrai que le Ministère de l'Éducation Nationale n'a pas besoin de solliciter le permis de construire pour l'édification d'un Lycée, il n'en est pas de même pour un bâtiment cultuel, établissement privé, qui n'a rien de scolaire.

Tout à l'heure, M. Landréa avait envisagé l'hypothèse selon laquelle des parents d'élèves auraient décidé de construire un immeuble dans l'enceinte de la Cité Sud, aujourd'hui appelé Lycée Faidherbe, pour donner des cours de rationalisme. Je suis persuadé que dans ce cas vous auriez protesté en disant que ces activités n'avaient rien à voir avec l'Enseignement qui doit être dispensé dans cet établissement et vous auriez estimé que la délibération de la Ville n'était pas respectée.

M<sup>e</sup> Rombaut et M. Coliche disent : « La Ville sera déboutée ».

Est-ce une raison pour ne pas essayer de faire valoir qu'il y a eu un abus de la part du Ministère de l'Éducation Nationale, qui, je sais, se prépare à passer outre à la décision du Tribunal Administratif si celui-ci nous donnait raison.

Nous avons le devoir de faire respecter les décisions administratives que nous avons prises et c'est pourquoi je demande au Conseil de voter cette délibération.

M<sup>me</sup> LEMPEREUR. — Nous nous sommes bien gardés de répondre, à aucun moment, à tout ce qui a été publié à ce sujet et notamment à la lettre de M. Michel Verhaeghe, Président des Parents d'Élèves Catholiques du Lycée Faidherbe, dont M. Coliche a cité l'article et qui contient, cependant, sur certains points administratifs, des éléments erronés.

Nous n'entrons pas dans la polémique. Nous sommes des administrateurs municipaux et nous avons à examiner des problèmes sur le plan de nos attributions. Il y a violation d'une décision de la Ville, accaparement inconcevable d'un domaine remis gratuitement, par la Ville, à l'Éducation Nationale aux fins de construire un établis-



sement scolaire et affectation irrégulière, par l'État, à une société privée pour y édifier un bâtiment qui est en infraction avec la Constitution elle-même et avec la loi. Depuis la mise en application de la loi de séparation de l'Église et de l'État, et de la déclaration de laïcité de l'État dans la Constitution, il n'existe plus de bâtiments culturels dans les établissements scolaires.

Lorsque nous avons été informés incidemment de cette affaire, j'ai demandé à M. le Recteur s'il était au courant et M. le Recteur m'a rappelé qu'à la suite des réformes de 1959 - 1962 - 1964, les Recteurs n'ont plus aucun pouvoir de décision en ce qui concerne les constructions scolaires. Le Service constructeur, en matière scolaire, est la Direction Départementale du Ministère de la Construction qui, à ce titre, dépend de la Direction de l'Équipement Scolaire Universitaire et Sportif du Ministère de l'Éducation Nationale.

En ce qui concerne la déclaration de M. Michel Verhaeghe, reprise par M. Coliche, sur la notion de transfert, je vous prie, mon cher collègue, de vous reporter à notre délibération n° 58 / 60.79, du 11 juillet 1958, vous y constaterez qu'il n'y a pas un mot, dans cette délibération, laissant entrevoir la perspective du transfert de Faidherbe. Il n'a jamais été dans notre intention, en votant cette délibération, de concevoir la disparition de Faidherbe puisque, dans le même temps nous avons voté à différentes reprises des crédits pour la remise en état et la modernisation du Lycée Faidherbe.

Le Ministère de l'Éducation Nationale et, par voie de répercussion, l'Association des Parents d'élèves catholiques des Lycées de Lille, se sont basés sur les décrets du 13 septembre 1961, n°s 61 / 1.035 et 61 / 1.036 relatifs aux permis de construire, ainsi que sur l'arrêté du 11 avril 1962 relatif à la construction de bâtiments scolaires dont le directeur de l'Aménagement du territoire et le directeur de l'Équipement scolaire universitaire et sportif sont chargés de l'application.

Les autorités locales et les autorités académiques n'ont pas à se prononcer sur les constructions scolaires, c'est la raison pour laquelle le Recteur ne pouvait pas informer la Ville, ne l'étant pas lui-même. Par surcroît, le plan et le projet comportaient cinq tranches. Pour la dernière étape : galerie, technique, menuiserie, etc..., une ligne jaune a été ajoutée en écriture différente de celle des architectes présentant le projet et indique « pavillon culturel », c'est contrôlable.

Je considère que c'est un devoir pour nous, au regard de la population lilloise et dans le cadre de nos attributions, d'intenter ce recours pour préserver les intérêts et les droits de notre Ville.

M. MINNE. — J'ai fait cette intervention tout à l'heure, de ma propre initiative, je ne suis mandaté par personne. A supposer que demain on vienne nous dire : nous avons l'intention, dans cet établissement, d'inclure une maison destinée à un certain genre d'enseignement, je n'y verrais aucune objection à formuler à condition, évidemment, que ceci réponde à un vœu solide émis par un pourcentage important de la population.

Je ne suis donc pas d'accord avec vous sur ce point. Nous sommes des administrateurs, c'est évident, et vous, en particulier, mais nous sommes également les représentants de ce que nous croyons être l'opinion publique de la Ville. L'immense majorité des lillois, quelle que soit leur opinion confessionnelle ou philosophique, considèrent incontestablement le présent rapport comme une polémique, voilà mon point de vue.



M. LE MAIRE. — C'est un point de vue.

M. MINNE. — En tant que professeur de la Faculté de l'État, je témoigne tout simplement d'une indépendance d'esprit et d'une parfaite impartialité.

M. COQUART. — Je rends hommage à toute indépendance d'esprit, quand elle est véritable. Dans le cas présent, je me demande, Monsieur Minne, si ce n'est pas la solidarité politique qui dicte votre position.

Il faut bien constater que les procédés employés pour imposer cette chapelle sont caractérisés par le manque de franchise. En effet, un plan de modernisation du vieux Lycée Faidherbe avait été voté ici en 1957, sur la demande de l'Académie ; et sur ce programme de 170 millions, pour lequel l'État accordait sa subvention, nous avons même réalisé une première tranche d'emprunt de 40 millions AF. C'est ultérieurement que ce plan a été torpillé et que le Rectorat a préconisé, en 1961, de démolir le Lycée Faidherbe pour faire du neuf à son emplacement. On a alors parlé de « transférer » Faidherbe — y compris le nom — à la Cité Scolaire Sud. Or, la fondation de ce dernier établissement remonte à 1958-59, comme l'indique la délibération que nous examinons. La création d'une chapelle n'appartenait nullement au projet primitif et a été glissée insidieusement après coup. En invoquant la disparition du vieux Lycée Faidherbe, donc de sa chapelle, antérieure à la loi de Séparation de 1905, on s'est servi d'un trompe-l'œil. Ainsi, cette affaire a été menée d'une façon tortueuse et plutôt louche.

M. DEFAUX. — Dans le fond de mon cœur, je ne crois pas que cela porte atteinte à la liberté. Je comprends très bien le point de vue qu'a exposé tout à l'heure, très impartialement, M<sup>me</sup> Lempereur, qui veut que les droits de la Cité soient sauvegardés, lesquels, à mon avis, n'ont pas été respectés dans cette affaire.

Me plaçant sur le plan de la liberté, très important pour nous qui sommes attachés à la République, je ne crois pas, par exemple, que la chapelle de la Citadelle, qui existe depuis trois siècles, compromette la neutralité nécessaire de l'Armée. Je ne crois pas davantage que l'édifice servant aux trois cultes les plus répandus dans nos régions : culte catholique, culte protestant et culte israélite soit une insulte à la liberté.

Je suis convaincu qu'il y aura de la part des élèves un respect mutuel des croyances des uns et des autres. C'est une question de liberté de conscience, de liberté religieuse.

Je respecte profondément l'immense valeur de l'enseignement donné dans un lycée public, la grande valeur aussi des maîtres qui y enseignent ; je sais qu'ils ont tous le sens de la liberté et, pour ma part, je ne suis pas effarouché ou indigné que dans un établissement public, il y ait un édifice cultuel qui permettra aux jeunes croyants d'y manifester leur opinion avec le respect le plus absolu de la liberté de ceux qui ne croient pas.

En conscience je ne crois pas pouvoir approuver ce rapport et je crois donc devoir m'abstenir.

M. LE MAIRE. — Vous avez exprimé une pensée à l'égard de laquelle nous avons le plus grand respect, mais je note qu'au début de votre intervention vous aviez souligné le droit de la Ville d'agir comme elle le fait.

M. DEFAUX. — Dans une pareille question faut-il se baser strictement sur le point du Droit ? Personnellement, je ne le crois pas parce qu'il y a quelque chose de supérieur encore : la Liberté.



M. LE MAIRE. — Notre délibération ne met pas en cause le principe de la liberté religieuse que nous respectons tous. Nous proposons au Conseil Municipal d'autoriser la Ville de Lille à aller en justice pour faire reconnaître une décision qu'il a prise en toute connaissance de cause.

M. DEFAUX. — Je suis convaincu que, dans votre esprit, nul ne pense restreindre la liberté religieuse, mais, dans la pratique, je crois qu'une décision comme celle qui aboutirait à la suppression de l'édifice du culte dans le Lycée Faidherbe restreindrait cette liberté.

M. VIRON. — Vous allez alors réclamer une chapelle à la Cité Nord puisqu'il n'y en a pas ?

M. LE MAIRE. — De nombreux lycées ont été créés en France, il n'a pas été construit d'édifice cultuel. C'est le seul cas qui se soit présenté dans les conditions souignées et que nous ne pouvons accepter.

Le rapport est adopté à la majorité par 15 conseillers S.F.I.O. et 7 conseillers Communistes, les 4 conseillers M.R.P. et les 2 conseillers indépendants s'étant abstenus et les 9 conseillers U.N.R. ayant voté contre.

64 / 112. — Instance contre les Établissements Olivier. Autorisation d'ester.

64 / 113. — Instance contre les Établissements Olivier. Règlement d'une provision à l'avocat.

64 / 114. — Instance contre Leeuwerck. Provision à l'avocat.

64 / 115. — Honoraires de Maître Vandewalle. Règlement.

64 / 116. — Legs Crépin. Opérations concernant des actions.

64 / 117. — Dons au Palais des Beaux-Arts. Acceptation.

64 / 118. — Prêt réparations M. Casier Edmond. Mainlevée d'inscription hypothécaire.

64 / 119. — Prêts à la construction. Mainlevée d'inscriptions hypothécaires.

64 / 120. — Aliénation-terrain à Maupertus au profit du Département de la Manche.

64 / 121. — Aliénation-terrain à Maupertus - section A n° 310 et 312 p - 4.072 m<sup>2</sup> au profit de M. André Doute.

64 / 122. — Aliénation-terrain à Maupertus. Section A n° 306 p - 2.338 m<sup>2</sup> au profit de M. Roger Gourdon.

64 / 123. — Aliénation-terrain à Maupertus. Section A n° 306 p - 1.994 m<sup>2</sup> au profit de M. Jean Lebigot.



- 64 / 124. — Aliénation terrain à Maupertus. Section n° 306 p - 1.668 m<sup>2</sup> au profit de M. André Tripier.
- 64 / 125. — Aliénation terrain à Maupertus et Fermanville. Section A 151 - 858 m<sup>2</sup> section C 25 - 508 m<sup>2</sup> au profit de M. et M<sup>me</sup> Patrizi-Charton et M. et M<sup>me</sup> Ferraris-Patrizi.
- 64 / 126. — Aliénation de terrains à Maupertus. Section A n° 311 et 312 p - 5.945 m<sup>2</sup> au profit de M. Roger Charton.
- 64 / 127. — Aliénations de Maupertus. Parcelle n° 8 de la section A. Bornage judiciaire. Autorisation d'ester.
- 64 / 128. — Aliénation des propriétés de Maupertus et de Fermanville. Frais de bornage.
- 64 / 129. — Lotissement des terrains de Maupertus et Fermanville. Électrification des lots. Crédit.
- 64 / 130. — Acquisition de terrain situé à Lille rue Courtois S.A.R.L. Georges d'Halluin.
- 64 / 131. — Acquisition de terrains situés à proximité de la rue Courtois S.N.C.F.
- 64 / 132. — Acquisition de terrain situé à Lille, rue du Vaisseau le Vengeur. Compagnie Générale d'Électricité.
- 64 / 133. — Acquisition d'un ensemble immobilier situé à Lille, 19, rue des Buisses et 10, rue Sans Pavé. Ets Lemaître-Demeestère et Fils.
- 64 / 134. — Acquisition de terrains à Seclin et Houplin. Création de forages. M. Auguste Gruyelle-Bondu.
- 64 / 135. — Acquisition de terrains à Houplin. Création de forages. M. Raymond Muchembled.
- 64 / 136. — Acquisition de terrains à Houplin. Création de forages. M. Amédée Muchembled.
- 64 / 137. — Création de forages à Seclin et Houplin. Éviction de locataires. MM. René et Désiré Muchembled.
- 64 / 138. — Terrain acquis du C.H.R. à Ronchin. Remboursement du fermage.
- 64 / 139. — Modernisation des Abattoirs. Acquisition de l'immeuble sis à Lille, 29, rue Saint-Sébastien- Crédit du Nord.
- 64 / 140. — Modernisation des Abattoirs. Acquisition de l'immeuble sis 31, rue Saint-Sébastien. Déclaration d'utilité publique.
- 64 / 141. — Abattoirs. Résiliation de bail.



- 64/ 142. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition d'un terrain grevé de la servitude « non ædificandi » sis à Lille, rue de la Chaude Rivière. Indivision Virnot.
- 64/ 143. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition d'un terrain grevé de la servitude « non ædificandi » sis à Lille, rue Lequeux. M<sup>lle</sup> Claire Tully.
- 64/ 144. — Réalisation du plan d'alignements de la rue Manuel. Fonds artisanal, 36, rue Manuel. Indemnité d'éviction. M. Roger Van Hecke.
- 64/ 145. — Immeubles 86 à 90, rue des Postes. 51, 53, rue de Constantine. Application de l'indice du coût à la construction sur le prix de cession.
- 64/ 146. — Commissariats de Police. Majoration des loyers.
- 64/ 147. — Paiement d'une indemnité de départ à deux locataires de l'immeuble communal sis à Lille, 109, rue Manuel.
- 64/ 148. — Paiement d'une indemnité de départ à M. Pierret, locataire de l'immeuble communal, 51, rue de Constantine.
- 64/ 149. — Zone « non ædificandi ». Astreinte Cattaneo. Abandon.
- 64/ 150. — Foire d'automne 1964. Occupation de l'Esplanade (partie non affermée du Champs de Mars).
- 64/ 151. — Occupation de garages rue Ampère. Homologation.
- 64/ 152. — Occupation de garages rue Racine. Homologation.
- 64/ 153. — Occupation temporaire d'immeubles communaux. Homologation.
- 64/ 154. — Occupation temporaire de terrains communaux. Homologation.

Adoptés.

- 64/ 155. — Domaine de Marquette. Autorisation de chasser.

M. LE MAIRE. — Ce rapport est à retirer. Il ne convient pas d'accorder un droit de chasse sur des terrains appartenant encore à la Ville mais sur lesquels le Syndicat Intercommunal d'Assainissement construira, prochainement, une usine d'épuration des eaux usées.

- 64/ 156. — Échange de terrains avec le Génie Militaire. Déclaration d'utilité publique.

Adopté.



**64/ 157. — Domaine de Wormhoudt. Location à l'Association des Flandres.**

M. MINNE. — Nous sommes évidemment tout à fait d'accord sur le principe de l'utilisation, à temps plein, de la colonie de Wormhoudt.

Dans les conditions imposées aux locataires (page 2, paragraphe 9) de supporter les taxes locatives, prestations et fournitures, etc..., faut-il comprendre les traitements et salaires du personnel municipal affecté à demeure à l'établissement ?

M. LE MAIRE. — Ils seront remboursés à la Ville.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Il est entendu, dans le rapport, que l'établissement recevra par priorité les enfants susceptibles d'être désignés par les Services sociaux de la Ville. Cette disposition est-elle compatible avec les statuts de l'Association des Flandres. Le pourcentage d'enfants lillois a-t-il été fixé ainsi que le prix de journée ?

M<sup>me</sup> LEMPEREUR. — Il s'agit de cas sociaux, d'enfants inadaptés ou privés de famille. Tout enfant lillois qui répond à ces conditions est normalement accepté par l'Association. Celle-ci fait son affaire du prix de journée.

M. LE MAIRE. — Ce n'est pas nous qui déterminons les cas sociaux, les critères sont fixés par le Ministère de la Santé Publique.

Adopté.

**64/ 158. — Extension du Lycée Technique Baggio. Construction d'un Internat. Mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale des terrains nécessaires boulevard d'Alsace. Décision de principe.**

**64/ 159. — Mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale d'un terrain situé boulevard Carnot à proximité de la Porte de Roubaix. Décision de principe.**

M. LANDRÉA. — Nous voterons ces deux rapports mais nous souhaitons qu'il soit précisé que ces travaux seront pris en charge entièrement par l'État et uniquement pour la construction de bâtiments scolaires.

M. COQUART. — J'approuve la proposition de M. Landréa.

M. LE MAIRE. — J'accepte la proposition. Les deux rapports sont réservés. Je vous soumettrai tout à l'heure un amendement.

La séance est suspendue à 20 h. 15.

\* \* \*

M. LE MAIRE. — Voici comment je vous propose de lire le dernier paragraphe :

*Délibération n° 64/ 158 : « en accord avec votre Commission du Contentieux et en vue de ne pas retarder l'obtention des crédits nécessaires aux constructions projetées, nous vous demandons d'admettre le principe de la mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale de la parcelle en cause pour l'édification des bâtiments d'internat, à l'exclusion de toute autre construction ».*

La délibération et son amendement sont adoptés.



*Délibération n° 64 / 159* : « en vue de ne pas retarder l'obtention des crédits par l'Académie de Lille, nous vous demandons, en accord avec vos Commissions de l'Urbanisme, de l'Instruction Publique et du Contentieux, d'admettre le principe de la mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale, des terrains en cause, étant entendu que la régularisation de l'opération, sur le plan juridique, interviendra ultérieurement et notamment après la délimitation exacte du terrain, la fixation des conditions d'accès en accord avec les Services Techniques — Voie Publique — l'accord préalable pour l'implantation des bâtiments *scolaires et sportifs à l'exclusion de toute autre construction*, compte tenu de la servitude « non ædificandi et éventuellement la signature d'un protocole d'accord quant à l'utilisation de la piscine ».

La délibération et son amendement sont adoptés.

\* \*

**64 / 160. — Syndicat des Communes de l'arrondissement de Lille. Adhésion de la Ville**

M. LE MAIRE. — Mes chers Collègues, il est clair que le problème qui domine nos préoccupations au moment où nous discutons de l'action intercommunale c'est incontestablement celui de la métropole.

Bien que cela ne résulte ni d'un texte de loi, ni d'un décret ou d'une ordonnance, un terme cher à qui vous savez, il existe en fait, une volonté officielle de la promouvoir, sinon de la créer ; et cette volonté s'est inscrite concrètement au programme de la délégation à l'aménagement du territoire dont le délégué, vous le savez, est M. Olivier Guichard, service rattaché, au Premier Ministre.

Qu'est-ce que la délégation à l'aménagement du territoire ?

C'est un organe de coordination et d'impulsion qui doit, à partir des objectifs généraux définis par le Commissariat Général au Plan, préparer et coordonner les éléments nécessaires aux décisions gouvernementales en matière d'aménagement des territoires, puis à veiller à ce que les administrations ajustent leur action respective dans ce domaine.

L'État prévoit d'inscrire au 5<sup>me</sup> plan un certain nombre d'équipements allant dans le sens de la métropole, ou des métropoles puisqu'il y en a 8 qui sont prévues pour l'ensemble du pays.

Disons tout de suite que le très grand tapage fait autour de cette affaire ne doit pas nous empêcher de savoir que les métropoles ne prendront leur vraie figure qu'à très long terme.

Admettons qu'il faut cependant, pour la facilité de notre raisonnement, que la métropole Nord soit en voie de création, au moins au stade des plans. Mais si la politique gouvernementale se poursuit dans le sens que l'on peut voir, et si les métropoles se créent au rythme des crédits qu'on laisse prévoir, on peut sans hésiter dire qu'il s'agit d'une vaste entreprise, certes, mais qui s'échelonnnera certainement sur 4 ou 5 plans quinquennaux.

L'opinion que je formule présentement quant à la durée de l'aménagement de cette métropole se trouve confirmée par ce que j'ai lu dans une étude très intéressante



qui vient de paraître dans le « *Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment* » où M. Maurice Tarrel, Directeur départemental de la Construction, parle de 1985 et même de l'an 2000.

Nous voilà édifiés sur un point important.

Quand j'ai rédigé l'exposé des motifs et le projet de délibération qui vous est soumis, mes chers Collègues, je ne savais du projet de Métropole que ce que certains journaux avaient pu en écrire. Aujourd'hui, après avoir lu l'analyse de M. Tarrel (« *Moniteur* » du 24 octobre 1964, par conséquent c'est très récent), je suis en mesure de donner quelques indications sommaires.

Il ne s'agit plus ici, je tiens à le souligner, d'un article de presse quelconque mais bien d'une étude revêtue de la signature d'un haut fonctionnaire réputé pour bien connaître ce dont il parle.

M. Tarrel donc rappelle d'abord les travaux qui avaient abouti :

1° à l'établissement du plan d'urbanisme directeur auquel avaient participé son service, divers organismes, ainsi que les communes ;

2° à la mise sur pied du programme de modernisation et d'équipement de la région de Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières.

Tout cela est dépassé car « à la suite des études sur le niveau supérieur de l'armature urbaine française et européenne poursuivies à l'Aménagement du Territoire, au Commissariat au Plan et au Ministère de la Construction, il a été décidé de doter certaines grandes villes ou agglomérations des équipements permettant de les transformer en métropoles d'équilibre susceptibles d'harmoniser l'influence de Paris ». Je trouve l'euphémisme extrêmement charmant. Jusque là on disait : « susceptibles de contrecarrer ou de contrebalancer l'influence de Paris ». Ici nous lisons « susceptibles d'harmoniser l'influence de Paris ». Mais passons.

L'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières est l'une des 8 métropoles retenues.

Au début de l'année 1964, mission a été confiée à M. Henri Bernard, architecte diplômé, premier Grand Prix de Rome, Inspecteur général des Bâtiments Civils et Nationaux, d'établir un projet de schéma de structure du complexe urbain de Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières dans la perspective de faire de cette agglomération la métropole du Nord.

M. Tarrel nous dit que « M. Bernard a commencé et poursuivi son travail en liaison avec les autorités départementales et des groupes de travail » créés par l'Administration (c'est moi qui le souligne, ce n'est pas M. Tarrel).

Et voici ce qu'il en est du plan, du plan Bernard. La construction, ou si vous voulez, l'édification de la métropole se conçoit à partir des taux d'accroissement démographique annuel, des taux d'accroissement de la population active, du taux d'accroissement du nombre d'emplois, sur l'évolution et la répartition des emplois, les emplois secondaires, les emplois tertiaires et la répartition dans les différentes zones de la métropole de ces différents emplois qui sont ou secondaires ou tertiaires.



« Les objectifs volontaristes (je lis M. Tarrel) ci-dessus fixés entraînent un certain nombre de conséquences, notamment :

- accélération du rythme moyen de la construction sur l'ensemble de la période ;
- politique hardie de rénovation et de restructuration des centres urbains ;
- réaménagement des localisations industrielles ;
- implantation de grands services, et notamment de services pouvant être décentralisés de Paris ;
- développement considérable de l'enseignement supérieur, de l'équipement scolaire et d'un équipement de loisirs (loisirs de détente, culturels ou sportifs) ;
- politique de prestige urbain par certaines réalisations architecturales ;
- mise en place d'un réseau de circulation de premier ordre comprenant notamment un mode de transport en commun rapide et à grande capacité.

Dans le cadre régional trois données s'imposent :

- la régression du Bassin minier déjà amorcée à l'ouest et devant se poursuivre vers Douai et Denain ;
- la mise au grand gabarit du canal Dunkerque-Valenciennes ainsi que l'antenne Bauvin-Marquette et le prolongement probable vers l'Escaut ;
- le futur tunnel sous la Manche à partir duquel est prévue une autoroute vers Paris et vers l'Europe Centrale desservant Lille par une courte bretelle ».

Ce cadre suggère une composition linéaire. Je n'ai pas pris le petit plan avec moi, nous aurons bien l'occasion de revoir cette affaire de près. Il y a en effet un plan qui montre qu'on est passé de la conception triangulaire à la structure linéaire. Autrement dit, la métropole paraît devoir être traversée par de grands axes routiers, des autoroutes qui partiront aussi bien de l'ouest vers l'est, que du nord vers le sud mais avec une préoccupation dominante, celle de déplacer le centre d'intérêt de la métropole en direction non plus de Roubaix et Tourcoing à cause de la frontière belge, mais en direction des mines du Pas-de-Calais.

Alors ces autoroutes et grands axes routiers qui sont prévus semblent devoir permettre, selon les études qui sont faites, la construction d'un nombre considérable d'habitations qui permettraient de faire venir une population de 300.000 habitants en provenance des régions minières lorsqu'on aura implanté de nouvelles industries le long de ces nouvelles artères en direction de La Bassée et de Béthune. Car on envisage qu'à partir d'une certaine période (tantôt on dit 1990, tantôt on dit l'an 2000) l'exploitation des houillères sera terminée et la population qui sera là-bas devra être ramenée en direction de la métropole autour des grands axes routiers qui auront été construits, je le répète, à partir de Lille en direction de La Bassée et de Béthune.

C'est pourquoi on dit maintenant que cette métropole qui semblait devoir à l'origine être triangulaire et s'intégrer davantage à l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières serait linéaire et se prolongerait encore une fois, en direction du Sud-Ouest.

Peut-être se pose-t-on la question suivante ?

Mais qu'est-ce qu'on fera de cette région des mines dépourvue de ses habitants et de sa main-d'œuvre naturellement, puisqu'il n'y aura plus d'exploitation houillère ? Le projet prévoit que toute cette zone là jusqu'à la vallée de la Scarpe deviendra les grands parcs nationaux où on établira les loisirs de toute nature avec des plans d'eau, etc..., de manière à pouvoir permettre à la population de la métropole d'aller se distraire



et se récréer dans cette région dont on aura peut-être fait disparaître les terrils, ou qu'on les aura gazonnés, ou présentés d'une autre manière (sourires). Je ne plaisante pas, c'est exactement dans les idées projetées par certains. Je crois qu'il n'est pas mauvais que le Conseil Municipal soit informé de tout cela.

« Ce cadre suggère naturellement une composition linéaire structurée par un ensemble, routes, voies ferrées, canaux, avec un certain nombre de points stratégiques :

— Saint-Omer, Béthune, Lille-Roubaix-Tourcoing, etc...

— Lens et Douai et leur région se verraient stabilisées. La Vallée de la Scarpe, nous l'avons indiqué tout à l'heure, pourrait devenir le grand parc national.

Dans cette étude que je commente, on dit encore que dans le cadre de l'agglomération étudiée, une composition linéaire présente l'avantage de placer le centre actuel de Lille (donnée historique et réalité actuelle) au cœur de la future métropole et paraît la plus favorable à l'implantation d'une infrastructure de transports au niveau métropolitain ».

Vous pensez bien que je n'ai pas l'intention de vous donner lecture de toute cette importante analyse mais je résume l'examen que j'en ai fait en disant que « le schéma qu'il propose tend essentiellement :

— à désenclaver Lille-Roubaix-Tourcoing et faire traverser la métropole nouvelle par ces voies de communications majeures qui vont lier en croix l'Angleterre à l'Allemagne, la Belgique et les pays Nordiques à Paris et à l'Europe du Sud ;

— à développer sur l'axe Béthune-Saint-Omer, exceptionnelle rencontre de trois voies de communications structurales, de très importantes implantations pluri-industrielles, susceptibles d'utiliser la main-d'œuvre existant dans le secteur et de la fixer ;

— à relier étroitement Lille-Roubaix-Tourcoing ;

— à stabiliser Lens, Carvin et Douai ;

— à reconquérir les espaces laissés vacants après que les Houillères auront cessé leur activité ».

Je me suis efforcé, dans un minimum de temps, d'esquisser à grands traits les caractéristiques essentielles de la future métropole telle qu'elle est actuellement envisagée en essayant d'être aussi clair que possible, encore que la matière soit assez touffue et complexe.

Des questions se posent parfois, elles ont quelquefois été posées dans certaines études émanant de comités privés.

Quelle forme revêtira en fin de compte la métropole ? Doit-on prévoir qu'il y aura un jour une structure, un organisme juridico-administratif qui coiffera l'ensemble des commissions et collectivités diverses qui, dans le passé et dans le présent, ont eu ou ont encore à connaître ce problème à des titres divers ?

Il est impossible pour le moment d'avancer un commencement de réponse à ces questions. Personnellement, je pense que la formule de « l'agglomération » telle qu'elle avait été envisagée par le plan d'urbanisme régional, était meilleure que la métropole linéaire. Enfin, c'est un point de vue personnel mais je le dis tout de même en passant.

Peut-être aboutirons-nous à la fusion volontaire de certaines communes pour n'en faire qu'une seule ou plusieurs importantes, je dis bien « fusion volontaire ».



« Ces problèmes seraient beaucoup plus faciles à résoudre s'il y avait une plus grande concentration de nos populations puisqu'elles ont les mêmes modes de vie, les mêmes façons, les mêmes moyens de transports et les mêmes besoins » ; je dis que la Ville de Lille se féliciterait de cette situation nouvelle qui se créerait à cause précisément de la situation dans laquelle elle se trouve par suite de l'exigüité de sa superficie. Tout le monde sait que Lille avec ses 200.000 habitants est construit sur 2.100 hectares alors que la ville de Marseille est bâtie sur 23.000 hectares.

J'ai dit qu'on assistera peut-être à la fusion volontaire de certaines communes ce qui n'empêcherait pas les communes de se grouper en syndicat intercommunal, ou district, ayant pour vocation toutes les questions d'équipement collectif s'intégrant dans le concept métropole.

Pour le moment on nous dit que l'État va inscrire au 5<sup>me</sup> plan 1966-1970 la réalisation d'un certain nombre d'équipements allant dans le sens de la métropole. A mon avis, pour le Gouvernement, il s'agit d'équiper rationnellement ; la structure de la métropole doit être pour lui, apparemment, un problème secondaire qui trouvera sa solution par la force des choses dans un délai de 20 à 25 ans. Je crois que c'est cela qu'a en vue le Gouvernement.

Je voudrais maintenant essayer d'apporter quelques renseignements sur la restructuration, le modelage et la rénovation qui, selon le plan Bernard, vont s'imposer à notre ville.

Je note que la notion des boulevard périphériques n'a plus dans l'esprit des bâtisseurs de plans d'aujourd'hui la même importance qu'il y a un certain nombre d'années. Cette notion n'est pas périmée mais dépassée par une autre notion : il faut amener au cœur des centres d'affaires et administratifs les véhicules des villes relais ou des zones rurales, donc autoroutes qui débouchent au cœur même de la ville. Voilà une notion qui maintenant domine, ce qui amène un nouveau système de transports en commun rapides, véloce, pratiques et économiques incitant à ne plus utiliser de véhicules personnels, décongestion nécessaire des centres urbains, on dit dans cette étude : « la survie des centres urbains est à ce prix ».

Bien entendu il y a autre chose, il y a dans cette étude tout ce qu'il y a lieu de faire pour permettre ces transports rapides : non seulement des autoroutes qui aboutissent au centre des grandes villes, au centre de la Ville de Lille en particulier, mais aussi d'autres travaux d'infrastructure qui permettent une circulation plus rapide et la décongestion de la ville.

Pour réaliser ce programme, le programme selon lequel on va s'attacher à remodeler, à restructurer une ville comme Lille, plusieurs opérations sont prévues. J'ai connaissance de quelques-unes de ces opérations et je dois signaler en passant que ce n'est pas dans l'étude de M. Tarrel que j'ai puisé ces renseignements.

Voici ce qu'on dit en ce qui concerne Lille.

A Lille on conserverait le centre commercial actuel ainsi que le vieux Lille au nord comme partie historique rénovée. Quand au sud de Lille, c'est-à-dire la partie qui s'étend entre le centre commercial actuel et le boulevard périphérique, vous voyez là-dedans Wazemmes et Esquermes, il deviendrait un quartier résidentiel et de direction. De grands équipements métropolitains pourraient y être implantés, Facultés par exemple.



Ce nouveau cœur de la métropole serait desservi, je l'ai déjà dit, par une autoroute urbaine de pénétration. Plusieurs opérations sont envisagées : utilisation de la gare Saint Sauveur supprimée, je ne sais pas si la S.N.C.F. a donné son accord ! peu importe ; déplacement de la Foire Commerciale (rires), opération devenue indispensable même s'il faut l'installer à Gruson (rires) ; il est noté dans l'étude que toutes les grandes villes européennes disposent de grands espaces à l'extérieur de l'agglomération réservés à cet usage ; utilisation d'une partie des aires non aménagées du port de Lille, là encore l'opération est rendue possible par le fait que le port de Lille, déjà trop petit pour la ville, serait relié par un métropolitain à l'extérieur de l'agglomération.

Je vais limiter mon énumération, on utiliserait aussi une partie du stade Henri Jooris et l'installation d'un stade olympique de 100.000 places est prévue tandis que son emplacement reste à déterminer.

Je vois, mes chers collègues, que les éléments que je viens de vous donner soulignent assez toute l'importance, j'allais dire l'énormité du problème, son ampleur, et font apparaître d'une manière suffisamment claire les responsabilités qui vont incomber aux administrateurs des communes et aux administrateurs de la Ville de Lille en particulier.

Il y aura des questions, bien sûr, qui seront posées, je m'efforcerai d'y répondre, mais je présume que quelqu'un me posera la question : « pourriez-vous nous renseigner sur un point qui paraît essentiel, quels sont les moyens financiers qui vont être mis en œuvre pour la réalisation de ce programme grandissime ? ».

La réponse je la trouve dans un journal sérieux, un journal parisien, un journal du soir, pour ne pas le nommer, c'est le « Monde », qui dit : « aucun crédit d'État n'a été débloqué jusqu'ici dans ce but et la note ne semble même pas avoir été chiffrée avec précision. Combien Paris acceptera-t-il de payer ? Un financement local sera certainement nécessaire à base fiscale sans doute mais la capacité contributive de la région (il s'agit de la nôtre, du Nord) qui ne finance que 30 % des investissements publics actuels ne peut pas dégager des sommes importantes ». Le journaliste termine ses réflexions : « les élus locaux ne manifestent pas un enthousiasme excessif à ce sujet ». Il voulait certainement dire : « on comprend que les élus locaux ne manifestent pas un enthousiasme excessif à ce sujet ! » (fin de citation).

Récemment un journal local parlant de l'éventuelle mise en marche du Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille à propos duquel je sou mets un projet de délibération, écrivait : « tout est prêt, une seule municipalité manque à l'appel, Lille », alors il poursuit : « on espère vaincre ces ultimes coquetteries et rassembler tout le monde en un seul troupeau ». Je n'apprécie pas beaucoup la coquetterie en cette matière et j'aime encore beaucoup moins l'évocation du troupeau.

Je n'invoquerai pas Clautswitz selon lequel « le grand mot de la stratégie est de savoir attendre » chacun sait ici les raisons personnelles pour lesquelles le problème qui est posé aujourd'hui n'a pas été réglé en juin dernier. Le fait que nous ayons cherché plusieurs formules pour aboutir à une action intercommunale satisfaisante ne saurait être considéré de bonne foi comme une preuve d'hostilité à l'idée de métropole.

Nous disons oui à tout ce qui peut contribuer à assurer le progrès économique et un meilleur devenir humain dans la cité rénovée.



Nous disons oui, non pas aveuglément mais les yeux grands ouverts, sur les réalités qui peuvent être très dures comme sur les conséquences qui doivent en résulter à la fois pour la population dont nous avons la charge et pour les intérêts de la ville que nous administrons.

Nous disons oui à la condition que nous ayons notre mot à dire dans l'orientation, le choix et le but des projets.

Ce mot que nous voulons pouvoir dire, ce contrôle que nous voulons exercer, ces choix à propos desquels nous voulons être éclairés, nous voulons pouvoir le faire ici en cette enceinte d'abord et au sein d'une organisation intercommunale prenant ses décisions librement et démocratiquement.

C'est pourquoi je vous demande, mes chers collègues, de voter le projet de délibération qui vous est soumis en vertu duquel nous donnerons notre adhésion au Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille.

M. MINNE. — Ce problème nous dépasse. Quelle que soit notre décision, nous en serons comptables vis-à-vis de ceux qui nous succéderont ici même et les directives, si bien formulées soient-elles, devront être reconsidérées par les diverses administrations municipales en cause.

Nous sommes obligés de nous rallier aux objections parfaitement raisonnables que vous avez formulées. Il ne suffit pas d'accepter, il faut souvent se défendre et la position de notre municipalité sera singulièrement plus forte si nous nous sentons solidaires des communes voisines.

Le principe d'un syndicat intercommunal qui alignerait les décisions d'en haut sur nos conceptions locales me paraît indiscutable.

Je voulais simplement poser une question : en fait ce syndicat intercommunal a existé mais a-t-il, dans le passé, manifesté son activité ou est-ce un organisme en sommeil ?

M. LE MAIRE. — Ce syndicat existe depuis 1923. A cette époque les communes avaient des préoccupations comme celle de l'électrification rurale ou encore celle de certains projets d'eau potable, etc... Le Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille s'est manifesté plus récemment lorsqu'il a participé à la mise sur pied du Syndicat Mixte des Transports où il a désigné, pour le représenter, MM. Ducrocq et Notebart, ainsi que M. Brunet, ingénieur conseil, en qualité d'expert.

M. MINNE. — Compte tenu des explications fournies, nous sommes tout à fait d'accord sur le rapport.

M. LANDRIE. — Avant d'émettre un avis sur l'adhésion de notre commune au syndicat intercommunal, on est en droit de s'interroger sur la question de savoir s'il est absolument nécessaire de créer un organisme spécial en vue d'examiner les problèmes de l'aménagement de l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières.

Comme vient de le rappeler M. le Maire, le Gouvernement a prévu la création de huit métropoles dites d'équilibre et dans cette perspective des études ont été faites pour préparer le 5<sup>me</sup> plan.



Il faut naturellement éviter que le pouvoir actuel prenne prétexte d'une soi-disant incapacité des communes de l'agglomération lilloise à s'organiser pour élaborer des programmes d'équipement.

Mais rien n'empêchait le Préfet, représentant le pouvoir central, de consulter les assemblées locales élues et d'organiser des actions intercommunales précises en vue de la réalisation des objectifs du plan. Mais il apparaît de plus en plus que le Gouvernement prend prétexte de cette politique d'aménagement du territoire pour forcer les communes à se grouper, soit dans des districts, soit dans des syndicats polyvalents dont le Ministre de l'Intérieur n'hésite pas à annoncer qu'ils préfigurent les nouvelles structures locales.

Avant de s'engager dans un syndicat intercommunal, il est utile de connaître la doctrine du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne l'avenir des communes françaises. Celle-ci a été exposée au mois de juillet dernier devant le Conseil des Ministres et les Préfets ont reçu, depuis, le texte du rapport de M. Frey.

Les Préfets ont été chargés de dessiner les contours des futurs districts ou syndicats intercommunaux. Il s'agit, en somme, de regrouper les 38.000 communes de France en deux à trois mille circonscriptions, soit par des districts urbains ou ruraux, soit par des syndicats à objets multiples. Ces organismes seront appelés à dessaisir, progressivement, les communes de la totalité de leurs attributions.

En ce qui concerne les très grandes agglomérations, M. Frey a prévu une législation particulière, je cite : « l'adaptation de leurs structures administratives et de leur armature urbaine exige des prises de position du Gouvernement et non une simple action administrative ». Dans cet esprit une expérience, dont le contenu n'a pas encore été précisé, sera tentée dans les agglomérations de Lille-Roubaix-Tourcoing, Nancy-Metz-Thionville, Lyon-Villeurbanne.

Les théories de M. Debré, sur les municipalités d'agglomération, pourraient dès maintenant recevoir un commencement d'application. La composition de ces assemblées nouvelles pourrait être celles de Commissions de Développement Économique mises en place à l'échelon des régions par la réforme administrative du 14 mars dernier ; M. Debré proposait aussi la nomination, par le pouvoir central, des Maires et des principaux adjoints dans les villes les plus importantes.

Enfin, M. Frey, dans sa note aux Préfets, rappelait que ceux-ci disposaient d'un moyen de pression efficace : « les communes qui se regrouperont bénéficieront d'avantages financiers particuliers », et en réponse à une question posée par un sénateur au sujet des incitations financières, il a déclaré : « les avantages ainsi attribués ne pourront être indéfiniment maintenus à chacun des organismes. Le Gouvernement s'efforcera cependant de faciliter, aussi longtemps qu'il sera possible, la réalisation de programmes d'équipement ayant justifié ce regroupement ».

En poussant à l'organisation de syndicats intercommunaux et en leur transférant progressivement le maximum d'attributions, le pouvoir entend faciliter son contrôle sur les collectivités de base par une diminution considérable de leur nombre, d'une part, et d'autre part, par l'entrée dans les organismes intercommunaux d'agents d'exécution de l'administration centrale.



Nous avons déjà exprimé notre sentiment sur l'organisation intercommunale. Les secteurs administratifs n'ont rien à voir dans cette affaire, la question fondamentale pour résoudre les problèmes d'équipement est celle des crédits. Des exemples récents peuvent être cités : difficultés de réalisation du plan d'assainissement de la région lilloise, de la cité scientifique d'Annappes, de notre programme d'équipement socio-éducatif, de logements, etc..., faute de crédits suffisants.

Nous devons faire un effort pour favoriser la mise en valeur de notre région, sur tous les plans, et il est certes nécessaire de prendre des mesures pour faire face aux problèmes nouveaux comme ceux qui résultent du développement des agglomérations et de la construction industrielle et agricole.

La recherche de formes d'organisations administratives adaptées à cette évolution doit se faire avec le concours des assemblées locales et départementales élues, dont les prérogatives doivent être respectées et même étendues.

Dans cet esprit, nous préconisons, sur un plan général, l'élection au suffrage universel et la représentation proportionnelle de toutes les assemblées. Mais obligés de déterminer notre action immédiate dans le cadre actuel, c'est-à-dire dans le cadre de l'État qui assure la main-mise des grandes puissances financières sur tous les rouages de l'administration du pays, nous avons soutenu le projet de conférence intercommunale lors de l'avant-dernière réunion du Conseil Municipal. C'est dans le même esprit que nous avons examiné le rapport proposant l'adhésion de la Ville au Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille, créé en 1923 et groupant déjà 119 communes sur 128.

Ce syndicat se différencie très nettement des syndicats à vocations multiples préconisés par le Gouvernement Gaulliste. Il s'agit, d'après l'article 2 des statuts, d'un syndicat d'étude et de défense des intérêts des communes de l'arrondissement.

Nous voulions cependant attirer l'attention du Conseil Municipal sur la nécessité d'être vigilants en face des manœuvres qui peuvent intervenir en vue de détourner ce syndicat de son but initial et de l'amener à se transformer en syndicat à vocations multiples.

En donnant notre accord pour l'adhésion de notre Ville au Syndicat Intercommunal de l'Arrondissement de Lille, nous formulons le souhait que celui-ci se saisisse très rapidement de la question du nouveau projet d'aménagement de l'arrondissement de Lille dont M. le Maire vient de parler, en faisant état de l'étude très poussée de M. Tarrel, directeur départemental, relevée dans le dernier numéro du « *Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment* » et sur laquelle les communes n'ont jamais été consultées. Il y a d'autant plus nécessité d'exprimer notre avis sur ce projet et sur les options proposées que les réalisations dans notre ville en sont déjà affectées.

Nous proposons que le Conseil Municipal tienne une session spéciale pour étudier les projets qui seront soumis à l'examen de ce syndicat d'étude de façon que nos mandataires puissent se faire les porte-parole du Conseil Municipal, chargé de faire prévaloir les intérêts de la population.

M. COLICHE. — Le groupe M.R.P. est profondément heureux de voter cette adhésion de la Ville de Lille au Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille. Nous connaissions la nécessité d'une large politique d'action intercommunale en matière d'équipement urbain mais en même temps, élus locaux, nous souhaitons sauvegarder



et même promouvoir l'action des éléments primaires de base que sont les communes. La décision institutionnelle prise ce jour nous permettra de connaître, par l'intermédiaire de M. le Préfet, l'avant-projet de schéma de structure établi par M. l'Urbaniste Bernard comme aussi les travaux des autres groupes de travail ; elle nous permettra également de coordonner les efforts d'instances administratives, économiques et sociales, si nombreuses et si diverses.

Les élus locaux pourront être effectivement, les animateurs de cette progression vers la cité de l'avenir et, sur un plan positif, sans aucun esprit de chicane, ils pourront souligner publiquement, aux auteurs d'articles fantaisistes comme celui paru dans le numéro 108 de la revue « *Direction* », ce qu'ils ont fait ou projeté de faire.

La gestion administrative est de première nécessité mais l'économique, le social pénètrent le politique et celui-ci doit inspirer, animer et surtout coordonner et arbitrer les différentes thèses et les intérêts en présence.

De l'article susvisé quelques chiffres sont à retenir : dans le budget national d'équipement : le Nord reçoit 90,70 F. par habitant alors que la moyenne nationale s'élève à 99,60 F. ; des impôts d'État le Nord ne reçoit que 8,8 % des investissements sur 13 % pour le reste du pays, Paris exclu.

Si nos communes et notamment Lille veulent vivre, elles doivent en premier lieu être reliées de façon moderne par la route à Dunkerque et Calais.

Il est temps de nous présenter devant les instances nationales tous ensemble et avec une conception ordonnée des tâches. L'adhésion de notre Ville au Syndicat de Communes de l'Arrondissement de Lille est une prise importante de position et c'est pourquoi le groupe M.R.P. souhaite que tous nos collègues, unanimes, votent cette délibération.

M. ROMBAUT. — Nous apportons notre adhésion totale au projet de délibération que vous présentez. Certains ont parlé de Lille ou du Nord, région pilote ; d'autres parlent de notre région en laissant penser que nous sommes en période de recul.

Le moment est venu, je pense, de traiter sérieusement un problème excessivement sérieux. C'est ce que vous avez fait, M. le Maire, en soulignant qu'il fallait, dans ce domaine, faire preuve à la fois de sagesse et d'audace. Il est certain que les problèmes doivent être repensés à une échelle régionale et toutes les bonnes volontés politiques, économiques ou syndicales doivent intervenir pour trouver une solution à ce problème.

C'est le but, je crois, que poursuit le projet que vous présentez. Il est très heureux que la population tout entière, à quelque parti politique, à quelque classe sociale qu'elle appartienne, comprenne que les élus municipaux de Lille, s'ils n'ont pas traité d'emblée ce sujet parce qu'il n'était qu'ébauché, l'étudient avec le plus grand soin le jour où véritablement les projets, jusqu'alors schématiques, prennent corps.

La Ville de Lille se devait d'être présente dans cette grande idée de métropole, elle le sera maintenant sous la forme d'un syndicat intercommunal ; je m'en réjouis pleinement.

M. LE MAIRE. — Après les interventions diverses qui se sont produites, je constate que le Conseil Municipal est unanime pour l'essentiel.



M. Landrie souhaitait qu'il y ait une réunion spéciale consacrée à l'examen du rôle du Syndicat intercommunal, qui va recevoir une nouvelle vitalité de par l'adhésion d'un certain nombre de communes et de grandes villes. Cette réunion spéciale ne me paraît pas tout à fait nécessaire.

J'envisage de tenir, en décembre, une nouvelle réunion du Conseil Municipal et les deux délégués que vous allez désigner ce soir seront peut-être en mesure de vous rendre compte, à ce moment-là, de l'état d'esprit qui règne au sein du syndicat intercommunal et des modifications qui auront pu être proposées au cours de sa première réunion, par exemple, modification du bureau. Des informations pourront peut-être également vous être données sur les projets et les plans évoqués dans l'étude de M. Tarrel.

M. LANDRIE. — Notre groupe propose que le syndicat se saisisse, aussi rapidement que possible, de ce projet d'aménagement et que, préalablement à une prise de position des mandataires de notre conseil, nous puissions avoir un échange de vues sur ce projet et donner notre avis dans l'intérêt de notre population.

M. LE MAIRE. — Il est évident que le syndicat va d'abord demander à être informé des projets Bernard et autres. Le syndicat délibérera et chaque commune voudra informer son Conseil Municipal pour dire ce qu'il pense des projets. C'est le fonctionnement normal d'un syndicat de communes.

J'enregistre, avec plaisir, que le projet de délibération que nous proposons au Conseil Municipal est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Il est proposé, pour représenter le Conseil Municipal, M. Augustin Laurent, Maire, et M. Hénaux.

Le Conseil Municipal désigne au scrutin secret et à l'unanimité des votants, M. Augustin Laurent, maire et M. Georges Hénaux, adjoint.

Au mois de mai dernier, M. le Préfet a fait savoir au Maire de Lille qu'il aurait très volontiers exposé aux membres de l'Administration Municipale les projets en cours d'élaboration concernant la métropole.

Nous avons répondu immédiatement que nous enregistrons sa proposition et que nous étions tout à fait d'accord pour qu'il fasse connaître ces projets à l'Administration Municipale.

Puis les mois ont passé et nous n'avons plus entendu parler de la visite de M. le Préfet.

J'ai eu plus tard à lui écrire au sujet du refus opposé par le Ministère de la Construction à l'approbation du projet d'implantation de la chaufferie de Saint Sauveur sur le terrain réservé, à la Porte de Valenciennes, à la fois pour l'installation de ce chauffage et pour la construction d'un groupe de 428 logements.

M. le Préfet m'a répondu qu'un équipement de cette nature devait être étudié en fonction des perspectives futures du développement de la Ville de Lille et M. le Préfet ajoutait : « Je pense pouvoir bientôt vous exposer l'avant-projet du schéma de structure établi par M. Bernard ».

J'en conclus que des modifications ont dû être apportées au projet, ce qui n'a pas permis à M. le Préfet de venir s'expliquer devant l'Administration Municipale de Lille.



1<sup>re</sup> DIVISION.

64/ 1.011. — Fourniture d'articles textiles. Année 1964. Marché de gré à gré.

Adopté.

64/ 1.012. — Distribution de fin d'année à certaines catégories de la population.

M<sup>me</sup> DEFRANCE. — Le groupe Communiste pense qu'il serait préférable que cette distribution ait lieu chaque année dans les quartiers plutôt qu'à la mairie, tout au moins pour certains quartiers éloignés comme les Bois Blancs. Certains ont demandé par exemple, que la salle de fêtes de Fives soit utilisée en la circonstance. . . Cela permettrait à un plus grand nombre de vieux de venir chercher eux-mêmes leur colis sans avoir recours à des voisins obligeants.

M. LE MAIRE. — Cette proposition aurait dû être faite plus tôt, il est un peu tard pour modifier les dispositions prises.

M<sup>me</sup> TYTGAT. — La question avait déjà été évoquée, mais il y a d'autres inconvénients : il faudrait que tous les colis soient portés et les foyers d'anciens sont nettement trop petits. C'est la raison pour laquelle des moyens de transport ont été mis à la disposition des vieilles personnes pour se rendre à l'Hôtel de Ville.

M. LE MAIRE. — Vous pourrez présenter votre proposition à la Commission compétente pour l'année prochaine.

Adopté.

64/ 1.013. — Coquilles, pain, biscuits. Année 1964. Marché de gré à gré.

64/ 1.014. — Fourniture de lait, beurre et produits laitiers. Année 1965. Marché de gré à gré.

64/ 1.015. — Machine à reproduire de bureau « XEROX 914 ». Contrat de location.

64/ 1.016. — Armée active. Sursis d'incorporation. Avis.

Adoptés.

64/ 1.017. — Liste électorale politique 1965. Révision. Délégation.

M. LE MAIRE. — Nous proposons les candidatures de M<sup>me</sup> Tytgat à la Commission administrative et de M<sup>me</sup> Defline et M. Blanchard à la Commission municipale.

Le dépouillement du vote, au scrutin secret, a donné les résultats suivants :



## I. — COMMISSION ADMINISTRATIVE

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître. . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés. . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M<sup>me</sup> Tytgat, trente-sept voix.

M<sup>me</sup> Tytgat ayant obtenu la majorité absolue, est déclarée élue.

## II. — COMMISSION MUNICIPALE

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître. . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés. . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

Ont obtenu : M<sup>me</sup> Defline, trente-sept voix.

M. Blanchard, trente-sept voix.

M<sup>me</sup> Defline et M. Blanchard ayant obtenu la majorité absolue, sont déclarés élus.

## 64/ 1.018. — Statistique agricole. Commission communale pour 1965. Délégation.

M. LE MAIRE. — Nous proposons la candidature de M. Lourdel.

Le dépouillement du vote au scrutin secret a donné les résultats suivants :

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître. . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés. . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Lourdel, trente-sept voix.

M. Lourdel ayant obtenu la majorité absolue, est déclaré élu.



64/ 1.019. — Tribunaux paritaires de baux ruraux. Listes électorales 1965. Révision. Délégation.

M. LE MAIRE. — Nous proposons la candidature de M. Lourdel.

Le dépouillement du vote au scrutin secret a donné les résultats suivants :

*1<sup>er</sup> tour du scrutin*

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître. . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés. . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Lourdel, trente-sept voix.

M. Lourdel ayant obtenu la majorité absolue, est déclaré élu.

64/ 1.020. — Conseil de Prud'hommes. Listes électorales 1965. Révision. Délégation.

M. LE MAIRE. — Nous proposons les candidatures de :

MM. De Becker, électeur ouvrier,  
Doyennette, électeur employé,  
Camelot, électeur patron.

Le dépouillement du vote au scrutin secret a donné les résultats suivants :

I. — ÉLECTEUR OUVRIER

*1<sup>er</sup> tour du scrutin*

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître. . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés. . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. De Becker, trente-sept voix.

M. De Becker ayant obtenu la majorité absolue, est déclaré élu.

II. — ÉLECTEUR EMPLOYÉ

*1<sup>er</sup> tour du scrutin*

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Doyennette trente-sept voix.

M. Doyennette ayant obtenu la majorité absolue, est déclaré élu.



## III. — ÉLECTEUR PATRON

1<sup>er</sup> tour du scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Camelot, trente-sept voix.

M. Camelot ayant obtenu la majorité absolue, est déclaré élu.

64 / 1.021. — Conseil de Prud'hommes. Création d'une section des professions diverses. Réorganisation de la liste des professions.

Adopté.

2<sup>me</sup> DIVISION.

64 / 2.011. — Centre Martine Bernard. Gestion de l'exercice 1963.

64 / 2.012. — État-Civil. Achat de publications « Petit Guide de l'Alimentation Familiale ». « Petit Guide de la Ménagère ». Crédit.

64 / 2.013. — Cimetières. Reprise des concessions perpétuelles à l'état d'abandon.

64 / 2.014. — Vacations funéraires dues aux Commissaires de Police. Fixation du taux.

Adoptés.

3<sup>me</sup> DIVISION.

64 / 3.076. — Association générale des Etudiants de Lille (A.G.E.L.). Réception d'Etudiants de l'Université de Prague. Subvention.

64 / 3.077. — Amicale des anciens musiciens du 43<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie et de la Garnison de Lille. Assemblée générale du 4 octobre 1964. Subvention.

64 / 3.078. — Fédération nationale F.O. des mineurs et similaires. Congrès triennal des 7, 8 et 9 novembre 1964. Subvention.

64 / 3.079. — Fédération nationale des centres de propagande et d'action contre le taudis (P.A.C.T.). Congrès national à Lille les 12 et 13 juin 1964. Subvention.

64 / 3.080. — Théâtre populaire des Flandres. VIII<sup>e</sup> Nuits de Flandres. Subvention complémentaire.



- 64/ 3.081. — La « Baraque Foraine ». Festival de septembre 1964. Subvention.
- 64/ 3.082. — Semaine des Œuvres sociales du Cinéma. Taxe sur les spectacles. Exonération partielle.
- 64/ 3.083. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Divers groupes. Emprunt de 733.590 francs. Réalisation.
- 64/ 3.084. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Résidence « Vignette ». Construction de 68 logements. Emprunt complémentaire de 343.629,82 F. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.085. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Résidence « Faubourg des Postes. » Construction de 216 logements. Emprunt complémentaire de 35.400 francs. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.086. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Cité « Convention ». Construction de 80 logements (Programme social de relogement). Emprunt complémentaire de 82.150 francs. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.087. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Construction de 355 logements à l'extrémité de la rue de La Bassée et du boulevard de la Moselle. Emprunt de 12.273.000 francs. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.088. — Office Public municipal d'habitations à loyer modéré. Résidence « Quai Vauban ». Construction de 308 logements. Emprunt de 2.946.420 francs. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.089. — Société anonyme d'Habitations à loyer modéré de Lille et environs. Groupe « Résidence Sud ». Tranche de 200 logements. Emprunt complémentaire de 1.779.903 francs. Garantie de la Ville.
- 64/ 3.090. — Société anonyme d'habitations à loyer modéré de Lille et environs. « Résidence Sud ». Construction de garages. Modification de garantie d'emprunt.

Adoptés.

- 64/ 3.091. — Syndicat intercommunal d'assainissement de la Région lilloise. Compte administratif de l'exercice 1963. Budget de l'exercice 1964. Avis.

M. COLICHE. — Quelle est la position du Syndicat d'Assainissement par rapport aux subventions de l'État ?

M. LE MAIRE. — La subvention du Ministère de l'Intérieur est de 40 % du montant des travaux.

Les dotations, normales la première année, ont diminué la seconde année. En juillet dernier, le Syndicat a reçu notification de l'octroi d'une subvention de 4 millions de francs provenant du budget du Ministère de l'Intérieur et représentant 40 % d'une tranche de travaux fixés à 10 millions de francs ; dès réception de cette décision, le Syndicat a pris l'attache de la Caisse des Dépôts et Consignations afin d'obtenir le versement d'un prêt de 6 millions de francs.



Le dégagement de cette tranche de subvention a permis au Syndicat de lancer les nouveaux projets suivants : station d'épuration, travaux intéressant le collecteur rive gauche, le collecteur d'Haubourdin et collecteur Flers, Wasquehal, Marquette.

Il s'agit d'un ensemble de travaux s'élevant à 22 millions de francs mais, différents marchés, et notamment celui de la station d'épuration, s'échelonnent sur plusieurs années.

A propos des travaux d'assainissement, je pense que vous avez gardé en mémoire le rapport que j'avais fait au cours de notre séance du 6 mars 1963. Je vous avais dit qu'il y avait 71 km. d'égouts en béton exécutés depuis 1920 ; 68 km. d'ouvrages en briques sont à refaire. A ces 139 km. d'égouts primaires il faut ajouter 55 km. de collecteurs principaux et secondaires, dont 33 km. tomberont dans le domaine intercommunal par la suite. Enfin, 38 à 40 km. de rues ne sont pas pourvues d'égouts. En bref, 110 km. d'égouts sont à construire.

Par délibération n° 63 / 6.061, du 10 juin 1963, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 2 janvier 1964, vous avez décidé la réalisation d'une première tranche prévoyant la construction de 6.750 mètres linéaires d'égouts et la suppression de 400 mètres linéaires d'anciens canaux. La dépense a été évaluée à 3 millions de francs, la participation de la Ville devait être financée par voie d'emprunt et nous escomptions une subvention de l'État au taux maximum de 40 %.

J'ai le regret de vous faire connaître que depuis plus d'un an les travaux prévus dans cette première tranche n'ont pu être effectués ; l'État n'a donné aucune suite à la demande de subvention que nous avons présentée. Or, la Caisse des Dépôts et Consignations subordonne l'octroi de ses prêts à celui de la subvention de l'État. Le Service de l'assainissement n'a donc disposé d'aucun crédit pour la construction d'égouts.

Je pense qu'il était nécessaire de souligner combien notre action municipale est compromise.

Adopté.

64 / 3.092. — Congrès international du nettoyage urbain à Vienne (Autriche) du 14 au 17 avril 1964. Envoi d'une délégation municipale. Règlement des frais.

64 / 3.093. — Comité Lillois de lutte contre le taudis. Compte d'exploitation de l'exercice 1963. Ratification.

64 / 3.094. — Syndicat mixte d'exploitation des transports en commun de Lille et de sa banlieue. Compte administratif de 1963. Budget primitif de 1964. Avis.

64 / 3.095. — Centre Hospitalier régional de Lille- Compte administratif de 1963. Avis.

Adoptés.

64 / 3.096. — Centre Hospitalier Régional de Lille. Hospices particuliers de vieillards- Orphelinats. Budget primitif de 1964. Subvention de la Ville.

M. MINNE. — Lors de la dernière réunion de la Commission des Hospices particuliers, présidée par M. Lussiez, il avait été convenu qu'une intervention serait faite auprès de la Commission Administrative du C.H.R. pour faire valoir qu'il serait logique



que cet organisme finance, partiellement tout au moins, le déficit des hospices particuliers, compte tenu de ce qu'une majorité appréciable de bénéficiaires était représentée par les ressortissants du C.H.R.

Ces établissements doivent être, en principe, fermés et je voudrais simplement demander le résultat de l'intervention faite auprès du C.H.R.

M. LUSSIEZ. — Nous terminons l'exercice en cours et ensuite la Ville ne sera plus engagée parce que la décision de suppression est effective.

M. MINNE. — Ne pourrait-on éviter justement cette fermeture en demandant au C.H.R. de prendre en charge une partie du déficit ?

M. LUSSIEZ. — La Commission Administrative du C.H.R. a rejeté cette demande parce que le fonds de dotation ne permettait pas de continuer l'exploitation.

M. MINNE. — Dont acte.

Adopté.

64 / 3.097. — Lycée Technique municipal Valentine Labbé. Demi-pension. Budget prévisionnel 1964. Ratification.

64 / 3.098. — Lycée Technique municipal Valentine Labbé. Contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement. Admission en recettes.

64 / 3.099. — Infraction à la législation sur le permis de construire. Astreinte. Admission en recettes.

Adoptés.

64 / 3.100. — Services financiers. Acquisition d'une machine comptable.

M. LOURDEL. — Il n'est pas question dans ce rapport de la reprise de la machine comptable usagée. J'estime que le rabais de 5 % donné par la Maison Burroughs est nettement insuffisant. Nous sommes clients de la maison depuis longtemps et souvent c'est une remise de 10 à 15 % qui est donnée pour les machines de bureau.

Nous voterons ce rapport, mais je parle pour l'avenir : il faudrait discuter de la reprise des machines réformées.

M. COQUART. — Les machines réformées sont le plus souvent reprises par la maison qui les a fournies, quand c'est à elle que l'on s'adresse pour remplacer le matériel en cause. A défaut, elles sont confiées à l'Économat qui s'efforce d'en effectuer la vente et d'en tirer le meilleur parti possible.

Quant aux conditions d'achat, la Mairie bénéficie, en règle générale, des remises qui sont susceptibles d'être consenties aux administrations.

Adopté.

64 / 3.101. — Divers produits communaux. Admission en non-valeur.

64 / 3.102. — Modernisation des abattoirs. Travaux et équipement. Financement provisoire des dépenses sur fonds généraux.



- 64 / 3.103. — Abattoir public. Taxes de nettoyage et de désinfection des véhicules servant au transport du bétail vivant. Création.
- 64 / 3.104. — Abattoir public. Triperie. Redevance d'usage de locaux. Création.
- 64 / 3.105. — Propriétés communales. Crédits d'entretien. Virement de crédit.
- 64 / 3.106. — Construction d'une Bibliothèque municipale. Participation de la Ville. Financement provisoire sur fonds généraux.
- 64 / 3.107. — Immeuble rue de la Marbrerie. Transformation et aménagement. Financement provisoire sur fonds généraux.
- 64 / 3.108. — Programme général d'assainissement. Construction d'égouts. 1<sup>re</sup> tranche 1964. Emprunt de 1.800.000 francs. Financement provisoire sur fonds généraux d'une tranche de crédit de 250.000 francs.
- 64 / 3.109. — Divers projets. Emprunts. Imputation sur fonds généraux.
- 64 / 3.110. — Insuffisances de crédits « Matériel ». Crédits complémentaires. Exercice 1964.

Adoptés.

- 64 / 3.111. — Ville de Lille. Compte administratif de l'exercice 1963.

M. le Maire quitte la salle en laissant la présidence à M<sup>me</sup> Lempereur, premier adjoint.

M. COQUART. — Adjoint délégué aux Finances — L'obligation légale qui est faite à M. le Maire de se retirer au moment où le Compte Administratif est soumis au vote me paraît, personnellement, appartenir à la catégorie des rites surannés.

Quoi qu'il en soit, nos collègues peuvent constater que les résultats consignés dans le document coïncident avec les chiffres qui figurent dans le compte de gestion de M. le Trésorier Principal. Je crois donc pouvoir me contenter de demander au Conseil, sans autre commentaire, d'approuver le Compte Administratif de M. le Maire pour l'exercice 1963.

Adopté.

M. le Maire réintègre la salle.

M<sup>me</sup> LEMPEREUR. — M. le Maire, le Compte Administratif est adopté.

M. LE MAIRE. — Je vous remercie, mes chers collègues, de l'approbation que vous avez bien voulu donner au Compte Administratif qui vous a été présenté.

- 64 / 3.112. — Ville de Lille. Compte de gestion du Trésorier Principal. Exercice 1963.

Adopté.



64/ 3.113. — Ville de Lille. Budget supplémentaire de 1964.

M. PIAT. — Nous sommes heureux de trouver, dans la présentation de ce budget supplémentaire, des renseignements satisfaisants.

Il vous a été possible de dégager un excédent de recettes provenant surtout de l'excédent de recettes de la clôture de l'exercice 1963.

Ainsil il est proposé d'affecter une somme de 1.903.000 F. au paiement, sur fonds généraux, des dépenses initialement prévues à l'emprunt. Il ressort de cette opération une économie de l'ordre de 2 millions de F. pour les finances de la Ville. L'excédent de recettes permet encore d'effectuer à différents Services municipaux des dotations s'élevant à la somme de 2.141.503 F.

Nous enregistrons avec plaisir ce résultat et compte tenu de l'importance des subventions versées à la Ville par l'État, nous espérons que le nombre de centimes additionnels ne sera pas en augmentation, lors du prochain budget, sur celui du dernier exercice.

Pour ces raisons, notre groupe votera le budget supplémentaire de 1964.

M. DÉAN. — M. Lubrez s'abstient.

M. COQUART. — Si l'on considère les opérations propres au Budget Supplémentaire, on constate que leur volume est de l'ordre de 500 millions AF., exactement de 506 millions.

D'un côté, nous avons 432 millions qui se dégagent comme disponible du Compte Administratif, plus 74 millions de recettes diverses. De l'autre côté, il faut noter — et M. Piat en a fait la remarque — que nous prélevons 190 millions AF. pour couvrir sur les fonds généraux certaines dépenses qui étaient inscrites à l'emprunt ; la municipalité tient à confirmer qu'elle entend limiter la part de l'emprunt dans notre Budget au strict nécessaire. Une somme de 215 millions est répartie entre les Services pour les besoins de leur fonctionnement. Le reste est constitué par des dépenses diverses découlant de décisions du Conseil Municipal, dont une subvention de 50 millions accordée au L.O.S.C. Telles sont les grandes lignes, rapidement esquissées.

M. LE MAIRE. — Je crois pouvoir enregistrer un vote unanime du Conseil Municipal pour le Budget Supplémentaire.

Je vous en remercie et je remercie aussi les membres de la Commission des Finances et en particulier mon collègue adjoint aux Finances, M. Coquart, pour la vigilance et le dévouement qu'il déploie. Je ne voudrais pas non plus oublier les Services intéressés.

Adopté à l'unanimité des votants, M. Lubrez s'étant abstenu.

4<sup>me</sup> DIVISION.

64/ 4.026. — Transformation du Lycée Technique Nationalisé Baggio en Lycée Technique d'État. Vœu.

64/ 4.027. — Lycée Technique municipal Valentine Labbé. Machine à calculer. Entretien. Abonnement.



- 64 / 4.028. — École de Plein Air pour enfants de moins de six ans. Ouverture. Conditions de fonctionnement.
- 64 / 4.029. — Classes de neige. Campagne 1964-1965. Financement.
- 64 / 4.030. — École Primaire élémentaire publique de garçons Alfred Rousseau. Aménagement du logement de fonction. Remboursement de frais de déménagement au Directeur.
- 64 / 4.031. — École Primaire publique de perfectionnement Madame Récamier. Classes d'amblyopes et d'infirmes moteurs ouvertes à l'école primaire de garçons Jules Ferry. Transport des élèves. Contrat pour l'année scolaire 1964-1965.
- 64 / 4.032. — Enfance inadaptée. Infirmes-moteurs- Création de classes.
- 64 / 4.033. — Amélioration de l'hygiène alimentaire dans les écoles. Distribution de suraliment aux élèves des écoles publiques âgés de moins de dix ans. Subvention de l'État. Crédit.
- 64 / 4.034. — Subventions de fonctionnement aux Sociétés sportives. Année 1964.
- 64 / 4.035. — Subventions d'organisation aux Sociétés sportives. Année 1964.
- 64 / 4.036. — Théâtres municipaux. Saison 1964/1965. Gala au profit des Œuvres sociales du Syndicat de la Presse quotidienne régionale du Nord.
- 64 / 4.037. — Théâtres municipaux. Revalorisation des salaires du personnel non bénéficiaire de l'augmentation accordée par le Conseil Municipal le 5 juin 1964.

Adoptés.

#### SERVICES TECHNIQUES.

- 64 / 6.037. — Fonds spécial d'investissement routier. 4<sup>e</sup> tranche de financement.

Adopté.

- 64 / 6.038. — Installation de feux tricolores à divers carrefours de la Ville. Financement.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Je me demande s'il ne serait pas plus intéressant d'installer des feux tricolores au carrefour Liberté-Tenremonde plutôt qu'au carrefour Liberté-Bourgogne où un agent règle généralement la circulation aux heures de pointe.

M. VAN WOLPUT. — Cela a été décidé.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — La place du Maréchal Leclerc est encore fort peu éclairée notamment au carrefour de l'artère principale de la place, et du boulevard Bigo-Danel et de la rue de La Bassée. Ce carrefour est devenu très dangereux avec un trafic très important depuis l'ouverture de l'autoroute.



M. VAN WOLPUT. — Sur proposition de M. le Maire, le Conseil Municipal a voté un plan quadriennal pour l'éclairage des grandes artères de Lille.

Le numéro 1 fut le boulevard de la Liberté ; le numéro 2, le boulevard Jean Baptiste Lebas et le boulevard Victor Hugo ; le numéro 3, la rue Pierre Legrand, la rue de Lannoy et peut-être la rue du Faubourg de Roubaix, et le numéro 4, le boulevard Montébello, la place Cormontaigne et le boulevard Vauban, y compris la place du Maréchal Leclerc.

Nous devons attendre les crédits et aussi que les entreprises aient la possibilité de faire le travail ; nous faisons pour le mieux en suivant l'ordonnancement des programmes établis.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Cette place pourrait aussi être mieux nettoyée et les corbeilles à papier vidées plus fréquemment.

M. VAN WOLPUT. — Avec le départ de l'autoroute un effort plus grand devra être fait.

Rapport adopté.

**64 / 6.039. — Aménagement des carreaux des marchés. 2<sup>e</sup> tranche. Crédit.**

M. LANDRÉA. — Une expérience a été tentée porte de Béthune. Pourrait-on avoir quelques précisions sur les résultats ? Les habitants de ce secteur souhaiteraient le maintien de ce marché.

M. DOYENNETTE. — Avec beaucoup de réticence 45 ou 50 forains sont venus s'installer au marché de la porte de Béthune et en fin de compte il en reste actuellement une quinzaine.

Les forains ont été également consultés en vue de l'installation d'un marché à Saint Sauveur, mais ils vendent sur d'autres marchés à Lille et ne veulent pas se déplacer.

M. LANDRÉA. — Je comprends.

Adopté.

**64 / 6.040. — Achat d'un traxcavator. Marché.**

M. MINNE. — Qu'est-ce qu'un traxcavator ? Le tableau portant les noms et adresses des 10 Sociétés ayant répondu à notre appel n'est pas joint au dossier.

M. VAN WOLPUT. — Un traxcavator est une pelle chargeuse.

M. LE MAIRE. — Le tableau se trouve dans le dossier. Voulez-vous en prendre connaissance ?

M. MINNE. — Absolument pas ; cela doit être fort compliqué.

Adopté.

**64 / 6.041. — Fourniture de 2.000 m. de bordure de trottoirs en béton. Année 1964. Marché.**

**64 / 6.042. — Fourniture de 2.000 m. de contre-bordures de trottoirs en béton. Année 1964. Marché.**



64/ 6.043. — Construction d'un égout rue Maugré. Marché.

64/ 6.044. — Construction d'un égout rue Victor Renard. Marché.

64/ 6.045. — Construction d'égout boulevard Carnot. Marché.

Adoptés.

64/ 6.046. — Suppression des canaux des Célestines et des Pénitentes. Mise en adjudication. Cahier des charges.

M. COLICHE. — Nous avons tous reçu une lettre des riverains de la Basse-Deûle.

Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas de crédit pour les égouts, néanmoins je pose la question.

M. LE MAIRE. — J'ai reçu des pétitions et j'ai demandé à M. Van Wolput de recevoir la délégation et de lui donner les explications nécessaires. Nos Services vont suivre cette affaire de très près.

M. CAMELOT. — Si M. Van Wolput pouvait remettre aux Conseillers Municipaux une petite note résumant en quelques lignes les raisons de cet incident et les projets établis, nous aurions une réponse précise à faire au problème qui nous est posé très souvent.

M. VAN WOLPUT. — C'est toute la question de l'assainissement de la région lilloise sur laquelle vous avez eu les renseignements il y a trois ans.

Nous avons dégagé le quai Vauban à la satisfaction des riverains. Dans le vieux Lille, il y a le quai du Wault et des kilomètres d'égouts à faire.

Il y a 30 ans que je connais la question mais tout est à refaire dans le cadre du projet d'assainissement régional et je n'ai pas l'habitude de commencer des travaux sans pouvoir les achever, faute d'argent.

Vous pensez bien que je ne suis pas contre les travaux que M. le Maire a pris l'initiative de commander en faisant réserver un certain nombre de millions mais je ne prends pas la responsabilité de la demande de crédit supplémentaire qui sera indispensable.

Des travaux ont été faits boulevard Carnot, ils constituaient déjà une barrière pour les descentes d'eau. Ces nouveaux travaux vont être faits dans les six mois mais aussitôt nos Services techniques réclameront une douzaine de millions pour faire un siphon dans l'avenue du Peuple Belge et donner satisfaction provisoirement aux riverains de cette avenue.

L'État ne fait pas face malheureusement pour réaliser ces besoins de grands collecteurs et les égouts secondaires ne peuvent dès lors se faire. Je vous ai souvent dit « les égouts forment une chaîne et il n'est pas possible de réparer un maillon sans réparer la chaîne entière ».

M. VIRON. — J'ai soulevé, il y a 2 ans, la question du fossé à ciel ouvert qui se déversait au pied des H.L.M. dans le quartier des Bois Blancs. J'étais intervenu auprès de M. Defaux qui devait transmettre cette réclamation au Service intéressé. La situation, en juin dernier, était inchangée et M. Defaux a reçu une nouvelle délégation pour le même objet. Ce fossé est l'ancienne section de l'Arbonnoise, il y a une mesure à prendre



pour les habitants de ce quartier car la situation s'aggrave encore par le déversement des eaux usées des Établissements Montpellier. Il faut attirer l'attention des Services d'hygiène.

M. HÉNAUX. — C'est un problème technique.

M. MINNE. — En ce qui concerne l'avenue du Peuple Belge, est-ce que cette mesure en somme provisoire, suffira à éviter les incidents signalés ?

M. VAN WOLPUT. — Le travail que vous venez de décider sera achevé dans 6 mois et si nous avons la possibilité, sans attendre, de faire le siphon de l'avenue du Peuple Belge ce sera là un dégagement important.

M. GUILLEMIN. — Le Conseil Général ne pourrait-il pas venir en aide à la Ville pour l'avenue du Peuple Belge ?

M. LE MAIRE. — Le Conseil Général subventionne déjà le Syndicat Intercommunal à 40 % des dépenses d'assainissement de la région lilloise.

M. VAN WOLPUT. — C'est l'État qui ne donne pas de subventions, j'aime beaucoup faire réaliser de grands travaux quand j'ai la certitude, en commençant, de pouvoir les terminer. Mon collègue, Coquart, n'a pas engagé autrement nos finances, il a accepté une subvention annuelle de la Ville pour autant que l'État payait.

M. COQUART. — L'accord est complet entre les Services Techniques et les Finances entre mon collègue M. Van Wolput et moi-même, pour la réalisation des travaux d'assainissement et la construction d'égouts. Les difficultés de financement sont uniquement dues au fait que l'État retarde comme à plaisir l'octroi de sa participation, laquelle est pourtant chose normale et devrait aller de soi. Ces travaux sont, comme il est d'usage constant, inscrits à l'emprunt pour la part communale. Or, la Caisse des Dépôts et Consignations exige à présent, ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer, que la subvention de l'État soit préalablement accordée pour consentir le prêt correspondant. D'où une situation dont la Ville est victime.

Comme l'indique le rapport que nous examinons, c'est le 10 juin 1963 que nous avons voté un programme de 300 millions AF., et l'on attend toujours que notre délibération soit approuvée par l'autorité de tutelle. C'est en raison de cela que, s'agissant de la suppression du Canal des Célestines, qui présente un caractère d'urgence, nous procédons à une avance sur fonds généraux pour un montant de 25 millions AF. La Commission des Finances s'est ralliée à cette proposition.

M. LE MAIRE. — Tout le monde était d'accord pour approuver la délibération 6.046 : mise en adjudication des travaux pour la suppression des canaux des Célestines et des Pénitentes et pour l'imputation de la dépense sur fonds généraux.

Il n'y a pas de commune mesure avec ce qui existe aux Bois-Blancs. Nous en avons pris note, mais la question n'était pas à l'ordre du jour et c'est une mauvaise méthode de discuter sur des choses à propos desquelles il n'est pas toujours possible de donner les informations nécessaires parce que nous ne les avons pas ici. Ces propositions doivent être faites aux Commissions compétentes et, sur le rapport de celles-ci, le Conseil d'Administration juge s'il est nécessaire d'établir un projet de délibération.

Adopté.



64 / 6.047. — Transports automobiles. Renouvellement du matériel. Marché de fournitures de véhicules Citroën.

64 / 6.048. — Service des transports. Vente d'huiles usagées. Admission en recettes.

64 / 6.049. — Distribution d'eau. Réservoir de l'Arbrisseau. Indemnité pour dommages.

64 / 6.050. — Achat d'une mototondeuse Ransomes type « Motor triple » automotrice.  
Adoptés.

#### SERVICE D'ARCHITECTURE.

64 / 7.135. — Services municipaux. Fourniture et travaux spéciaux pour les années 1965 et 1966. Marchés.

Adopté.

64 / 7.136. — Services Municipaux. Fourniture de combustibles solides aux bâtiments communaux. Cahier des Charges. Adjudication.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Les soumissionnaires doivent constituer à la Caisse des Dépôts et Consignations un cautionnement de 100.000 francs (ne s'agit-il pas d'anciens francs ?).

M. LE MAIRE. — Nous ferons vérifier.

Adopté.

64 / 7.137. — Bâtiments communaux. Travaux de nettoyage à exécuter entre le 1<sup>er</sup> avril 1965 et le 31 mars 1967. Adjudication en deux lots. Cahier des charges

64 / 7.138. — Bâtiments communaux. Travaux d'entretien à exécuter aux propriétés et bâtiments communaux entre le 1<sup>er</sup> avril 1965 et le 31 mars 1967. Adjudication. Cahier des charges.

64 / 7.139. — Services municipaux. Vidange et curage de fosses d'aisance pendant les années 1965 et 1966. Marché.

Adoptés.

64 / 7.140. — Services municipaux. Fourniture de fuel oil léger. Marché de gré à gré.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Dans un cahier des charges précédent concernant la fourniture de charbon il était spécifié que seules étaient admises à soumissionner les personnes patentées, faisant effectivement commerce de charbon, ayant fait élection de domicile à Lille. Ne serait-il pas possible d'appliquer les mêmes conditions pour la fourniture de fuel ?

D'autre part, l'entreprise retenue parmi celles consultées est la seule qui soit uniquement importatrice. Elle introduit du fuel étranger qui peut varier en qualité. Toutes les autres se fournissent aux Raffineries de Dunkerque et elles peuvent garantir une qualité égale tout au long de l'année.



M. DOYENNETTE. — Nous n'avons aucune réclamation pour les deux entreprises qui nous fournissent, Purfina et Macron, elles arrivent à nous donner des rabais inespérés.

M. LE MAIRE. — Après un appel d'offres, dans l'intérêt de la Ville, le Service retient la Société qui a fait le rabais le plus important.

M. HÉNAUX. — Il n'est pas possible de faire autrement.

Adopté.

64 / 7.141. — Bâtiments communaux. Acquisition de bois cassé. Marché de gré à gré.

64 / 7.142. — Bâtiments communaux. Fourniture de bois de toutes essences. Marché de gré à gré.

64 / 7.143. — Bâtiments communaux. Contrôle des installations électriques. Contrat de prestation de services. Avenant n° 3.

64 / 7.144. — Bâtiments communaux. Conduite, entretien et approvisionnement en combustible des installations de chauffage. Entretien d'installations sanitaires et de lutte contre l'incendie. Marché de gré à gré. Ancien Hôpital Saint-Sauveur. Avenant n° 9.

64 / 7.145. — Abattoirs. Travaux de modernisation. Ouvrage de franchissement du boulevard périphérique Nord-Est par la voie ferrée desservant les abattoirs. Travaux de terrassement. Admission en recettes.

64 / 7.146. — Abattoirs. Travaux de modernisation. Voirie. 3<sup>e</sup> phase. (partie) projet.

64 / 7.147. — Construction d'une bibliothèque municipale rue Edouard Delesalle. 2<sup>e</sup> revalorisation des dépenses. Part de la Ville. Emprunt. Emploi.

64 / 7.148. — Construction d'une bibliothèque municipale rue Edouard Delesalle. 2<sup>e</sup> revalorisation des dépenses. Subvention complémentaire. Remploi.

64 / 7.149. — Bibliothèque municipale rue Edouard Delesalle. Fourniture de mobilier fixe en bois. Marchés.

64 / 7.150. — Bibliothèque municipale rue Edouard Delesalle. Marché de travaux. Lot n° 8. Revêtement des sols en caoutchouc. Substitution d'entreprise. Avenant.

64 / 7.151. — Bibliothèque municipale. Voirie intérieure. Appel d'offres. Marché.

64 / 7.152. — Bibliothèque municipale. Fourniture d'énergie électrique haute tension. Contrat.

64 / 7.153. — Immeuble rue de la Marbrerie. Transformation et aménagement divers. Lot n° 16. Correction acoustique. Marché sur concours.

64 / 7.154. — Programme socio-éducatif et sportif. Auberge de la Jeunesse. Travaux de transformation et d'aménagement. Crédit complémentaire.



- 64 / 7.155. — Théâtre Sébastopol. Travaux de modernisation. Installation de chauffage. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.156. — Théâtre Sébastopol. Modernisation. Fourniture de matériel d'éclairage scénique. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.157. — Théâtre Sébastopol. Modernisation. Rehaussement des toitures et équipement scénique. Marché sur appel d'offres. Avenant.
- 64 / 7.158. — Réalisation du plan d'urbanisme. Démolitions. Crédit.
- 64 / 7.159. — Bâtiments scolaires. Acquisition de mobilier Marchés de gré à gré.
- 64 / 7.160. — Bâtiments scolaires et logements. Installations de chauffage central. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.161. — Bâtiments scolaires. Démolition des bâtiments contigus au Lycée Jean Macé, 48 et 50, rue Gosselet. Marché.
- 64 / 7.162. — Constructions scolaires. Classes mobiles. Crédit.
- 64 / 7.163. — Constructions scolaires. Classes mobiles. Subvention. Remploi.
- 64 / 7.164. — Constructions scolaires en commandes groupées. Programme 1957. Groupe de Wazemmes. Travaux de décoration. Avant-projet. Demande d'agrément de l'artiste.
- 64 / 7.165. — Groupe scolaire Jean Zay, salle de gymnastique. Marché.
- 64 / 7.166. — École Madame de Staël. École A. Samain. Installation de classes mobiles. Appel d'offres. Marché.
- 64 / 7.167. — École Jean Bart. Démolition cuisine et réfectoire. Marché de gré à gré. Admission en recette.
- 64 / 7.168. — École des Beaux-Arts et École Régionale d'Architecture. Travaux de déménagement. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.169. — Bâtiments scolaires. Enseignement secondaire. Collège d'Enseignement technique Féminin, rue de Turenne. Désignation du maître de l'ouvrage.
- 64 / 7.170. — Collège d'Enseignement technique, 24, rue de Turenne à Lille. Participation de la Ville. Emprunt. Emploi.
- 64 / 7.171. — Lycée Technique de garçons de Lille. Construction d'un Internat. Désignation du maître d'ouvrage.
- 64 / 7.172. — Lycée Technique de garçons de Lille. Annexe boulevard d'Alsace. 2<sup>e</sup> Extension. Emprunt. Emploi.



- 64 / 7.173. — Lycée Technique Valentine Labbé. Restaurant scolaire à la Halle aux Sucres. Monte-charges et engagement d'entretien.
- 64 / 7.174. — Établissements de bains-baignoires rue d'Hazebrouck. Installations électriques. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.175. — Monument historique Palais Rihour. Gros travaux de restauration. 1<sup>re</sup> tranche. Fonds de concours. Crédit complémentaire.
- 64 / 7.176. — Monuments historiques. Ex-Hôpital Saint-Sauveur. Bâtiment classé. Fourniture et pose d'un escalier. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.177. — Monuments historiques. Église Sainte-Catherine. Travaux de couverture et charpente. Participation du Culte. Admission en recette.
- 64 / 7.178. — Monuments historiques. Église Sainte-Catherine. Travaux de couverture. Première tranche. Marché de gré à gré.
- 64 / 7.179. — Monuments historiques. Église Saint-Maurice. Travaux de restauration. Fonds de concours. Crédit.
- 64 / 7.180. — Édifice culturel. Église Notre-Dame de Fives. Remplacement couverture zinc de la sacristie et travaux d'évacuation des eaux pluviales. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.181. — Édifice culturel. Église St-Martin d'Esquermes. Travaux de maçonnerie, charpente, couverture et peintures extérieures. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.182. — Édifice culturel. Église Saint-Michel. Remplacement couverture ardoises et zinguerie. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.183. — Édifice culturel. Église Ste-Marie-Madeleine. Suppression des vestiges de la croix. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.184. — Édifice culturel. Église du Sacré-Cœur. Suppression de la croix. Réparation et sondage des pierres et du béton armé de la flèche. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.185. — Reconstruction de l'Église Saint-Louis, rue Broca. Terminaison des travaux Substitution d'Architecte. Contrat de prestation de services.
- 64 / 7.186. — Édifice culturel. Synagogue rue Auguste Angellier. Travaux de serrurerie et remplacement des vitraux. Participation du culte. Admission en recette.
- 64 / 7.187. — Édifice culturel. Temple protestant. Remise en état couverture tuiles et zinc. Participation du culte. Admission en recette.

Adoptés.



SERVICE DU PERSONNEL.

- 64/ 8.014. — Service vétérinaire municipal. Création d'emplois d'inspecteurs préposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires.
- 64/ 8.015. — Agent logé pour nécessité absolue de service. Contremaître chargé des installations thermiques et mécaniques des abattoirs.
- 64/ 8.016. — Révision du classement indiciaire de certains emplois de direction. Application de l'arrêté ministériel du 28 mai 1964.
- 64/ 8.017. — Moniteurs du Centre Social de Fives. Reclassement indiciaire.
- 64/ 8.018. — Gardiennes de crèche. Reclassement indiciaire. Arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1963.
- 64/ 8.019. — Maîtres-ouvriers et ouvriers-chefs de 1<sup>re</sup> catégorie. Application de l'arrêté ministériel du 20 mai 1963.
- 64/ 8.020. — Service de la Voie Publique. Relèvement de la rémunération allouée aux goudronneurs.
- 64/ 8.021. — Rémunération du Médecin Capitaine du Corps des sapeurs-pompiers.
- 64/ 8.022. — Médecins municipaux. Relèvement des indemnités.
- 64/ 8.023. — Indemnité au Médecin des garderies-jardins d'enfants. Relèvement.
- 64/ 8.024. — Service médico social. Acquisition d'un appareil de radiodiagnostic.
- Adoptés.

La séance est levée à 11 heures 15.

M. LANDRÉA. — Je signale que tous les ans les riverains du Salon du Confort Ménager sont ennuyés par le parking des voitures automobiles.

Ne pourrait-on prendre à cette occasion les mêmes mesures que celles prises pendant la Foire Internationale ?

M. LE MAIRE. — Nous verrons cela.

\*\*\*

Compte rendu analytique dressé par le Secrétaire Général de la Mairie, soussigné :

Le Secrétaire Général :

F. HAUTECŒUR.



N° 64 / 86. — ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LE CONSEIL DES  
COMMUNES D'EUROPE. ADHÉSION DE LA VILLE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Un Conseil des Communes d'Europe s'est constitué à Genève au cours d'un Congrès qui réunit, du 28 au 30 janvier 1951, les Maires et représentants des collectivités locales de divers pays d'Europe.

Ce Conseil représente les communes et régions européennes auprès du Conseil de l'Europe et de la Communauté Charbon-Acier.

Ses buts sont définis par :

- « I — Le Conseil des Communes d'Europe est la représentation librement constituée des communes et des collectivités locales.
- II — Les buts du Conseil sont les suivants :
  - 1° Obtenir et défendre l'autonomie communale ;
  - 2° Faciliter la gestion des communes, assurer leurs libertés et contribuer à leur prospérité, notamment par le développement des entreprises et organismes intercommunaux ;
  - 3° Développer l'esprit européen dans les communes et collectivités locales pour promouvoir une Fédération des États Européens, basée sur l'autonomie des collectivités ;
  - 4° Assurer la participation et la représentation des communes et collectivités locales dans les organismes européens et internationaux ;
  - 5° Intégrer aux futures institutions européennes l'Assemblée représentative des communes et collectivités locales ».

L'Association Française pour le Conseil des Communes d'Europe a été créée dans le but d'organiser en France une action européenne conduite en liaison avec le « Conseil des Communes d'Europe ». Constituée sous le régime de la loi de 1901, elle a repris dans ses statuts les buts définis à l'article 2 du statut international.

Le siège de l'Association Française a été installé depuis novembre 1960, 89, avenue Niel, à Paris, siège de l'Association des Maires de France. La collaboration entre ces deux associations a été ainsi renforcée.

Des circulaires de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Préfet précisaient que les efforts de cette Association méritaient d'être encouragés.

L'Association Française pour le Conseil des Communes d'Europe a sollicité l'adhésion de la Ville et nous a fait parvenir régulièrement, depuis l'année 1956, un bulletin international mensuel intitulé « *Communes d'Europe* », qui relate toute l'activité de cet important mouvement et traite des grands problèmes d'actualité intéressant les communes.

Tout récemment, le Président nous faisait connaître que Lille était maintenant la seule ville de France parmi celles comptant plus de 100.000 habitants qui n'ait pas encore adhéré à cet organisme.



Considérant l'intérêt que présente l'affiliation à l'Association en cause, nous vous proposons d'accueillir favorablement la demande d'adhésion qui nous est présentée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965, et de décider le versement, en accord avec la Commission des Finances, d'une cotisation annuelle qui, étant donné la population de la Ville de Lille, serait de 1.050 F.

La dépense correspondante sera imputée sur le crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXVIII, du Budget primitif de 1965.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 534).*

**N° 64/ 87. — SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT DU NORD.  
OPÉRATION SAINT-SAUVEUR. COMPTE DE L'OPÉRATION  
ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1963. RATIFICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En exécution des obligations qui lui sont prescrites par l'article 23 de la convention du 7 juillet 1959, la Société d'Équipement du département du Nord nous a transmis, sous forme de bilan arrêté au 31 décembre 1963, le compte des opérations relatives à la rénovation de l'ilot urbain défectueux du quartier Saint Sauveur.

Ce document est reproduit ci-après :



DÉPENSES	RECETTES
Appropriation des terrains .... 24.644.789,93	Subventions reçues 7.200.000
Frais de notariat 183.596,63 (1)	Prêts de préfinancement Caisse des dépôts ..... 1.600.000
24.828.386,56	Avances F.N.A.F.U. 15.800.000
A déduire :	Participation Ville (1963)..... 1.852.921
Cessions de terrains en cours d'aménagement . 3.574.480,06	26.452.921 »
21.253.906,50	
Mise en état des sols ..... 262.530,29	
Équipement des terrains ..... 1.207.669,25	
Études générales 159.191,13	
1.629.390,67	
Charges financières ..... 812.299,18	
Rémunération de la Société (2) 1.117.129,16	Compte de liaison :
Compte de liaison avec la Société (disponibilités) ..... 1.065.525,29	Taxe sur le chiffre d'affaires.
Taxe sur le chiffre d'affaires - provision pour frais à payer (ordre) ..... 462.590,80	Provision (ordre) ..... 462.590,80
Cessions de terrains à paiements échelonnés (clients) ..... 733.742 »	Résultats en instance d'affec- tation ..... 160.560,50
Gestion des immeubles à dé- molir ..... 1.488,70	
27.076.072,30	27.076.072,30
=====	=====

(1) Poste en réduction par rapport au compte de 1962 en raison du reversement de rémunérations perçues sur provisions et frais de notaire restitués à la S.E.D.N.

(2) Calcul de la rémunération de la Société (depuis l'origine des opérations) - article 26 de la convention du 7/7/1959.

a) 4 % sur acquisitions, évictions et frais annexes (24.828.386,56) . . . . .	= 993.135,46
b) 3 % sur études et travaux (1.629.390,67) . . . . .	= 48.881,72
c) Gestion logements : 1960 - 1.338 log.	} 9.389 log. à 8 F. = 75.112,00
1961 - 2.448 -	
1962 - 2.928 -	
1963 - 2.675 -	

(article 4 de l'avenant n° 1 à la convention du 7/7/1959,  
délib. 61 / 3.001 et 61 / 107 des 29/1/1961 et 20/6/1961).

1.117.129,18 (3)



Ce compte a fait l'objet d'une vérification comptable par M. J.-P. Scholasch, expert-comptable, qui a reçu délégation à cet effet par délibération n° 63 / 3.019, du 6 mars 1963.

Nous vous demandons, en accord avec les Commissions des Finances et de l'Habitation, de bien vouloir ratifier le document qui vous est présenté.

(3) N.B. — Chiffre ramené à 1.117.129,16 F. pour accord avec celui figurant ci-dessus.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 534).*

**N° 64 / 88. — SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT DU NORD.  
FONDS SPÉCIAL D'AIDE AU RELOGEMENT (F.S.A.R.).  
COMPTE D'EXPLOITATION DE 1963- RATIFICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 61 / 3.002, en date du 29 janvier 1961, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 28 février suivant, vous avez décidé le versement à la Société d'Équipement du département du Nord, à compter de 1961, en tranches annuelles de 300.000 F., d'une somme de 1.500.000 F., à charge pour la Société d'affecter ces fonds au relogement des populations du quartier Saint Sauveur.

En exécution des obligations découlant des dispositions de l'article 23 de la convention passée avec la Ville de Lille, le 7 juillet 1959, complétées par l'avenant n° 2 à la dite convention, la Société d'Équipement du département du Nord nous a transmis le compte d'exploitation du Fonds spécial d'aide au relogement pour l'année 1963.

Les renseignements contenus dans ce document sont reproduits dans le tableau ci-après :



DÉPENSES		RECETTES	
<i>Gestion des logements.</i>			
Frais de personnel . . . . .	42.688,50		
Impôts et assurances . . . . .	779,27		
Loyers et charges . . . . .	255.962,02		
Travaux d'entretien . . . . .	2.732,93		
Frais généraux de la Société . .	9.000 »		
Frais de déplacements . . . . .	1.104,89	Solde exercice antérieur . . . .	29.452,06
Frais de gestion . . . . .	1.634,07		
Frais financiers . . . . .	273,89		
<i>Acquisitions d'immeubles et aménagements.</i>			
Aménagements, agencements et installations . . . . .	5.690,80	Subventions Ville de Lille (1962 et 1963) . . . . .	600.000 »
Avance à l'O.P.M.H.L.M. (terrain, 3 <sup>e</sup> cité de relogement) .	122.178 »		
Frais annexes sur acquisitions S.E.D.N. en instance (notaire)	12.480 »	Produits financiers . . . . .	1.343,85
<i>Frais et indemnités de déménagement.</i>			
Relogements de transit . . . .	1.467,83	Recettes de gestion (loyers récupérés) . . . . .	248.950,31
	455.992,20		
Solde à reporter au compte de l'exercice 1964 . . . . .	423.754,02		
	879.746,22		879.746,22
	=====		=====

Ce compte a fait l'objet d'une vérification comptable par M. J.-P. Scholasch, expert-comptable, qui a reçu délégation à cet effet par délibération n° 63 / 3.019, du 6 mars 1963.

En accord avec les Commissions des Finances et de l'Habitation, nous vous demandons de bien vouloir ratifier le compte d'exploitation de 1963, du F.S.A.R., qui vous est présenté.

*Adopté.*

**N° 64 / 89. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN TERRAIN, CHEMINS DE BARGUES ET DES POSTES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 27 juin 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à l'État (Ministère de l'Éducation Nationale), un



terrain de 3 ha 66 a 76 ca environ, situé à Lille, chemins de Bargues et des Postes, repris au cadastre sous le n° 373 partie de la section B/E et sur lequel seront édifiés les locaux de la section de pharmacie de la Faculté de Médecine et de Pharmacie.

Cette aliénation se fera, sous la charge des baux et occupations en cours, pour la somme de 440.110 F., plus frais, droits et honoraires, payable au comptant.

Il est entendu que l'Administration de l'Éducation Nationale maintiendra l'occupation de l'Association « Auxilia » jusqu'au futur transfert de celle-ci sur un autre terrain du Centre Hospitalier Régional.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

**N° 64/ 90. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN, 25, RUE JEANNE MAILLOTTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 21 mars 1964, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à M. Georges Madelenat, demeurant à Lille, 49, rue de Cassel, un terrain de 42 m<sup>2</sup> 93, situé à Lille, 25, rue Jeanne Maillotte, et repris au cadastre sous le n° 2.173 de la section I.

L'aliénation se fera, sous la charge des baux et occupations, en cours, pour le prix de 40.000 F. plus frais, droits et honoraires.

Ce prix sera payable, au gré de l'acquéreur :

- a) soit au comptant, à la signature de l'acte authentique à intervenir ;
- b) soit en trois fractions égales : la première, à la signature du dit acte et les deux autres, d'année en année afin que le dernier paiement soit effectué deux ans après, ces deuxième et troisième fractions du prix étant réglées avec les intérêts au taux de 7 % produits par la partie de ce prix encore due après chaque échéance. L'acquéreur aura la faculté de s'acquitter par anticipation de tout ou partie de la somme restant à régler, en prévenant l'administration un mois à l'avance et par écrit, ce paiement anticipé ne comprenant que des fractions entières du prix.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Comtesse, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions précités l'opération semble avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.



Toutefois, l'acquéreur devra être informé que le terrain en cause, d'une part, ne peut servir à la construction, en vertu du Règlement d'Urbanisme et, d'autre part, est compris dans le périmètre du quartier de la place de la République, à l'intérieur duquel des mesures de sauvegarde sont applicables en vue de l'élaboration d'un plan d'urbanisme de détail.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 91. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN A ANNAPPES, RUE MARCEL BOUDERIEZ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 2 février 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre un terrain de 2.155 m<sup>2</sup>, situé à Annappes, rue Marcel Bouderiez, et repris au cadastre sous le n° 533, de la section C.

Cette aliénation se fera par adjudication publique sous la charge des baux et occupations en cours et sur la mise à prix de 25.860 F., plus frais, droits et honoraires, acceptée par M. Raymond Caigny, agissant en qualité de Directeur Général adjoint de la Société « Les Nouvelles Épiceries du Nord », dont le siège est à La Madeleine, 59 à 65, rue Saint Charles. A défaut d'enchères, l'adjudication sera prononcée au profit de celle-ci, sur cette évaluation.

Le prix de vente sera payable au comptant.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, le produit de l'aliénation sera affecté à la construction du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière et de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques.

Étant donné qu'aux prix et condition prévus l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 92. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION DE  
TERRAINS A ANNAPPES, RUE DE LILLE ET CHEMIN DE  
LA CROISSETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 18 avril 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à la « Société Anonyme d'Habitations à Loyer modéré de Lille et Environs », dont le siège est à Lille, 31, boulevard Vauban, deux parcelles de terrain situées à Annappes ; l'une, rue de Lille, de 2 ha 38 a 01 ca, reprise au cadastre sous le n° 1.679 de la section C, et l'autre, chemin de la Croisette, de 4 ha 50 a 51 ca, reprise au cadastre sous le n° 695 de la même section.



Cette aliénation se fera, sous la charge des baux et occupations en cours, pour le prix de 518.483,32 F., plus frais, droits et honoraires, payable au comptant, à la signature de l'acte authentique à intervenir.

Les propriétés en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, leur prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions précités, l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 93. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN A FACHES-THUMESNIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 18 avril 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à la Société Anonyme d'Habitations à Loyer modéré « Maison des Travailleurs », dont le siège est à Lille, 9, rue de Tenremonde, un terrain de 1.889 m<sup>2</sup>, situé à Fâches-Thumesnil, rue Carnot, et repris au cadastre sous le n° 767 de la section A.

L'aliénation se fera, sous la charge du bail emphytéotique qui porte sur ce terrain pour la somme de 14.720 F., plus frais, droits et honoraires, qui sera payable au comptant, le jour de la signature de l'acte authentique à intervenir.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions prévus l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 94. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN, LIEUDIT « LES HAUTES LOGES » ET CHEMIN DU  
PLOUICH, A MARCQ-EN-BARŒUL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 30 mai 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à M. Albert Verbecke, agissant en qualité de Prési-



dent-Directeur Général de la Société Anonyme Bâtir, dont le siège social est à Lille, 125, boulevard de la Liberté, une parcelle de terrain sise à Marcq-en-Barœul, lieudit « Les Hautes Loges » et chemin du Plouich, d'une superficie de 4.302 m<sup>2</sup> d'après mesurage, reprise au cadastre sous le n° 3.521, de la section B.

Cette aliénation se fera, sous la charge des baux et occupations en cours, pour la somme de 43.020 F., plus frais, droits et honoraires, payable au comptant le jour de la vente.

Il est entendu que la Société Bâtir fera son affaire des projets de la Ville de Marcq-en-Barœul, pouvant porter sur la parcelle vendue.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions précités, l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 95. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN, A RONCHIN, RUE ANATOLE FRANCE (4.671 M2).**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 30 mai 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé d'aliéner un terrain d'une superficie totale de 4.671 m<sup>2</sup>, situé à Ronchin, rue Anatole France, et repris au cadastre sous le n° 382, de la section B.

Ce terrain est divisé en 34 lots pour être vendus à autant d'acquéreurs, dans le cadre d'un projet de lotissement-jardins.

La liste de ces acquéreurs ainsi que l'indication de la surface et du prix de chacun des lots figurent dans la délibération prise par la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional.

Sur le flanc sud-est du terrain et sur toute sa longueur, est prévu un passage de 6 mètres de large donnant accès à chacun des lots et constituant une servitude à perpétuité, lequel passage devra rester libre d'occupation.

Ce passage sera d'ailleurs aménagé par les acquéreurs eux-mêmes qui verseront à cet effet, préalablement à la vente, le montant prévisionnel de la quote-part leur incombant dans les travaux de ce passage, dont l'entretien, par ailleurs, sera à leur charge.

Il est précisé que sur les lots vendus destinés au jardinage, est interdite toute construction, à l'exception de celle de garages démontables en matériaux légers, qui devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Ville de Ronchin.



Le prix de vente de ces lots est fixé à 10 F. le mètre carré, soit, pour les 4.671 mètres carrés, 46.710 F.

A ce prix, qui sera payable au comptant, à la signature de l'acte de vente à intervenir pour chacun des acquéreurs, s'ajouteront les frais, droits et horaires.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions précités, l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional de Lille, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 96. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN A RONCHIN, RUE ANATOLE FRANCE (1.081 M2).**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 30 mai 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre un terrain de 1.081 m2, situé à Ronchin, rue Anatole France, et repris au cadastre sous partie du n° 382, de la section B.

Ce terrain constitue le surplus de la parcelle de 4.671 m2 pour l'aliénation de laquelle vous venez de formuler un avis favorable.

La vente en cause se fera par adjudication publique, sous la charge des baux et occupations en cours et sur la mise à prix de 43.240 F., plus frais, droits et honoraires, acceptée par M. Georges Catrysse, demeurant à Ronchin, 90, rue Anatole France, au profit de qui, à défaut d'enchères, l'adjudication sera prononcée sur cette évaluation. Le prix de vente sera payable au comptant.

L'acquéreur fera son affaire personnelle du passage de 6 mètres de large qui, traversant le terrain à l'effet de donner accès au lotissement, jardin contigu, constituera une servitude à perpétuité. Il participera aux frais d'aménagement de ce passage dont, par ailleurs, l'existence limitera son droit de construction.

La propriété aliénée dépendant du fonds de l'Hospice Général, son prix de vente sera affecté à la construction de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques et du Pavillon de Gériatrie de la Cité Hospitalière.

Étant donné qu'aux prix et conditions prévus l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---



**N° 64 / 97. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION D'UN  
TERRAIN A RUMILLIES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 21 mars 1964, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à M. le Prince de Croy, demeurant à Rumillies (Belgique), une parcelle de terrain située à Rumillies, d'une surface de 2 ha 61 a 60 ca, reprise au cadastre sous le n° 160, de la section B.

Cette aliénation se fera, sous la charge des baux et occupations en cours, pour la somme de 62.784 F., plus frais, droits et honoraires, payable au comptant, le jour de la vente.

La propriété en cause dépendant des biens de la Fondation Stappaert, qui ont une destination imposée par le donateur, son prix de vente sera remployé en rentes sur l'État, en attendant la reconstruction de l'immeuble de la Fondation sur un autre emplacement.

Étant donné qu'aux prix et conditions précités, l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional de Lille, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 98. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ADHÉSION A UNE  
ORDONNANCE D'EXPROPRIATION (TERRAIN A MONS-  
EN-BARCEUL).**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 18 janvier 1964, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de solliciter de M. le Préfet du Nord l'autorisation d'adhérer à l'ordonnance par laquelle, le 29 novembre 1963, M. le Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Lille a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique, au profit de la Ville de Mons-en-Barœul, d'un terrain de 59 a 35 ca, situé à Mons-en-Barœul, lieudit « La Guinguette », et repris au cadastre sous le n° 888 de la section unique. Il s'agit d'un terrain nécessaire à la réalisation d'une zone à urbaniser par priorité.

Par un acte du 16 janvier 1964, le Centre Hospitalier Régional a accepté que l'indemnité qui lui revient soit fixée globalement à 23.740 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---



## N° 64/ 99. — ACCIDENTS MATÉRIELS. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été causés à diverses installations appartenant à la Ville, notamment au cours d'accidents survenus sur la voie publique.

Après discussions, nous avons pu obtenir le remboursement des frais occasionnés par la remise en état ou le remplacement de ces installations.

DATE DE L'ACCIDENT	DÉSIGNATION ET SITUATION DU BIEN ENDOMMAGÉ	NOM ET ADRESSE DU RESPONSABLE	MONTANT DES DÉGATS
30/11/1961	Porte d'entrée et clôture du groupe scolaire, rue de Marquillies.	Mutuelle Générale Française Accidents, 30, rue d'Inkermann, Lille . . . . .	396,02 F.
20/5/1962	Appareil d'éclairage public, rue Saint-Sauveur face à la rue des Brigittines.	M. Jules Ledoux, assureur, 21 bis, place Sébastopol, Lille . . . .	448,72 »
4/7/1962	Candélabre d'éclairage public, face au n° 111, rue des Bois Blancs.	MM. Pierre Deleplanque et C <sup>ie</sup> , Assurances, 274, rue Nationale, Lille . . . . .	872,12 »
13/7/1962	Borne haute lumineuse, terre-plein, boulevard Victor Hugo, au droit de l'Hôpital Saint-Antoine	M. Lucas, transporteur, 19, rue Volta, Lille . . . . .	611,92 »
9/9/1962	Clôture du jardin public, avenue du Peuple Belge.	M. Jacques Caron, 13, rue des Trois Mollettes, Lille . . . .	40 »
6/11/1962	Bâtiment provisoire implanté sur le terre-plein face à la Crèche de Moulins, place Déliot.	MM. Descamps et d'Haussey, Assurances, 1-11, Palais de la Bourse, Lille . . . . .	70 »
7/12/1962	Candélabre d'éclairage public, place des Chasseurs de Driant, à l'angle de l'avenue Oscar Lambret.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « L'Union » (agent à Chambéry : M. Georges Monnier, 1, place du Centenaire). . . . .	1.429,53 »
Février 1963	Trottoir, 39, rue La Fontaine.	M. Pierre Ricour, Assurances, 13, boulevard Gambetta, Tourcoing	231,79 »
Avril 1963	Trottoir, 44, rue de Flers.	Entreprise Jean Baillivet, 32-62 à 72, rue Jenner, Lille . . . .	81,61 »
13/14/6/1963	Troènes - Allée des Marronniers.	M. Paul Courquin, 77, rue de Bitche, Calais (P.-de-C.) . . .	44,78 »
Juin et octobre 1963	Appareils électriques brisés en cours de transport.	M. le Chef de Gare de Lille Saint-Sauveur, boulevard Jean-Baptiste Lebas, Lille . . . . .	79,61 »
5/9/1963	Bornes hautes lumineuses, carrefour boulevard Vauban/rue Jacquemars Gielée.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Nationale Suisse » (agent à Roubaix : M. Bernard Prouvost, 10, place des Martyrs) . . . . .	1.236,20 »
23/10/1963	Mât implanté sur le trottoir face au n° 1, boulevard Carnot	MM. Pierre Deleplanque et C <sup>ie</sup> , Assurance, 274, rue Nationale, Lille . . . . .	198,46 »



DATE DE L'ACCIDENT	DÉSIGNATION ET SITUATION DU BIEN ENDOMMAGÉ	NOM ET ADRESSE DU RESPONSABLE	MONTANT DES DÉGATS
17/11/1963	Barrage établi face au n° 53, boulevard Carnot.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Providence », 56, rue de la Victoire, Paris (9 <sup>e</sup> ) . . . . .	425 »
21/11/1963	Clôture du jardin public, avenue du Peuple Belge.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Paix » (agent à Douai : M. Bernard Hervé, 16, rue Léon Gambetta) . . . .	170 »
29/11/1963	Grille d'entrée des Abattoirs.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Providence » (agent à Lille : M. G. de Baudus, 44, rue Léonard Danel) . . . .	735,94 »
13/1/1964	Candélabre d'éclairage public, boulevard Jean-Baptiste Lebas.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Prévoyance » (agents à Lille : J. Fauvarque et Fils, L. Fauvarque, successeur, 1, rue de Bourgogne) . .	53,25 »
13/1/1964	Cerisier - Rampe du P.S. d'Arras, rue de Jussieu.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « L'Abeille », (agent à Dunkerque : M <sup>me</sup> R. Quilliot, 36, place Jean Bart. .	105 »
23/1/1964	Candélabre d'éclairage public, rue du Faubourg des Postes.	M. le Directeur de la Compagnie Générale Industrielle de Transports, 2, rue Auber, Lille . .	651,42 »
23/1/1964	Candélabre d'éclairage public, rue du Faubourg de Roubaix.	— d <sup>o</sup> —	669,62 »
Février 1964	Appareils électriques brisés en cours de transport.	M. le Chef de Gare de Lille Saint-Sauveur, boulevard Jean-Baptiste Lebas, Lille . . . . .	44,52 »
18/2/1964	Plaque d'égout, rue Bernard Palissy.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Concorde » (agents à Lens : MM. Grimaud et Fils, 13, avenue de Varsovie .	133,13 »
18/2/1964	Pylône, 2, rue Anatole de la Forge.	M. le Directeur de la Coopérative Agricole du Nord de la France, 44, rue Jean Sans Peur, Lille .	114,16 »
Mars 1964	Appareil électrique brisé en cours de transport.	M. le Chef de Gare de Lille Saint-Sauveur, boulevard Jean-Baptiste Lebas . . . . .	44,52 »
16/3/1964	Pelouse, Stade des Alouettes, avenue Denis Cordonnier.	Établissements Reveto, 14, rue Charles Lafitte, Neuilly-sur-Seine (Seine) . . . . .	87 »
6/4/1964	Plantations, boulevard Pasteur.	M. Michel Lallemand, 36, rue du Maréchal Bugeaud, Tourcoing.	62,76 »
6/4/1964	Cuve en verre brisée en cours de transport.	Ets Malissard Frères, Savareix et C <sup>ie</sup> , 275, boulevard Victor Hugo, Lille . . . . .	56,23 »
9/4/1964	Trottoir, 26, rue Lafayette	M. Henri Barbet, Assurances, 54, rue de la Louvière, Lille . . .	82,90 »
18/4/1964	Borne lumineuse, boulevard Carnot.	C <sup>ie</sup> d'Assurances « La Paix » (agent à Lens : M. Marc Boutry, 69, rue Émile Zola) . . . . .	633,35 »



DATE DE L'ACCIDENT	DÉSIGNATION ET SITUATION DU BIEN ENDOMMAGÉ	NON ET ADRESSE DU RESPONSABLE	MONTANT DES DÉGATS
21/4/1964	Mât implanté, place du Théâtre, face à la Vieille Bourse.	Compagnie Générale Industrielle de Transports, 2, rue Auber, Lille . . . . .	198,46 »
10/5/1964	Poteau et corbeille à papiers, face au n° 25, rue du Molinel.	M. Sprecher, 72, rue du Molinel, Lille . . . . .	70,35 »
15/5/1964	Plaque d'égout, rue Benvignat .	Cabinet J. Dumesnil-Fovelle, Assurances, 2, place du Canada, Valenciennes . . . . .	66,43 »
19/5/1964	Sablage et nettoyage des chaussées des rues Saint-André, de la Monnaie, de la place du Lion d'Or, des rues Saint-Jacques et des Jardins, du boulevard Carnot.	M. le Directeur de la Société Delporte et C <sup>ie</sup> , 40, 42, rue des Canonnières, Lille. . . . .	71,95 »
8/6/1964	Arbustes et rosiers, boulevard Paul Painlevé.	Garantie Mutuelle des Fonction- naires, rue des Canonnières, Lille . . . . .	116,76 »
18/6/1964	Sablage et nettoyage du Pont Saint-Sauveur.	M. Detilleul, à Luzy (Nièvre) . .	78,61 »
30/6/1964	Plaque d'égout, rue Fontaine Del Saulx.	MM. Descamps et D'Haussey, Assurances, 1-11, Palais de la Bourse, Lille . . . . .	42,28 »
Juillet 1964	Appareil électrique brisé en cours de transport . . . . .	M. le Chef de Gare de Lille Saint- Sauveur, boulevard Jean-Bap- tiste Lebas, Lille . . . . .	48,75 »
Août 1964	Lampe d'éclairage public, Chemin des Margueritois.	M <sup>me</sup> Desmit, 318, rue Sadi Carnot, Ronchin . . . . .	52 »
TOTAL . . . . .			10.555,15 F. =====

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette des sommes reprises ci-avant.

*Adopté.*

#### N° 64/ 100. — ACCIDENTS CORPORELS. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Cinq agents municipaux ont été victimes d'accidents corporels du fait de tiers responsables.

Après discussions, nous avons pu obtenir l'indemnisation de la Ville.



DATE DE L'ACCIDENT	NOM DE L'AGENT ACCIDENTÉ	NOM DU RESPONSABLE	MONTANT DES FRAIS RÉCUPÉRÉS
9/6/1961	M. Léon Haustraete . . . . .	M. R. Lecluse, 3, place de la Liberté, Comines . . . . .	710,68 F.
17/12/1961	M. Bertrand Bartier . . . . .	M. Marcel Debuysschère, 50, rue Turgot, Mouvaux . . . . .	543,56 »
8/12/1962	M. Jean Van Brussel . . . . .	M. André Patou, 10, rue du Onze novembre, Ronchin . . . . .	281,19 »
24/3/1963	M. Robert Leclercq . . . . .	M. Michel Dallongeville, Route de Merville, Aire-sur-la-Lys . . . . .	814,52 »
14/6/1963	M. Jean-Claude Mahieu . . . . .	M. Georges Rigaud, 49, boulevard Louis XIV, Lille . . . . .	74,40 »
		TOTAL . . .	2.424,35 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette des sommes reprises ci-dessus pour un montant total de 2.424,35 F.

*Adopté.*

#### N° 64/ 101. — ACCIDENTS D'AUTOMOBILES. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été occasionnés à des véhicules appartenant à la Ville, au cours d'accidents de circulation.

Nous sommes intervenu auprès des auteurs responsables et avons obtenu le remboursement des frais de remise en état des dits véhicules.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons, en conséquence, de décider l'admission en recette des sommes reprises ci-dessous pour un total de 1.486,71 F.



LIEU DE L'ACCIDENT	DATE DE L'ACCIDENT	RÈGLEMENT A EFFECTUER CONTRE :	MONTANT DES DÉGATS
Rue de Solférino, à Lille . . . .	22 / 7 / 1963	M. Joseph Huet, 32, boulevard de la Liberté, à Lille.	148,46 F.
Rue d'Haubourdin face au n° 31, à Lille.	2 / 12 / 1963	M. Joseph Huet (Cabinet Dufosse), 32, boulevard de la Liberté, à Lille.	208,50 F.
Boulevard du Président Hoover, à Lille.	17 / 1 / 1964	- d° -	564,63 F.
Rue St-Bernard face au n° 7, à Lille. Sapeurs-Pompiers.	17 / 2 / 1964	M. le Directeur de la Défense Générale, 8, rue de Tenremonde, à Lille	120,00 F.
Carrefour rues P. Lafargue et d'Arcole, à Lille. Sapeurs-Pompiers.	1 / 6 / 1964	M. le Directeur de la Défense Générale, 8, rue de Tenremonde, à Lille.	445,12 F.
		TOTAL . .	1.486,71 F. =====

*Adopté.*

**N° 64 / 102. — SINISTRE DU 25 JANVIER 1964. ATELIER DU SERVICE DES EAUX, RUE VAN-HENDE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 janvier 1964, un incendie s'est déclaré à l'atelier du Service des Eaux, rue Van Hende, provoquant des dégâts très importants.

Lors de l'expertise de ce sinistre, MM. Galtier Frères ont été chargés de défendre les intérêts de la Ville.

L'indemnité due à la Ville par les Compagnies d'Assurances, déduction faite de la franchise d'avarie, a été fixée à 18.777,70 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de la somme de 18.777,70 F.

*Adopté.*



**N° 64/ 103. — SINISTRE DU 13 MARS 1964. MARCHÉ COUVERT, PLACE NOUVELLE AVENTURE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 13 mars 1964, un incendie, consécutif à une explosion, s'est déclaré dans les Halles du marché couvert, place de la Nouvelle Aventure, endommageant le bâtiment et détruisant l'étal n° 3 loué à M<sup>me</sup> Boulet.

Lors de l'expertise de ce sinistre, MM. Galtier Frères ont été chargés de défendre les intérêts de la Ville.

L'indemnité, due à la Ville, par les Compagnies d'Assurances, déduction faite de la franchise d'avarie, a été fixée à 11.713,70 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de la somme de 11.713,70 F.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 104. — SINISTRE DU 5 AVRIL 1964. BARAQUEMENT, RUE DU PONT NEUF PROLONGÉE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 5 avril 1964, un incendie s'est déclaré, dans un des baraquements édifiés rue du Pont Neuf prolongée, anéantissant complètement le premier logement et endommageant en partie le second.

Lors de l'expertise de ce sinistre, MM. Galtier Frères ont été chargés de défendre les intérêts de la Ville.

L'indemnité, due à la Ville, par les Compagnies d'Assurances, déduction faite de la franchise d'avarie, a été fixée à 13.967,70 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de la somme de 13.967,70 F.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 105. — ASSURANCE DES VÉHICULES DES SAPEURS-POMPIERS. RISTOURNE SUR PRIME. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En raison du retrait de la circulation, en février 1964, d'un véhicule utilisé par le Bataillon des Sapeurs-Pompiers, la « Mutuelle Générale Française » représentée par M. Huet, 32, boulevard de la Liberté, à Lille, qui garantit les accidents causés aux



tiers par le dit véhicule, met à notre disposition la somme de 193,01 F., représentant le montant de la prime afférente à la période du 12 février au 24 novembre 1964.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons, en conséquence, de décider l'admission en recette de cette somme.

*Adopté.*

**N° 64 / 106. — INSTITUT PASTEUR. ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE  
DU CENTRE DE MICROBIOLOGIE ALIMENTAIRE. DU  
CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE ET DU  
LABORATOIRE DE RECHERCHES VÉTÉRINAIRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de notre police collective d'assurance contre l'incendie n° 3.868.052 en date du 12 juin 1950, visée par M. le Préfet du Nord le 9 août 1950, sont assurés contre l'incendie et les explosions, à l'exclusion de leur contenu, les bâtiments ci-après dans lesquels fonctionnent les Services de l'Institut Pasteur :

Instituts Pasteur et Roux, 20 et 24, boulevard Louis XIV, à Lille.

Cette assurance s'impose du fait que la Ville est propriétaire des terrains et des bâtiments anciens qui sont simplement grevés d'une affectation au profit de l'Institut Pasteur.

Depuis cette époque, plusieurs adjonctions ont été réalisées. C'est ainsi qu'en 1957 M. le Professeur Gernez-Rieux, Directeur de l'Institut Pasteur, portait à notre connaissance que deux bâtiments nouveaux avaient été édifiés :

1° l'un, affecté au Centre de Transfusion sanguine ;

2° l'autre, en surélévation du bâtiment ancien, pour accueillir le laboratoire de recherches vétérinaires.

Il apparut normal, à l'époque, de faire assurer ces nouveaux risques qui furent inclus dans un avenant à la police collective prenant effet du 15 juin 1958 et approuvé par M. le Préfet du Nord, le 1<sup>er</sup> octobre 1958.

En décembre 1963, M. le Professeur Gernez-Rieux nous faisait savoir que les travaux de construction d'un Centre de Microbiologie alimentaire dans l'enceinte de l'Institut Pasteur étaient terminés et il précisait, en outre, « qu'en vue de nous mettre à même de modifier la police d'assurance incendie contractée par la Ville pour les bâtiments de l'Institut Pasteur, ce nouveau bâtiment représentait une valeur immobilière de 600.000 F. ».

Cette dernière demande a provoqué un nouvel examen du problème. Si l'on se réfère aux termes du traité intervenu le 13 février 1905, renouvelé à plusieurs reprises puis précisé par les conventions additionnelles des 14 mars 1919 et 1<sup>er</sup> mars 1947, la Ville n'est pas tenue d'assurer le gros entretien des bâtiments nouveaux à la construction desquels elle n'a pris aucune part. Il s'ensuit que, ne se comportant pas en proprié-



taire, la Ville n'est pas tenue d'assurer les bâtiments nouveaux : c'est-à-dire le Centre de Transfusion sanguine et le Centre de Microbiologie alimentaire qui ne deviendraient propriété de la Ville que si l'Institut Pasteur cessait de fonctionner (art. 16 des statuts qui régissent cet établissement).

Dans la mesure où l'Institut Pasteur devrait couvrir les risques précités, il en résulterait un accroissement des charges déjà supportées par cet organisme dont le rôle est particulièrement bénéfique pour la Ville.

En effet, aux termes d'une convention en date du 13 mars 1947, l'Institut Pasteur s'est engagé pour une durée de vingt-cinq années, à compter du 24 juin 1944, à procéder à l'analyse bactériologique des eaux potables et résiduaires, à assurer bénévolement, dans ses locaux, la vaccination des habitants de la Ville de Lille contre la variole ou contre la rage après morsure et à fournir, aux prix des tarifs applicables à l'Assistance Publique, tous les sérums et vaccins nécessaires au Bureau d'Aide Sociale, aux Hospices Publics et aux Services Vétérinaires municipaux.

En contre-partie des prestations rendues, la Ville de Lille, outre l'entretien des bâtiments anciens, verse annuellement à l'Institut Pasteur une subvention forfaitaire fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1961 à 15.000 F., reconduite chaque année sur cette base.

La question se pose donc de savoir s'il ne serait pas moins onéreux pour la Ville de supporter elle-même la couverture de ces nouveaux risques en les faisant inclure dans la police collective d'assurance contre l'incendie.

Les biens immobiliers de la Ville sont assurés par une police dite « au premier feu » et la prime est calculée actuellement sur le dixième des « existences » évaluées en 1962. Le montant de ces dernières étant fixé à 490.000.000 de francs, les nouvelles « existences » ne sont prises en compte pour le calcul de la prime que lorsqu'elles atteignent le dixième de la somme précitée, soit 49.000.000 de francs ; le supplément de prime correspondant à chaque tranche de 49.000.000 de francs étant de 7.125 F.

Il en résulte que l'inclusion d'un nouveau risque dans notre police n'a pas, en pratique, la répercussion immédiate sur le montant de la prime.

Les bâtiments de l'Institut Pasteur garantis actuellement par notre police représentent une valeur d'assurance de :

3.036.345,58 F. pour les anciens bâtiments,  
et de 960.000,00 F. pour le laboratoire de recherches vétérinaires et le centre de transfusion sanguine.

La charge annuelle incombant à la Ville peut être évaluée respectivement à 497,20 F. et 157,20 F.

Pour le Centre de Microbiologie alimentaire dont la valeur est de 600.000 F., la prime afférente pourrait être considérée comme étant de l'ordre de 98,25 F.

Il est évident que si l'Institut Pasteur s'assurait directement, et pour les risques précités, les primes d'assurances seraient globalement de beaucoup supérieures à la majoration de la prime versée par la Ville dans les conditions exposées ci-dessus.

Aussi la formule qui consiste à faire inclure ces risques dans notre police collective d'assurance demeure la plus avantageuse. Elle écarte, en même temps, l'éventualité d'une demande de majoration de subvention que ne manquerait pas de présenter le



Directeur de l'Institut Pasteur pour compenser l'augmentation des dépenses provoquée par la souscription d'une police d'assurance particulière à ces divers risques.

Compte tenu de ces circonstances, et en accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous proposons :

1<sup>o</sup> de ratifier les dispositions prises en 1958 en vue d'inclure parmi les risques couverts par notre police collective d'assurances contre l'incendie le Centre de Transfusion sanguine et le Laboratoire de Recherches vétérinaires ;

2<sup>o</sup> de répondre favorablement à la dernière demande de M. le Professeur Gernez-Rieux et de nous autoriser à inclure dans la dite police le risque que présente le Centre de Microbiologie alimentaire.

*Adopté.*

**N<sup>o</sup> 64 / 107. — INSTALLATION DE KIOSQUES-ABRIS POUR USAGERS  
DE LA C.G.I.T. CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ARSI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par la Société ARSI, dont le siège se trouve à Paris, 11, rue du Faubourg Poissonnière, d'une proposition d'installation de kiosques-abris à certains arrêts du réseau de la « Compagnie Générale Industrielle de Transports » (C.G.I.T.), contre la concession du droit exclusif d'utiliser ces édicules à des fins publicitaires pendant la durée du contrat à intervenir, soit quinze ans. A l'expiration de cette période, la propriété des kiosques-abris serait transférée à la Ville gratuitement.

L'intérêt de cette proposition est évident.

En effet, les usagers de la C.G.I.T. ne peuvent qu'accueillir très favorablement la pose d'abris à des arrêts situés, pour la plupart, en des endroits découverts.

Pour la Ville, l'avantage réside dans le fait que ce projet, déjà ancien, peut être enfin réalisé sans qu'elle ait à engager de dépenses. Il est, au contraire, prévu qu'il sera fait application à la Société ARSI du tarif des droits de voirie pour occupation du domaine public communal.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à signer la convention nécessaire avec la Société ARSI.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 537).*



# CONVENTION

Entre les soussignés :

M.

Agissant au nom et pour le compte de la Ville de LILLE, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° en date du qui sera soumise en même temps que la présente à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

Et M.

Agissant au nom et pour le compte de la Société ARSI, dont le siège est à Paris, 11, Faubourg Poissonnière,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — M , ès-qualité, confie à la Société ARSI l'installation de kiosques-abris qui se situeront, sur le territoire de LILLE, à certains arrêts du réseau d'autobus et de tramways de la « Compagnie Générale Industrielle de Transports » (C.G.I.T.).

ARTICLE 2. — Pour le présent, des kiosques-abris seront posés aux arrêts suivants :

LIGNES	ARRÊTS	NOMBRE DE KIOSQUES
1	Place du Maréchal Leclerc (direction Centre Ville) . . . . .	2 (couplés)
1	Place Désiré Bouchée (direction Mons-en-Barœul) . . . . .	1
3	Porte d'Arras (direction Centre Ville) . . . . .	2 (couplés)
3	— (direction Wattignies) . . . . .	1
3	Bd J.-B. Lebas (direction Porte d'Arras). . . . .	1
5	Carrefour Marquillies-Fg des Postes (direction Centre Ville) . . . . .	2 (couplés)
5	Avenue Beethoven (direction Cité Hospitalière). . . . .	1
5	Place de Verdun (direction Faubourg des Postes) . . . . .	1
5	Hôpital Albert Calmette (direction Faubourg des Postes) . . . . .	1
6	Manufacture des Tabacs (direction Centre Ville) . . . . .	1
7	Place Catinat (direction Bois Blancs) . . . . .	1
7	— (direction Fives) . . . . .	1
7	Mont de Terre (direction Place Catinat) . . . . .	2 (couplés)
7	Bd de l'Usine (direction Place Catinat) . . . . .	1
7	Manufacture des Tabacs (direction Place Catinat). . . . .	1
7	Place Vanhœnacker (direction Place Catinat) . . . . .	1
7	Rue Arago (direction Place Catinat). . . . .	1
7	Place Madeleine Caulier (direction La Madeleine) . . . . .	1
B	Cité Administrative (direction Centre Ville) . . . . .	1



Ces kiosques-abris devront être définitivement installés dans les deux mois de la notification par la Ville, à la Société ARSI, de l'approbation préfectorale.

ARTICLE 3. — Ultérieurement, le nombre de ces kiosques-abris pourra être augmenté d'un commun accord entre la Ville et la Société ARSI.

La Ville pourra exiger le déplacement des kiosques situés aux arrêts dont l'emplacement viendrait à être modifié. Ce déplacement devra être réalisé aux frais de la Société ARSI, dans les trente jours de la mise en demeure par la Ville.

L'autorisation ainsi accordée à la Société ARSI, par la présente convention, d'occuper le domaine public communal l'est sous réserve des droits des tiers et du respect des règlements de police.

ARTICLE 4. — Sous le contrôle et les directives des Services Techniques de la Ville, les kiosques-abris seront posés par les soins de la Société ARSI et à ses frais.

Dans les mêmes conditions, ils seront immédiatement remplacés s'ils viennent à être détruits ou mis hors d'usage par un fait quelconque nonobstant le recours que la Société ARSI pourrait avoir contre un tiers responsable.

Tous les kiosques-abris seront du même modèle.

Leurs dimensions extérieures, au sol, seront les suivantes :

— hauteur . . . . .	2,21 m.
— longueur . . . . .	2,52 m.
— largeur . . . . .	1,32 m.

ARTICLE 5. — La Société ARSI prend à sa charge l'entretien complet des kiosques-abris.

Les Services Techniques de la Ville assureront le nettoyage du sol de ceux-ci.

ARTICLE 6. — Pendant la durée de la présente convention, la Société ARSI possède l'exclusivité du droit de faire de la publicité sur les kiosques-abris, y compris sur le bandeau placé au-dessus de ceux-ci.

Toutefois, cette exclusivité est limitée par le fait que la Société ARSI accepte de réserver, dans chaque kiosque-abri, deux emplacements contigus de 40 cm. sur 40 cm. qui seront affectés à la publicité des théâtres municipaux de la Ville de LILLE. Les affiches servant à cette publicité des théâtres seront fournies par la Ville ou par telle entreprise désignée par elle. Elles seront apposées par les soins de la Société ARSI, dans les 24 heures de leur remise.

ARTICLE 7. — La Société ARSI sera soumise aux lois et règlements sur la publicité.

En outre, la Ville se réserve le droit d'interdire l'apposition des affiches de nature politique ou religieuse, ou de celles qui lui paraîtront contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Elle aura la possibilité de faire enlever, aux frais de la Société ARSI, les affiches qui auraient été apposées nonobstant cette disposition.

Il sera fait application à la Société ARSI du tarif des droits de voirie pour occupation du domaine public communal et, éventuellement, de la taxe sur la publicité.



ARTICLE 8. — La présente convention est passée pour une durée de quinze années, à compter de la date de son approbation par Monsieur le Préfet du Nord.

A son expiration, la Ville deviendra *ipso facto* propriétaire de la totalité des kiosques-abris installés. Le transfert de propriété se fera gratuitement.

ARTICLE 9. — La Société ARSI ne pourra céder ni sous-louer tout ou partie de l'objet de la présente convention sans l'autorisation écrite de la Ville.

ARTICLE 10. — Toute résiliation de la convention, par une des parties, pour un motif non légitime, c'est-à-dire autre que l'exécution d'une manière inexacte ou incomplète des obligations, entraînera pour l'autre partie le droit à une indemnité de rupture abusive, qui sera fixée par expert choisi d'un commun accord ou, à défaut, par le Tribunal compétent.

ARTICLE 11. — En vue de garantir sa responsabilité civile, la Société ARSI s'engage à contracter, auprès d'une compagnie solvable, une assurance illimitée et à en apporter la justification à la Ville.

ARTICLE 12. — Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la Société ARSI qui s'y oblige.

---

N° 64 / 108. — **STADE HENRI JOORIS. CONCESSION DE LA PUBLICITÉ.  
SUBSTITUTION D'ENTREPRISE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par contrat notarié des 16 juillet et 11 septembre 1958, la « Société Immobilière du Stade Henri Jooris » a cédé à la Ville notamment « la totalité des installations sportives et autres édifices » du dit stade, celle-ci s'engageant à exécuter « tous traités, marchés et conventions intervenus avec tous tiers (...) relativement à l'exploitation des biens dont s'agit, tous contrats de publicité par affiches ou haut-parleurs ».

Au nombre de ces contrats, figure la convention du 10 avril 1956, par laquelle la Société sus-mentionnée avait confié à M<sup>lle</sup> Marthe Merlin (« M.M. Publicité »), 122, avenue des Champs Elysées, à Paris, la concession exclusive jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1967, de toute la publicité sur le stade moyennant le versement d'une redevance annuelle de 4.500 F.

Or, le 13 septembre 1963, M<sup>lle</sup> Merlin est décédée, laissant pour unique héritière, sa sœur, M<sup>me</sup> Vve Pierre Oudinot, née Pauline Merlin, demeurant à Paris, 19, rue Monsieur.

Celle-ci sollicite le transfert à son nom du marché en cause, exposant notamment qu'elle collaborait avec sa sœur dans la firme « M.M. Publicité ».

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons d'accepter cette substitution d'entreprise et de nous autoriser à passer l'avenant nécessaire à la



convention actuellement en vigueur, étant entendu que toutes les clauses et conditions de celle-ci demeurent inchangées.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 538).*

---

**N° 64 / 109. — INSTANCE C/CONSORTS BONNET- HONORAIRES DE  
MAITRE SPRIET. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 64 / 67, du 5 juin 1964, vous avez décidé l'acceptation des propositions de transaction de l'expert désigné par le Tribunal administratif, dans l'instance opposant la Ville aux consorts Bonnet à propos du paiement à ceux-ci d'une indemnité pour préjudice subi du fait de la réquisition de l'immeuble situé à Lille, 201, rue du Faubourg de Roubaix.

Devant la dite juridiction, cette affaire fut, à plusieurs reprises, plaidée pour la Ville par M<sup>e</sup> Jean-Louis Spriet, Avocat, demeurant, 104, rue de l'Hôpital Militaire, à Lille.

Celui-ci nous a adressé la note de ses frais et honoraires, qui s'élève à 820 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le paiement de cette somme qui sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVIII, article 1<sup>er</sup>, du Budget primitif de 1964, sous l'intitulé : « Frais de Contentieux d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 110. — INSTANCE CONTRE LEROUX. AUTORISATION D'ESTER  
DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 60 / 138, du 28 octobre 1960, vous nous avez autorisé et vous avez autorisé la Compagnie d'Assurances « La Concorde », qui garantit la responsabilité civile de la Ville, à défendre à l'action intentée, devant le Tribunal Administratif, par M<sup>me</sup> Monique Leroux-Henry, en vue d'obtenir le paiement de dommages-intérêts à la suite de l'intoxication dont elle fut victime, du fait de l'installation défectueuse du chauffage central, dans l'immeuble communal, situé, 70, rue Brûle-Maison, où elle exerçait les fonctions de maîtresse d'internat du Lycée Fénélon.

Aux termes d'un jugement rendu par ce Tribunal, le 17 juin 1964, qui retient la responsabilité de la Ville, celle-ci a été condamnée à payer à M<sup>me</sup> Leroux-Henry, une indemnité ainsi qu'une rente viagère.



L'affaire étant portée, en appel, devant le Conseil d'État, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de nous autoriser et d'autoriser la Compagnie « La Concorde », à défendre à l'action devant cette haute juridiction.

*Adopté.*

**N° 64 / 111. — INSTANCE CONTRE LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. AUTORISATION D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par une délibération n° 58 / 6.079, du 11 juillet 1958, le Conseil Municipal a décidé la cession, à titre gratuit, au profit du Ministère de l'Éducation Nationale, de terrains situés dans le secteur sud-est de la Ville, en vue de l'implantation d'une Cité scolaire.

Le 20 mai 1959, M. le Préfet du Nord prenait un arrêté qui autorisait cette cession, « en vue de l'installation de la Cité Scolaire Sud-Est ».

Or, au début du mois de juin 1964, nous avons appris que, s'agissant du plan des constructions de la 5<sup>me</sup> tranche des travaux de la dite Cité, l'« Association des Aumôneries des Lycées de Lille » était autorisée à ériger, dans l'enceinte de celle-ci, un pavillon culturel. L'autorisation émanait du Ministre de l'Éducation Nationale.

Une parcelle des terrains cédés gratuitement à l'État en vue de la construction exclusive de bâtiments scolaires a donc été affectée à ce pavillon.

Par ailleurs, si, en vertu de l'arrêté interministériel du 11 avril 1962, l'État est dispensé de la demande du permis de construire en ce qui concerne les constructions scolaires du 2<sup>me</sup> degré, cette disposition ne s'applique nullement à un édifice culturel.

Dans ces conditions, nous avons déféré devant le Tribunal Administratif de Lille, pour excès de pouvoir, la décision du Ministre de l'Éducation Nationale.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à ester dans ce sens devant toute juridiction compétente.

*Adopté à la majorité par 15 Conseillers S.F.I.O. et 7 Conseillers Communistes, les 4 Conseillers M.R.P. et les 2 Conseillers Indépendants s'étant abstenus, et les 9 Conseillers U.N.R. ayant voté contre (voir compte rendu analytique, p. 538).*

**N° 64 / 112. — INSTANCE CONTRE LES ÉTABLISSEMENTS OLIVIER. AUTORISATION D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par jugement du 26 février 1964, le Tribunal Administratif de Lille a rejeté la requête par laquelle la Société des « Établissements Jean Olivier », 9, boulevard



Malesherbes, à Paris, attaquait l'arrêté de péril par lequel, le 16 octobre 1963, étaient prescrites diverses mesures destinées à faire cesser le danger créé par l'état de l'immeuble sis 48-50, rue Esquermoise, à Lille, dont la requérante est locataire.

Or, il nous a été signifié que la dite Société introduisait, devant le Conseil d'État, un recours dans le but d'obtenir l'annulation de ce jugement.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à défendre à cette action.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 113. — INSTANCE CONTRE LES ÉTABLISSEMENTS OLIVIER.  
RÈGLEMENT D'UNE PROVISION A L'AVOCAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous venez de nous autoriser à défendre au recours introduit, devant le Conseil d'État, par la Société des « Établissements Jean Olivier », 9, boulevard Malesherbes, à Paris, qui demande l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Lille, du 26 février 1964, portant sur notre arrêté de péril du 16 octobre 1963.

L'avocat chargé de la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire, M<sup>e</sup> Georges De Grandmaison, 60, avenue Montaigne, à Paris, demande, à titre de provision, le versement d'une somme de 1.000 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le règlement, au profit de M<sup>e</sup> De Grandmaison, de la dite somme qui sera prélevée sur le crédit ouvert au chapitre XXXVIII, article 1<sup>er</sup>, du Budget primitif de 1964, sous rubrique : « Frais de Contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 64/ 114. — INSTANCE CONTRE LEEUWERCK. PROVISION A  
L'AVOCAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par votre délibération n° 64 / 42, du 3 mars 1964, vous nous avez autorisé à défendre les intérêts de la Ville, dans le pourvoi en cassation interjeté par M. Leeuwerck, marbrier, à l'effet de faire reconnaître l'existence d'un fonds de commerce et artisanal sur le terrain sis à Lille, 8, rue du Ballon.

M<sup>e</sup> G. de Grandmaison nous demande de lui verser, selon l'usage, une provision de 900 F. pour lui permettre de procéder à la rédaction du mémoire qu'il doit déposer au nom de la Ville de Lille dans cette affaire.



Nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider le règlement de cette somme, dont le montant sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXXVIII, article 1<sup>er</sup>, du Budget primitif de 1964, sous la rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

**N° 64 / 115. — HONORAIRES DE MAITRE VANDEWALLE. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>e</sup> Élie Vandewalle, Avoué, demeurant à Lille, 50, rue de l'Hôpital Militaire, nous a adressé ses états de frais pour les affaires Durandeu et Depoorter ; la procédure d'expulsion qui avait été engagée contre les intéressés ayant cessé par suite de leur départ.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le règlement à M<sup>e</sup> Vandewalle, de la somme de 624,52 F. (236,82 F. pour l'affaire Durandeu, et 287,70 F. pour l'affaire Depoorter), qui sera imputée sur le crédit ouvert au B. P. de 1964, chapitre 38, article 1<sup>er</sup>, sous la rubrique : « Frais de Contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

**N° 64 / 116. — LEGS CRÉPIN. OPÉRATIONS CONCERNANT DES ACTIONS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La « Société des Hôtels Réunis » vient de procéder, d'une part, à la répartition gratuite d'actions nouvelles à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne, et, d'autre part, à une augmentation de capital par l'émission d'actions de 50 F. à souscrire au prix de 180 F., à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes.

Par ailleurs, la « Société Industrielle Minière et Chimique » répartit gratuitement des actions nouvelles à raison d'une action nouvelle pour dix-huit actions anciennes.

La Ville est, par le legs Crépin, titulaire en nue-propiété de quinze actions de la première Société et de trois actions de la seconde. Nous avons donc autorisé les opérations suivantes :

- attribution de quinze actions nouvelles de la « Société des Hôtels Réunis » ;
- session du droit de souscription attaché aux actions anciennes de la même Société et à celles de la « Société Industrielle Minière et Chimique », des crédits n'étant pas disponibles pour l'achat d'actions nouvelles.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces opérations et de décider que, conformément aux stipulations de l'acte de



liquidation et de partage, les sommes à revenir en nue-propriété à la Ville et en usufruit à M<sup>me</sup> Crépin feront l'objet d'un emploi administratif en valeurs d'État.

*Adopté.*

**N° 64 / 117. — DONS AU PALAIS DES BEAUX-ARTS. ACCEPTATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les collections du Palais des Beaux-Arts se sont enrichies, au cours de l'année 1963, de divers objets et œuvres d'art qui proviennent des dons ci-après :

*Donateur : M<sup>me</sup> Duriez-De Graeve.*

*Peintures.* — René De Graeve — Le village flamand.

— Le couple.

— Nu.

— Autoportrait (sous réserve d'usufruit).

Par cette donation, M<sup>me</sup> De Graeve a tenu à compléter l'évocation de l'art de René De Graeve, dont une toile a été achetée pour le musée.

*Donateur : Collège de Marcq-en-Barœul.*

Mottez — Sainte Madeleine.

*Donateur : M<sup>me</sup> Henri Dupont.*

Estève — Lithographie originale.

*Donateur : Société des Amis de l'Art contemporain.*

Pelayo — Jeanne la Folle.

*Donateur : Société des Amis des Musées.*

*Dessins.* — Étienne Jaurat — Femme et enfant.

École italienne xvi<sup>e</sup> — Guerrier accoudé.

*Céramique.* — Porte-montre — Céramique lilloise, début xix<sup>e</sup> siècle.

Trois assiettes des chansons de Desrousseaux.

Plat — Céramique lilloise.

Ces objets et ces œuvres d'art présentant une réelle valeur artistique, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Beaux-Arts et votre Commission du Contentieux, de décider l'acceptation des libéralités en cause.

*Adopté.*

**N° 64 / 118. — PRÊT-RÉPARATIONS. M. CASIER EDMOND.  
MAINLEVÉE D'INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 / 212, en date du 20 décembre 1957, le conseil municipal a accordé à M. Edmond Casier, domicilié à Lille, 3, avenue Charles Saint-Venant, un



prêt de 1.000 F. pour la réparation d'un immeuble lui appartenant situé à Lille, 64, rue de Cambrai.

A ce prêt de 1.000 F. s'ajoutait la somme de 150 F., montant de la provision sur frais d'acte, soit au total 1.150 F.

En garantie du remboursement de ce prêt, une inscription d'office fut prise au Premier Bureau des Hypothèques le 20 mai 1958, volume 730, n° 77.

M. Casier s'étant acquitté de la somme de 714,56 F., formant le solde restant dû sur le prêt qui lui a été consenti, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de nous autoriser et d'autoriser M. le Trésorier Principal à donner mainlevée et à consentir à la radiation de l'inscription hypothécaire susvisée.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 119. — PRÊTS A LA CONSTRUCTION. MAINLEVÉES  
D'INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En exécution des délibérations prises par le conseil municipal les 30 novembre 1950 (n° 2.478), 20 février 1953 (n° 4.767), des prêts complémentaires ont été accordés à diverses personnes, bénéficiaires de prêts consentis par les organismes destinés à faciliter la construction et bâtissant leur logement sur le territoire de Lille.

Indépendamment du règlement du prêt, la Ville a fait l'avance de la prime d'assurance-vie et des frais d'acte.

En garantie du remboursement de ces prêts, une inscription hypothécaire a été prise à l'encontre de chacun des intéressés.

Les bénéficiaires, dont les noms sont repris dans le tableau ci-annexé, ont remboursé la totalité du prêt.



DÉLIBÉRATION ACCORDANT LE PRÊT	NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE	a — MONTANT DU PRÊT b — ASSURANCE VIE c — FRAIS D'ACTE	INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE
n° 67 du 19/6/1953	Royer André, rue de la Pré- voyance prolongée, Lille.	a — 5.000 b — 416,36 c — 5.416,36	du 26/3/1954 volume 572 n° 34
n° 727 du 13/7/1954	Jacquemart Georges, 37, rue de Pologne, Lille.	a — 4.000 b — 261,16 c — 238,84 4.500	du 6/1/1956 volume 633 n° 79
n° 151 du 12/7/1955	Hennion Jean-Pierre, 59, square du Portugal, Lille.	a — 4.500 b — 235,98 c — 264,02 5.000	du 30/12/1955 volume 633 n° 18
n° 56/ 153 du 26/10/1956	Nodot Jacques, 3, square de l'Ermitage, Lille.	a — 3.750 b — 171,29 c — 278,71 4.200	du 5/11/1957 volume 710 n° 15
n° 56/ 154 du 26/10/1956	Thomas Albert, groupe du Chevalier Français, app. 2, Lille.	a — 4.000 b — 169,22 c — 255,78 4.425	du 17/1/1958 volume 718 n° 10
n° 56/ 154 du 26/10/1956	Wattelar Roger, 54, groupe du Chevalier Français, Lille.	a — 4.000 b — 163,64 c — 256,36 4.420	du 16/12/1957 volume 714 n° 65
n° 57/ 51 du 11/3/1957	Ithurria Jacques, groupe des Margueritois, Lille.	a — 5.000 b — 277,91 c — 362,09 5.640	du 14/11/1957 volume 710 n° 60
n° 57/ 204 du 20/12/1957	Matuszewicz Wojeich, 69, groupe Gassendi, Lille.	a — 3.750 b — 219,60 c — 310,40 4.280	du 22/1/1960 volume 789 n° 36

Nous vous demandons d'accord avec votre Commission du Contentieux de nous autoriser et d'autoriser M. le Trésorier principal à donner mainlevée et à consentir à la radiation des inscriptions hypothécaires.

*Adopté.*

**N° 64/ 120. — ALIÉNATION. TERRAINS A MAUPERTUS, AU PROFIT  
DU DÉPARTEMENT DE LA MANCHE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63/ 145, en date du 13 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.



Le département de la Manche, intéressé par l'acquisition des lots, n° 2, 3, 4 et 10, repris au cadastre sous les n°s 20 p, 21 p, 24 p, 25 p, 26 p, 3 p et 4 p, de la section A, d'une superficie totale de 28.325 m<sup>2</sup> sollicite l'aliénation à son profit de ces divers terrains, pour la somme globale de 33.000 F.

Le prix offert étant supérieur à l'estimation du Service des Domaines, l'opération paraît d'autant plus avantageuse pour la Ville de Lille que ces parcelles en état de jachère, doivent être incorporées dans la voie publique.

L'arrêté interministériel du 16/4/1963, permettant aux Collectivités locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien :

1° donner mandat, à l'effet de procéder au bornage des terrains, de signer tous actes et procès-verbaux et d'accomplir toutes les formalités nécessaires à M. Balley, Adjoint technique principal des Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église, chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille ;

2° prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre 14, article 2 du Budget primitif de 1964.

*Adopté.*

**N° 64/ 121. — ALIÉNATION. TERRAIN A MAUPERTUS, SECTION A -  
N°s 310 ET 312 p - 4.072 M<sup>2</sup>, AU PROFIT DE M. ANDRÉ  
DOUTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63 / 145, en date du 10 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

M. André-Armand Doute, professeur, demeurant à Valognes (Manche), 6, rue Binguet, a sollicité l'aliénation à son profit d'une parcelle de terre, d'une superficie de 4.072 m<sup>2</sup>, sise à Maupertus (Manche), reprise au cadastre sous les n°s 310 et 312 p de la section A, pour la somme de 8.144 F., soit : 2 F. le mètre carré.

Étant donné que cette opération immobilière est avantageuse pour la Ville de Lille eu égard à l'évaluation qui a été faite par l'Administration des Domaines et que l'arrêté interministériel du 16 avril 1963 permet aux collectivités locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons, en outre de vouloir bien :

1° donner mandat à l'effet de procéder au bornage du terrain, de signer les procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires à M. Balley, Adjoint Technique



principal des Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille ;

2° de prononcer l'admission en recette du produit de cette vente, au chapitre 14 article 2, du Budget primitif de 1964.

*Adopté.*

**N° 64 / 122. — ALIÉNATION. TERRAIN A MAUPERTUS, SECTION A  
N° 306 p - 2.338 M2, AU PROFIT DE M. ROGER GOURDON.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Suivant délibération n° 63 / 145, en date du 13 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées Carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

M. Roger Gourdon, chef d'études à la S.N.C.F., demeurant à Rueil-Malmaison (S.-et-O.), 22, rue des Acacias, a sollicité l'aliénation à son profit, d'une parcelle de terrain de 2.338 m2, sise sur le territoire de la commune de Maupertus et reprise au cadastre sous le n° 306 p, de la section A, pour la somme de 5.800 F., soit approximativement 2,40 F. le mètre carré.

Cette opération immobilière apparaît avantageuse pour la Ville de Lille étant donné la nature de ces parcelles de terrain qui doivent être incorporées dans la voie publique et le montant de l'évaluation des domaines (1 F. le mètre carré).

L'arrêté interministériel du 16 avril 1963 permettant aux Collectivités Locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F, nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien :

1° donner mandat, à l'effet de procéder au bornage du terrain, de signer tous actes et procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires, à M. Balley, Adjoint Technique principal des Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église, chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille ;

2° prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre 14, article 2, du Budget primitif de 1964.

*Adopté.*



**N° 64 / 123. — ALIÉNATION TERRAIN A MAUPERTUS, SECTION A  
N° 306 p - 1.994 M2, AU PROFIT DE M. JEAN LEBIGOT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63 / 145, en date du 13 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre, par lots et à l'amiable, les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées Carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

M. Jean Lebigot, demeurant à Saint-Pierre-Église (Manche), 106, rue du Général de Gaulle, a sollicité l'aliénation à son profit, d'une parcelle de terrain de 1.994 m2, sise à Maupertus et reprise au cadastre sous le n° 306 p, de la section A, pour la somme de 5.400 F., soit approximativement 2,70 F. le mètre carré.

Étant donné que cette opération immobilière est avantageuse pour la Ville de Lille, eu égard à l'évaluation qui a été faite par l'administration des Domaines et que l'arrêté interministériel du 16 avril 1963 permet aux collectivités locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien :

1° donner mandat à M. Balley, Adjoint Technique principal des Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église, chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille à l'effet de procéder au bornage du terrain, de signer tous actes et procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires ;

2° prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre 14, article 2, du Budget primitif de 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 124. — ALIÉNATION TERRAIN A MAUPERTUS, SECTION A  
N° 306 p - 1.668 M2, AU PROFIT DE M. ANDRÉ TRIPIER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63 / 145, en date du 13 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées Carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

M. André Tripier, Ingénieur I.E.G., Inspecteur divisionnaire à la S.N.C.F., demeurant à Montgeron (S.-et-O.), 29, avenue Lucie, a sollicité l'aliénation à son profit d'une parcelle de terrain de 1.668 m2, sise à Maupertus (Manche) et reprise au cadastre sous le n° 306 p, de la section A, pour la somme de 5.000 F., soit approximativement 2,90 F. le mètre carré.

Cette opération immobilière apparaît avantageuse pour la Ville de Lille étant donné la nature de ces parcelles de terrain qui doivent être incorporées dans la voie publique.



L'arrêté interministériel du 16 avril 1963, permettant aux Collectivités locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons en outre, de vouloir bien :

1° donner mandat, à l'effet de procéder au bornage du terrain, de signer tous actes et procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires, à M. Balley, Adjoint Technique principal des Ponts et Chaussées domicilié à Saint-Pierre-Église, chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille ;

2° de prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre 14, article 2, du Budget primitif de 1964.

Adopté.

**N° 64 / 125. — ALIÉNATION TERRAINS A MAUPERTUS ET FERMANVILLE**  
**SECTION A : 151.858 M2 ; SECTION C : 25.508 M2, AU**  
**PROFIT DE M. ET M<sup>me</sup> PATRIZI-CHARTON,**  
**M. ET M<sup>me</sup> FERRARIS-PATRIZI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63 / 145, en date du 10 / 6 / 63, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable, les propriétés appartenant à la Ville de Lille et dénommées Carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

M. et M<sup>me</sup> Patrizi-Charton, demeurant à Montreuil (Seine), 103, rue de la Nouvelle France et M. et M<sup>me</sup> Ferraris-Patrizi, demeurant à Saint-Maur (Seine), 103, avenue Louis Blanc, ont sollicité l'aliénation à leur profit, indivisément chacun pour 1 / 4 :

1° d'une parcelle de terrain de 151.858 m2, sise à Maupertus (Manche), reprise au cadastre sous les n°s 312 p, 313 p, 314, 315, 316, 317 p, 318 p, 319, 320, 321, 322, 323 p, 324, 326 p, 327 p, 328, 329, 330 p, 331, 332 p, 333 p, 334 p, 335, 336 p, de la section A ;

2° d'une parcelle de terrain de 25.508 m2, sise à Fermanville (Manche), reprise au cadastre sous les n°s 3 et 7 p, de la section C., le tout pour la somme de 70.000 F.

Étant donné que cette opération immobilière est avantageuse pour la Ville de Lille eu égard à l'évaluation qui a été faite par l'administration des Domaines et que l'arrêté interministériel du 16 / 4 / 65 permet aux collectivités locales de céder à l'amiable les immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider cette cession amiable aux conditions reprises ci-dessus.

Nous vous demandons en outre de vouloir bien :

1° donner mandat à l'effet de procéder au bornage des terrains, de signer les procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires à M. Balley Adjoint Technique



principal des Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église, chargé de la surveillance des propriétés de la Ville ;

2° de prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre XIV, article 2, du Budget primitif de 1964.

*Adopté.*

**N° 64/ 126. — ALIÉNATIONS DE TERRAINS A MAUPERTUS. SECTION A  
N°s 311 ET 312 p - 5.945 M2, AU PROFIT DE M. ROGER  
CHARTON.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 13 juin 1963, vous avez autorisé la vente, par lots et à l'amiable, des propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées Carrières de Maupertus et de Fermanville.

M. et M<sup>me</sup> Charton-Navaresi, demeurant ensemble à Montreuil-sous-Bois (Seine), 13, rue Rochebrune, ont sollicité l'aliénation à leur profit d'un terrain d'une superficie de 5.945 m2, repris au cadastre sous les n°s 311 et 312 p, de la section A, moyennant le prix de dix mille francs (10.000 F.), soit approximativement 1,60 F. le m2.

Étant donné le caractère avantageux de cette offre, eu égard à l'évaluation qui a été faite par l'Administration des Domaines et au fait que l'arrêté interministériel du 16 avril 1963 permet aux collectivités locales de céder à l'amiable des immeubles n'excédant pas 80.000 F., nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider la cession amiable aux conditions énumérées ci-dessus.

Nous vous demandons en outre de vouloir bien :

1° donner mandat à l'effet de procéder au bornage du terrain, de signer tous actes et procès-verbaux et d'accomplir toutes formalités nécessaires à M. Balley, Adjoint Technique principal aux Ponts et Chaussées, domicilié à Saint-Pierre-Église (Manche), chargé de la surveillance des propriétés de la Ville de Lille ;

2° prononcer l'admission en recette du produit de cette vente au chapitre XIV, article 2, du Budget primitif de 1964, sous la rubrique : « Produit de ventes immobilières ».

*Adopté.*

**N° 64/ 127. — ALIÉNATION DE MAUPERTUS. PARCELLE N° 8 DE LA  
SECTION A. BORNAGE JUDICIAIRE. AUTORISATION  
D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 5 juin 1964, vous avez donné procuration à M<sup>e</sup> Fatome, notaire à Saint-Pierre-Église (Manche), pour signer tous actes et procès-verbaux relatifs



à l'aliénation des propriétés de Maupertus et de Fermanville, appartenant à la Ville de Lille ; celui-ci nous fait savoir qu'il rencontre certaines difficultés en ce qui concerne la parcelle n° 8, de la section A de Maupertus, dont la vente est en cours et pour laquelle les propriétaires abornants contestent la superficie.

La détermination des différentes limites de nos propriétés, confiée à M. Landry, géomètre-expert, à Caen (Calvados) a fait apparaître pour la parcelle en cause que le terrain disponible aurait une superficie réelle de 42 ares et 5 centiares contre 60 ares sur le titre de propriété et 85 ares et 40 centiares au cadastre.

Les contestations portant sur la surface réelle, il importe de faire procéder à un bornage judiciaire et en conséquence nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux :

1° de donner tous pouvoirs à M<sup>e</sup> Fatome à l'effet de constituer avoué, poursuivre et défendre devant la justice par tous les moyens de droit les intérêts de la Ville de Lille ;

2° d'imputer les frais inhérents à cette opération au chapitre XXXVIII, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif de 1964, sous la rubrique : « Frais de contentieux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 128. — ALIÉNATION DES PROPRIÉTÉS DE MAUPERTUS ET DE FERMANVILLE. FRAIS DE BORNAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant délibération n° 63 /145, en date du 13 juin 1963, vous nous avez autorisé à vendre par lots et à l'amiable les propriétés appartenant à la Ville de Lille, dénommées Carrières de Maupertus, du Grand Castel et de Fermanville, dans la Manche.

Ces propriétés achetées par voie d'adjudication en 1925 et qui n'ont été exploitées que très peu de temps, étaient depuis plus de trente ans inoccupées, de sorte que les terrains sont couverts d'ajoncs et de bois-taillis qui rendaient impossible toute délimitation exacte des parcelles.

Afin de nous entourer de garanties et d'éviter toute contestation ultérieure, nous avons passé une Convention avec M. Landry, géomètre expert, demeurant à Caen (Calvados), 6, rue Guillaume le Conquérant, suivant laquelle celui-ci s'engageait à délimiter les divers terrains et à en dresser les plans.

Cette délimitation a nécessité des opérations de bornage, lesquelles étaient d'ailleurs indispensables en raison de l'obligation qui a été faite à la Ville de Lille d'établir un plan de lotissement.

Comme il est incontestable, d'une part, que la responsabilité de l'Administration Municipale est entière en ce qui concerne l'état des terrains à l'intérieur desquels se sont effectuées les dites opérations et, d'autre part, que ces dernières, rendant possible la cession de nos terrains par parcelles, auront pour effet d'augmenter notablement la



rentabilité de l'aliénation, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de vouloir bien décider l'imputation de l'intégralité des frais de bornage au crédit « Frais de Contentieux », chapitre XXXVIII, article 9, du Budget supplémentaire 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 129. — LOTISSEMENT DES TERRAINS DE MAUPERTUS ET  
FERMANVILLE. ÉLECTRIFICATION DES LOTS. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 64/ 84, en date du 5 juin 1964, vous avez donné mandat à M<sup>e</sup> Fatome, notaire à Saint-Pierre-Église et à M. Balley, Adjoint Technique des Ponts et Chaussées, à l'effet de procéder à toutes les formalités relatives au lotissement des terrains mis en vente par la Ville de Lille, à Maupertus et Fermanville (Manche).

Ce lotissement a reçu l'approbation de M. le Préfet de la Manche, suivant son arrêté en date du 21 août 1964 et les travaux imposés à la Ville de Lille, lotisseur, se limitent, conformément aux prescriptions de l'article 2 du dit arrêté, à l'électrification au droit de chaque lot.

La Société Normande d'Électrification et de Canalisations, Agence de Cherbourg, boulevard des Flamands, à Tourlaville (Manche) et dont le siège social est à Caen, 36, Route de Lion, qui est agréée par l'« E.D.F. » pour le Nord du Département de la Manche pour effectuer de tels travaux, nous a fait parvenir un devis s'élevant à F. 19.983.

En accord avec vos Commissions du Contentieux et des Finances, nous vous demandons de décider :

1° le paiement de la somme susvisée à l'entreprise S.N.E.C. dès l'achèvement des travaux ;

2° l'imputation de cette dépense sur le crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXXVII, du Budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 130. — ACQUISITION DE TERRAIN SITUÉ A LILLE, RUE  
COURTOIS. S.A.R.L. GEORGES D'HALLUIN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la réalisation du plan d'alignement homologué par arrêté préfectoral du 8 août 1959, nous avons jugé opportun de retenir une offre de cession amiable de



la partie tombant en voie publique d'un terrain situé à Lille, rue Courtois et appartenant à la S.A.R.L. Georges D'halluin, 60, boulevard J.-B. Lebas, à Lille.

Ce terrain est repris au cadastre sous le n° 931 pie de la section E, pour une superficie de 1.264,37 m<sup>2</sup>. Il est intéressé par le plan d'alignement précité pour une partie de 540 mètres carrés.

A la suite des pourparlers engagés nous avons pu conclure avec la dite Société un accord aux termes duquel le montant du prix dû par la Ville de Lille à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à 16.627 F. dans la limite du prix indiqué par M. le Directeur général des Impôts, Enregistrement et Domaines.

La Ville de Lille deviendrait propriétaire de la portion de terrain en cause le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet au plus tard un mois après le jour du paiement du prix.

Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Ibled, Notaire à Lille.

La Ville de Lille supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant, évaluée à dix-sept mille cinq cent vingt-sept francs (17.527 F.) frais compris, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article 4, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 131. — ACQUISITION DE TERRAINS SITUÉS A PROXIMITÉ  
DE LA RUE COURTOIS. S.N.C.F.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville est entrée en pourparlers avec la S.N.C.F. en vue d'acquérir quatre parcelles de terrains lui appartenant et situées à proximité de la rue Courtois. Trois de ces parcelles sont intéressées par le plan d'alignement de la rue Courtois, homologué par arrêté préfectoral du 8 août 1959 ; la quatrième, par l'édification des ateliers municipaux.

Elles sont reprises comme suit au cadastre :

- |   |         |                |               |   |      |                        |
|---|---------|----------------|---------------|---|------|------------------------|
| — | numéros | 930 p et 963 p | de la section | E | pour | 3.235 m <sup>2</sup> , |
| — | —       | 935 p et 941 p | —             | E | —    | 30 m <sup>2</sup> ,    |
| — | —       | 928 p et 933 p | —             | E | —    | 4.595 m <sup>2</sup> . |



La S.N.C.F. propose à la Ville de Lille une cession amiable de ces parcelles sous réserve de l'approbation de son Administration supérieure, moyennant le prix forfaitaire de cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs, auquel s'ajoutent 300 F. pour frais d'études, payable le jour de la signature du contrat authentique et après accomplissement des formalités de transcription. L'entrée en jouissance, soit par la prise de possession réelle, soit par la perception des loyers ou des redevances, sera fixée également au jour de la signature du dit contrat.

La vente serait réalisée par devant le notaire que désignera la S.N.C.F.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer l'engagement d'acquisition proposé par la S.N.C.F. ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant évaluée à 126.100 F., frais compris, sera imputée sur le crédit qui sera reporté au chapitre XXXVI, article 4, du Budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 132. — ACQUISITION DE TERRAIN SITUÉ A LILLE, RUE DU  
VAISSEUR LE VENGEUR. COMPAGNIE GÉNÉRALE  
D'ÉLECTRICITÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la réalisation du projet de prolongement de la rue du Vaisseau le Vengeur et de son incorporation dans le domaine public communal, nous avons envisagé l'acquisition du sol de cette voie repris au cadastre sous partie du n° 570 de la section E.

En vertu d'engagements antérieurs rappelés dans le titre de propriété de la Compagnie Générale d'Électricité (acte reçu par M<sup>e</sup> Desrousseaux, Notaire à Lille, le 14 décembre 1921) une bande de terrain de 1.026,03 m<sup>2</sup>, représentant la moitié de la voie serait cédée gratuitement à la Ville de Lille ; l'autre moitié, d'une superficie de 1.010 m<sup>2</sup> serait acquise à titre onéreux.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la Compagnie un accord aux termes duquel le prix dû par la Ville de Lille à raison de l'acquisition de la seconde partie de terrain, serait fixé à la somme de vingt-quatre mille cent soixante-dix-huit francs soixante-quinze centimes (24.178,75 F.).

La Ville de Lille deviendrait propriétaire du terrain en cause, dans l'état où il existe, sans exception ni réserve, le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet au plus tard un mois après le jour de la remise au vendeur du titre de paiement, ou de la date de virement de l'indemnité ou, enfin, de la consignation du prix à la Caisse des Dépôts et Consignations.



Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Doutriaux, Notaire à Lille.

La Ville de Lille supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociations. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique de l'opération, prévue par l'Ordonnance du 23 octobre 1958, afin de faire produire, à cette cession amiable, les mêmes effets qu'une ordonnance d'expropriation ;
- c) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- d) de décider que la dépense en résultant, évaluée à 25.300 F., frais compris sera imputée sur le crédit à reporter au chapitre XXXVI, article 4, du Budget supplémentaire de 1964, sous l'intitulé : « Plan d'urbanisme — Acquisition d'immeuble — Emprunt ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 133. — ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SITUÉ  
A LILLE, 19, RUE DES BUISSSES ET 10, RUE SANS PAVÉ.  
ÉTABLISSEMENTS LEMAITRE-DEMEESTÈRE ET FILS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 / 6.034, en date du 11 mars 1957, vous avez accepté un plan d'alignements intéressant la place et la rue des Buissses, les rues Sans Pavé et des Casernes.

Ce plan qui prévoyait un dégagement de la place des Buissses en vue d'une extension de la place de la Gare et la création d'une voie destinée à relier la dite place au Boulevard Périphérique, a été homologué par arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> octobre 1957. Il a fait l'objet d'une inscription à la tranche urbaine du Fonds d'Investissement Routier (opération n° 4).

Parmi les immeubles touchés par ce projet figure une propriété sise 19, rue des Buissses et 10, rue Sans Pavé et reprise au cadastre sous les n°s 1.213 et 1.214 de la section B pour des superficies respectives de 469 et 437 mètres carrés comme appartenant à la Société « Établissements Lemaitre-Demeestère et Fils ».

Ces immeubles sont également intéressés par le plan des Gares pour la réalisation duquel vous avez donné un avis favorable le 8 novembre 1963.

Après pourparlers nous avons pu obtenir de la Société précitée une promesse de cession amiable de sa propriété, considérée libre de toute occupation.



Aux termes de cet accord, le prix dû par la Ville de Lille à raison de l'acquisition des immeubles dont il s'agit serait fixé à la somme de huit cent mille francs (800.000 F.) dans la limite du prix fixé par M. le Directeur des Impôts, Enregistrement et Domaines.

La Ville de Lille deviendrait propriétaire des immeubles en cause, dans l'état où ils existent sans exception ni réserve, le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet le jour même de la remise à la Société du titre de paiement, ou de la date de virement de l'indemnité, ou, enfin, de la consignation du prix à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Danjou, Notaire à Roncq.

La Ville de Lille supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) de nous autoriser à poursuivre cette acquisition ;
- b) de solliciter, de l'autorité supérieure, la déclaration d'utilité publique de l'opération, prévue par l'Ordonnance du 23 octobre 1958, afin de faire produire à cette cession amiable, les mêmes effets qu'une ordonnance d'expropriation ;
- c) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- d) de décider que la dépense en résultant, évaluée à 810.000 F., frais compris, sera imputée sur les crédits reportés au chapitre XXXVI, du Budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisitions immobilières », étant entendu que le montant de la dite dépense sera repris au titre des justifications du programme de la Tranche urbaine du Fonds d'Investissement Routier.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 134. — ACQUISITION DE TERRAINS A SECLIN ET HOUPLIN.  
CRÉATION DE FORAGES. M. AUGUSTE GRUYELLE-  
BONDU.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 60 / 6.031, du 7 mars 1960, vous avez décidé la réalisation des opérations afférentes aux acquisitions des terrains nécessaires au projet de création de forages dans le vallon d'Houplin destinés à l'amélioration de la distribution d'eau potable de la Ville de Lille.

Les travaux à entreprendre en vue de l'exécution de ce projet ont été déclarés d'utilité publique par arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 10 juillet 1962.

M. Gruyelle Auguste, demeurant à Houplin, 10, rue de la Pouillerie, a accepté de traiter à l'amiable la cession des parties de terrain lui appartenant intéressées par



le projet. Il s'agit d'une partie de 1.800 mètres carrés de la parcelle 4, section B, à Seclin, et d'une partie de 900 mètres carrés de la parcelle 785 de la section B d'Houplin.

A la suite des pourparlers engagés, nous avons pu conclure avec le propriétaire un accord aux termes duquel le prix dû par la Ville, à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à 2.466,60 F.

La Ville deviendrait propriétaire des parties de terrain en cause le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance immédiatement.

Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Thoumin, Notaire à Seclin.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant fixée à 2.650 F., frais compris, sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVII, article 210, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Service des Eaux – Plan d'équipement et de Modernisation ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 135. — ACQUISITION DE TERRAINS A HOUPLIN. CRÉATION  
DE FORAGES. M. RAYMOND MUCHEMBLEMED.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 60 / 6.031, du 7 mars 1960, vous avez décidé la réalisation des opérations afférentes aux acquisitions des terrains nécessaires au projet de création de forages dans le vallon d'Houplin destinés à l'amélioration de la distribution d'eau potable de la Ville de Lille.

Les travaux à entreprendre en vue de l'exécution de ce projet ont été déclarés d'utilité publique par arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 10 juillet 1962.

M. Muchembled Raymond, demeurant à Houplin, Ferme de la Pouillerie, a accepté de traiter à l'amiable la cession des parties de terrain lui appartenant, intéressées par le projet. Il s'agit d'une partie de 1.038 mètres carrés de la parcelle de 1.112, d'une partie de 442,50 m<sup>2</sup> du tréfonds de la parcelle 1.113 et d'une partie de 1.275 m<sup>2</sup> du tréfonds de la parcelle 310 de la section A d'Houplin.

A la suite des pourparlers engagés, nous avons pu conclure avec le propriétaire un accord aux termes duquel le prix dû par la Ville, à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à 3.942,32 F.



La Ville deviendrait propriétaire des parties de terrain en cause le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance immédiatement.

Cette cession serait réalisée par devant Me Fontaine, Notaire à Seclin.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant fixée à 4.200 F., frais compris, sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVII, article 210, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Service des Eaux – Plan d'équipement et de modernisation ».

*Adopté.*

**N° 64 / 136. — ACQUISITION DE TERRAINS A HOUPLIN. CRÉATION DE FORAGES. M. MUCHEMBLED AMÉDÉE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 60 / 6.031, du 7 mars 1960, vous avez décidé la réalisation des opérations afférentes aux acquisitions des terrains nécessaires au projet de création de forages dans le vallon d'Houplin destinés à l'amélioration de la distribution d'eau potable de la Ville de Lille.

Les travaux à entreprendre en vue de l'exécution de ce projet ont été déclarés d'utilité publique par arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 10 juillet 1962.

M. Muchembled Amédée, demeurant à Houplin, Ferme de la Pouillerie, a accepté de traiter à l'amiable la cession des parties de terrain lui appartenant intéressées par le projet. Il s'agit d'une partie de 900 mètres carrés de la parcelle 1.108 et d'une partie de 435 mètres carrés du tréfonds de la parcelle 1.107 de la section A d'Houplin.

A la suite des pourparlers engagés, nous avons pu conclure avec le propriétaire un accord aux termes duquel le prix dû par la Ville, à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à 917,46 F.

La Ville deviendrait propriétaire des parties de terrain en cause le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance immédiatement.

Cette cession serait réalisée par devant Me Fontaine, Notaire à Seclin.



La Ville supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant fixée à 1.100 F., frais compris, sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVII, article 210, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Service des Eaux – Plan d'équipement et de Modernisation ».

*Adopté.*

---

**N° 64/ 137. — CRÉATION DE FORAGES A SECLIN ET HOUPLIN.  
ÉVICTION DE LOCATAIRES. MM. RENÉ ET DÉSIRÉ  
MUCHEMBLED.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous venez de décider l'acquisition d'une partie de 900 m2 de la parcelle 1.108 de la section A d'Houplin, appartenant à M. Muchembled Amédée, demeurant à Houplin, Ferme de la Pouillerie, en vue de la réalisation du projet de création de forages dans le vallon d'Houplin destinés à l'amélioration de la distribution d'eau potable de la Ville de Lille.

Les locataires de cette portion de terrain, MM. René et Désiré Muchembled ont accepté de traiter à l'amiable et souscrit un engagement aux termes duquel ils acceptent de résilier le droit d'occupation qui leur était accordé et de renoncer à tout droit de prorogation à compter du jour d'entrée en jouissance de la dite parcelle par la Ville de Lille.

L'indemnité due de ce fait s'élève à trois cent quatre-vingt-sept francs (387 F.).

La Ville en versera le montant après accomplissement des formalités préalables

Nous vous proposons, en accord avec vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux, d'homologuer l'engagement établi qui prendra effet à compter du jour de l'entrée en jouissance par la Ville.

Nous demandons en outre de décider que la dépense sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVII, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Service des Eaux – Plan d'équipement et de modernisation ».

*Adopté.*

---



N° 64 / 138. — **TERRAIN ACQUIS DU C.H.R. A RONCHIN.  
REMBOURSEMENT DU FERMAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant acte administratif en date du 23 août 1962, la Ville de Lille a acquis du Centre Hospitalier Régional de Lille, moyennant le prix de vingt-six mille deux cent soixante-dix francs soixante-deux centimes, un terrain situé à Ronchin, lieu dit « Quartier de la Justice », d'une superficie de 13.945 m<sup>2</sup>, repris au cadastre sous les n°s 200 et 201 de la section B, dont elle ne devait avoir la jouissance qu'à compter du jour du paiement du prix. Ce prix a été payé le 3 avril 1963.

Cependant, afin de permettre à l'Académie de Lille, qui devait entreprendre la construction d'un lycée sur ce terrain, de commencer rapidement les travaux de sondage, nous avons passé avec M. Tierce-Cauché, locataire de ce terrain, une convention aux termes de laquelle l'intéressé était convenu de le libérer dès le 31 décembre 1961, moyennant versement, par la Ville de Lille, d'une indemnité d'éviction fixée d'un commun accord et à forfait à la somme de six mille cinq cent trois francs (6.503 F.). Cette convention a fait l'objet de votre délibération n° 61 / 6.062, du 26 juin 1961.

M. Tierce-Cauché a libéré en fait ce terrain dès le 31 août 1961, et l'indemnité qui lui était due lui a été réglée le 18 juillet 1963.

De ce fait, le Centre Hospitalier Régional de Lille, qui n'a pu obtenir de M. Tierce-Cauché le paiement du fermage échu le 30 septembre 1962, a demandé à la Ville de Lille de lui rembourser la somme de 328,39 F., se décomposant comme suit :

Fermage du 1/10/1961 au 30/9/1962 . . . . .	315,60 F. (7 qx 89 à 40 F.)
Taxe de solidarité agricole . . . . .	12,79 »
	<hr/>
	328,39 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à rembourser cette somme au Centre Hospitalier Régional de Lille.

La dépense sera imputée sur les crédits reportés au chapitre XXXVI, article 4, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

N° 64 / 139. — **MODERNISATION DES ABATTOIRS. ACQUISITION DE  
L'IMMEUBLE SIS A LILLE, 29, RUE SAINT-SÉBASTIEN.  
CRÉDIT DU NORD.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la réalisation du projet de modernisation des Abattoirs, nous avons jugé opportun d'envisager l'acquisition de l'immeuble sis à Lille, 29, rue Saint Sébastien, appartenant à la Société Anonyme « Crédit du Nord ».



Cet immeuble est repris au cadastre de la Commune sous le n° 2.756, de la section A, pour une contenance de 95 mètres carrés.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la Société venderesse un accord aux termes duquel le prix dû par la Ville, à raison de l'acquisition de l'immeuble dont il s'agit, serait fixé à la somme de trente-neuf mille neuf cents francs (39.900 F.).

La Ville de Lille deviendrait propriétaire de l'immeuble en cause dans l'état où il se trouve, sans exception ni réserve, le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet après le transfert de l'agence du Crédit du Nord actuellement dans les lieux, dans les bureaux qui lui sont réservés à l'intérieur des abattoirs.

Cette cession serait réalisée par devant Me Tamboise, Notaire à Lille.

La Ville de Lille supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de solliciter, de l'autorité supérieure, la déclaration d'utilité publique de l'opération, prévue par l'Ordonnance du 23 octobre 1958, afin de faire produire, à cette cession amiable, les mêmes effets qu'une ordonnance d'expropriation ;
- c) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- d) de décider que la dépense en résultant, évaluée à 41.400 F., frais compris, sera imputée sur le crédit qui sera reporté au chapitre XXXVI, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Plan d'Urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 64/ 140. — ACQUISITION DE L'IMMEUBLE SITUÉ 31, RUE SAINT-SÉBASTIEN. DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre du projet de modernisation des Abattoirs, la Ville de Lille envisage l'acquisition de l'immeuble sis à Lille, 31, rue Saint Sébastien, appartenant au Centre Hospitalier Régional, et repris au cadastre sous le n° 2.757, de la section A, pour une superficie de 96 m<sup>2</sup>. Cet immeuble fait l'objet d'une location verbale à M. Roussel, sous les mêmes conditions que le bail arrivé à expiration le 31 mars 1964 et pour le même loyer de 2.410 F.

Nous avons pu conclure avec le Centre Hospitalier Régional un accord aux termes duquel la Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble dont il s'agit, tel qu'il existe,



se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances, moyennant paiement d'un prix fixé d'un commun accord et à forfait à vingt et un mille cinq cents francs (21.500 F.), conformément à l'avis de l'Administration des Domaines.

La Ville de Lille deviendrait propriétaire de l'immeuble vendu le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait constatée par acte administratif et la Ville de Lille supporterait tous les frais et droits.

Le prix de vente serait payable après accomplissement des formalités préalables.

La Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a accepté ces conditions.

En conséquence, en accord avec vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux, nous vous demandons de vouloir bien :

- 1<sup>o</sup> décider l'acquisition de l'immeuble dont il s'agit ;
- 2<sup>o</sup> nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- 3<sup>o</sup> solliciter de l'autorité supérieure, la déclaration d'utilité publique de l'opération.

Nous vous prions, en outre, de décider que la dépense en résultant, évaluée à 21.500 F., sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article 4, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

#### **N° 64 / 141. — ABATTOIRS. RÉSILIATION DE BAIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> veuve Boulet, demeurant 28, rue Colbert, à Lille, qui était locataire de la « Grande Triperie n° 1 » aux Abattoirs, a cessé toute activité depuis le 1<sup>er</sup> août 1964.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons d'accepter la résiliation du bail passé entre M<sup>me</sup> veuve Boulet et la Ville de Lille, antérieurement à sa date d'expiration qui était fixée au 31 janvier 1965.

*Adopté.*

---



N° 64/ 142. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION D'UN TERRAIN GREVÉ DE LA SERVITUDE « NON ÆDIFICANDI » SIS A LILLE, RUE DE LA CHAUDE RIVIÈRE. INDIVISION VIRNOT.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Place de Lille, a maintenu la servitude « non ædificandi » grevant l'ancienne première zone militaire, et mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains intéressés pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique, les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> Antoinette Herlin-Virnot, demeurant 64, rue Nationale, à Pont-à-Marcq, et M<sup>lle</sup> Marie-Thérèse Virnot, demeurant 32, rue Saint Dominique, à Paris, ont accepté de traiter à l'amiable la cession d'un terrain leur appartenant, situé dans cette zone de servitude, rue de la Chaude Rivière, à Lille, repris au cadastre de la commune sous les n°s 1.339 p, 1.566 p, 1.571 p, 1.574 p, 1.575 p, 1.576 p, de la section C, pour une contenance de 6.499 m<sup>2</sup>, mais de 6.186,37 m<sup>2</sup> d'après mesurage.

A la suite des pourparlers engagés nous avons pu conclure avec les venderesses un accord aux termes duquel le montant du prix dû par la Ville de Lille à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à douze mille six cent quatre-vingt francs (12.680 F.).

La Ville de Lille deviendrait propriétaire du terrain en cause le jour de la signature de l'acte.

Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet au plus tard un mois après le jour du paiement du prix.

Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Ibled, Notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Votre Commission du Contentieux a donné un avis favorable à cette acquisition. En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant fixée à 13.400 F., frais compris, sera imputée sur le crédit qui sera reporté au chapitre XXXVI, article 6, du Budget supplémentaire de 1964, sous l'intitulé : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappée de la servitude « non ædificandi » en vue de leur aménagement en espaces libres » — Emprunt.

Adopté.



N° 64/ 143. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION D'UN TERRAIN GREVÉ DE LA SERVITUDE « NON ÆDIFICANDI », SIS A LILLE, RUE LEQUEUX.  
M<sup>lle</sup> CLAIRE TULLY.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Place de Lille, a maintenu la servitude « non ædificandi » grevant l'ancienne première zone militaire, et mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains intéressés pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>lle</sup> Claire Tully, demeurant boulevard Victor Hugo, n° 291, à Lille, a accepté de traiter à l'amiable la cession d'un terrain lui appartenant, situé dans cette zone de servitude, rue Lequeux, à Lille, repris au cadastre de la commune sous le n° 273 p, de la section F, pour une contenance de 397 m<sup>2</sup>.

A la suite des pourparlers engagés, nous avons pu conclure avec la venderesse un accord aux termes duquel le montant du prix dû par la Ville de Lille à raison de l'acquisition dont il s'agit, serait fixé à 1.000 F.

La Ville de Lille deviendrait propriétaire du terrain en cause le jour de la signature de l'acte.

Elle en aurait la jouissance par la prise de possession réelle qui prendrait effet au plus tard un mois après le jour du paiement du prix.

Cette cession serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Vandebussche, Notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'acte et de transcription à l'exclusion de tous honoraires de négociation. L'indemnité serait payable après accomplissement des formalités préalables.

Vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux ont donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de cession établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à intervenir dans l'acte notarié ;
- c) de décider que la dépense en résultant fixée à 1.100 F., frais compris, sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVI, du Budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappée de la servitude « non ædificandi » — Emprunt — Emploi ».

Adopté.



**N° 64 / 144. — RÉALISATION DU PLAN D'ALIGNEMENTS DE LA RUE  
MANUEL. FONDS ARTISANAL, 36, RUE MANUEL.  
INDEMNITÉ D'ÉVICTION M. ROGER VAN HECKE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62 / 6.063, en date du 13 juin 1962, vous avez décidé l'acquisition de l'immeuble sis à Lille, 36, rue Manuel, en vue de la réalisation du plan d'alignements homologués par arrêté préfectoral du 24 avril 1860.

Cette acquisition a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 29 octobre 1962 et réalisée suivant acte passé par devant M<sup>e</sup> Jacques Vandebussche, Notaire à Lille, les 10 et 26 mars 1963.

Cet immeuble est occupé par M. Roger Van Hecke, à usage d'entreprise artisanale de plomberie-zinguerie.

Les pourparlers engagés par M. Van Hecke ont abouti à un accord aux termes duquel il céderait à la Ville, moyennant le prix forfaitaire de dix-huit mille deux cents francs (18.200 F.) le fonds qu'il exploite dans l'immeuble, ainsi que tous droits d'occupation ; ce prix comprenant, en outre, l'éviction commerciale ainsi que tous droits quelconques intéressant ce fonds, de façon à ce que la Ville soit dégagée de toute réclamation ultérieure.

Cette somme serait payable après délivrance par le Greffier du Tribunal de Commerce, des certificats négatifs d'inscription de privilège du vendeur, de nantissement du Trésor et d'hypothèque générale du Trésor ou de certificats de radiation des hypothèques qui pourraient être révélées.

L'entrée en possession et jouissance par la Ville aurait lieu à compter du jour du paiement du prix.

La présente cession serait réalisée aux frais de la Ville.

La Commission du Contentieux ayant donné un avis favorable à la réalisation de cette opération, nous vous demandons d'accepter ces conditions et de nous autoriser à accomplir les formalités pour parvenir au règlement de l'indemnité susvisée.

En outre, nous vous prions de décider que la dépense sera imputée sur le crédit reporté au chapitre XXXVI, du Budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

**N° 64 / 145. — IMMEUBLES 86 A 90, RUE DES POSTES, 51-53, RUE DE  
CONSTANTINE. APPLICATION DE L'INDICE DU COUT A  
LA CONSTRUCTION SUR LE PRIX DE CESSION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 138, du 10 juin 1963, vous avez décidé l'acquisition des immeubles situés à Lille, 86 à 90, rue des Postes et 51, 53, rue de Constantine, en vue de la réalisation du percement vers la rue des postes, de la rue Littré.



Le propriétaire de ces immeubles en a consenti la cession amiable le 6 mai 1963, moyennant le prix de 216.206 F., sous réserve que l'indice du coût à la construction tel qu'il est donné par l'I.N.S.E.E. soit appliqué à cette somme s'il subit une variation de plus de cinq points à compter du jour de la signature de la promesse de cession jusqu'au jour du paiement du prix, intervenu le 5 juin 1964.

L'indice appliqué le 6 mai 1963 était de 156, celui en application le jour du paiement du prix était de 173.

En conséquence de cette variation, c'est une somme de vingt-trois mille cinq cent soixante francs soixante-quinze centimes (23.560,75 F.) qui reste due à la Société en nom collectif « J. Séraphin et C<sup>ie</sup> », 86, rue des Postes, à Lille.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider que la dépense fixée à 23.560,75 F. sera imputée sur les crédits qui seront reportés au chapitre XXXVI, du Budget supplémentaire de 1964, sous l'intitulé : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

#### N° 64 / 146. — COMMISSARIATS DE POLICE. MAJORATION DES LOYERS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant baux en date du 14 janvier 1958, la Ville a accordé à l'État la location de divers immeubles, à usage de commissariat de police, pour une durée de trois, six ou neuf années à compter du 15 mars 1957, moyennant un loyer annuel fixé pour la première période triennale à 15.134,89 F., et pour la deuxième période à 29.955,16 F. pour l'ensemble des immeubles.

En 1957 et en 1960 l'élément d'appréciation avait été l'évaluation des loyers en fonction de la surface corrigée des locaux considérés à usage professionnel et c'est la moyenne des trois années de chaque période qui avait servi à fixer le montant des loyers.

Nous vous proposons, après approbation par la Direction des Domaines, et en accord avec votre Commission du Contentieux, d'adopter les mêmes dispositions pour déterminer le taux des loyers qui s'établiraient comme suit pour la troisième période triennale :

Central - Boulevard du Maréchal Vaillant . . . . .	37.258,32 F.
2 <sup>e</sup> arrondissement - 9, rue du Fresno . . . . .	2.256,64 »
3 <sup>e</sup> arrondissement - 127 <i>ter</i> , rue Pierre Legrand . . . . .	1.478,50 »
4 <sup>e</sup> arrondissement - 10, rue Ovigneur . . . . .	1.966,14 »
6 <sup>e</sup> arrondissement - square Henri Ghesquière . . . . .	2.007,04 »
7 <sup>e</sup> arrondissement - 63, rue Fontenoy . . . . .	1.488,38 »
Loyer annuel total . . . . .	46.454,62 F.
	=====

*Adopté.*



**N° 64/ 147. — PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ DE DÉPART A DEUX  
LOCATAIRES DE L'IMMEUBLE COMMUNAL SIS A LILLE,  
109, RUE MANUEL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un acte en date des 2 et 14 novembre 1963, passé par devant M<sup>e</sup> Desrousseaux, Notaire à Lille, la Ville est devenue propriétaire de l'immeuble sis à Lille, 109, rue Manuel.

Cette acquisition a été faite en vue du prolongement de la rue Littré, et la réalisation des alignements de la rue Manuel.

Deux des locataires, MM. Bergeret et Richard, qui ont dû se reloger par leur propres moyens, la Ville de Lille ne disposant pas de logements à leur offrir en échange, ont sollicité l'attribution d'une indemnité de départ.

M. le Directeur Général des Impôts, Enregistrement et Domaines, par avis en date du 4 mai 1964, a estimé à 8.050 F. l'indemnité susceptible d'être octroyée à M. Bergeret, cette indemnité comprenant une indemnité d'éviction calculée sur la base de trois années de loyer, une indemnité de déménagement et de réinstallation et une indemnité pour transfert de téléphone.

Pour M. Richard, seule une indemnité de déménagement et de réinstallation de 700 F. avait été fixée dans l'avis précité, notre Administration devant pourvoir à son relogement. Ce relogement n'ayant pu être effectué par nos soins, il y a lieu d'ajouter une indemnité d'éviction calculée sur la base de trois années de loyer. L'indemnité totale susceptible d'être attribuée à M. Richard s'élève donc à 5.020 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider :

- a) l'octroi de ces indemnités ;
- b) que la dépense en résultant évaluée à 13.070 F., sera imputée sur le crédit reporté au Budget supplémentaire de 1964, chapitre XXXVI, article 4, sous rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 64/ 148. — PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ DE DÉPART A M. PIERRET,  
LOCATAIRE DE L'IMMEUBLE COMMUNAL, 51, RUE DE  
CONSTANTINE A LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un acte en date du 28 février 1964, passé par devant M<sup>e</sup> Senlis, Notaire à Lille, la Ville est devenue propriétaire des immeubles sis à Lille, 86, 88 et 90, rue des Postes, et 51, 53, rue de Constantine.

Cette acquisition a été faite en vue de la réalisation du percement de la rue Littré, dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral en date du 30 mars 1903.



M. Pierret, locataire du 51, rue de Constantine, qui a dû se reloger par ses propres moyens, la Ville n'ayant pas de logement à lui offrir en échange, a sollicité de ce fait l'attribution d'une indemnité de départ.

Conformément à l'avis de M. le Directeur des Domaines en date du 16 septembre 1961, cette indemnité a été fixée à 1.920 F.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider :

- a) l'octroi de cette indemnité ;
- b) que la dépense en résultant, fixée à 1.920 F., sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 36, article 4, du Budget supplémentaire 1964, sous rubrique : « Plan d'urbanisme - Acquisition d'immeubles - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 149. — ZONE « NON ÆDIFICANDI ». ASTREINTE CATTANEO - ABANDON.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par convention en date du 23 avril 1956, M. Cattaneo était convenu d'abandonner et rendre complètement libre le terrain qu'il occupait sis à Lille, rue du Faubourg de Roubaix, dans un délai de 3 mois à compter de la date de signification du congé.

L'intéressé a été invité à libérer les lieux pour le 15 février 1960. A la suite de cette demande il a mis à la disposition de la Ville les parties de terrain nécessaires à l'exécution d'une piste cyclable et du trottoir du Boulevard Pasteur et à l'élargissement de la rue du Faubourg de Roubaix au carrefour Labis. Mais il a continué à occuper le reste du terrain non intéressé par les travaux de voirie.

Ultérieurement, l'aménagement de l'ensemble des terrains appartenant à la Ville dans ce secteur étant envisagé, M. Cattaneo fut mis en demeure de libérer la partie encore occupée pour le 31 octobre 1963, sous peine de paiement de l'astreinte prévue par la convention du 23 avril 1956.

Ce délai expiré, un titre de recette fut émis à l'encontre de l'intéressé pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 1963 au 15 février 1964, pour la somme de 184 F.

Étant donné que M. Cattaneo, artisan honorablement connu a libéré les parcelles nécessaires aux travaux envisagés par la Ville sans retarder la réalisation de ceux-ci ;

que seule la nécessité de terminer, avant qu'il ne cesse toute activité, des travaux qui lui avaient été commandés par des particuliers, l'a contraint à rester sur les lieux jusqu'au 15 février 1964 ;

qu'à cette date, il avait dépassé l'âge de soixante-dix ans, et qu'il ne lui était plus possible de se réinstaller ailleurs,

nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, la remise gracieuse de la somme due, soit 184 F. et l'annulation du titre de recette établi.

*Adopté.*

---



**N° 64/ 150. — FOIRE D'AUTOMNE 1964. OCCUPATION DE L'ESPLANADE  
(PARTIE NON AFFERMÉE DU CHAMPS DE MARS).**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'installation de la Foire d'automne 1964, la Ville a été autorisée, comme chaque année, par l'Autorité Militaire, à occuper du 17 août au 6 octobre 1964, la partie non affermée du Champ de Mars de l'Esplanade de la Citadelle.

L'Administration des Domaines nous a informé que la redevance restait fixée à 2.250 F., comme pour les années précédentes.

Cette redevance sera payable en un seul terme et dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature de la soumission, avec intérêts au taux légal, en cas de retard.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le paiement de la redevance et de nous autoriser à passer la soumission nécessaire.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 29 *bis*, article 17, sous la rubrique : « Cérémonies publiques et manifestations diverses – Frais d'organisation ».

*Adopté.*

**N° 64/ 151. — OCCUPATION DE GARAGES RUE AMPÈRE. HOMOLOGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les garages dépendant de l'immeuble collectif de la rue Ampère étant terminés, ont été attribués à divers locataires.

Le montant du loyer, calculé en fonction de l'arrêté préfectoral sur les locations des garages publics, en date du 9 février 1960, s'élève à 22,50 F. par mois.

Les attributions ont été faites comme suit :

Garage n°	1 – M. Bonnavaud, 1/1, rue Ampère, Lille . . . . .	depuis le	1/6/64
—	2 – M. Couvelaert, 57, rue du Metz, Lille . . . . .	—	1/10/64
—	3 – M. Liénart, 1/3, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	4 – M. Menu, 1/4, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	5 – M. Bonnier, 2/6, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	6 – M. Trèves, 2/4, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	7 – M. Chuine, 2/2, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	8 – M. Bollens, 2/3, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/6/64
—	9 – M. Franchomme, 2/5, rue Ampère, Lille . . . . .	—	1/7/64
—	10 – M. Boxoen, 13, rue du Béguinage, Lille . . . . .	—	1/10/64
—	11 – M. Pollet, 1/2, rue Ampère, Lille . . . . .	—	3/5/64
—	12 – M <sup>lle</sup> Lenain, 2/1, rue Ampère, Lille . . . . .	—	15/3/64

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces décisions.

*Adopté.*



**N° 64 / 152. — OCCUPATION DE GARAGES RUE RACINE. HOMOLOGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un acte en date des 10, 11 et 17 juin 1963, passé en l'étude de Me Cornille, Notaire à Lille, la Ville est devenue propriétaire des immeubles, sis à Lille, 32 et 34, rue Racine.

L'atelier situé au n° 32 est occupé par divers à usage de garage dans les conditions suivantes :

M. Lewbowitz, 18, rue Jules Guesde . . . . .	20 F.
M. Delaval, 35, rue Corneille . . . . .	10 »
M. Berche, 30, rue Jules Guesde . . . . .	20 »
M. Rogers, 12, rue des Sarrazins . . . . .	20 »
M. Blondel, 34, rue Duhem (2 voitures) . . . . .	30 »

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces décisions.

*Adopté.*

**N° 64 / 153. — OCCUPATION TEMPORAIRE D'IMMEUBLES COMMUNAUX. HOMOLOGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La concession de jouissance temporaire d'immeubles communaux a été accordée à divers dans les conditions suivantes :



DÉSIGNATION DU LIEU	OCCUPANT	ENTRÉE EN JOUISSANCE	LOYER MENSUEL	
			MONTANT	MODE DE CALCUL
109, rue Manuel . . . . .	Bergeret . . . . .	1 / 3 / 64	189,78 F.	surface corrigée.
» » . . . . .	Richard . . . . .	»	120 »	»
» » . . . . .	Bailleul . . . . .	»	66,30 »	»
34, rue Racine . . . . .	Beauvais . . . . .	1 / 3 / 64	35 »	forfait.
37, rue de Norvège . . . . .	Blaud . . . . .	1 / 5 / 64	65,30 F.	surface corrigée.
41, » . . . . .	Van Den Steene . . . . .	1 / 3 / 64	»	»
68, » . . . . .	Lecroart . . . . .	1 / 11 / 63	61,30 »	»
29, » . . . . .	Dubois . . . . .	1 / 8 / 64	63,13 »	»
16 rue de Suède . . . . .	Peltier . . . . .	1 / 8 / 64	63,13 »	»
1, chemin des Vachers . . . . .	Ollevier . . . . .	15 / 9 / 62	11,52 »	»
Rue de Bellevue, cour Degraeve, 4 . . . . .	Salhi . . . . .	15 / 5 / 64	31,81 »	»
Hôtel de Ville . . . . .	Hautcœur . . . . .	1 / 9 / 63	211,27 »	surface corrigée.
128, chemin de Bargues . . . . .	Roelens . . . . .	15 / 8 / 64	95,61 »	»
2, rue St-Hubert . . . . .	Renaud . . . . .	1 / 7 / 64	23,87 »	surface corrigée.
» . . . . .	Meesemann . . . . .	1 / 7 / 64	32,15 »	forfait.
Rue du Pont Neuf, Cité des Tabacs, baraquements.	Geerinck . . . . .	1 / 1 / 64	34,33 »	surface corrigée.
» . . . . .	Flauder . . . . .	»	»	»
» . . . . .	Abdoul . . . . .	»	»	»
» . . . . .	Paulin . . . . .	»	»	»
» . . . . .	Bauweraerts . . . . .	1 / 11 / 63	32,15 »	»
» . . . . .	Meesemann . . . . .	1 / 4 / 64	»	»
» . . . . .	Droulez . . . . .	1 / 4 / 64	26,36 »	»
» . . . . .	Bauweraerts . . . . .	1 / 4 / 64	»	»
51-53, rue de Constantine, et 86 à 90, rue des Postes.	Séraphin, gérant de la Société « Jean Séra- phin et C <sup>ie</sup> ».	5 / 6 / 64	9.590,67 F. par an, payable par mensualités et d'avance	forfait

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces décisions.

*Adopté.*



**N° 64 / 154. — OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS COMMUNAUX.  
HOMOLOGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La concession de jouissance temporaire de terrains communaux a été accordée comme suit :

DÉSIGNATION DU LIEU	OCCUPANT	DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE	REDEVANCE ANNUELLE
Lille, rue Lamarck - 441 m2 D 3096p - 3097p - 3098 - 3099p - 3100 - 3101p - 3102 - 3103p - 3104 - 3105p.	M. Gustave Maniglier, 5, rue Jules de Vicq, Lille.	1 / 5 / 64	40 F. par tri- mestre et d'a- vance.
Lille, rue de l'Arbrisseau - E 547p - 552p. 1154 m2.	M. Stéphane Dombrowski, 9, rue de l'Arbrisseau, Lille.	1 / 4 / 63	11,54 F. d'avance
St-André, quai des Abattoirs - U 2469 19.062 m2.	Beun Dathis, 47, rue de la Chapelle, La Madeleine.	1 / 3 / 64	4,50 blé à l'ha d'avance.
Lille, rue Courtois - 75 m2. E 941.	Société REP ELEC, 12, rue Courtois, Lille.	1 / 1 / 64	10 F. d'avance.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces décisions.

*Adopté.*

**N° 64 / 155. — DOMAINE DE MARQUETTE. AUTORISATION DE CHASSER.**

Rapport retiré, en séance, de l'ordre du jour.

(Voir compte rendu analytique, p. 546).

**N° 64 / 156. — ÉCHANGE DE TERRAINS AVEC LE GÉNIE MILITAIRE.  
DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par la Direction du Génie Militaire d'une demande tendant à obtenir l'aliénation au profit de cette administration, de terrains enclavés dans l'enceinte de la caserne Saint Ruth, utilisés par les Services de l'Armée.



Par ailleurs, il serait souhaitable pour la Ville de pouvoir disposer d'un terrain abandonné et utilisé comme décharge clandestine, situé au sud-ouest de la caserne Saint Ruth, appartenant au Ministère de la Guerre, en vue de son assainissement et, éventuellement, de l'ouverture d'une nouvelle voie.

Cette situation nous a amené à envisager la réalisation de l'échange des terrains considérés, autorisé par décision ministérielle en date du 23 avril 1964.

Les pourparlers engagés ont permis d'aboutir à un accord amiable, aux termes duquel le Génie Militaire céderait à la Ville de Lille le terrain ci-dessus désigné, repris au cadastre sous les n<sup>os</sup> 2.785 p, 2.786 p, 2.787 p, de la section A, pour une superficie de 1.225 m<sup>2</sup>.

En contre-partie, la Ville de Lille s'engage à :

1<sup>o</sup> céder au Génie Militaire, deux parcelles de terrain constituant les cornes 105 et 107 des anciennes fortifications pour une superficie de 2.225 m<sup>2</sup> et 2.300 m<sup>2</sup>, cadastrées section A, n<sup>o</sup> 2.954 p ;

2<sup>o</sup> prolonger la rue de la Porte d'Ypres jusqu'au mur de clôture du quartier Saint Ruth.

La valeur vénale des terrains désignés ci-dessus s'élève, d'après l'estimation de M. le Directeur des Domaines, à 32.000 F.

L'échange se ferait sans soulte — tous les frais résultant de cette opération étant à la charge du Génie Militaire — l'acte sera passé en la forme administrative aux soins du Service des Domaines.

Nous vous proposons, en conséquence, en accord avec vos Commissions de l'Urbanisme et du Contentieux, de :

- 1<sup>o</sup> ratifier l'accord intervenu ;
- 2<sup>o</sup> nous autoriser à intervenir dans les actes nécessaires ;
- 3<sup>o</sup> solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique pour l'ensemble de l'opération.

*Adopté.*

---

**N<sup>o</sup> 64 / 157. — DOMAINE DE WORMHOUDT. LOCATION A L'ASSOCIATION DES FLANDRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Association des Flandres pour l'Éducation des Enfants et des Adolescents inadaptés, dont le siège social est à la Mairie de Gravelines, a sollicité la mise à sa disposition, à titre locatif, des locaux du Domaine de la Ville de Lille, situé sur le territoire de la Commune de Wormhoudt, pour y créer une maison pour enfants (cas sociaux) qui serait placée sous le patronage de l'Inspection Académique et de la Direction de



la Population, étant entendu que cet établissement recevrait, par priorité, les enfants susceptibles d'être désignés par les Services Sociaux de la Ville de Lille.

La location sollicitée exclurait chaque année la période des grandes vacances, de façon à ce que la Ville de Lille conserve la totalité de ses locaux afin d'y faire fonctionner une colonie de vacances pendant trois durées consécutives de trois semaines. Elle serait consentie pour trente années, commençant le 1<sup>er</sup> octobre 1964, pour se terminer le 30 septembre 1994.

Le montant du loyer, tenant compte du fait que les réparations et l'entretien seraient mis intégralement à la charge du preneur, serait calculé sur la même base que celle que vous avez déterminée pour la location du Domaine de Wormhoudt le 18 janvier 1963 (Délibération n° 63 / 41) à la Caisse des Écoles, soit trente-trois mille neuf cent cinquante francs pour un an, payable à terme échu ; ce loyer serait fixé au prorata de la durée exacte de séjour de l'Association des Flandres dans le Domaine pendant l'année considérée.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier ces conditions de location et l'autorisation de passer le contrat nécessaire qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1964.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 547).*

---

**N° 64 / 158. — EXTENSION DU LYCÉE TECHNIQUE BAGGIO. CONSTRUCTION D'UN INTERNAT. MISE A LA DISPOSITION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DES TERRAINS NÉCESSAIRES BOULEVARD D'ALSACE - DÉCISION DE PRINCIPE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'extension du Lycée Technique Baggio (Institut Denis Diderot), l'Académie de Lille nous a demandé de mettre à sa disposition les terrains nécessaires à la construction des classes provisoires et de l'internat.

Ces terrains repris au cadastre sous le n° 2, partie de la section E, couvrent une superficie approximative de 22.900 m<sup>2</sup> et sont limités au nord par le Boulevard d'Alsace ; au sud, par le Boulevard des Défenseurs de Lille ; à l'ouest, par la rue d'Arras prolongée ; à l'est, par la rue de Thumesnil, à l'exclusion des terrains sur lesquels existent les Établissements de Bains de Moulins-Lille et du terrain appartenant à l'Électricité et Gaz de France.

Une partie de ces terrains est occupée par le Ministère de la Reconstruction, moyennant une redevance de 5 quintaux de blé et par hectare. Sur celle-ci, le Ministère de la Reconstruction a édifié des constructions provisoires dont certaines sont encore occupées à usage d'habitations par une trentaine de familles groupant environ 110 personnes.

En accord avec votre Commission du Contentieux, et en vue de ne pas retarder l'obtention des crédits nécessaires aux constructions projetées, nous vous demandons



d'admettre le principe de la mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale de la parcelle en cause, dès que les familles seront relogées, ce que la Ville s'efforce d'obtenir actuellement pour l'édification des bâtiments d'internat à l'exclusion de toute autre construction.

La situation juridique de l'opération sera réglée ultérieurement.

**N° 64 / 159. — MISE A LA DISPOSITION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE D'UN TERRAIN SITUÉ BOULEVARD CARNOT  
A PROXIMITÉ DE LA PORTE DE ROUBAIX.  
DÉCISION DE PRINCIPE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Ministère de l'Éducation Nationale envisage la construction d'un Lycée Technique de Jeunes Filles, d'un Collège d'Enseignement Technique et d'un Centre d'Orientation Scolaire et Professionnelle sur des terrains sis à Lille, boulevard Carnot, d'une superficie totale de 4 ha 46 a environ.

Le programme de construction prévoit, en outre, des installations sportives et notamment une piscine.

En vue de la réalisation de ce programme, le Ministère de l'Éducation Nationale sollicite la mise à sa disposition des terrains nécessaires.

Ces terrains sont repris au cadastre sous partie du n° 2.814 Pie de la section B. Une partie d'une surface de 1 ha 06 a des dits terrains est située dans la zone grevée de la servitude « non ædificandi ».

Vos Commissions de l'Instruction Publique et de l'Urbanisme ont donné un avis favorable à la mise à la disposition des terrains sus-indiqués.

Votre Commission de l'Urbanisme a néanmoins émis les réserves suivantes :

1° que les accès soient effectués conformément aux propositions du Service de la Voie Publique ;

2° que la piscine puisse être utilisée par des Sociétés ou Groupements sportifs en dehors des heures scolaires et que l'accès soit étudié dans cette optique.

D'autre part, les Services des Ponts et Chaussées ont mis à l'étude le tracé de nouvelles voies dans ce secteur.

L'implantation des constructions devra, en outre, respecter la servitude « non ædificandi » grevant une partie des terrains.

En vue de ne pas retarder l'obtention des crédits par l'Académie de Lille, nous vous demandons, en accord avec vos Commissions de l'Urbanisme, de l'Instruction Publique, et du Contentieux, d'admettre le principe de la mise à la disposition du Ministère de l'Éducation Nationale des terrains en cause, étant entendu que la régu-



larisation de l'opération sur le plan juridique interviendrait ultérieurement et notamment après la délimitation exacte du terrain, la fixation des conditions d'accès en accord avec les Services Techniques — Voie Publique, l'accord préalable pour l'implantation des bâtiments scolaires et sportifs à l'exclusion de toute autre construction, compte tenu de la servitude « non ædificandi » et, éventuellement, la signature d'un protocole d'accord quant à l'utilisation de la piscine.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 547).*

**N° 64 / 160. — SYNDICAT DES COMMUNES DE L'ARRONDISSEMENT  
DE LILLE. ADHÉSION DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La doctrine d'Aménagement du Territoire, bien que sujette à fluctuations, tend à instaurer des « pôles de développement » et des « zones d'interventions massives », à créer des « structures d'accueil » (grands travaux, équipements, réseaux de communications, etc...) susceptibles d'exercer un effet attractif.

L'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières, étendue ou non à l'ensemble des communes de l'arrondissement, constitue naturellement l'un des pôles d'attraction les plus importants prévus par l'Aménagement du Territoire ; des études intéressant l'économie de cette agglomération ont été faites sous la direction du Préfet du Nord pour la préparation du V<sup>e</sup> Plan dont le résultat aurait été transmis au Commissariat Général au Plan mais dont les collectivités intéressées n'ont pas eu connaissance.

Dans la mesure où l'essor économique de notre Ville et de son agglomération se trouve conditionné par des infrastructures et équipements nouveaux, il est indispensable que les collectivités locales participent aux discussions qui s'engagent à ce sujet au sein d'organismes divers.

Une telle participation ne peut se concevoir que par une organisation de l'action intercommunale ; la formule de Conférence que nous avons préconisée n'ayant pas reçu l'acquiescement des communes intéressées, nous pensons nécessaire que la Ville de Lille donne son adhésion au Syndicat des Communes de l'Arrondissement de Lille, créé en 1923 et groupant 119 communes sur 128.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

confirme sa conviction de la nécessité d'une large politique d'action intercommunale en matière d'équipements urbains,

rappelle que la Ville de Lille, pour sa part, estime avoir tracé la voie d'une action à la dimension de l'agglomération en formant de grands Syndicats groupant des dizaines de communes (transport, assainissement),

souligne qu'avant même la naissance du concept de « Métropole d'équilibre », la Ville de Lille, parce qu'elle avait conscience de sa mission particulière de Capitale du



Nord et de Cité Universitaire, a pris en charge ou a participé à la construction d'équipements urbains, culturels et autres qui bénéficient à l'agglomération : Abattoirs, École des Beaux-Arts et d'Architecture, Bibliothèque, Lycées, Théâtre, Conservatoire..

remarque que les conceptions de la Délégation à l'Aménagement du Territoire, relatives à la « Métropole Nord » sont encore très discutées et font l'objet de projets successifs et différents (notion de métropole linéaire après la notion de métropole triangulaire),

déplorant que malgré leur caractère indéfini ces études stoppent d'importants programmes communaux dont la réalisation s'impose d'urgence (exemples entre autres : construction d'un groupe H.L.M. de 428 logements sur un terrain de la Porte de Valenciennes, ainsi que l'implantation de la centrale de chauffe destinée à desservir le quartier Saint-Sauveur),

ayant appris par voie de presse que de vastes projets d'urbanisme et d'infrastructures intéressant Lille et certaines communes de l'arrondissement sont à l'étude au niveau de l'Administration supérieure,

constate avec regret que les représentants de la Ville la plus directement intéressée par de tels projets n'ont pas été officiellement informés,

prend acte de l'intention exprimée récemment par M. le Préfet de donner connaissance d'un avant-projet de schéma de structures établi par l'Urbaniste Bernard au Syndicat des Communes de l'Arrondissement de Lille,

rappelant que la création d'une Conférence Intercommunale, préconisée en mars 1964, n'a pu aboutir mais que, par contre, le Syndicat des Communes de l'Arrondissement de Lille a pris, ces derniers mois, un essor nouveau,

que par les buts qu'il s'est assignés ce Syndicat peut promouvoir (comme il l'a fait dans le passé) des actions intercommunales pour des objets déterminés et arrêtés par lui,

#### Le CONSEIL MUNICIPAL,

Considérant qu'il apparaît qu'il y a un intérêt majeur pour la commune à s'intégrer dans le Syndicat susvisé,

vu les articles 141 à 151 inclus du Code Municipal, modifiés par l'ordonnance 59-29 du 5 janvier 1959 relative aux syndicats de communes,

vu l'arrêté de M. le Préfet du Nord du 14 juin 1923 créant un syndicat groupant les communes de l'arrondissement,

décide l'adhésion de la Ville de Lille au dit syndicat,

accepte de participer dans les dépenses de fonctionnement suivant la proportion qui sera fixée par le Comité du Syndicat,

s'engage à créer les ressources nécessaires pour assurer le financement de la dépense incombant ainsi à la commune,

désigne, au scrutin secret et à l'unanimité des votants, M. Augustin Laurent, Maire, et M. Georges Hénaux, Adjoint, pour représenter la commune au sein du Comité du Syndicat,



donne mandat à ses représentants pour s'associer à toutes modifications réglementaires possibles, compte tenu de la mission nouvelle qui incombe à ce syndicat.

*Adopté (voir compte rendu analytique, p. 637).*

---

**N° 64/ 1.011. — ÉCONOMAT. FOURNITURE D'ARTICLES TEXTILES.  
ANNÉE 1964. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

A la suite de demandes de prix auxquelles il a été procédé pour la fourniture de draps, couvertures, molleton, serviettes éponge, gants de toilette, mouchoirs et autres articles textiles destinés aux Crèches, à la Pouponnière et aux œuvres sociales du Service de la Famille, la Société des Tissus de France, 25, avenue de Verdun à Marcq-en-Barœul a été retenue, entre autres, parmi les Maisons qui s'étaient le mieux placées après examen des échantillons et offres de prix par la Commission de l'Économat.

Le montant des commandes effectuées à ce fournisseur, au titre de l'année 1964, dépassant la limite de 20.000 F. au-delà desquels la passation d'un marché de régularisation est nécessaire, nous vous demandons dès lors, en accord avec votre Commission de l'Économat :

1° De nous autoriser à passer avec la Société des Tissus de France, un marché de gré à gré dont le montant peut être fixé à 25.000 F. environ.

2° De décider que les dépenses seront imputées, selon la destination des fournitures, sur les crédits correspondants inscrits au Budget de 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 1.012. — DISTRIBUTION DE FIN D'ANNÉE A CERTAINES  
CATÉGORIES DE LA POPULATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil Municipal a l'habitude, à l'occasion des fêtes de fin d'année, de remettre un colis à certaines classes de la population, de distribuer des friandises aux enfants des écoles et à d'autres catégories énumérées ci-après et enfin d'envoyer un colis aux soldats dont les familles bénéficient de l'allocation militaire.

Nous sommes persuadé que vous avez l'intention de poursuivre ces aimables traditions et, dans cet esprit, nous vous demandons de nous autoriser à prévoir les attributions suivantes :

— a) *Secours du Bureau d'Aide Sociale.*



*b) Titulaires de la carte d'économiquement faibles non secourus.*

Colis dont la composition est prévue comme suit :  
une coquille de 300 grs - un paquet de 250 grs café - une boîte « Cao Falières » de 250 grs - une boîte 410 grs de lait non sucré - une boîte 600 grs biscuits assortis - une plaque chocolat à croquer - deux boîtes de confiture de 500 grs - une bouteille de vin appellation contrôlée.

En sus de cette énumération, les foyers de deux personnes et plus recevront une coquille de 300 grs et un paquet de 250 grs café.

*II - Enfants des écoles maternelles et primaires, publiques et privées.*

(Classes primaires des établissements d'enseignement secondaire exceptées).

*a) une coquille de 200 grs par enfant.*

*b) un sachet de 100 grs de bonbons.*

*III - Oeuvres Sociales.*

*1° - Enfants du Personnel Municipal.*

une coquille de 400 grs - une plaque de chocolat à croquer - un article utilitaire.

*2° - Crèches Municipales.*

une coquille de 200 grs - un sachet de madeleines - un article vestimentaire.

*3° - Pouponnière Municipale.*

un article vestimentaire.

*4° - Foyer des Jeunes du Centre Social Suisse d'Entr'aide Ouvrière.*

une coquille de 200 grs - un sachet de 100 grs bonbons.

*5° - Pensionnaires de certains Etablissements.*

une coquille de 200 grs - un sachet de 100 grs de bonbons.

Foyer des Pupilles, rue d'Esquermes - Hôpital de la Charité - Institution des Sourdes-Muettes et jeunes aveugles, rue Royale - Cité Hospitalière - Paralysés de France - Petites Sœurs des Pauvres - Foyer N.D. d'Espérance - Hôpital Saint-Antoine - Institution du Bon Pasteur - Hospice Général - Hospice François Baes - Hospice Comtesse - Institut Stappaert et Maison des Bleuets, 13, rue Boileux - Hôpital Calmette - Hospice Ganthois.

*6° - Orphelins de guerre.*

une coquille de 300 grs - un sachet de bonbons de 125 grs.

*7° - Soldats.*

*Colis dont la composition est prévue comme suit :*

une boîte de beurre - une boîte de confiture - deux plaques chocolat - cigarettes - une boîte de bonbons - une boîte de lait non sucré - une boîte Nescafé - une serviette éponge - un jeu de cartes.

*8° - Vieillards fréquentant les Foyers Municipaux des Anciens.*

une brioche hollandaise de 500 grs - une plaque chocolat à croquer de 200 grs - un paquet de café de 250 grs - une boîte de gâteau de riz Toscat caramélisé vanillé - une boîte Cao-Falières de 250 grs.



Un colis de douceurs comprenant en principe une boîte de biscuits - une boîte de gâteau de riz Toscat caramélisé vanillé - une plaque chocolat à croquer 200 grs - un paquet de café de 250 grs - une boîte Cao-Falières de 250 grs leur est également offerte à l'occasion de la clôture annuelle des Foyers Municipaux des Anciens.

Les achats à intervenir seront faits aux titulaires de marchés ou à la suite d'appels d'offres dans la forme réglementaire.

En accord avec la Commission de l'Économat, nous vous prions de vouloir bien nous autoriser à effectuer ces dépenses qui seront imputées sur les crédits prévus à ce sujet au Budget Primitif de 1964.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 559).*

---

**N° 64 / 1.013. — ÉCONOMAT. COQUILLES, PAIN, BISCUITS. ANNÉE 1964.  
MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société l'Indépendante, 112, boulevard Montebello, à Lille, est chargée tous les ans de la fourniture des coquilles et biscuits distribués aux enfants des écoles et à certaines catégories de la population à l'occasion des fêtes de fin d'année.

De plus, cette Société assure l'approvisionnement journalier en pain de l'École de Plein Air, des Crèches, du Centre Social Suisse d'Entraide Ouvrière, aux conditions avantageuses qu'elle consent à la Caisse des Écoles dont elle est l'adjudicataire.

Nous vous demandons dès lors, en accord avec la Commission de l'Économat, de nous autoriser à passer avec cette firme un marché de gré à gré dont l'importance peut être fixée à Quarante cinq mille francs (45.000 F.).

Les dépenses résultant de ces achats seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif de 1964 pour les différents services intéressés.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 1.014. — ÉCONOMAT. FOURNITURE DE LAIT, BEURRE ET  
PRODUITS LAITIERS. ANNÉE 1965. MARCHÉ DE GRÉ  
A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération N° 63 / 1.022 approuvée par l'autorité supérieure le 20 novembre 1963, un marché de gré à gré a été passé avec la Société Clara, pour la fourniture de Lait pasteurisé, Beurre et Produits Laitiers aux Crèches, à la Pouponnière et à l'École de Plein Air.



Ce marché arrivant à expiration le 31 décembre prochain, nous avons pu obtenir de ce fournisseur la reconduction pour l'année 1965, des conditions particulièrement avantageuses pour lesquelles il avait été retenu.

Nous vous demandons, dès lors, en accord avec la Commission de l'Économat, de nous autoriser à conclure avec la Société Clara, un nouveau marché de gré à gré pour l'année 1965, dont l'importance peut être fixée à 35.000 F. pour l'ensemble des fournitures prévues.

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts au Budget Primitif 1965 pour les différents services utilisateurs.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 1.015. — MACHINE A REPRODUIRE DE BUREAU « XEROX 914 ».   
CONTRAT DE LOCATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le nombre toujours croissant des copies de documents nécessaires à la constitution des dossiers par les différents services nous a amené à accepter l'offre d'essai, pour une période de 2 mois, d'une machine de conception nouvelle destinée à la reproduction de tous documents et conçue par la Société Rank Xerox.

L'appareil Xerox 914 reproduit, sur papier ordinaire, à raison de 6 copies-minutes, tout document écrit, imprimé, dactylographié, gravé ou dessiné, allant du format 20,3 × 14 au format 25,4 × 39,5. Il n'utilise pas de papier photographique (négatif et positif) ni de produits chimiques liquides. Mis au point par le fournisseur, il n'exige pas de réglage du temps d'exposition ; seule la réserve de poudre noire « développer » doit être remplacée en temps opportun.

L'appareil n'est pas vendu mais exclusivement loué. Cette formule offre l'avantage d'assurer à l'utilisateur un matériel en état constant de parfait fonctionnement.

Le prix de cette location est fixée à 150 francs par mois, taxes en sus, et chaque copie donne lieu à une redevance de 0,185 F.

Le coût des « consommables » : papier, poudre noire, remplacement du tambour xerographique, des filtres est évalué à 0,07 par copie.

Le montant de la location de l'appareil demeurant inchangé, le prix moyen d'une copie varie donc en fonction du nombre de copies établies : il atteint 0,33 pour 2.000 copies, pour descendre à 0,305 pour 3.000 copies, 0,295 pour 4.000 copies, 0,28 pour 6.000 copies, 0,276 pour 8.000 copies, etc...

Utilisé à titre d'essai pendant les mois de Juillet et Août, le Xerox 914 a donné toute satisfaction tant pour la rapidité d'exécution — les besoins de tous les services, y compris l'État Civil, étant satisfaits chaque jour — que pour la qualité du travail effectué.



Enfin, comparé aux autres appareils de photocopie actuellement employés dans nos services, le prix de revient des copies exécutées avec le Xerox 914 est incontestablement plus avantageux.

Sur la base des résultats constatés pendant la période d'essai, le service détenteur de cette machine pourrait éventuellement effectuer, dans une mesure compatible avec nos propres besoins, des travaux de photocopie pour le compte de l'Office Municipal d'H.L.M. dont les bureaux sont installés à l'Hôtel de Ville.

Dans ce cas, une redevance de 0,30 par copie pourrait être réclamée.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions de vouloir bien, en accord avec la Commission de l'Économat :

1<sup>o</sup>) — nous autoriser à passer avec la Société Ranx Xerox France, 14, avenue Léon Gambetta à Montrouge (Seine) :

— un contrat de location d'un appareil Xerox 914, pour une durée d'un an prenant effet du 1<sup>er</sup> juillet 1964, et renouvelable par tacite reconduction ;

2<sup>o</sup>) — décider :

a) l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre II, article 4 du budget ;

b) l'inscription des recettes éventuelles au chapitre IV, article 1 du même budget.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 1.016. — ARMÉE ACTIVE. SURSIS D'INCORPORATION. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes des articles 22 et 23 de la Loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'Armée, un sursis d'incorporation peut être accordé aux jeunes gens qui en font la demande, soit en raison de la présence d'un frère sous les drapeaux, de leur résidence à l'étranger, de leur qualité de soutien de famille, d'étudiant, d'apprenti, soit parce qu'ils sont indispensables à l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale qui les emploie.

Après avis du Conseil Municipal, ces demandes sont transmises au Préfet en vue d'être soumises au Conseil de Révision qui statue.

Les jeunes gens dont les noms suivent, remplissent les conditions prévues par la loi et en sollicitent l'application en leur faveur :



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1965	Bouche Michel, Claude . . . .	1, rue du Ct Imhaus, Marseille . . . .	Centre
»	Deparis Jean, Marcel . . . .	1, rue Claude Lorrain, Lille . . . .	Nord-Est
»	Gilbert Bernard . . . . .	rue de Londres (École Normale) . . . .	Sud-Ouest
»	Jonvel Francis, Bernard . . . .	33, avenue Louise Michel . . . . .	Sud
»	Lemaire Dominique, Charles . . . .	6, rue des Manneliers . . . . .	Centre
»	Lerant Hubert, Antonio . . . .	99 bis, rue du Vaisseau Le Vengeur . . . .	Sud
»	Radola Frédéric . . . . .	30, rue J.-J. Rousseau . . . . .	Ouest
»	Senhadji Jean-Claude . . . . .	2, rue Saint-Bernard . . . . .	Sud-Ouest
»	Van Den Bussche Patrice . . . .	16, rue de Seclin . . . . .	Sud
»	Verbrugghe Michel . . . . .	1/14, rue de l'Asie . . . . .	Sud
1966	Arnould Alain, J.-Marie . . . .	4, rue de Compiègne, Paris (10 <sup>e</sup> ) . . . .	Centre
»	Arnold André, Pierre, Marie . . . .	41, square du Portugal, Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Baert Gérard, Auguste . . . .	80, rue de Bellevue, Lille . . . . .	Est
»	Baert Max, Michel . . . . .	8, rue du Maire André, Lille . . . . .	Centre
»	Baillet J.-Jacques, Marie, Lucien . . . . .	74, rue Faidherbe, Lille . . . . .	Centre
»	Bain J.-Louis, Bernard . . . .	4, rue du Court Debout, Lille . . . . .	Sud-Est
»	Barbier Luc, Daniel . . . . .	19, avenue du 18 Juin, Ronchin . . . .	Centre
»	Bartier Guy, André, Georges . . . .	39, rue de la Monnaie, Lille . . . . .	Ouest
»	Beauvais Alain, J.-Pierre . . . .	34, rue Racine . . . . .	Centre
»	Begramian Alain, Étienne . . . .	15, rue Ribera, Paris (16 <sup>e</sup> ) . . . . .	Centre
»	Berger Éric, Jean-Luc . . . .	10, rue des Chenizelles (Laon) . . . . .	Centre
»	Bernard Alain, Marie, Joseph . . . .	42, rue Mirabeau, Mons-en-Barœul . . . .	Centre
»	Bigo Denis, Gabriel . . . . .	27, rue Germain Pilon, Lille . . . . .	Centre
»	Binet Daniel, Albert . . . . .	9, rue de Turenne, Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Bisiaux Georges, Fernand . . . .	19, rue du Molinel, Lille . . . . .	Est
»	Blondeau Benoît, Eugène . . . .	16, square du Ramponneau, Lille . . . .	Ouest
»	Blondeau Jean-Marie . . . . .	1 bis, rue Fontaine Delsaux . . . . .	Centre
»	Blondeau Philippe, Gaston . . . .	100, rue de Douai . . . . .	Sud
»	Blondel Bernard, Georges . . . .	9, place du Vieux Marché aux Chevaux . . . .	Sud-Est
»	Boidin Bernard, Raymond . . . .	13, rue des Fusilliers, Ascq . . . . .	Centre
»	Bolle Claude, André, Louis, Marcel . . . . .	3/20, rue A. Renoir, Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Bonduelle Christian, J.-Luc . . . .	326, rue Verte, Croix . . . . .	Centre
»	Bordovach Miguel, Joseph, Pierre . . . . .	40, rue du Marché, Lille . . . . .	Centre
»	Borel Michel, Étienne . . . . .	43, square du Portugal . . . . .	Sud-Ouest
»	Borys Claude, Guy . . . . .	27, avenue G. Dron, Tourcoing . . . .	Centre
»	Botte J.-Marie, Christian . . . .	33, rue de l'Alma, Lille . . . . .	Nord-Est
»	Bouthors Étienne, Paul, Marie Joseph . . . . .	41, rue Louis Delos . . . . .	Centre
»	Brand Christian, Henri, Maurice . . . . .	26, rue M. Sembat, à Ronchin . . . . .	Centre
»	Broutin Georges, Raoul . . . .	26, av. Barrois, à Marcq-en-Barœul . . . .	Centre
»	Broutin J.-Pierre, Georges . . . .	19, rue de Thumesnil, Lille . . . . .	Sud
»	Buat Claude, André, Francis . . . .	39, rue N. Leblanc . . . . .	Sud
»	Bultheel Francis . . . . .	22, rue des Cordeliers, Tours . . . . .	Centre
»	Burtschell Patrick, Charles, Marie . . . . .	16/18, avenue du Peuple Belge, Lille . . . .	Centre



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Cabotse J.-Pierre, Georges .	49, rue de Suède, à Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Caby, Gérard, Henri, Émilien	27 /3, boulevard du Maréchal Vaillant .	Est
»	Caby Jean-Jacques . . . . .	57, rue Léon Gambetta . . . . .	Centre
»	Camelot Bruno, Marie, Michel	95, rue des Stations . . . . .	Centre
»	Caron Bernard, Patrick . . .	53, rue Princesse . . . . .	Ouest
»	Carrette Francis, Alfred . .	55, rue de la Plaine . . . . .	Sud
»	Carton Jacques, Yves . . . .	8, rue J. Godart . . . . .	Sud
»	Cauche Roland, André . . . .	8, rue V. Renard . . . . .	Sud
»	Cauchie Christian, Philippe,		
	Joseph . . . . .	110, rue Jean Sans Peur . . . . .	Centre
»	Cazes Vital, Paul, Alain . . .	1 <sup>er</sup> bis, rue F. Delsaulx . . . . .	Centre
»	Charles Christian, M.-Pierre.	16, avenue Emile Zola . . . . .	Nord-Est
»	Chateauroux Jean-Marc,		
	Émile . . . . .	27 bis, rue de l'Alma . . . . .	Nord-Est
»	Chaussoy Philippe, Yvon . . .	20 /9, boulevard de Verdun . . . . .	Est
»	Choveaux Luc, Jean . . . . .	18, rue A. France . . . . .	Nord-Est
»	Christiaens Claude, Alfred,		
	Lucien . . . . .	4, rue de Rocroy . . . . .	Centre
»	Clément Philippe, Jacques,		
	Antoine . . . . .	19, rue du Lt Colpin . . . . .	Centre
»	Coliche Daniel, André, Paul.	59, rue de Loos . . . . .	Sud-Ouest
»	Compagnon Christian, René,		
	Joseph . . . . .	49, square du Portugal . . . . .	Sud-Ouest
»	Costa Bernard, Marie,		
	Christian . . . . .	Bray-en-Val (Loiret) . . . . .	Centre
»	Cousin, J.-Claude, Raymond,		
	René . . . . .	13, rue P. Baumann, à Lille . . . . .	Est
»	Cramet Jean-Luc, Michel,		
	Jacques . . . . .	44, rue D. Desmettre, Marcq-en-Barœul .	Centre
»	Crinquette, J.-Marie, Michel.	299, rue P. Legrand, à Lille . . . . .	Nord-Est
»	Crombe Michel, Georges . . .	97, rue de la République, Creil . . . . .	Centre
»	Croutel J.-Pierre, Henri . . .	8, rue St-Hubert, à Lille . . . . .	Nord-Est
»	Daboust Marc, Henri . . . . .	1, rue Lavoisier . . . . .	Centre
»	Danjou Didier, Gabriel, Marie		
	Joseph . . . . .	13, rue Turgot . . . . .	Centre
»	David J.-Claude, Georges . .	85, rue du Pont du Lion d'Or . . . . .	Centre
»	David J.-Marie, Dominique.	18, rue Esquermoise . . . . .	Nord
»	Debeir Jean-Luc, Noël . . . .	130, avenue de Dunkerque . . . . .	Sud-Ouest
»	Declerck Marc, Henri,		
	Gustave . . . . .	75, rue Colbert . . . . .	Centre
»	De Groote Jean-René . . . . .	75, rue Royale . . . . .	Ouest
»	Delaby Jean-Paul, René . . .	93, rue d'Esquermes . . . . .	Sud-Ouest
»	Delage Bernard, Camille . . .	51, boulevard de Belfort . . . . .	Sud
»	Delahaye Jean-Paul, Edmond	23, rue Halévy . . . . .	Sud-Ouest
»	Delcourt Alain, J.-Claude . .	112, rue Manuel . . . . .	Centre
»	Delcourt, Yves, Louis . . . .	14, rue Patou . . . . .	Centre
»	Delecourt Bernard, Robert	64, rue Sainte-Catherine . . . . .	Ouest
»	Delmotte J.-Claude, Robert .	43, rue Le Verrier . . . . .	Nord-Est
»	Delot Daniel, Émile . . . . .	27, rue Marœul, Marcq-en-Barœul . . .	Centre



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Delsaut Régis, Jacques . . .	48, boulevard Vauban, Lille . . . . .	Centre
»	De Maeyer J.-Pierre, Louis .	39, rue des Glycines . . . . .	Centre
»	Deneuville Jean-François, Guy, Pierre.	151, avenue de la République, La Madeleine . . . . .	Sud
»	Denneulin Serge, Claude . .	3, rue Montgolfier, Lille . . . . .	Centre
»	Deponnat Bernard, Charles .	690, avenue de la République . . . . .	Nord-Est
»	Dequiedt François, Henri, Roger . . . . .	6, rue A. Leleu . . . . .	Centre
»	Descamps Gérard, Albert, Jules . . . . .	16, rue du Colonel Dumont, Grenoble .	Centre
»	Deslandes Bernard, Marcel .	5, place du Général de Gaulle, Lille . .	Centre
»	Deslin Pierre, Lucien . . . .	32, rue Pascal . . . . .	Nord-Est
»	Desmet Bernard . . . . .	1, rue J. Giélee, à Lille . . . . .	Centre
»	Desrousseaux Pascal, Richard	16, rue Blanche . . . . .	Nord-Est
»	Desrousseaux Philippe, Joseph . . . . .	112, rue Colbert . . . . .	Centre
»	Desvernois Dominique, Jacques . . . . .	1, av. de la Porte Brancion, Paris (15 <sup>e</sup> ) .	Centre
»	Deswez Michel, Robert . . .	8, rue Bellevue, Thumesnil . . . . .	Sud
»	Deverrewaere Didier, Georges	263, rue Bonte, Lambersart . . . . .	Centre
»	D'Haene J.-Pierre, Maurice .	44, rue du Four à Chaux, Lille . . . .	Sud-Ouest
»	Dole Serge, Yves . . . . .	93, rue Princesse, Lille . . . . .	Ouest
»	Doubllet Luc, Pierre . . . .	40, avenue J. Jaurès, Ronchin . . . .	Centre
»	Doutriaux Marc, René . . . .	74, rue Royale, Lille . . . . .	Ouest
»	Dubreucq Henri, André, Lucien . . . . .	26, rue de Barèges, Toulouse . . . . .	Centre
»	Ducrocq Christian, Lucien, Raoul . . . . .	1, boulevard de la liberté, Lille . . . .	Centre
»	Duhamel Bernard, Jacques, Gérard . . . . .	20, rue de Loos . . . . .	Sud-Ouest
»	Dujardin Bernard, Joseph, Jacques . . . . .	17, rue de Solférino . . . . .	Centre
»	Dulouard Robert, Jean . . . .	5, rue de Denain . . . . .	Sud-Est
»	Dupriez Jacques, Pierre, Marcel . . . . .	16, avenue du Président Hoover . . . .	Est
»	Duquesne Francis, Achille, Yves . . . . .	avenue E. Varlin, pav. 4, appat. 8 . . .	Centre
»	Duquesnoy Patrick, Alfred .	9, rue Ladrière . . . . .	Sud-Ouest
»	Duranel Bernard, Jean, François . . . . .	25, rue de l'Oratoire, Caluire (Rhône) .	Centre
»	Dutriez Yves, Albert . . . .	8, boulevard Louis XIV, Lille . . . . .	Sud
»	Escortell René, Michel . . . .	26, boulevard de Metz . . . . .	Sud-Ouest
»	Fabregoule Pierre, Michel . .	72, boulevard Carnot . . . . .	Centre
»	Fasciaux Jean-Jacques . . . .	40, boulevard Vauban . . . . .	Centre
»	Fatous Daniel, Victor . . . .	135, rue Saint-André, Lille . . . . .	Ouest
»	Faussart Francis, Lucien . . .	12/5, avenue E. Varlin . . . . .	Est
»	Favier Louis, Paul . . . . .	47, rue Caumartin . . . . .	Sud
»	Flament Robert, Julien . . .	84, faubourg de Roubaix . . . . .	Nord-Est



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Florin Jacques, François, Marie . . . . .	193, rue de La Bassée . . . . .	Sud-Ouest
»	Fouche Jacques, Robert . .	12 bis, rue d'Esquermes . . . . .	Sud-Ouest
»	Fournier Émile, Didier . .	22, rue Vve de l'Amiral Courbet . . . . .	Est
»	François J.-Pierre, Henri . .	1, boulevard du Maréchal Vaillant . . . . .	Est
»	François Joël . . . . .	2, rue de la Marne . . . . .	Sud
»	Gakière Jean-Loup, Albert, André . . . . .	60, rue Racine, Roubaix . . . . .	Centre
»	Gavarry Alain, Raymond . .	44, rue de la Monnaie, Lille . . . . .	Nord
»	Gonnet Dominique, Marie . .	104, rue de Jemmapes . . . . .	Ouest
»	Goudaliez Francis, Rémi, Alphonse . . . . .	10, avenue du Président Hoover . . . . .	Est
»	Goudemand Michel, Georges, Charles . . . . .	28, rue A. Leleux . . . . .	Centre
»	Gouriten Bernard, J.-Pierre .	66, avenue de Paris, 2, allée de Bretagne, Eaubenne (S.-et-O.) . . . . .	Centre
»	Hacout Christian, Louis . .	3, rue de Finlande, Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Hacout Francis, Roger . .	3, rue de Finlande, Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Haeck Christian, Octave . .	34, rue de Saint-Quentin . . . . .	Sud
»	Hamann Jean-Pierre . . . .	15, rue Raspail . . . . .	Nord-Est
»	Harnequaux Alain . . . . .	62, rue Mermoz . . . . .	Sud-Ouest
»	Hennebelle Bernard, Henri, Germain . . . . .	10, rue Colson . . . . .	Centre
»	Henninot Jacques, Eugène, Louis . . . . .	281, rue Nationale . . . . .	Centre
»	Horlin Éric, Paul, Guy . .	14, rue des Marronniers, Paris (16 <sup>e</sup> ) . .	Centre
»	Houdret Jean-Luc, Armand .	79, rue F. Ferrer, Lille . . . . .	Centre
»	Jourdain Bernard, Gérard, Jean . . . . .	9, avenue de la République, Lambersart.	Centre
»	Keldenich Patrick, Robert, Arthur . . . . .	433, avenue de Dunkerque, Lambersart.	Centre
»	Klein Philippe, Jean-Paul .	141, boulevard de la Liberté, Lille . . .	Centre
»	Komar J.-Claude, Robert . .	1, boulevard de la Liberté . . . . .	Centre
»	Lafond Christian, Georges .	115, rue du Molinel . . . . .	Sud-Est
»	Laine Bernard, M.-Claude, Joseph . . . . .	25, boulevard Vauban . . . . .	Centre
»	Lamy Robert, Victor . . . .	80, rue A. Mercier . . . . .	Centre
»	Laporte Philippe, Guy . . .	4, rue de Solférino . . . . .	Centre
»	Lasman Alain, Léon . . . .	33/35, rue de l'Amiral Courbet . . . . .	Est
»	Le Blanc Jean-François, Joseph, Marc . . . . .	13, rue Delezenne . . . . .	Sud-Ouest
»	Leblond Francis, Liévin . .	340, avenue du Parc Monceau . . . . .	Centre
»	Leclercq André . . . . .	24/1, boulevard de Verdun . . . . .	Est
»	Leclercq Pierre, Jacques . .	34, avenue Emile Zola . . . . .	Centre
»	Lecomte Francis, Kléber . .	24/9, boulevard de Verdun . . . . .	Est
»	Le Cottier Stéphane, Marie .	45, rue Pascal . . . . .	Nord-Est
»	Lefebvre Yves, René . . . .	2, boulevard Ed. Dubuisson . . . . .	Est
»	Leforestier Jean-Claude, Joseph . . . . .	73, rue d'Emmerin . . . . .	Sud-Ouest



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Lilièvre Christian . . . . .	23, rue A. Mercier . . . . .	Centre
»	Lemaire Alain, Daniel, Yves.	78, rue L. Blum . . . . .	Sud-Ouest
»	Lemay Jean-Marc, Raphaël . . . . .	P.N. 21, Gare de Nieppe . . . . .	Centre
»	Lenfant Francis, Michel . . . . .	42, rue des Jardins Caulier . . . . .	Nord-Est
»	Lenglart Guy, Paul . . . . .	11, quai Vauban . . . . .	Centre
»	Lentremy Jean-Pierre, René, Daniel . . . . .	9, rue Brasseur . . . . .	Est
»	Lepez Michel, Lucien, Marcel . . . . .	31, rue de châteaudun . . . . .	Nord-Est
»	Lequain Louis, J.-Marie . . . . .	6, place Saint-André . . . . .	Ouest
»	Lermuzeaux Vincent, Jacques . . . . .	67, rue du Long Pot . . . . .	Centre
»	Leroy Hervé, Jean . . . . .	118, B, rue Esquermoise . . . . .	Ouest
»	Lesur Philippe, François, Henri . . . . .	58, rue Saint-Étienne, Lille . . . . .	Centre
»	Leturcq Gérard, Robert . . . . .	14, rue Galilée . . . . .	Sud-Ouest
»	Lierman François, Bruno . . . . .	135 bis, faubourg de Roubaix . . . . .	Nord-Est
»	Lombart Michel, Albert, Pierre . . . . .	L, Villa Lesay, 19, rue A. Mercier . . . . .	Centre
»	Lubineau Maurice, François . . . . .	Prisse (S.-et-L.). . . . .	Centre
»	Mahon Philippe, Jean, Maurice . . . . .	38, rue du Château . . . . .	Nord-Est
»	Malaise Dominique, André . . . . .	26, rue Delvau . . . . .	Nord-Est
»	Maquet Joël, André . . . . .	33, rue Patou . . . . .	Centre
»	Marchand Jean-Louis, Joseph . . . . .	2, rue de la Paix, Marcq-en-Barœul . . . . .	Centre
»	Margez Henri, Jacques . . . . .	19, rue Fabrice, Lille . . . . .	Sud
»	Marichez Jean-Pierre . . . . .	82/5, rue L. Blum . . . . .	Sud-Ouest
»	Martin Edouard, Hervé, Marie . . . . .	20, rue Macquart . . . . .	Centre
»	Martin Michel, Gérard, Marie . . . . .	27, rue Chappe . . . . .	Centre
»	Masson, Pierre, Marie, Joseph . . . . .	18, avenue du Président Hoover . . . . .	Centre
»	Matten Bernard, Pierre . . . . .	18, boulevard de Strasbourg . . . . .	Sud
»	Merlin Jean-Claude, Edouard . . . . .	8, rue d'Aubregnies, Valenciennes . . . . .	Centre
»	Meurant Jean-Louis, André . . . . .	50, rue Kant, à Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Minet Alain, Émile, Albert . . . . .	243, rue des Bois Blancs . . . . .	Sud-Ouest
»	Mode Francis, Christian . . . . .	31, rue Denis du Péage . . . . .	Est
»	Mollet Jacques, Francis . . . . .	130, boulevard Vauban, à Lille . . . . .	Centre
»	Mombet Gérard, René . . . . .	23, rue de Jemmappes . . . . .	Centre
»	Monnier Francis, Philippe . . . . .	114, rue de La Bassée . . . . .	Sud-Ouest
»	Morseau Jean-Denis, Charles . . . . .	83, boulevard de la Liberté . . . . .	Centre
»	Mourmant Dominique, Marie Daniel . . . . .	152, rue Colbert . . . . .	Centre
»	Noddings Jean-Paul, Pierre, Marie . . . . .	5, rue d'Holbach, à Lille . . . . .	Sud-Ouest
»	Ousselin Serge, Ghislain . . . . .	15, rue G. Tell . . . . .	Sud-Ouest
»	Pacou Alain, Claude . . . . .	57, rue Dupuytren . . . . .	Est
»	Pannetrat Christian, Jean, Émile . . . . .	24, rue du Ballon . . . . .	Nord-Est
»	Payen Guy, Henry . . . . .	97, rue de l'Est . . . . .	Est
»	Petillon Gérard, Jean-Marc . . . . .	19, rue Esquermoise . . . . .	Centre
»	Pipart Patrick . . . . .	80, rue Balzac . . . . .	Sud-Ouest
»	Pique Alain, Jean . . . . .	20, rue du Pont du Lion d'Or . . . . .	Centre



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Poirette Marc, Yves, Luc . .	96, façade de l'Esplanade . . . . .	Ouest
»	Ponsard, Jean-Claude, Gorges Joseph . . . . .	28, rue Nationale . . . . .	Centre
»	Popinet Roland, Daniel . .	25, boulevard d'Alsace . . . . .	Sud
»	Pourbaix, Marc, Paul, Marie, Joseph . . . . .	39, rue d'Antin . . . . .	Centre
»	Prévost Jean-Pierre, Henri .	38, rue P. Curie . . . . .	Sud-Ouest
»	Py Henri, Bernard, Jean- Marie . . . . .	5, rue Ladrière . . . . .	Sud-Ouest
»	Quattannens Marc, André, Ernest, Albert . . . . .	89, rue H. Lefebvre . . . . .	Nord-Est
»	Quenehem Bernard, Germain	17, rue C. Delavigne . . . . .	Sud-Ouest
»	Quivront Michel, Henri . .	198, rue Verhaeren . . . . .	Centre
»	Rachez Emmanuel, Christian	3, rue Kellerman . . . . .	Sud
»	Rachez Michel, Christian . .	35, rue Hôpital Saint-Roch . . . . .	Sud-Ouest
»	Rémy Michel François . . .	51, boulevard Carnot . . . . .	Nord-Est
»	Renard Jean-Michel . . . .	31, rue Gantois . . . . .	Sud
»	Reyns Daniel, Émile . . . .	31, rue des Postes . . . . .	Sud
»	Richard Thierry, Yves . . .	27, rue H. Dunant . . . . .	Centre
»	Richard Yves, Joanny . . .	607, avenue de la République . . . . .	Nord-Est
»	Rigo Benoît, Guy, Marie . .	4, rue de Bourgogne . . . . .	Centre
»	Rivière Jean-François . . .	84, boulevard de Metz . . . . .	Sud-Ouest
»	Rogez Jean-Jacques, Frédéric	5, rue de Valmy . . . . .	Centre
»	Roland Bernard, Auguste . .	76 /8, boulevard de Strasbourg, Lille . . . . .	Sud
»	Rousseau Francis, Maurice .	23, rue Colson . . . . .	Centre
»	Rousset Paul, Christian . .	1, avenue Foch . . . . .	Centre
»	Rubien Régis, René . . . .	Brignoud-Villard-Bonnot (Isère) . . . . .	Centre
»	Ruyffelaere Jacques, Raym. .	50, façade de l'Esplanade, Lille . . . . .	Ouest
»	Sailliot Serge, Clémentin . .	8/6, rue de la Marne . . . . .	Sud
»	Samain Francis, Albert . . .	36, avenue de Bretagne . . . . .	Centre
»	Scribot Michel, Ernest . . .	43, rue des Arts . . . . .	Nord
»	Scrive Bruno, Louis . . . .	8, avenue Foch . . . . .	Centre
»	Sion Bernard, Louis, Serge .	6, rue Képler . . . . .	Centre
»	Spriet Jean, Franç., Marie . .	3, rue du Prof. Lamaze . . . . .	S.-O.
»	Talpaert Antoine, Bernard .	130, boulevard Vauban . . . . .	S.-O.
»	Tenier Gérard, Maurice . . .	91, rue P. Legrand . . . . .	N.-E.
»	Thieffry Pierre, Paul, Denis .	59, rue de La Bassée . . . . .	S.-O.
»	Thomas Yves, François . . .	85, rue Jordaens . . . . .	Sud
»	Tourbier Alain, François . .	17, rue Duplex . . . . .	N.-E.
»	Traisnel J.-Pierre, Henri, Eugène . . . . .	56, rue de Suède . . . . .	Centre
»	Treffel Guy, Lucien . . . .	27, rue Ch. de Muyssaert . . . . .	S.-O.
»	Trottein Bernard, Jacques . .	6, rue A. Wallaert . . . . .	Sud
»	Turle Alain, André . . . .	26/9, boulevard de Strasbourg . . . . .	Sud
»	Vandenberghé Gérard, Jean .	11, rue des Primeurs . . . . .	Centre
»	Vanderhaghen Dominique, Gabriel . . . . .	22, rue Basse . . . . .	Centre



CLASSES	NOMS ET PRÉNOMS	ADRESSES	CANTONS
1966	Vanderplancke Philippe, Marie . . . . .	8, rue Caumartin . . . . .	Sud
"	Vandervynckt Bruno, Jac- ques, Robert . . . . .	36, rue de Fleurus . . . . .	Centre
"	Vanstichelen Jean-Louis . .	46, rue du Chemin Vert, Boulogne-s. /Mer.	Centre
"	Van Waas Ronnie, Pierre .	107, rue Meurein, Lille . . . . .	Centre
"	Vennin Paul, Georges, Daniel.	72, rue Roland . . . . .	S.-O.
"	Verbreugh Stéphane, Louis .	1, rue V. Derode . . . . .	Centre
"	Vérin Philippe, Bernard . .	31, rue Chappe . . . . .	N.-E.
"	Vermeulen Jacques, Bernard.	43, rue du Maire André . . . . .	Centre
"	Viallis Jacques, Raymond .	140, rue de Cambrai . . . . .	Sud
"	Villedieu Jacques, J.-Marie .	29, avenue de Picardie, Amiens . . .	Centre
"	Wadoux Gérard, Alb. Henri .	20, rue Berthelot, Lille . . . . .	Sud
"	Wallaert Olivier, Dominique.	6, place du Maréchal Leclerc . . . . .	S.-O.
"	Wasier Bernard, Paul . . .	37, rue E. Sarrou, Agen . . . . .	Centre
"	Watine Vincent, Auguste, Cornil, M.-J. . . . .	10, rue de Vergniaud, Lille . . . . .	S.-O.
"	Wemeau Pierre, René, Mau- rice . . . . .	201, rue Solférino. . . . .	Centre

Nous vous proposons de donner un avis favorable à ces demandes.

*Adopté.*

#### N° 64 / 1.017. — LISTE ÉLECTOTALE POLITIQUE 1965. RÉVISION. DÉLÉGATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes des lois en vigueur, la liste électorale politique doit être révisée du 1<sup>er</sup> au 10 décembre de chaque année.

Le tableau rectificatif est dressé par une Commission Administrative composée, conformément à la loi du 7 juillet 1874 et à l'article 17 du Code Électoral :

- 1°) — du Maire, ou d'un adjoint, ou d'un Conseiller Municipal dans l'ordre du tableau
- 2°) — d'un délégué de l'Administration désigné par le Préfet ;
- 3°) — d'un délégué du Conseil Municipal.

Les réclamations sont soumises à une Commission Municipale formée par la Commission Administrative à laquelle sont adjoints deux autres délégués du Conseil Municipal (article 25 du Code Électoral).

Nous vous proposons de désigner, au scrutin secret, pour dresser le tableau rectificatif de l'année 1965 et juger des réclamations, indépendamment de M. le Maire :



- un délégué à la Commission Administrative,
- deux délégués à la Commission Municipale.

Le dépouillement du vote, au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

### I – COMMISSION ADMINISTRATIVE

#### 1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : Bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M<sup>me</sup> Tytgat : trente-sept voix.

M<sup>me</sup> Tytgat ayant obtenu la majorité absolue est déclarée élue.

### II – COMMISSION MUNICIPALE

#### 1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : Bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

Ont obtenu : M<sup>me</sup> Defline : trente-sept voix.

M. Blanchard : trente-sept voix.

M<sup>me</sup> Defline et M. Blanchard ayant obtenu la majorité absolue sont déclarés élus.

Adopté (Voir compte rendu analytique page 559).

### N° 64/ 1.018. — STATISTIQUE AGRICOLE. COMMISSION COMMUNALE POUR 1965. DÉLÉGATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'article 5 du décret du 27 août 1902, la Commission Communale de Statistique Agricole comprend, outre les membres désignés par le Préfet, le Maire, Président, et un Membre du Conseil Municipal choisi par ses collègues.

Nous vous demandons de désigner, au scrutin secret, votre délégué pour 1965.



Le dépouillement du vote au scrutin secret a donné les résultats suivants :  
1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . . 37

A déduire : Bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante  
ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . . 0

Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . . 37

Majorité absolue . . . . . 19

A obtenu M. Lourdel : trente-sept voix.

M. Lourdel ayant obtenu la majorité absolue est déclaré élu.

Adopté (Voir compte rendu analytique page 560).

**N° 64 / 1.019. — TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX. LISTES  
ÉLECTORALES 1965. RÉVISION - DÉLÉGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'article 964 du Code Rural et du décret n° 58/1293 du 22 décembre 1958, les opérations de révision des listes des électeurs aux Tribunaux Paritaires de Baux Ruraux sont effectuées annuellement par une Commission composée :

- 1°) — du Maire,
- 2°) — d'un délégué du Préfet,
- 3°) — d'un délégué choisi par le Conseil Municipal,
- 4°) — d'un délégué de l'organisation syndicale agricole locale la plus représentative.

En conséquence, nous vous prions de désigner, au scrutin secret, votre délégué pour 1965.

Le dépouillement du vote, au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . . 37

A déduire : Bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante  
ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . . . . . 0

Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . . 37

Majorité absolue . . . . . 19

A obtenu : M. Lourdel : trente-sept voix.

M. Lourdel ayant obtenu la majorité absolue est déclaré élu.

Adopté (Voir compte rendu analytique page 561).



N° 64 / 1.020. — CONSEIL DE PRUD'HOMMES. LISTES ÉLECTORALES  
1965. RÉVISION. DÉLÉGATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes du décret n° 58 / 1.292 du 22 décembre 1958, les opérations de révision des listes électorales prud'homales sont effectuées chaque année par une Commission composée du Maire, Président, assisté d'un électeur ouvrier, d'un électeur employé et d'un électeur patron, désignés par le Conseil Municipal.

En conséquence, nous vous prions de désigner au scrutin secret, vos trois délégués pour l'année 1965.

Le dépouillement du vote, au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

I. — ELECTEUR OUVRIER

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. De Becker . . . . . trente-sept voix.

M. De Becker ayant obtenu la majorité absolue est déclaré élu.

II. — ELECTEUR EMPLOYÉ

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Doyennette . . . . . trente-sept voix.

M. Doyennette ayant obtenu la majorité absolue est déclaré élu.



## III. — ELECTEUR PATRON

1<sup>er</sup> tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . . . .	37
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître . .	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés . . . . .	37
Majorité absolue . . . . .	19

A obtenu : M. Camelot . . . . . trente-sept voix.

M. Camelot ayant obtenu la majorité absolue est déclaré élu.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 561).*

**N° 64 / 1.021. — CONSEIL DE PRUD'HOMMES. CRÉATION D'UNE  
SECTION DES PROFESSIONS DIVERSES.  
RÉORGANISATION DE LA LISTE DES PROFESSIONS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil de Prud'hommes de Lille est actuellement composé de la façon suivante :

- a) la section « TEXTILES » divisée en 3 catégories et comprenant 6 conseillers patrons et 6 conseillers ouvriers,
- b) la section « BATIMENTS, MÉTAUX et INDUSTRIES DIVERSES » divisée en 6 catégories et comprenant 12 conseillers patrons et 12 conseillers ouvriers,
- c) la section « COMMERCE » divisée en 3 catégories et comprenant 6 conseillers patrons et 6 conseillers employés.

Or, M. le Préfet du Nord nous a saisi d'une demande du Secrétaire Général de l'Union Départementale des Syndicats du Nord C.G.T. - F.O., visant la création, prévue par le décret n° 58 / 1.292 du 22 décembre 1958, d'une section « PROFESSIONS DIVERSES » au sein du Conseil de Prud'hommes de Lille.

Cette section aurait à connaître des litiges nés à propos de l'application des contrats de travail dans les professions n'ayant pas un caractère industriel ou commercial et actuellement justiciables du Juge d'Instance.

Elle comprendrait le personnel des professions libérales, des caisses d'épargne, les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de retraite vieillesse et les salariés des sociétés civiles, des syndicats professionnels et des associations.

La nouvelle section envisagée, dont la création est subordonnée à la demande du Conseil Municipal de la commune où elle doit être établie, pourrait comporter deux catégories entraînant la désignation de quatre délégués patrons et de quatre délégués employés.



Nous estimons qu'un accueil favorable peut être réservé à la demande présentée en raison de l'importance numérique des salariés en cause et de l'intérêt que présente pour eux cette création.

Nous avons pensé cependant qu'il serait opportun, les derniers décrets relatifs à ce sujet datant de 1911 et 1925, de procéder, dans le même temps, à une refonte de la liste des professions.

Les professions soumises à la juridiction du Conseil de Prud'hommes de Lille, fixées par décret du 30 mars 1911, sont actuellement au nombre de 621.

Déterminée en fonction des activités locales de l'époque, sans réglementation précise, la liste des professions comporte, par suite de l'évolution des techniques, de sérieuses lacunes que les nomenclatures établies par l'Institut National des Statistiques et des Études Économiques (I.N.S.E.E.) permettent de réparer.

Deux brochures ont été éditées par l'I.N.S.E.E. : la nomenclature des métiers et des activités individuelles et la nomenclature des activités économiques, cette dernière rendue obligatoire par le décret interministériel du 16 janvier 1947.

La classification élaborée par l'I.N.S.E.E. a le mérite de regrouper la multiplicité des activités individuelles et collectives en grandes catégories chiffrées, une ventilation étant opérée à l'intérieur de chacune d'elles.

Au lieu d'une liste limitative de 621 professions, comportant des omissions préjudiciables aux salariés, nous disposerions d'une nomenclature ne comprenant que 90 rubriques environ à l'intérieur desquelles prendraient place, à l'aide des brochures éditées par l'I.N.S.E.E., toutes les professions et activités sans exception, justiciables du Conseil de Prud'hommes.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions de vouloir bien solliciter :

1<sup>o</sup> la création d'une section des « professions diverses » comprenant deux catégories au Conseil de Prud'hommes de Lille et de décider la participation de la Ville dans les frais occasionnés par l'institution de cette nouvelle section ;

2<sup>o</sup> la révision de la liste des professions à l'intérieur des sections et catégories conformément au tableau ci-annexé.

#### TABLEAU ANNEXE

##### *Conseil de Prud'hommes de LILLE (Nord)*

Nombre de Prud'hommes :	cinquante-six
Patrons :	vingt-huit
Ouvriers ou employés :	vingt-huit.

se répartissant de la façon suivante :

A) — *Section du bâtiment, des métaux et industries diverses.*

Référence : nomenclature des métiers et des activités individuelles établie par l'I.N.S.E.E.



N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 — Ouvriers : 2
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
06	Mines — Carrières.
07	Terrassement.
08	Taille de pierres.
09	Maçonnerie et métiers connexes.
28	Verrerie (production).
29	Ouvriers du travail du verre et assimilés.
36	Briqueterie — Céramique.
	2 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 — Ouvriers : 2
10	Couverture — Fumisterie — Plomberie — Installations sanitaires.
11	Peinture — Décoration.
51	Tapiserie — Matelasserie.
57	Travail du bois brut
58	Charpente en bois.
59	Menuiserie — Ébénisterie.
61	Boissellerie — Tonnellerie.
62	Métiers divers du bois et matières connexes (tabletterie — bois — matières plastiques — os — ivoire — écaille — etc...).
63	Ouvriers du bois (sans autre indication).
	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 — Ouvriers : 2
15	Forge — Serrurerie — Ferronnerie.
16	Coutellerie — Cisellerie.
21	Soudeur.
22	Horlogerie.
23	Métiers divers du travail des métaux et assimilés.
24	Métiers mal désignés de la métallurgie et du travail des métaux.
25	Bijouterie — Orfèvrerie.
26	Électricité.
27	Radio — Électricité.
60	Charronnage — Carrosserie.
72	Gravure.
75	Dessinateurs.
76	Agents techniques et techniciens.
78	Ingénieurs et assimilés.
	Mécanicien dentiste — Mécanicien orthopédiste.
	4 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 — Ouvriers : 2
12	Production des métaux — Fonderie.
13	Laminage — Étirage — Tréfilage.
14	Moulage.
17	Chaudronnerie et activités connexes.
18	Charpente en fer.
19	Mécanique I — Ajusteurs, Monteurs, Réparateurs et métiers connexes.
20	Mécanique II — Ouvriers sur machines.



N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	5 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 - Ouvriers : 2
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
30	Photographie.
31	Photogravuré - Gravure à l'acide.
32	Composition - Impression.
33	Reliure - Brochage.
34	Travail du papier, du carton.
35	Papier et carton (fabrication).
37	Conducteurs de fours et assimilés.
38	Chimistes et assimilés.
39	Ouvriers de la chimie et assimilés.
41	Métiers de l'alimentation (non désignés ailleurs).
42	Ouvriers du travail des boissons.
43	Meunerie.
44	Boulangerie - Pâtisserie.
45	Cuisine.
46	Abattage - Travail des viandes.
47	Laiterie - Beurrerie - Fromagerie.
	6 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 - Ouvriers : 2
05	Passeurs - Mariniers - Bâteliers.
64	Conducteurs d'animaux de portage ou de trait et de véhicules hippomobiles.
65	Conducteurs d'engins de transports automobiles.
66	Conducteurs d'engins de transports sur rails.
67	Ouvriers n'ayant pu être intégrés dans l'un des groupes précédents.
68	Ouvriers spécialisés sur machines.
69	Ouvriers de la manutention.
70	Manceuvres.
71	Ouvriers mal désignés.
82	Agents mixtes.

*B) - Section des textiles.*

Référence : nomenclature des métiers et des activités individuelles établie par l'I.N.S.E.E.

N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 - Ouvriers : 2
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
48	Textiles, à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 48.06 - 48.07 - 48.08 - 48.09 - 48.13 - 48.14 - 48.20 - 48.23 - 48.24 - 48.25 - 48.26 - 48.27 48.30 - 48.31 - 48.32 - 48.33 - 48.34 - 48.35 - 48.36 - 48.51 - 48.62 de la nomenclature sus visée.



N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	2 <sup>e</sup> CATÉGORIE <i>Patrons : 2 - Ouvriers : 2</i>
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
40	Apprêt - Blanchiment - Teinture.
48	Textiles, à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 48.02 - 48.03 - 48.04 - 48.05 - 48.10 - 48.11 - 48.12 - 48.15 - 48.21 - 48.22 - 48.61 de la nomenclature sus visée.
	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE <i>Patrons : 2 - Ouvriers : 2</i>
49	Couture - Mode - Lingerie - Vêtement.
50	Chapellerie.
52	Vannerie - Brosserie - Perles - Plumes - Cheveux - Fleurs artificielles.
53	Chaussures.
54	Travail du cuir (non désigné ailleurs).
55	Pelleterie.
56	Tannerie - Mégisserie - Corroirie.
87	Soins personnels.

## C) - Section Commerce.

Référence : nomenclature des activités économiques établie par l'I.N.S.E.E.

N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE <i>Patrons : 2 - Employés : 2</i>
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
71	Commerces multiples et commerces S.A.I.
73 et 74	Commerce des matières premières, matériaux, combustibles, quincaillerie, machines, véhicules.
75	Commerce des textiles, de l'habillement et des cuirs.
76	Commerces divers.
79	Commerces de récupération. Et, pour la partie commerciale, les activités inscrites à la section des textiles et aux catégories 1, 2, 3 et 4 de la section du Bâtiment, des métaux et industries diverses.
	2 <sup>e</sup> CATÉGORIE <i>Patrons : 2 - Employés : 2</i>
69 et 70	Commerces agricoles et alimentaires.
72	Commerces et spectacles non sédentaires.
77	Hôtellerie.
78	Débites de boissons, de tabac.
80 et 81	Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie - Voyageurs et représentants de commerce.
90	Services domestiques.
91	Pharmacie et commerces de la santé. Et, pour la partie commerciale, les activités inscrites à la 5 <sup>e</sup> catégorie de la section du Bâtiment, des métaux et industries diverses.



N° RÉFÉRENCE I.N.S.E.E.	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 – Employés : 2
	DÉSIGNATION DES GROUPES DE PROFESSIONS
82	Cession et gestion de biens et de droits industriels et commerciaux.
83	Établissements financiers, banques, bourses de valeurs.
84	Assurances. Et, pour la partie commerciale, les activités inscrites à la 6 <sup>e</sup> catégorie de la section du Bâtiment, des métaux et industries diverses.

*D) – Section Professions diverses.*

Référence : nomenclature des activités économiques établie par l'I.N.S.E.E.

	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 – Employés : 2
91	Santé (à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 910 – 911.1 – 911.5 – 916 – 917.4 – 918 – 919 de la nomenclature sus-visée).
93	Justice – Auxiliaires de justice – Police – Contentieux (à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 930 – 931.2 – 936 – 938 de la nomenclature sus-visée).
94	Culte (à l'exception des activités reprises sous rubrique n° 949 de la nomenclature sus-visée).
95	Enseignement (à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 950 à 955 de la nomenclature sus-visée).
96	Éducation physique et sports (à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 960 – 961 – 963.2 – 964.4 – 965.5 – 967 de la nomenclature sus-visée).
97	Lettres – Sciences – Arts – Professions libérales diverses (à l'exception des activités reprises sous rubriques n° 970 – 971 de la nomenclature sus-visée).

	2 <sup>e</sup> CATÉGORIE
	Patrons : 2 – Employés : 2
01	Agriculture.
98	Administration économique (production, échanges, transports, Administration sociale – Associations – Syndicats – Organismes chargés de la gestion d'un régime légal de Sécurité Sociale (Tous régimes, y compris régimes spéciaux et régime agricole). Organismes dont la majeure partie des ressources est constituée par des cotisations rendues obligatoires par un texte législatif réglementaire ou conventionnel. Sociétés mutualistes, leurs unions et leurs fédérations (à l'exception des activités reprises sous rubriques 980 à 985 – 986.2 – 988 de la nomenclature sus-visée).

*Adopté.*

N° 64/ 2.011. — CENTRE MARTINE BERNARD. GESTION DE L'EXERCICE 1963.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous vous soumettons pour ratification, les résultats d'exploitation relatifs à la gestion de l'exercice 1963 du « Centre Martine Bernard », sis à Lille, 44, rue du Pont Neuf, qui a bénéficié en 1963, d'une subvention de la Ville de 3.467,50 F., inscrite au chapitre XXVIII, article 11, du budget primitif dudit exercice.



## A. — RECETTES

Stock au 31 décembre 1963 . . . . .	123,79	
Dons . . . . .	1.238,50	
Hébergement . . . . .	68.314,70	
Aide Sociale (3 trimestres) . . . . .	15.149,28	
Divers . . . . .	2.298,61	
Subvention Ville de Lille . . . . .	3.467,50	
» Caisse d'Épargne d'Armentières . . . . .	500,00	
» » d'Hazebrouck . . . . .	-20 »	
» » de Dunkerque . . . . .	500 »	
» » de Lille . . . . .	2.500 »	
» Ville de La Madeleine . . . . .	200 »	
» Crédit Immobilier . . . . .	500 »	
» Caisse Textile . . . . .	1.000 »	
Chambre Syndicale de la Métallurgie . . . . .	500 »	
	<hr/>	96.312,38
Pour balance : Déficit constaté au 31 décembre 1963 . . . . .		6.546,86
		<hr/>
		102.859,24 F.
		<hr/>

## B. — DEPENSES

Stock au 31 décembre 1962 . . . . .	875,69	
Alimentation . . . . .	39.678,42	
Gaz, Eau, Électricité . . . . .	7.633,05	
Combustibles . . . . .	2.860,50	
Fournitures extérieures . . . . .	1.289,94	
Salaires et charges . . . . .	29.385,60	
Impôts . . . . .	2.176,40	
Véhicules, Assurances, Transports . . . . .	2.641,24	
Frais Gestion . . . . .	1.616,35	
Agencements, Installations, Réparations . . . . .	2.249,19	
Literie . . . . .	1.387,82	
Amortissements . . . . .	11.065,04	
	<hr/>	102.859,24 F.
		<hr/>

La Commission Municipale de Surveillance du « Centre Martine Bernard » a, au cours de sa réunion du 17 septembre 1964, approuvé et déclaré régulières les opérations du Compte d'exploitation.

Nous vous prions de vouloir bien émettre un avis favorable à l'approbation du document qui vous est présenté.

Adopté.



N° 64/ 2.012. — ÉTAT CIVIL. ACHAT DE PUBLICATIONS « PETIT GUIDE DE L'ALIMENTATION FAMILIALE ». « PETIT GUIDE DE LA MÉNAGÈRE ». CRÉDIT.

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1952, l'Officier de l'État Civil remet, à l'occasion de la célébration des mariages, une brochure appelée « Petit Guide de la Ménagère », éditée par les Éditions Sociales Françaises, 17, rue Viète, à Paris (17<sup>e</sup>).

Cette brochure, sans publicité, dédiée par Nous et comportant une couverture aux Armes de la Ville, est fort appréciée des jeunes épouses.

Dans le but d'approvisionner le Service de l'État Civil, nous avons demandé à la maison d'édition de nous indiquer dans quelles conditions il lui serait possible de nous fournir 3.000 exemplaires du dit petit ouvrage.

Les Éditions Sociales Françaises nous ont fait connaître que l'édition ancienne était épuisée et qu'une nouvelle présentation du Petit Guide de la Ménagère devait être mise en vente à partir du mois de janvier 1965.

Afin de ne pas interrompre nos distributions, il nous a été proposé la fourniture immédiate du Petit Guide de l'Alimentation Familiale.

En accord avec vos Commissions de la Famille et des Finances, nous vous prions de vouloir bien :

1<sup>o</sup> entériner la commande de 546 exemplaires du Petit Guide de l'Alimentation Familiale au prix spécial de 2,25 F. l'un, soit :

2,25 × 546 . . . . .	= 1.228,50 F.
Port et emballage . . . . .	32,76 »

TOTAL . . . . . 1.261,26 F.

2<sup>o</sup> de nous autoriser à commander en janvier 1965, 3.000 exemplaires du Petit Guide de la Ménagère, nouvelle édition, au prix de 2,25 F. l'un, soit :

2,25 × 3.000 . . . . .	= 6.750 F.
Port et emballage . . . . .	150 »

TOTAL . . . . . 6.900 F.

Le montant de la dépense sera imputé :

a) en ce qui concerne la commande du Petit Guide de l'Alimentation Familiale, sur le Chapitre II, article 16, de l'exercice 1964, intitulé « Abonnements aux publications – Achats de livres pour la bibliothèque administrative et technique » ;

b) pour ce qui est de la commande prochaine du Petit Guide de la Ménagère, sur les crédits du Budget primitif de 1965, qui seront ouverts sous le même Chapitre et intitulé.

Adopté.



N° 64 / 2.013. — CIMETIÈRES. REPRISE DES CONCESSIONS  
PERPÉTUELLES A L'ÉTAT D'ABANDON.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 3 janvier 1924 complétant et modifiant l'article 3 de l'ordonnance du 6 décembre 1843, elle-même complétée et modifiée par les décrets des 24 avril 1924 et 18 avril 1931, par la loi du 14 août 1947 et l'ordonnance n° 59.33, du 5 janvier 1959, permet aux communes de reprendre, après une période de 30 ans, les concessions perpétuelles et centenaires abandonnées.

Pour que ces concessions puissent être reprises, le Législateur a prévu de nombreuses formalités :

1° L'état d'abandon doit être constaté par le Maire par procès-verbal qui sera porté à la connaissance du public et des familles.

2° Les descendants ou successeurs des concessionnaires ainsi que les personnes chargées de l'entretien de la concession, doivent être avisés un mois avant que le procès-verbal susvisé ne soit dressé.

3° Au cas où la résidence des descendants ou successeurs n'est pas connue, l'avis doit être affiché à la Mairie et à la porte du Cimetière.

4° Le Maire ou son délégué se rend au Cimetière accompagné du Commissaire de Police et dresse un procès-verbal, dans lequel les renseignements suivants doivent figurer :

- a) l'indication de l'emplacement exact de la concession ;
- b) l'état descriptif précis de la concession ;
- c) la date de l'acte de concession ;
- d) le nom des parties qui ont figuré à l'acte ;
- e) le nom des ayants droit de ces dernières ;
- f) le nom des défunts inhumés dans la concession ;
- g) au cas où l'acte de concession fait défaut, le Maire doit dresser un acte de notoriété constatant que la concession a été accordée depuis plus de 30 ans.

5° Dans le cas où le Maire a connaissance de l'existence de descendants ou successeurs des concessionnaires, il doit leur notifier le procès-verbal dans un délai de huit jours, et les mettre en demeure de rétablir la concession en bon état.

6° Dans le même délai, des extraits du procès-verbal doivent être portés à la connaissance du public par voie d'affiche à la porte de la Mairie et à celle du Cimetière. Ces affiches sont renouvelées deux fois à quinze jours d'intervalle. Un certificat, signé du Maire, doit constater l'accomplissement de ces formalités et être annexé ensuite, à l'original du procès-verbal.

Une liste des concessions en état d'abandon doit être tenue à la Mairie ; une copie doit être déposée au bureau du Conservateur et à la Préfecture. Une inscription doit être placée à l'entrée du Cimetière, indiquant les endroits où est déposée cette liste.



7° Après un délai de trois ans, dont le point de départ est la date d'expiration de la période des affichages, un nouveau procès-verbal doit être dressé par le Maire dans les formes prévues ci-dessus ((4° et 5°). Ce procès-verbal doit être également notifié aux concessionnaires (ou à leurs descendants ou successeurs).

8° Un mois après la notification ci-dessus, le Maire peut saisir le Conseil Municipal qui décide si la reprise de la concession doit avoir lieu ou non. Dans l'affirmative, le Maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune, du terrain affecté à la concession.

9° Trente jours francs après la publication de l'arrêté, les monuments peuvent être enlevés. Il est alors procédé à l'exhumation des restes des personnes enterrées dans les terrains repris. Ces restes sont réunis, pour chaque concession, dans des cercueils de dimensions appropriées.

10° Un arrêté du Maire doit affecter à perpétuité dans chaque Cimetière Communal, un ossuaire où les restes précités seront réinhumés avec l'indication de leurs noms sur un dispositif en matériau durable.

Les 74 concessions situées au Cimetière de l'Est, reprises dans la liste établie ci-après ont fait l'objet des constats réglementaires d'abandon et toutes les formalités du 1° au 7° ont été scrupuleusement respectées.

N° DE LA CONCESSION	DATE D'ATTRIBUTION	NOM DU CONCESSIONNAIRE
6.605	13 juin 1866	M <sup>me</sup> Top, femme Huet.
3.867	15 juillet 1861	M. Lerouge Adolphe.
19.261	7 décembre 1882	M <sup>me</sup> Vve Vandamme-Desmons.
12.176	12 mai 1876	M. Parsy Achille.
492	24 juillet 1847	M. Godefryn César.
8.890 et 9.774	27 décembre 1869 et 15 mars 1871	MM. Ternoy Léon et Goube Louis.
10.569	25 janvier 1872	M <sup>me</sup> Vve Venot-Cazier.
270 - 367-	( 25 novembre 1845	M. De Langre Bruno
21.203 - 31.617	( 24 décembre 1846	De Langre Charles
	( 8 décembre 1884	M <sup>me</sup> Veuve De Langre-
	( 24 mars 1894	De Coussemacker.
3.445	10 mars 1860	M <sup>me</sup> Vve Reumeaux-Gauwain.
15.296	13 avril 1878	M. Rossel Adolphe.
5.308	31 mai 1863	M. Behaghel Ernest.
1.778	3 octobre 1854	M. Tilloy Aimé.
2.552 - 2.590	2 septembre 1857	M. Legavrian Paul.
11.406	18 avril 1873	
2.680 - 18.712	18 janvier 1858	
18.750	22 avril 1882	M. Becquart François.
	4 mai 1882	
1.182	17 décembre 1851	M <sup>me</sup> Vve Maillart.
1.733	27 juin 1854	M <sup>me</sup> Vve Maillart.
366	15 mai 1851	M <sup>me</sup> Vve Maillart.
1.351	6 décembre 1852	M. Legoujeux Louis.
207	12 juin 1845	M. Deleplanque Auguste.



N° DE LA CONCESSION	DATE D'ATTRIBUTION	NOM DU CONCESSIONNAIRE
16.728	25 février 1880	M. Duverdyn Octave.
2.664	18 janvier 1858	M. Sauve Edouard.
18.100	14 septembre 1881	M. Mille Célestin.
17.082	16 juin 1880	M. Vandewynckele Victor.
8.724 et 18.055	6 août 1881	M. Dervaux Clovis.
19.026	29 août 1882	M. Deffrennes Henri.
285	21 août 1846	M. Henri Clément.
18.576	14 mars 1882	M. Laroche Auguste.
8.061 - 10.579	13 mars 1882	M. Castiau Jean-Baptiste.
18.727	26 avril 1882	
4.156	24 septembre 1861	M. Dompierre Albéric
1.236	4 mai 1853	M <sup>me</sup> Desor Palmire.
1.861	12 janvier 1855	M. Delorme Simon.
2.571	22 septembre 1857	M. Pennequin Henri.
2.620 - 2.621	8 décembre 1857	MM. Lesne - Henneron Bertelle.
3.210	1 août 1859	M <sup>me</sup> Vve Dutilleul-Jonglez.
2.076	16 avril 1856	M. Salez Auguste.
2.064	2 décembre 1855	M <sup>me</sup> Vve Farinaux-Noé.
3.990	21 août 1861	M. Leclercq Arthur.
2.049	21 novembre 1855	M. Leclercq Arthur.
1.314 - 1.461	14 septembre 1852	M. Hallez Michel.
	10 juin 1853	
396 - 462	18 janvier 1847	
1.002 - 1.018	17 mai 1847	
4.231	9 novembre 1850	M <sup>me</sup> Vve Bourdon-Van Loqueren.
	17 décembre 1850	
	1 décembre 1861	
17.737	23 avril 1881	M. Fiévet Louis.
2.041 - 1.728	21 novembre 1855	M. Leblanc - Lesot.
1.783	30 mars 1858	
3.952	20 août 1861	M. Porchez Carlos.
1.685 - 1.720	26 avril 1854	M. Jonglez-Copréaux.
	27 juin 1854	
1.420 - 1.534	17 mars 1853	M. Laprovoté Antoine.
	1 octobre 1853	
1.048	24 avril 1851	M. Hugou.
5.709 - 5.747	28 novembre 1864	M. Hallez Antoine.
18.449	25 juillet 1882	M. Choisy.
2.373	12 février 1857	M. Lesur.
8.848	5 décembre 1869	M. Oury Calon.
13.471 - 13.728	5 juillet 1880	M. Kauffman.
4.254	6 novembre 1862	M. Vanlaton.
4.042 - 4.304	31 août 1861	M. Caron-Renard.
	25 janvier 1862	
1.546 - 11.841	1 octobre 1853	M. Ledger-Pajot.
	16 novembre 1873	
48.400 - 512	18 septembre 1847	M. Dubreucq-Verbiese.
18.343	26 décembre 1881	
10.890	17 juillet 1870	M. Woussen.



N° DE LA CONCESSION	DATE D'ATTRIBUTION	NOM DU CONCESSIONNAIRE
1.508	12 août 1853	M. Cuvelier.
488	17 novembre 1847	M. Cuvelier.
486	20 juillet 1847	M. Desrousseaux.
5.378	13 avril 1864	M. Cuvelier.
12.043	23 mars 1874	M. Sablon.
7.140	10 mars 1867	M. Capon.
5.480 - 5.481	29 juillet 1876	M. Beguin-Dupire.
3.653 - 3.729	5 juillet 1860	M. Verstraete-Duquesne.
3.730	26 septembre 1860	
2.330	23 mai 1860	M. Long.
3.576	23 mai 1860	M. Long.
2.761	30 mars 1858	M <sup>me</sup> Tanchon.
18.186	19 octobre 1881	M. Desnoy.
17.992	1 août 1881	M. Carpentier.
16.874	22 avril 1880	M. Deffrennes.
3.806	10 janvier 1880	M. Choisy.
13.911	11 juillet 1876	M. Piat.
3.522	17 avril 1860	M. Dartout.
17.602	3 mars 1881	M. Rochart.

Considérant que les concessions dont il s'agit ont plus de 30 ans d'existence, qu'elles sont bien en état d'abandon, que cette situation décèle une violation de l'engagement souscrit par les attributaires des dites concessions, en leur nom et au nom de leurs successeurs, de les maintenir en bon état d'entretien et qu'elles sont, en outre, nuisibles au bon ordre et à la décence de nos cimetières.

Nous vous demandons :

1° de nous autoriser à reprendre au nom de la commune, les concessions sus-indiquées en état d'abandon ;

2° de nous autoriser à les remettre en service pour de nouvelles inhumations après accomplissement des formalités reprises aux paragraphes 9 et 10.

Adopté.

**N° 64/ 2.014. — VACATIONS FUNÉRAIRES DUES AUX COMMISSAIRES DE POLICE. FIXATION DU TAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58/ 2.007, du 30 mai 1958, approuvée par M. le Préfet du Nord le 31 mai 1958, vous avez décidé :

1° que le montant de la vacation funéraire accordée aux Commissaires de Police chargés de surveiller les opérations d'exhumations, réinhumations et translation de



corps, serait fixée de façon définitive à un millième du traitement annuel brut des fonctionnaires de l'État afférent à l'indice 340 ;

2° que ce taux serait révisé automatiquement tous les ans au 1<sup>er</sup> janvier, en cas de variation au cours de l'année précédente de la valeur de cet indice.

Par lettre n° 373 /3, du 9 avril 1964, faisant suite à la circulaire n° 32, du 18 janvier 1964 de M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Préfet du Nord nous avise que cette pratique est irrégulière et contrevient aux dispositions des ordonnances n° 1.374, du 30 décembre 1958, et n° 246, du 4 février 1959, et nous fait connaître que les vacations ainsi indexées doivent être modifiées par une nouvelle délibération du Conseil Municipal en vue d'être déterminées selon un montant fixe.

En conséquence, nous vous demandons :

1° de vouloir bien annuler la délibération n° 58 / 2.007, du 30 mai 1958 ;

2° de maintenir le montant de la vacation funéraire à la somme de 13,80 arrêtée le 1<sup>er</sup> janvier 1964, pour l'année en cours, étant entendu toutefois que, si les circonstances économiques l'exigeaient, le taux de cette vacation serait susceptible d'être ultérieurement modifié.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.076. — ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE LILLE  
(A.G.E.L.). RÉCEPTION D'ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ  
DE PRAGUE. SUBVENTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Association Générale des Étudiants de Lille, ayant siège, 1, rue Charles Debierre, à Lille, sollicite l'attribution d'une subvention communale à l'occasion de la réception, dans le cadre des échanges culturels de l'année universitaire 1964 /65, de 25 étudiants de l'Université de Prague.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous demandons d'accueillir favorablement cette requête et de décider l'attribution à cet organisme, à titre exceptionnel, d'une subvention de 500 F.

La dépense sera imputée sur l'article ouvert au chapitre XXVIII, du Budget primitif de 1964, sous l'intitulé : « Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

*Adopté.*



N° 64/ 3.077. — AMICALE DES ANCIENS MUSICIENS DU 43<sup>e</sup> R.I. ET DE LA GARNISON DE LILLE. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 4 OCTOBRE 1964. SUBVENTION.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Amicale des Anciens Musiciens du 43<sup>e</sup> R.I. et de la garnison de Lille, ayant siège à Liévin (Pas-de-Calais), 74, rue J.-B. Defernez, sollicite l'attribution d'une subvention à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association qui s'est tenue à Lille, le 4 octobre 1964.

Considérant les nombreux liens de sympathie qui unissent les Lillois à ce régiment, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, d'accorder à cette Amicale une subvention de 300 F.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au Budget primitif de 1964, chapitre XXVIII, article 86, sous l'intitulé : « Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

*Adopté.*

---

N° 64/ 3.078. — FÉDÉRATION NATIONALE « F.O. » DES MINEURS ET SIMILAIRES. CONGRÈS TRIENNAL DES 7, 8 ET 9 NOVEMBRE 1964. DEMANDE DE SUBVENTION.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Fédération Nationale « Force Ouvrière » des Mineurs et similaires, dont le siège est à Paris (14<sup>e</sup>), 198, avenue du Maire, tiendra à Lille, les 7, 8 et 9 novembre 1964, son congrès triennal.

Cette manifestation rassemblera 400 délégués environ de toutes les régions minières du pays.

A l'occasion de ces assises, la Fédération Nationale « F.O. » des Mineurs et similaires sollicite l'aide de la Ville de Lille pour couvrir partie des frais d'organisation de la manifestation projetée.

Considérant l'importance de la corporation minière et la place prépondérante qu'elle occupe dans l'économie et la vie sociale de notre région, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances de faire droit à la demande qui nous est présentée et de décider l'attribution à cette Fédération Syndicale d'une subvention de 3.000 F.

La dépense sera imputée sur le crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXVIII du Budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

---



**N° 64/ 3.079. — FÉDÉRATION NATIONALE DES CENTRES DE PROPAGANDE  
ET D'ACTION CONTRE LE TAUDIS (P.A.C.T.). CONGRÈS  
NATIONAL A LILLE LES 12 ET 13 JUIN 1964. SUBVENTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Fédération Nationale des Centres de Propagande et d'Action contre le Taudis (P.A.C.T.), ayant siège à Paris (1<sup>er</sup>), 23, rue de la Sourdière, nous a saisi d'une demande tendant à obtenir une subvention de la Ville à l'occasion du Congrès National de l'Association qui s'est déroulé à Lille, les 12 et 13 juin 1964.

Eu égard à l'intérêt social que présentent les activités des centres de propagande et d'action contre le taudis, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à cette demande et de décider l'attribution à la Fédération Nationale des Centres de Propagande et d'Action contre le Taudis, d'une subvention de 1.500 F.

La dépense sera imputée sur le crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXVIII de nos documents budgétaires pour l'exercice 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 3.080. — THÉÂTRE POPULAIRE DES FLANDRES « VIII<sup>me</sup> NUITS  
DE FLANDRE ». SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 64/49, en date du 5 juin 1964, vous avez décidé d'attribuer au « Théâtre Populaire des Flandres », une subvention de 25.000 F. représentant la participation communale dans les frais d'organisation des « VIII<sup>me</sup> Nuits de Flandre » qui se sont déroulées à Lille du 6 au 14 juin 1964.

Le bilan de cette manifestation nous a été présenté. Il accuse un déficit de 18.353,48 F., dû essentiellement aux dépenses résultant de l'engagement, cette année, par le Théâtre Populaire des Flandres de comédiens étrangers.

Par lettre du 13 juillet 1964, M. Jacques Donvez, administrateur général du Théâtre Populaire des Flandres, sollicite l'aide financière de la Ville pour couvrir une partie de ce déficit.

Eu égard aux efforts accomplis par cette troupe théâtrale pour donner, dans le cadre des Fêtes de Lille, des spectacles de choix, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de réserver un accueil favorable à cette requête et de décider d'allouer à titre exceptionnel au Théâtre Populaire des Flandres, une subvention complémentaire de 12.000 F.

La dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre XXIX *bis*, du Budget primitif, sous la rubrique : « Cérémonies publiques et manifestations diverses. Frais d'organisation » qui fera l'objet d'une dotation complémentaire d'égale importance au Budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

---



**N° 64/ 3.081. — LA « BARAQUE FORAINE ». FESTIVAL DE SEPTEMBRE 1964. SUBVENTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi, par M. Pierre Vanacker, Président du Groupement Artistique « La Baraque Foraine », d'une demande de subvention au profit de cet organisme, à l'occasion du festival marquant la célébration du X<sup>me</sup> anniversaire de la création par la « Baraque Foraine » des spectacles de plein air.

Cette manifestation s'est déroulée du 11 au 27 septembre 1964, dans le cloître de la Vieille Bourse avec la participation de troupes du Nord. Une soirée poétique et une exposition sur l'œuvre de l'architecte Le Corbusier, de même que plusieurs conférences et des représentations de marionnettes ont également été organisées par la « Baraque Foraine » dans le cadre du festival.

Considérant les activités déployées par ce groupement sur le plan de la culture artistique et l'intérêt qu'ont présenté les spectacles offerts par ce festival, nous vous demandons, en accord avec les Commissions des Beaux-Arts et des Finances, d'accueillir favorablement la requête de M. Vanacker et de décider l'attribution à la « Baraque Foraine », à titre d'encouragement, d'une subvention exceptionnelle de 1.500 F.

La dépense sera imputée sur le crédit qui sera inscrit au chapitre XXVIII, de nos documents budgétaires pour l'exercice 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 3.082. — SEMAINE DES ŒUVRES SOCIALES DU CINÉMA. TAXE SUR LES SPECTACLES. EXONÉRATION PARTIELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Chaque année, l'« Union des Œuvres Sociales du Cinéma Français », avec le concours des directeurs de cinémas, organise la « Semaine des Œuvres Sociales du Cinéma ».

Cette manifestation de solidarité nationale, qui se déroulera pendant la période du 23 décembre 1964 au 5 janvier 1965, a pour objet de procurer aux diverses œuvres réparties sur le territoire français des ressources leur permettant de développer leur activité bienfaisante.

En accord avec les organisations professionnelles intéressées, les Pouvoirs Publics ont autorisé les directeurs de salles cinématographiques à appliquer, pendant cette « Semaine », une majoration uniforme de 0,10 F. aux prix habituels des places.

L'« Union des Œuvres Sociales du Cinéma Français », se référant au décret n° 55/ 486, du 30 avril 1955, autorisant les conseils municipaux à exonérer de l'impôt sur les spectacles les sommes versées à des œuvres de bienfaisance, sollicite l'exonération de l'impôt sur les spectacles et des taxes sur le chiffre d'affaires sur cette majoration temporaire des prix des places de cinéma.



L'application de ce décret ne se traduit par aucune diminution de ressources pour le budget de notre commune.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions, en conséquence, de vouloir bien émettre un avis favorable à la requête présentée par l'« Union des Œuvres Sociales du Cinéma Français ».

*Adopté.*

**N° 64/ 3.083. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. DIVERS GROUPES - EMPRUNT DE 733.590 F. RÉALISATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63/ 3.098, du 8 novembre 1963, le Conseil Municipal a décidé la prise en charge par la Ville d'une somme de 214.886,49 F., représentant l'excédent de dépenses résultant du prix de revient définitif du groupe d'habitations du Parc des Expositions édifié par l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré.

Vous avez, par ailleurs, au cours de la séance du 20 décembre 1963 (délibération n° 63/ 3.141) également accepté le remboursement, à cet organisme, par notre commune, des frais relatifs aux diverses acquisitions immobilières ci-après :

*Quai Vauban.*

Ensemble immobilier, 17, 19, 21, quai Vauban et rue de Calais.

Indemnité. Honoraires . . . . . 201.107,44 F.

*Groupe Balzac.*

Ensembles immobiliers, 1, 3 et 43, rue Balzac - terrain de 2.620 m<sup>2</sup>.

Frais divers . . . . . 29.385,73 »

*Groupe Soleil-Levant.*

Indemnités d'éviction des immeubles commerciaux, 72, 74, rue des Postes.

Frais divers - travaux de démolition de maisons vétustes . . . . . 57.884,09 »

*Groupe Fontaine Del Saulx.*

Ensemble immobilier, 17 à 29, rue Boucher de Perthes. Frais. . . . . 230.326,20 »

TOTAL . . . . . 518.703,46 F.

=====

Le montant global de ces participations communales, à financer par voie d'emprunt, s'élève en conséquence à : 214.886,49 + 518.703,46 = 733.589,95 F.

=====

Nous sommes informé que la Caisse des Dépôts et Consignations serait disposée à nous accorder, à ce titre, un prêt de 733.590 F. aux conditions suivantes :

- taux d'intérêt : 5,25 % l'an ;
- durée d'amortissement : 30 ans ;
- montant de l'annuité : 49.089,59 F. (capital et intérêts).



Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de vouloir bien accepter cette offre et prendre la délibération suivante :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — M. le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou l'une des caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements et au taux d'intérêt de 5,25 %, l'emprunt de la somme de 733.590 F. destiné à financer la participation communale à la construction d'H.L.M. et dont le remboursement s'effectuera en 30 années à partir de 1965.

ARTICLE 2. — La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3. — Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera 30 annuités de 49.089,59 F., comprenant le capital et les intérêts.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4. — Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera intérêt de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de 1 %.

ARTICLE 5. — La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6. — La Commune s'engage :

1<sup>o</sup> à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt ;

2<sup>o</sup> à reverser, sans délai, les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7. — La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8. — M. le Maire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

*Adopté.*



**N° 64/ 3.084. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. RÉSIDENCE « VIGNETTE » - CONSTRUCTION DE 68 LOGEMENTS. EMPRUNT COMPLÉMENTAIRE DE 343.629,82 F. GARANTIE DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 59/2/3.034, du 29 mai 1959, le Conseil Municipal a accordé la garantie financière de la Ville à un emprunt de 1.838.760 F. à réaliser par l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement des dépenses de construction d'un groupe de 68 logements à édifier rue de la Vignette.

Le prix de revient définitif de ce collectif a été établi et la dépense globale s'élève à 2.502.571,82 F., exception faite des dépenses d'acquisition de terrain dont certaines parcelles doivent encore faire l'objet d'une cession par la Société d'Équipement du Département du Nord.

Sur ce prix de revient, le financement à assurer par l'Office est fixé comme suit :

— 10 logements financés à 100 % par l'État . . . . .	368.025,26 F.
— 58 logements financés à 85 % par l'État . . . . .	1.814.364,56 »
	<hr/>
	2.182.389,82 F.
	=====

Par délibération n° 94, en date du 10 juillet 1964, le Conseil d'Administration de l'Office sollicite, en conséquence, une nouvelle garantie de la Ville pour la couverture de l'emprunt « fin de chantier » que cet organisme envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et dont le montant peut être ainsi évalué à 343.629,82 F. (2.182.389,82 — 1.838.760).

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1954,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie financière à l'O.P.M.H.L.M. pour un emprunt de 343.629,82 F. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, au taux d'intérêt de 1 % pendant 45 ans en vue de la construction de logements destinés à la location simple.

Au cas où l'O.P.M.H.L.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la



création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la période d'amortissement durant laquelle seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, dont le total atteint annuellement 10.059,98 F. à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, et l'O.P.M.H.L.M. et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré.

*Adopté.*

**N° 64/ 3.085. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. RÉSIDENCE « FAUBOURG DES POSTES ». CONSTRUCTION DE 216 LOGEMENTS. EMPRUNT COMPLÉMENTAIRE DE 35.400 F. GARANTIE DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63/ 3.154, en date du 20 décembre 1963, le Conseil Municipal a accordé la garantie financière de la Ville au remboursement d'un emprunt de 7.670.040 F. à réaliser par l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement des dépenses de construction, au faubourg des Postes, d'un groupe de 216 logements.

L'Office nous informe que des modifications dans la répartition des types de logements ont été apportées à ce programme qui se présente actuellement comme suit :

— 18 logements — type II (au lieu de 30) à 21.100 F. . . . .	= 379.800 F.
— 75 — — — III ( — 56) à 25.300 F. . . . .	= 1.897.500 »
— 108 — — — IV ( — 98) à 29.500 F. . . . .	= 3.186.000 »
— 15 — — — V ( — 32) à 33.700 F. . . . .	= 505.500 »
Ascenseurs (inchangé) 950 F. × 36 . . . . .	= 34.200 »
Chauffage central (au lieu de 425 F. × 796) 425 F. × 984 . . . . .	= 418.200 »
216	6.421.200 F.
	=====

Cette somme peut être majorée de 20 %, pour tenir compte des conditions économiques nouvelles, ce qui porte le prêt susceptible d'être obtenu à :

6.421.200 F. × 120	=	7.705.440 F.
100		=====



Par délibération n° 95, du 10 juillet 1964, le Conseil d'Administration de l'Office sollicite la garantie financière de la Ville pour couvrir l'emprunt complémentaire qu'il se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour assurer le financement de ce programme.

Compte tenu de la garantie déjà accordée par la délibération susvisée du 20 décembre 1963, la couverture sollicitée s'élève à  $(7.705.440 - 7.670.040) = 35.400$  F.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à cette demande et de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1954,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie financière à l'O.P.M.H.L.M. pour un emprunt de 35.400 F. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, au taux d'intérêt de 1 % pendant 45 ans en vue de la construction de logements destinés à la location simple.

Au cas où l'O.P.M.H.L.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement durant laquelle seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, dont le total atteint annuellement 1.036,36 F. à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, et l'O.P.M.H.L.M. et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré.

*Adopté.*



N° 64 / 3.086. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. CITÉ « CONVENTION » - CONSTRUCTION DE 80 LOGEMENTS (PROGRAMME SOCIAL DE RELOGEMENT). EMPRUNT COMPLÉMENTAIRE DE 82.150 F. GARANTIE DE LA VILLE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n°s 62 / 3.051, du 13 juin 1962 et 63 / 3.108, du 8 novembre 1963, le Conseil Municipal a accordé la garantie financière de la Ville à la couverture de deux emprunts de 1.496.200 F. et 380.650 F., soit au total 1.876.850 F., à contracter par l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré, en vue du financement des dépenses de construction de 80 logements (60 + 20) à édifier rue de la Convention au titre du Programme social de relogement.

La décision de financement qui a été signifiée entre temps à l'Office relativement à ce programme, porte à 1.959.000 F. le montant de la dépense, soit un excédent de (1.959.000 — 1.876.850) 82.150 F. par rapport au montant initial.

Par délibération n° 92 en date du 10 juillet 1964, le Conseil d'Administration de l'Office sollicite la garantie financière de la Ville à la couverture de l'emprunt complémentaire de 82.150 F. qu'il se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à l'effet d'assurer intégralement le financement de ce programme de construction.

Eu égard à ce qui précède, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à la demande présentée et de vouloir bien prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article 196,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1954,

Vu le décret n° 61 / 549, du 23 mai 1961,

Vu l'arrêté du 25 mai 1961,

Vu la circulaire n° 61 / 38, du 7 août 1961,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie financière à l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré pour un emprunt de 82.150 F., amortissable, sans intérêt, en 53 ans, avec différé d'amortissement du capital pendant les trois premières années, que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État.

Au cas où l'Office Public Municipal d'H.I.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement



des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement durant laquelle sera dû l'amortissement, dont le total atteint 1.643 F., à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, et l'Office Public Municipal d'H.L.M. et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Office Public municipal d'Habitations à Loyer Modéré.

*Adopté.*

**N° 64/ 3.087. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. CONSTRUCTION DE 355 LOGEMENTS A L'EXTRÉMITÉ DE LA RUE DE LA BASSÉE ET DU BOULEVARD DE LA MOSELLE. EMPRUNT DE 12.273.000 F. - GARANTIE DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Office Public Municipale d'Habitations à Loyer Modéré nous a fait connaître qu'il envisageait la construction sur un terrain sis à l'extrémité de la rue de La Bassée et du boulevard de la Moselle, d'un ensemble immobilier totalisant 355 logements.

Le montant des prêts susceptibles de lui être accordés pour ce programme de construction s'élève à 12.273.000 F., selon détail ci-après :

— 2 logements — type	I bis, à 16.900 F.	. . . . .	=	33.800 F.
— 130 —	II, à 21.100 F.	. . . . .	=	2.743.000 »
— 36 —	III, à 25.300 F.	. . . . .	=	910.800 »
— 174 —	IV, à 29.500 F.	. . . . .	=	5.133.000 »
— 13 —	V, à 33.700 F.	. . . . .	=	438.100 »
Ascenseurs : 950 F. × 355 . . . . .				= 337.250 »
Chauffage central : 425 F. × 1.486 . . . . .				= 631.550 »
<b>355</b>				<b>10.227.500 F.</b>
				=====

Cette somme peut être majorée de 20 % pour tenir compte des conditions économiques actuelles, ce qui porte le montant du prêt total à :

10.227.500 F. × 120				
	=====			
	100		=	12.273.000 F.
				=====



Par délibération n° 97, en date du 10 juillet 1964, le Conseil d'Administration de l'Office sollicite la garantie financière de la Ville pour couvrir cet emprunt qu'il se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à cette demande et de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1951,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie financière à l'O.P.M.H.L.M. pour un emprunt de 12.273.000 F. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, au taux d'intérêt de 1 % pendant 45 ans en vue de la construction de logements destinés à la location simple.

Au cas où l'O.P.M.H.L.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement durant laquelle seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, dont le total atteint annuellement 359.299,81 F., à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, et l'O.P.M.H.L.M. et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Office Public Municipale d'Habitations à Loyer Modéré.

Adopté.

---

N° 64 / 3.088. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. RÉSIDENCE « QUAI VAUBAN ». CONSTRUCTION DE 308 LOGEMENTS. EMPRUNT DE 2.46.420 F. - GARANTIE DE LA VILLE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n°s 63/3.104 et 63/3.153, en date des 8 novembre et 20 décembre 1963, le Conseil Municipal a accordé la garantie financière de la Ville au remboursement



de deux emprunts de 1.568.600 F., et 6.581.200 F., soit au total 8.149.800 F. à contracter par l'Office public municipal d'habitations à loyer modéré en vue du financement de la construction, Quai Vauban, d'un ensemble de 210 logements.

L'Office nous informe que les modifications apportées à ce programme portent à 308 le nombre de logements à construire.

Ci-après le détail du nouveau programme et l'évaluation du montant des prêts forfaitaires susceptibles d'être accordés par l'État :

— 64 logements-type	II à 21.100 F.	1.350.400 F.
— 66 —	III à 25.300 F.	1.669.800 F.
— 154 —	IV à 29.500 F.	4.543.000 F.
— 24 —	V à 33.700 F.	808.800 F.
Ascenseur : 950 F. × 308		292.600 F.
Chauffage central : 425 F. × 1.370		582.250 F.
<hr/> 308		<hr/> 9.246.850 F.
==		=====

somme qui peut être majorée de 20 % pour tenir compte des conditions économiques nouvelles, soit :

$$\frac{9.246.850 \times 120}{100} = 11.096.220 \text{ F.}$$

=====

Par délibération n° 96 du 10 juillet 1964, le Conseil d'Administration de l'Office sollicite la garantie financière de la Ville pour couvrir l'emprunt complémentaire qu'il se propose de contracter pour assurer le financement de ce programme.

Compte tenu des garanties déjà accordées par notre commune (8.149.800), la couverture sollicitée s'élève à (11.096.220 - 8.149.800) 2.946.420 F.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à cette demande et de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1954,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie financière à l'O.P.M.H.L.M. pour un emprunt de 2.946.420 F. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État au taux d'intérêt de 1 % pendant 45 ans en vue de la construction de logements destinés à la location simple.

Au cas où l'O.P.M.H.L.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple de-



mande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement durant laquelle seront dûs à la fois les intérêts et l'amortissement, dont le total atteint annuellement 86.258,31 F., à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État et l'O.P.M.H.L.M. et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré.

*Adopté.*

N° 64 / 3.089. — **SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ DE LILLE ET ENVIRONS. GROUPE « RÉSIDENCE SUD ».**  
**TRANCHE DE 200 LOGEMENTS. EMPRUNT**  
**COMPLÉMENTAIRE DE 1.779.903 F. GARANTIE DE**  
**LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs ayant siège social, 31, boulevard Vauban à Lille, a projeté d'édifier, au lieu dit « Résidence Sud », un groupe de 963 logements destinés à la location simple.

Dans le cadre de ce programme, deux immeubles de 283 logements chacun, ont été financés à ce jour.

En vue du financement d'une nouvelle tranche de 200 logements, la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs vient d'obtenir de la Caisse des Dépôts et Consignations l'octroi d'un prêt de 5.933.010 F. pour lequel la garantie financière de la Ville a été accordée par délibération n° 63/3.142 du 20 décembre 1963.

Nous sommes informé qu'en application de la nouvelle législation H.L.M. et notamment des décrets et arrêtés des 14 et 15 octobre 1963, l'organisme constructeur peut obtenir automatiquement, de la Caisse des dépôts un prêt complémentaire équivalent à 30 % du prêt principal, soit 1.779.903 F. pour lequel la Société d'H.L.M. sollicite la garantie de la Ville

Ce prêt serait réalisé aux conditions suivantes :

- Taux . . . . . 5,25 %.
- Durée . . . . . 30 ans.
- Annuité . . . . . 119.105,64 F. (capital et intérêt).



Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de faire droit à cette demande et de bien vouloir prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie à la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs, 31, boulevard Vauban à Lille pour un emprunt de 1.779.903 F. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, au taux de 5,25 % pour une période de 30 ans, en vue de la construction de 200 logements destinés à la locations simple.

Au cas où ledit organisme, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre-missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En outre, le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité qui s'élève à 119.105, 64 F.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire à intervenir au nom de la Ville au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs et à signer la convention à intervenir avec cet organisme pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.090. — SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ DE LILLE ET ENVIRONS. « RÉSIDENCE SUD ». CONSTRUCTION DE GARAGES. MODIFICATION DE GARANTIE D'EMPRUNT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 3.113 du 8 novembre 1963, le Conseil Municipal a accordé à la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs la garantie financière de la Ville à la couverture d'un emprunt de 2.500.000 F., remboursable en 19 ans, à réaliser auprès du groupement des collectivités pour le financement des travaux d'équipement.



Cette opération était destinée à financer la construction, au groupe d'H.L.M. « Résidence Sud » d'un garage souterrain d'une capacité de 600 voitures.

Nous sommes informé que, sur décision de la Caisse des Dépôts et Consignations, ce prêt doit être scindé en deux emprunts repris comme suit :

- a) 1.250.000 F. — série 5 % (1963-1983)
- b) 1.250.000 F. — série 5 % (1964-1974)

Cette décision vient modifier les conditions de la garantie accordée par la délibération susvisée.

En conséquence, nous vous prions de bien vouloir approuver les nouvelles dispositions de garantie suivantes qui abrogent celles arrêtées le 8 novembre 1963 :

Vu la demande formulée par la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs, ayant siège social, 31 boulevard Vauban à Lille, tendant à obtenir la garantie de la Ville de Lille pour la réalisation de deux emprunts de 1.250.000 F. chacun que cet organisme se propose de réaliser par voie de souscription publique, dans le cadre des dispositions des décrets n° 53-709 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 60-953 du 8 septembre 1960 et 55-632 du 20 mai 1955 relatifs aux emprunts unifiés des collectivités locales, en vue de la construction d'un garage souterrain au groupe d'H.L.M. « Résidence Sud ».

La Ville de Lille accorde sa garantie à la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré pour les emprunts susvisés, d'un montant nominal de 1.250.000 F. chacun, que cet organisme se propose de réaliser par voie d'émission d'obligations des emprunts unifiés des collectivités locales avec amortissement respectif en 19 années et 10 années par annuités constantes.

Au cas où la Société anonyme d'habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas, aux échéances convenues, des sommes dues par elle ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Ville de Lille s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande du groupement des collectivités adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des ressources affectées aux garanties, ni exiger que le groupement discute au préalable l'emprunteur défaillant.

Le Conseil Municipal s'engage à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, l'imposition directe nécessaire pour couvrir les paiements à faire en vertu de la présente délibération.

Le Conseil Municipal autorise, d'autre, part, le Maire à intervenir à la convention qui sera passée entre la Caisse des dépôts et la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et Environs.

*Adopté.*



N° 64/ 3.091. — SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION LILLOISE. COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 1963. BUDGET DE L'EXERCICE 1964. AVIS.

MESDAMES, MESSIEURS,

En application de l'article 149 du Code municipal modifié par l'ordonnance du 5 janvier 1959, nous vous soumettons pour avis le compte administratif de l'exercice 1963 et le budget prévisionnel de l'année 1964 du Syndicat intercommunal d'assainissement de la région lilloise.

1°) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 1963

a) Section ordinaire ou d'exploitation.

RECETTES	DÉPENSES
Report exercice 1962. . . . . 4.105,69	Frais de gestion . . . . . 20.931,16
Contribution des communes adhérentes . . . . . 440.335,00	Frais financiers . . . . . 631.749,99
Subvention en annuité du Département . . . . . 1.003.753,96	Frais de personnel . . . . . 11.194,73
	Impôts et taxes . . . . . 302,97
	Frais pour biens, meubles et immeubles . . . . . 4.871,11
	Charges antérieures . . . . . 5.606,00
	674.655,96
	Excédent de clôture . . . . . 773.538,69
1.448.194,65	1.448.194,65
=====	=====

b) Section extraordinaire ou d'investissement.

RECETTES	DÉPENSES
Report de l'excédent de l'exercice 1962 . . . . . 1.494.505,72	Remboursements d'emprunt . . . . . 216.253,96
Subvention du Ministère de l'Intérieur (acomptes perçus sur la 2 <sup>e</sup> subvention de 5.000.000 de F.) . . . . . 3.773.177,07	Acquisition d'immeubles (éviction (Leterme) . . . . . 150.000,00
Subvention du Ministère de la construction . . . . . 6.167.679,35	Travaux d'assainissement. . . . . 17.801.470,36
Produits d'emprunt . . . . . 13.500.000,00	
	18.167.724,32
	Excédent de clôture . . . . . 6.767.637,82
24.935.362,14	24.935.362,14
=====	=====



## RÉCAPITULATION

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDINAIRE	TOTAL
RECETTES . . . . .	1.448.194,65	24.935.362,14	26.383.556,79
DÉPENSES . . . . .	674.655,96	18.167.724,32	18.842.380,28
EXCÉDENT EN RECETTES . .	773.538,69	6.767.637,82	7.541.176,51
	=====	=====	=====

### 2°) BUDGET PRÉVISIONNEL DE 1964

#### *a) Section ordinaire ou d'exploitation.*

RECETTES	DÉPENSES
Excédent ordinaire de l'exer- cice 1963 . . . . . 773.538,69	Frais de personnel . . . . . 25.601,00
Contribution des communes . . 245.381,68	Impôts et taxes . . . . . 1.100,00
Remboursement frais de dépla- cement à VIENNE des repré- sentants des communes non désignés par le Comité du S.I.A.R.L. . . . . 2.000,00	Frais pour biens, meubles et immeubles . . . . . 10.000,00
Subvention en annuité du Département . . . . . 721.389,63	Frais de gestion . . . . . 44.099,50
	Frais financiers . . . . . 1.091.146,66
	Charges antérieures . . . . . 4.400,00
	Prélèvements pour dépenses extraordinaires . . . . . 565.962,84
1.742.310,00	1.742.310,00
=====	=====

#### *b) Section extraordinaire ou d'investissement.*

RECETTES	DÉPENSES
Excédent extraordinaire de l'exercice 1963 . . . . . 6.767.637,82	Amortissement du capital des emprunts Caisse des dépôts . . . . . 314.108,88
Subventions du Ministère de l'Intérieur . . . . . 8.099.179,98	Acquisition de terrains (Station de Marquette) . . 1.596.858,13
Emprunt Caisse des dépôts . 6.000.000,00	Acquisitions meubles et matériel . . . . . 5.000,00
Prélèvements sur recettes d'exploitation . . . . . 565.962,84	Travaux neufs . . . . . 19.520.213,63
Recouvrement d'avance faite au Syndicat de la Marque . 3.400,00	
21.436.180,64	21.436.180,64
=====	=====



## RÉCAPITULATION

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDINAIRE	TOTAL
RECETTES . . . . .	1.742.310,00	21.436.180,64	23.178.390,64
DÉPENSES . . . . .	1.742.310,00	21.436.180,64	23.178.490,64
	»	»	»
	=====	=====	=====

Rappelons que le 11 octobre 1963, le Comité du Syndicat intercommunal d'assainissement de la région lilloise a arrêté les critères déterminant la répartition des charges de toute nature entre les communes adhérant à l'organisme.

Ces dispositions ont été ratifiées par le Conseil Municipal le 3 mars 1964 (délibération n° 64 /3.010).

Compte tenu des participations déjà versées par la Ville à titre de provision, la participation à verser par la Ville au titre de l'exercice 1964 a été fixé à 43.428,75 F.

\* \* \*

En accord avec la Commission des Finances, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à la présentation des compte et budget qui vous sont présentés.

*Adopté. (Voir compte rendu analytique, page 563).*

**N° 64 / 3.092. — CONGRÈS INTERNATIONAL DU NETTOIEMENT URBAIN A VIENNE (AUTRICHE) DU 14 AU 17 AVRIL 1964. ENVOI D'UNE DÉLÉGATION MUNICIPALE. RÈGLEMENT DES FRAIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'I.N.T.A.P.U.C. (Organisation internationale du nettoyage urbain) a tenu son VIII<sup>e</sup> congrès à Vienne (Autriche) du 14 au 17 avril 1964.

Le Syndicat intercommunal d'assainissement de la région lilloise convié à déléguer des représentants à ce congrès a été autorisé par le Comité syndical, le 11 octobre 1963, à s'y faire représenter par des fonctionnaires du Syndicat, étant entendu que les communes adhérentes qui seraient désireuses de faire participer pour leur propre compte un ou plusieurs délégués à l'I.N.T.A.P.U.C. devront supporter la dépense en résultant.

Il nous est apparu que la Ville de Lille se devait d'être représentée à ce congrès, et, à cet effet, M. Georges HENAU, adjoint à l'urbanisme et M. MORIN, ingénieur principal aux services publics, ont reçu mission de participer aux travaux du Congrès.



Le Syndicat intercommunal d'assainissement de la région lilloise par lettre du 21 août 1964 nous demande le règlement d'une somme de 3.280,33 F. représentant la quote-part de la Ville dans les dépenses exposées pour ce déplacement.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de nous autoriser à effectuer ce règlement, la dépense en résultant étant à imputer sur le crédit reporté au chapitre XXXVII, article 181 du budget supplémentaire de 1964, au titre de la participation de la Ville dans les dépenses du Syndicat intercommunal d'assainissement de la région lilloise.

*Adopté.*

**N° 64 / 3.093. — COMITÉ LILLOIS DE LUTTE CONTRE LE TAUDIS.  
COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 1963.  
RATIFICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil Municipal a décidé, au cours de sa séance du 3 mars 1963, de reconduire l'aide accordée au Comité lillois de lutte contre le taudis et lui a attribué, à cet effet, une subvention de 100.000 F.

Cette subvention a été payée sur production des justifications d'emploi visées par le délégué du Conseil Municipal.

Comme il est de règle, le compte d'exploitation dudit Comité doit être soumis à votre ratification en fin d'exercice.

Nous vous prions donc, en accord avec votre Commission des Finances de bien vouloir approuver le relevé des opérations de l'exercice 1963 tel qu'il est reproduit ci-après.

RECETTES	DÉPENSES
	Solde débiteur de 1962 reporté . 56.423,24
<i>Dons et subventions</i>	<i>Production de biens</i>
Ville de Lille . . . . . 100.000,00	Artisans et service en-
Caisse All. Familiales . . 75.248,20	tretien . . . . . 334.921,49
C.I.L. . . . . 135.000,00	Fournitures et outillage
Divers . . . . . 19.787,24	p <sup>r</sup> équipes bénévoles . 9.628,77
Cotisations et dons . . . 207,00	Immobilisations . . . . 45.548,32
330.242,44	390.098,58
<i>Loyers et remboursements</i> . . . . . 372.416,90	<i>Prêts</i> . . . . . 11.135,18



RECETTES	DÉPENSES
<i>Prêts.</i>	<i>Frais généraux.</i>
Crédit immobilier . . . 27.420,94	Secrétariat . . . . . 34.434,99
Ville de Lille . . . . 101.427,00	Salaires . . . . . 127.205,49
S/Comptoir des entre-	Charges sociales et
preneurs . . . . . 11.168,41	impôts . . . . . 44.977,41
Caisse All. Familiales . 116.470,00	206.617,89
Divers . . . . . 7.210,00	
263.696,35	<i>Remboursements et frais.</i>
<i>Récupérations diverses . 4.865,84</i>	Crédit immobilier . . . 25.401,15
	Caisse All. Familiales . 104.700,98
	Sté H.L.M. A.H. . . . 8.395,22
	Habitations écono-
	miques du Nord . . . 2.784,17
	S/Comptoir des entre-
	preneurs . . . . . 3.437,10
	Divers . . . . . 21.911,15
	166.629,77
	<i>Gestion et intérêts . . . . . 84.519,28</i>
	<i>Solde créditeur . . . . . 55.797,59</i>
971.221,53	971.221,53
=====	=====

*Adopté.*

N° 64 / 3.094. — SYNDICAT MIXTE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LILLE ET DE SA BANLIEUE. COMPTE ADMINISTRATIF DE 1963. BUDGET PRIMITIF DE 1964  
AVIS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 6.121 du 21 décembre 1956, vous avez décidé l'adhésion de la Ville au Syndicat mixte d'exploitation des transports en commun de Lille et de sa banlieue.

Aux termes de l'article 149 du Code Municipal, la copie du budget et des comptes des syndicats de communes doit être adressée chaque année aux Conseils Municipaux des communes syndiquées.



En exécution de ces dispositions, le Syndicat mixte d'exploitation des transports en commun de Lille et de sa banlieue nous a transmis le compte administratif de 1963 et le budget primitif de 1964 que nous vous soumettons ci-après.

### 1°) COMPTE ADMINISTRATIF DE 1963

RECETTES	DÉPENSES
a) Section ordinaire	
Produits domaniaux . . . . . 101.756,29 (redevance pour occupation du domaine public due pas la C.G.I.T.)	Frais de personnel . . . . . 7.452,51 Participation et contingents . . . 64.208,76 Frais de gestion . . . . . 67,50 Frais financiers (emprunts) . . . 292.259,92 Charges antérieures . . . . . 34,70 (déficit ordinaire reporté - charges sociales rappel 1962).
Produits financiers . . . . . 292.259,92 (revenue des titres et rentes)	Solde du remboursement des avances au pouvoir concédant . . 51.449,12
Produits antérieurs . . . . . 43.896,54 (excédent ordinaire reporté)	
	415.472,51
	Excédent ordinaire de clôture . . 22.440,24
437.912,75	437.912,75
=====	=====
b) Section extraordinaire	
Subvention d'équipement pour la modernisation du réseau. . . 4.369.000,00	Remboursements d'emprunts pour la modernisation du ré- seau . . . . . 4.777.267,72
Produit de l'emprunt . . . . . 408.267,72	Versement à la C.G.I.T. du solde du fonds spécial travaux 1960
Solde du fonds spécial des travaux de 1960 à verser à la C.G.I.T. . . . . 46.950,31	46.950,31
4.824.218,03	4.824.218,03
=====	=====

### RÉCAPITULATION

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDINAIRE	TOTAL
RECETTES . . . . .	437.912,75	4.824.218,03	5.262.130,78
DÉPENSES . . . . .	415.472,51	4.824.218,03	5.239.690,54
EXCÉDENT DE RECETTES . . . . .	22.440,24		22.440,24
	=====		=====



2<sup>o</sup>) BUDGET PRIMITIF DE 1964

RECETTES		DÉPENSES	
a) Section ordinaire			
Produits domaniaux . . . . .	102.000,00	Frais de personnel . . . . .	7.640,92
		Impôts et taxes . . . . .	340,00
Produits financiers . . . . .	513.082,42	Participation et contingents . .	56.015,00
		Frais de gestion générale . . .	7.550,00
Produits antérieurs . . . . .	22.440,24	Frais financiers . . . . .	513.082,42
(excédent ordinaire reporté)			
			584.628,34
		Excédent prévisionnel de clôture	52.894,32
	637.522,66		637.522,66
	=====		=====
b) Section extraordinaire			
Produit de l'emprunt pour la modernisation du réseau. . .	2.928.123,09	Remboursements d'emprunts pour la modernisation du réseau	2.928.123,09
	2.928.123,09		2.928.123,09
	=====		=====

## RÉCAPITULATION

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDINAIRE	TOTAL
RECETTES . . . . .	637.522,66	2.928.123,09	3.565.645,75
DÉPENSES . . . . .	584.628,34	2.928.123,09	3.512.751,43
EXCÉDENT DE RECETTES. .	52.894,32	»	52.894,32
			=====

En accord avec la Commission des Finances, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à la présentation de ces documents.

*Adopté.*

N<sup>o</sup> 64/ 3.095. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LILLE.  
COMPTE ADMINISTRATIF DE 1963. AVIS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'ordonnance n<sup>o</sup> 58/ 1.198 du 11 décembre 1958, portant réforme de la législation hospitalière, les délibérations de la Commission administrative du



Centre Hospitalier Régional ne sont désormais soumises à l'avis du Conseil Municipal que lorsqu'il s'agit d'aliénations d'immeubles formant la dotation hospitalière. Cependant, comme la Ville intervient financièrement dans la gestion des orphelinats et des hospices particuliers de vieillards, il est indispensable que nous vous présentons, pour avis, les extraits du compte administratif du Centre Hospitalier Régional relatifs à ces établissements.

### *Hospices particuliers.*

La part incombant à la Ville dans le déficit des hospices particuliers : Baes, Ganthois et Comtesse (ce dernier transféré à l'orphelinat A. Lemay) résulte de la différence prévisionnelle entre leur prix de journée et celui de l'assistance obligatoire aux vieillards.

Le prix de journée des hospices particuliers, pour l'exercice 1963, a été fixé à 17,25 F. par délibération de la Commission administrative du C.H.R. en date du 26 janvier 1963, approuvée par M. le Préfet du Nord le 12 février 1963.

Le prix de journée « Hospices » au titre de l'assistance obligatoire aux vieillards a été fixé à 14,10 F. par arrêté préfectoral du 29 décembre 1962, soit une différence de 3,15 F. (17,25 — 14,10).

Sur la base de cette différence, la somme payée par la Ville, à la clôture de l'exercice 1963, s'est élevée à 263.998,35 F. pour 83.809 journées d'hospitalisation.

La dépense correspondante a été imputée sur les crédits ouverts à nos documents budgétaires au titre de cet exercice.

La contribution financière de la Ville pour l'année 1962, basée sur un taux journalier de 2,30 F., était de 184.087,40 F. pour 80.038 journées d'hébergement.

### *Orphelinats.*

N <sup>o</sup> s	RECETTES	SOMMES	N <sup>o</sup> s	DÉPENSES	SOMMES
70	Produits hospitaliers . . . .	92.024,00	60	Matières consommables . .	220.736,73
72	Vente de déchets . . . . .	1.392,80	61	Frais de personnel . . . . .	372.812,08
76	Produits accessoires . . . .	435.767,83	62	Impôts et taxes . . . . .	15.528,20
87	Produit des exercices antérieurs . . . . .	16.879,00	63	Travaux, fournitures et services extérieurs . . . . .	121.992,14
	Report de l'excédent de l'exercice antérieur . . . .	37,87	64	Transports et déplacements.	632,65
		546.101,50	65	Travail thérapeutique et vie sociale . . . . .	4.520,63
			66	Frais de gestion générale .	71.197,30
			68	Amortissements et provisions . . . . .	30.013,05
			872	Charges des exercices antérieurs . . . . .	36.959,34
71	Subvention de la Ville . . .	328.328,49	874	Charges exceptionnelles . .	37,87
		874.429,99			874.429,99
		=====			=====



La Ville participant financièrement dans le fonctionnement de ces établissements sous forme de subvention représentative du déficit de leur section d'exploitation, nous vous donnons, ci-avant, le détail des opérations afférentes à l'exercice 1963, extrait du compte administratif du Centre Hospitalier Régional pour l'année considérée :

Il résulte de ce document que la subvention communale nécessaire à la couverture du déficit des orphelinats s'élève à 328.328,49 F. pour 17.720 journées d'hébergement en 1963 contre 223.802,34 F. pour 21.646 journées d'hébergement en 1962, soit une augmentation de 104.526,15 F.

Le prix de journée qui était de 20,51 F. en 1962 passe à 23,73 F.

L'augmentation du prix de journée est justifié par l'accroissement de certains postes de dépenses, notamment :

— matières consommables. . . . .	220.736,73	(contre 175.280,64 en 1962)
— frais de personnel . . . . .	372.812,08	(contre 322.617,81 en 1962)
— travaux et fournitures . . . . .	121.992,14	(contre 105.032,04 en 1962)
— charges des exercices antérieurs . . .	36.959,34	(contre 14.218,46 en 1962)

Le pourcentage des dépenses par rapport aux recettes (à l'exclusion de la subvention communale) passe ainsi de 143 % en 1962 à 160 % en 1963 pour un quantum de 21.646 journées d'hébergement en 1962 contre 17.720 en 1963.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir :

1° émettre un avis favorable à l'approbation du compte administratif de 1963 du Centre Hospitalier Régional pour les sections « Hospices particuliers de vieillards » et « Orphelinats » ;

2° approuver le règlement de la somme due au C.H.R. au titre du déficit de 1963 des Orphelinats par imputation à concurrence de 270.000 F. sur le crédit d'égale importance reporté à l'état annexe au chapitre XXXIII, article 2 du budget supplémentaire de 1964 sous rubrique « charges sur exercices antérieurs - Centre Hospitalier Régional. Déficit d'exploitation des Orphelinats. Institution Stappaert et Maison A. Lemay. Exercice 1963. Provision » ;

3° décider pour le règlement du solde, soit 58.328,49 F., le prélèvement d'une somme d'égale importance sur le crédit inscrit au chapitre XXVII bis, article 8 du budget primitif de 1964 au titre de la participation de la Ville dans le fonctionnement des établissements particuliers du C.H.R.

Adopté.

N° 64/ 3.096. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LILLE. HOSPICES PARTICULIERS DE VIEILLARDS. ORPHELINATS. BUDGET PRIMITIF DE 1964. SUBVENTION DE LA VILLE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'ordonnance n° 58/ 1.198 du 11 décembre 1958 portant réforme de la législation hospitalière, les délibérations de la Commission administrative du Centre



Hospitalier Régional ne sont désormais soumises à l'avis du Conseil Municipal que lorsqu'il s'agit d'aliénations d'immeubles formant la dotation hospitalière.

Les budgets et comptes du C.H.R. ne doivent donc plus être soumis à l'avis du Conseil Municipal. Mais, la Ville intervenant financièrement dans la gestion des hospices particuliers de vieillards et des orphelinats, nous vous soumettons ci-après les extraits du budget primitif de 1964 du Centre Hospitalier Régional relatif à ces établissements :

#### *Hospices particuliers.*

La partie incombant à la Ville dans le déficit des hospices particuliers Baës, Ganthois, Comtesse (ce dernier transféré à l'orphelinat A. Lemay), résulte de la différence prévisionnelle entre le prix de journée de ces établissements et celui de l'assistance obligatoire aux vieillards (aide sociale).

Par délibération de la Commission administrative du C.H.R. en date du 18 janvier 1964 approuvée par M. le Préfet du Nord le 31 janvier 1964, le prix de journée prévisionnel des hospices particuliers a été fixé à 18,05 F.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1963 a fixé à 17,75 F. le prix de journée prévisionnel au titre de l'assistance obligatoire aux vieillards.

Le nombre de journées présumées au titre desdits établissements étant de 86.300, la participation de la Ville peut, en conséquence, être évaluée à :

$$86.300 \times 0,30 \text{ F. } (18,05 - 17,75) = 25.890 \text{ F.}$$

#### *Orphelinats.*

Dépenses . . . . .	939.234,03 F.
Recettes . . . . .	586.521,24 »
Déficit d'exploitation . . . . .	352.712,79 F.
	=====

La couverture du déficit d'exploitation des orphelinats est assurée par une prévision de subvention communale d'égale importance.

Nous vous donnons ci-dessous le détail des opérations par comparaison avec le budget de 1963 :

Le prix prévisionnel de journée de 1964 est de 27,27 F. contre 21,81 F. en 1963.

Le nombre de journées prévues en 1964 est de 20.420 contre 22.800 en 1963.

La suppression des Orphelinats étant effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1964, on peut donc considérer que la participation de la Ville, au titre de l'exercice 1964, sera inférieure à la prévision annuelle de 352.712,79 F. ci-dessus chiffrée.



COMPTES PRINCIPAUX	INTITULÉS	1963	1964
RECETTES			
70	Produits hospitaliers . . . . .	144.000,00	98.400,00
71	Subvention Ville . . . . .	276.511,32	352.712,79
72	Vente de déchets . . . . .	320,00	310,00
76	Produits accessoires . . . . .	425.841,45	485.253,24
87	Produits exceptionnels . . . . .	3.102,20	2.558,00
		849.774,97	939.234,03
		=====	=====
DÉPENSES			
60	Produits consommés . . . . .	188.910,00	182.740,00
61	Frais de personnel. . . . .	357.705,00	420.690,00
62	Impôts et taxes . . . . .	12.800,00	15.250,00
63/64	Frais pour biens et transports . . . . .	113.410,00	134.040,00
65	Fournitures extérieures. . . . .	4.870,00	4.940,00
66	Frais de gestion . . . . .	123.160,00	134.140,00
68	Amortissement . . . . .	30.683,05	29.793,44
87	Charges exceptionnelles . . . . .	18.236,92	17.640,59
		849.774,97	939.234,03
		=====	=====

\*  
\*  
\*

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances de bien vouloir :

- a) émettre un avis favorable au budget de 1964 des Orphelinats ;
- b) ratifier la participation de la Ville dans la gestion des hospices particuliers et des Orphelinats pour l'exercice 1964 compte tenu de la réserve ci-dessus exprimée en ce qui concerne ces derniers établissements ;
- c) décider l'imputation des dépenses correspondantes sur le crédit de 350.000 F. ouvert à cet effet au chapitre XXVII bis, article 3 du budget primitif de la Ville de 1964, étant entendu que le règlement interviendra :

1° en ce qui concerne les hospices particuliers : selon les modalités fixées par votre délibération n° 56 / 3.005 du 13 février 1956,

2° en ce qui concerne les Orphelinats et jusqu'à la date de fermeture de ces établissements : sur la base des résultats du compte administratif du C.H.R. pour l'exercice 1964.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 564).*



N° 64/ 3.097. — LYCÉE TECHNIQUE MUNICIPAL VALENTINE LABBÉ.  
DEMI-PENSION. BUDGET PRÉVISIONNEL DE 1964.  
RATIFICATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62/ 4.015 du 13 juin 1962, le Conseil Municipal a décidé :

1° la création d'une demi-pension, en régie municipale, annexée au lycée technique municipal de jeunes filles Valentine Labbé ;

2° l'inscription pour ordre, en recettes et en dépenses, à nos documents budgétaires des écritures comptables de la demi-pension.

Aux fins d'homologation par l'Assemblée Communale, M<sup>me</sup> la Directrice du lycée Valentine Labbé nous a transmis le budget prévisionnel de la demi-pension pour l'exercice 1964.

Ce document est établi sur la base de 86 élèves du premier cycle et 394 élèves du deuxième cycle, le prix de la demi-pension étant respectivement de 340,20 F. et 378 F.

Ci-après, la nomenclature des principaux postes en recettes et en dépenses :

NATURE DES RECETTES	MONTANT	NATURE DES DÉPENSES	MONTANT
CHAPITRE PREMIER		CHAPITRE PREMIER	
<i>Recettes ordinaires</i>		<i>Dépenses ordinaires</i>	
Section I - Frais de demi-pension	178.189,20	Section I - Personnel . . . . .	86.000 F.
Section II - Recettes diverses . .	8.150,80	Section II - Matériel . . . . .	99.940 »
		Section III - Diverses . . . . .	400 »
Total du chapitre premier . . .	186.340,00	Total du chapitre premier . . .	186.340 »
CHAPITRE II		CHAPITRE II	
<i>Recettes extraordinaires</i>		<i>Dépenses extraordinaires</i>	
néant.	»	néant	»
	186.340,00		186.340 F.
	=====		

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances :

a) d'émettre un avis favorable au budget prévisionnel de 1964 de la demi-pension annexée au lycée Valentine Labbé ;

b) de ratifier les inscriptions correspondantes prises à cet effet, en recettes et en dépenses, au budget communal de 1964.

Adopté.



**N° 64 / 3.098. — LYCÉE TECHNIQUE MUNICIPAL VALENTINE LABBÉ.  
CONTRIBUTION DE L'ÉTAT AUX DÉPENSES DE  
FONCTIONNEMENT. ADMISSION EN RECETTES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes informé que, sur proposition de la Direction générale de la pédagogie, des enseignements scolaires et de l'orientation, le Ministère de l'Education Nationale a accordé au Lycée technique municipal Valentine Labbé, une subvention de 35.450,32 F., au titre de contribution de l'État aux dépenses de fonctionnement du second cycle des lycées municipaux.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions, en conséquence, de bien vouloir admettre en recettes, la somme de 35.450,32 F. qui sera comptabilisée au chapitre VIII du budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.099. — INFRACTION A LA LÉGISLATION SUR LE PERMIS DE  
CONSTRUIRE. ASTREINTE. ADMISSION EN RECETTES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'article 104 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation régit le régime des astreintes prononcées par les tribunaux saisis des poursuites en matière d'infraction à la législation sur le permis de construire et précise, en son dernier paragraphe :

« Les astreintes prononcées sont recouvrées par les comptables directs du Trésor sur la réquisition du Maire pour le compte de la commune à la caisse de laquelle sont versées les sommes recouvrées ».

En application de cette réglementation nous avons été saisi d'une demande de la Direction départementale du Nord du Ministère de la Construction à l'effet d'émettre les états de recouvrement des astreintes dues par M. Roger Mesnil, négociant, demeurant 23, rue du Faisan, à Lille, ayant entrepris la construction d'un immeuble sans avoir obtenu le permis de construire, fait prévu et réprimé par les articles 84 - 103 du Code de l'Urbanisme.

Par jugement du 22 mai 1962, le Tribunal de Grande Instance de Lille a déclaré M. Mesnil coupable d'infraction à la législation sur la construction et l'a condamné à une amende de 1.000 francs.

Ce jugement a été confirmé par la Cour d'Appel de Douai laquelle, par arrêt du 21 novembre 1962 a ordonné la démolition des constructions non autorisées en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur, sous le contrôle de M. le Directeur départemental de la Construction, cette démolition devant être effectuée dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt sous peine d'une astreinte de 30 F. par jour de retard.

En son audience du 11 décembre 1963, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par M. Mesnil contre l'arrêt du 21 novembre 1962 de la Cour d'Appel de Douai.



Or, de l'enquête faite par les services du Ministère de la Construction, il résulte qu'aucune démolition n'avait été faite à la date du 11 mai 1964.

Nous sommes donc amené à procéder au recouvrement des astreintes dues pour la période écoulée depuis le 22 février 1963 jusqu'au 11 mai 1964, sans préjudice des recouvrements susceptibles d'être opérés pour la période postérieure à cette date jusqu'à celle de notification de la cessation de l'astreinte. Ces états de recouvrement seront rendus exécutoires par M. le Préfet du Nord.

En conséquence, en accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions d'adopter les dispositions susvisées et de décider l'imputation des recettes correspondant à chacun de ces deux exercices, sur l'article qui sera ouvert à cet effet au chapitre XVI du budget supplémentaire de l'exercice 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.100. — SERVICES FINANCIERS. ACQUISITION D'UNE MACHINE COMPTABLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le service des recettes des Finances est doté de trois machines comptables Burroughs pour l'exécution des divers travaux de comptabilité et de vérification.

L'état d'usure de l'une d'entre elles, en service depuis 1933, nécessite de fréquentes et coûteuses réparations et son remplacement s'impose à bref délai.

Consultée à cet effet, la Société Anonyme Burroughs nous propose la fourniture d'un matériel nouveau de mêmes caractéristiques au prix de 24.225 F., rabais de 5 % déduit.

La machine proposée répondant en tous points au travail réclamé par le service, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de vouloir bien en décider l'acquisition et de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme Burroughs le marché correspondant.

La dépense sera imputée sur le crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXXV du budget supplémentaire de 1964.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 565).*

---

**N° 64 / 3.101. — DIVERS PRODUITS COMMUNAUX. ADMISSION EN NON VALEUR.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Trésorier Principal nous a fait parvenir les états n°s 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 des sommes proposées comme irrécouvrables au titre de l'année 1964.



Ces sommes concernent des produits budgétaires des exercices 1960 à 1964.

	PRINCIPAL	FRAIS DE POURSUITES
ÉTAT N° 3.		
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	47,90 F.	6 F.
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 26 — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement . . . . .	9,60 »	
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	290,06 »	
<i>Budget primitif de 1964.</i>		
Chap. V art. 4 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	595,09 »	
	942,65 F.	6 F.
	==	==
ÉTAT N° 4.		
<i>Budget primitif de 1961.</i>		
Chap. IV art. 9 — Droits de stationnement relatifs au domaine public . . . . .	32,40 F.	
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	12 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	45,82 »	
Chap. IX art. 1 — Recettes accidentelles . . . . .	1.383,12 »	41,49 »
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	3,60 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	31,90 »	
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	580 »	
Chap. IX art. 1 — Recettes accidentelles . . . . .	806,95 »	
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	46,20 »	
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	24,60 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	101,90 »	
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	1.335,73 »	83,78 »
Chap. IX art. 1 — Recettes accidentelles . . . . .	2.250,23 »	
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	29,18 »	
<i>Budget primitif de 1964.</i>		
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	30 »	10 »



	PRINCIPAL	FRAIS DE POURSUITES
<i>Budget supplémentaire de 1964.</i>		
Chap. X art. 2 — (réf. chap. IX art. 19). Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	35,78 »	
	6.749,41 F. =====	135,27 F. =====
<i>ÉTAT N° 5.</i>		
<i>Budget primitif de 1961.</i>		
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	3,60 F.	
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	3,60 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	82,35 »	
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	15 »	
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	17,40 »	
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	11,16 »	
<i>Budget primitif de 1964.</i>		
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	19,60 »	
<i>Budget supplémentaire de 1964.</i>		
Chap. X art. 2 — (réf. chap. IX art. 19) Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	20,41 »	46,64 »
	173,12 F. =====	46,64 F. =====
<i>ÉTAT N° 6.</i>		
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. IV art. 25 — Secours publics. Frais médicaux et pharma- ceutiques. Remboursement . . . . .	56,80 F.	2 F.
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hô- pital. Redevance représentative des frais .	20,06 »	
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 26 — Secours publics. Frais médicaux et pharma- ceutiques. Remboursement . . . . .	215,20 »	
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hô- pital. Redevance représentative des frais .	889,97 »	



	PRINCIPAL	FRAIS DE POURSUITES
<i>Budget primitif de 1964.</i>		
Chap. V art. 4 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	242,46 »	
	1.424,49 F.	2 »
	=====	=====
ÉTAT N° 7.		
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	11,60 »	2 »
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 9 — Droits de stationnement relatifs au domaine public . . . . .	52,65 »	
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	15,60 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	23,20 »	2 »
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations.	929,29 »	
<i>Budget supplémentaire de 1964.</i>		
Chap. X art. 2 — (réf. chap. IX art. 19). Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	13,50 »	16,11 »
	1.045,84 F.	20,11 F.
	=====	=====
ÉTAT N° 8.		
<i>Budget primitif de 1960,</i>		
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	281,60 F.	
<i>Budget primitif de 1961.</i>		
Chap. IV art. 10 — Droits de voirie et d'occupation temporaire .	22,50 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	348,58 »	
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. IV art. 9 — Droits de stationnement relatifs au domaine public . . . . .	72 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	141,78 »	
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	62,85 »	
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	2 »	
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 9 — Droits de stationnement relatifs au domaine public . . . . .	22 »	
Chap. V art. 1 — Eaux. Produit de la distribution . . . . .	150,51 »	2,25 »
Chap. VII art. 1 — Propriétés communales. Produit des locations	249,82 »	



	PRINCIPAL	FRAIS DE POURSUITES
Chap. IX art. 12 — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement. .	8,68 »	
<i>Budget supplémentaire de 1964.</i>		
Chap. X art. 2 — (réf. chap. IX art. 19). Prestations et assurances réglées pour le compte des divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement .	14,40 »	
	1.376,72 F.	2,25 F.
	=====	=====
ÉTAT N° 9.		
<i>Budget primitif de 1961.</i>		
Chap. IV art. 25 — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement . . . . .	16,80 »	
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	28,79 »	
<i>Budget primitif de 1962.</i>		
Chap. IV art. 25 — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement.	65,60 »	
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	14,73 »	2 »
<i>Budget primitif de 1963.</i>		
Chap. IV art. 26 — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement . . . . .	62,40 »	6 »
Chap. V art. 3 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	603,79 »	6 »
<i>Budget primitif de 1964.</i>		
Chap. IV art. 26 — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement . . . . .	60 »	
Chap. V art. 4 — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais .	381,48 »	
	1.233,59 F.	14 F.
	=====	=====
RECAPITULATION		
ÉTAT N° 3 . . . . .	942,65 F.	6 F.
ÉTAT N° 4 . . . . .	6.749,41 »	135,27 »
ÉTAT N° 5 . . . . .	173,12 »	46,64 »
ÉTAT N° 6 . . . . .	1.424,49 »	2, »
ÉTAT N° 7 . . . . .	1.045,84 »	20,11 »
ÉTAT N° 8 . . . . .	1.376,72 »	2,25 »
ÉTAT N° 9 . . . . .	1.233,59 »	14 »
	12.945,82 F.	226,27 F.
	=====	=====



L'irrecouvrabilité des produits communaux ayant été constatée par M. le Trésorier principal, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances :

1<sup>o</sup> de vouloir bien admettre en non valeur la somme de F. : 12.945,82 par mandat à émettre sur le crédit inscrit au chapitre XXXIII, article 4 du budget primitif de 1964 ;

2<sup>o</sup> de couvrir M. le Trésorier principal des frais de poursuites pareillement irrécouvrés, se montant à la somme de F. : 226,27, à imputer sur le crédit ouvert au chapitre XXX, article 31 du même document.

*Adopté.*

**N° 64 / 3.102. — MODERNISATION DES ABATTOIRS. TRAVAUX ET ÉQUIPEMENT. FINANCEMENT PROVISOIRE DES DÉPENSES SUR FONDS GÉNÉRAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux entrepris aux Abattoirs dans le cadre de la modernisation de cet établissement se poursuivent selon le plan établi.

Pour permettre le règlement, aux entreprises, des diverses prestations déjà fournies et à fournir durant ces prochains mois, il importe qu'une partie des crédits à financer par emprunt, ouverts au budget pour la modernisation des abattoirs, puisse être dégagée en attendant la complète réalisation des emprunts correspondants accordés pour cet objet par la Caisse des dépôts et consignations.

Les dépenses, dont le règlement est à prévoir avant le 1<sup>er</sup> avril 1965, ont été évaluées à 3.000.000 de francs.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous demandons de vouloir bien décider le financement provisoire, sur fonds généraux, d'une tranche de crédits d'égale importance, qui nous permettra de faire face à nos engagements jusqu'à l'encaissement des fonds à provenir des emprunts en cause.

*Adopté.*

**N° 64 / 3.103. — ABATTOIR PUBLIC. TAXES DE NETTOYAGE ET DE DÉSINFECTION DES VÉHICULES SERVANT AU TRANSPORT DU BÉTAIL VIVANT. CRÉATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'état d'avancement des travaux de modernisation de l'abattoir permet de mettre en service une station de nettoyage et de désinfection équipée conformément aux prescriptions en vigueur.



Désormais, les usagers de l'abattoir auront la possibilité de nettoyer et de désinfecter leurs véhicules en utilisant le local, les produits et les fournitures diverses mis à leur disposition par les services de l'abattoir.

Pendant les heures normales de vacation, l'exécution des opérations de désinfection sera effectuée par un agent du service.

Pour tenir compte des nouvelles possibilités mises à la disposition des usagers et par analogie avec les tarifs pratiqués dans d'autres abattoirs, nous vous proposons, en accord avec les Commissions des Abattoirs et des Finances :

1°) *La création de deux taxes nouvelles :*

- une taxe de nettoyage,
- une taxe de désinfection.

2°) *La fixation des taux de la manière suivante :*

CHARGE UTILE DU VÉHICULE	TAXE DE NETTOYAGE	TAXE DE DÉSINFECTION
Jusqu'à 2 tonnes . . . . .	2 F.	1 F.
Jusqu'à 6 tonnes . . . . .	3 »	2 »
Au delà de 6 tonnes . . . . .	6 »	4 »

La recette correspondante sera comptabilisée au chapitre IV, article 18 du budget sous rubrique « Abattoirs ».

*Adopté.*

**N° 64 / 3.104. — ABATTOIR PUBLIC. TRIPERIE. REDEVANCE D'USAGE DE LOCAUX. CRÉATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des travaux de modernisation des abattoirs municipaux, la démolition des anciennes installations à usage de triperie a été rendue nécessaire.

En attendant la mise en service des installations définitives, la construction d'une triperie provisoire s'est avérée indispensable pour permettre aux usagers de continuer l'exercice de leur profession.

L'aménagement de ce local a nécessité l'achat d'un matériel moderne et de qualité (marmites de cuisson, tables et bacs de dégraisse) qui constitue pour les utilisateurs une amélioration des méthodes de travail et des conditions d'hygiène.

Pour tenir compte du service rendu aux utilisateurs, nous vous proposons, en accord avec les Commissions des Abattoirs et des Finances, d'instituer une taxe de redevance d'usages des locaux et du matériel, au taux mensuel de 150 F. par usager.



La recette correspondante sera comptabilisée au chapitre IV, article 22 du budget ouvert sous l'intitulé : « Abattoirs - Redevances diverses ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.105. — PROPRIÉTÉS COMMUNALES. CRÉDITS D'ENTRETIEN.  
VIREMENT DE CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'importance des travaux réalisés dans plusieurs bâtiments communaux au cours de la présente année a épuisé le crédit de 1.650.000 F. ouvert au budget primitif de 1964 pour l'entretien de ces bâtiments.

Par contre, le crédit correspondant pour l'entretien des bâtiments scolaires, d'un montant de 2.750.000 F. présente des disponibilités, certaines dépenses de travaux dans ces bâtiments ayant pu être imputées - par suite de la réalisation d'une partie de l'emprunt prévu pour cet objet - sur les crédits inscrits à la section extraordinaire du budget au titre de la modernisation des écoles.

Etant donné ce qui précède, et pour permettre la continuation des travaux d'entretien dans les bâtiments communaux, nous vous demandons, en accord avec les Commissions des Bâtiments et des Finances, de vouloir bien autoriser le virement au crédit inscrit au chapitre XIX, article 1 du budget primitif de 1964, sous l'intitulé : « Propriétés communales. Entretien. Travaux, fournitures et aménagements divers », d'une somme de 100.000 F. à prélever sur le crédit inscrit au chapitre XXI, article 1 du même document pour les dépenses de même nature afférentes aux bâtiments scolaires.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 3.106. — CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE.  
PARTICIPATION DE LA VILLE. FINANCEMENT  
PROVISOIRE SUR FONDS GÉNÉRAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de la présente séance, vous allez être appelés à vous prononcer sur l'inscription, au budget supplémentaire de 1964, de crédits complémentaires au titre des travaux de construction de la Bibliothèque Municipale, par suite de la revalorisation des dépenses afférentes à cette réalisation.

Le montant du programme qui avait été fixé, après une première revalorisation, à 6.420.000 F., passe en effet, du fait de la nouvelle revalorisation, à 6.880.000 F. dont le financement est arrêté comme suit :



— Participation de la Ville (sur fonds généraux) . . . . .	300.000 F.
— Participation de la Ville (emprunt) . . . . .	4.298.000 F.
— Participation de l'Etat (subvention) . . . . .	2.282.000 F.
Total . . . . .	6.880.000 F.
	=====

Sur le montant de la participation de la Ville (emprunt) des prêts, pour une somme globale de 2.836.250 F., ont déjà été obtenus. Il reste donc à réaliser, au titre de l'emprunt, un volume de prêts de  $(4.298.000 - 2.836.250) = 1.461.750$  F.

Cette réalisation est subordonnée à la justification de décisions attributives de subventions restant à intervenir.

Considérant que les travaux de construction de l'établissement en cause sont arrivés à leur terme et que des règlements importants à diverses entreprises seront, en conséquence, à effectuer avant la fin de l'année, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, d'autoriser le financement provisoire sur fonds généraux d'une tranche de crédits de 1.000.000 F. en attendant la réalisation complète des emprunts prévus pour cet objet.

*Adopté.*

**N° 64/ 3.107. — IMMEUBLE RUE DE LA MARBRERIE. TRANSFORMATIONS ET AMÉNAGEMENTS- FINANCEMENT PROVISOIRE SUR FONDS GÉNÉRAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La participation de la Ville dans les dépenses de transformations et d'aménagements de l'immeuble acquis à l'angle des rues de Philadelphie et de la Marbrerie a été fixée, suivant délibération n° 61/7.021 du 17 mars 1961, à 1.506.000 F. sur un montant total de travaux estimé à 1.900.000 F.

Cette participation était à financer par voie d'emprunt et, à ce jour, des prêts pour un montant de 738.500 F. ont pu être obtenus.

Les travaux en cause, commencés à la fin de l'année 1963 ont été activement poursuivis et, à leur stade actuel d'exécution, il s'avère nécessaire de dégager une partie des crédits restant à financer par voie d'emprunt afin de permettre le règlement aux entreprises, dans les délais normaux, des travaux qui auront été exécutés dans le cours de la présente année.

Nous vous demandons, en conséquence, en accord avec la Commission des Finances et des Bâtiments, de décider le financement provisoire sur fonds généraux d'une tranche de crédit de 500.000 F. en attendant la réalisation de l'emprunt de 767.500 F. restant prévu pour cet objet.

*Adopté.*



**N° 64 / 3.108. — PROGRAMME GÉNÉRAL D'ASSAINISSEMENT.  
CONSTRUCTION D'ÉGOUTS - 1<sup>re</sup> TRANCHE 1964.  
EMPRUNT DE 1.800.000 F. FINANCEMENT  
PROVISOIRE SUR FONDS GÉNÉRAUX D'UNE  
TRANCHE DE CRÉDIT DE 250.000 F.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 6.061 en date du 10 juin 1963, approuvée par M. le Préfet du Nord le 2 janvier 1964, le Conseil Municipal a adopté, dans le cadre du programme général d'assainissement, un projet de construction d'égouts et de suppression d'anciens canaux et décidé, dans le même temps l'inscription au budget des crédits nécessaires à la réalisation de ce projet évalué à 3.000.000 de F.

L'emprunt correspondant à la participation de la Ville dans les dépenses - 1.800.000 F. - n'a pu encore être réalisé à ce jour. Or, certains des travaux repris dans ce projet et concernant la suppression d'anciens canaux, revêtent un caractère d'urgence exceptionnelle et il importe que pour en permettre l'exécution dans les moindres délais, une tranche de crédit évaluée à 250.000 F. puisse être mise à la disposition des services techniques.

Eu égard à ce qui précède, nous vous demandons d'autoriser le financement provisoire sur fonds généraux, à concurrence de 250.000 F., des travaux en cause, en attendant la réalisation de l'emprunt prévu pour cet objet.

*Adopté.*

**N° 64 / 3.109. — DIVERS PROJETS. EMPRUNTS. IMPUTATION SUR  
LES FONDS GÉNÉRAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil Municipal a été appelé, au cours de précédentes séances, à voter certains crédits d'emprunts destinés à la réalisation des programmes ci-après :

- Construction par l'Office Public Municipal d'H.L.M. de 40 logements destinés aux rapatriés d'Algérie - Participation de la Ville. . . 400.000 F.  
(Dél. du C.M. n° 63 / 3.020 du 6 mars 1963).
- Jardin des Plantes. Roseraie. Continuation des travaux . . . 100.000 «  
(Dél. du C.M. n° 64 / 6.014 du 3 mars 1964).
- Lycée technique de jeunes filles Valentine Labbé. Gros travaux d'entretien . . . 322.000 «  
(Dél. du C.M. n° 64 / 7.008 du 3 mars 1964).
- Théâtre Sébastopol. Travaux de modernisation. Aménagements, transformations, améliorations. Crédit complémentaire . . . 508.190 «  
(Dél. du C.M. n° 64 / 7.037 du 3 mars 1964).



— Bains Liberté. Aménagement de bains-baignoires. Crédit complémentaire . . . . .	400.000 «
(Dél. du C.M. n° 64 /7.051 du 3 mars 1964).	
— Institut de chimie. Gros travaux d'entretien . . . . .	131.000 «
(Dél. du C.M. n° 64 /7.065 du 3 mars 1964).	
— Monuments publics. Éclairage . . . . .	100.000 «
(Dél. du C.M. n° 64 /7.077 du 3 mars 1964).	
— Bancs publics . . . . .	108.000 «
(Dél. du C.M. n° 64 /6.079 du 3 mars 1964).	

Les difficultés rencontrées auprès des caisses de crédit public pour la réalisation de nos emprunts ne nous ont pas permis d'assurer, jusqu'à présent, le financement de la totalité des dépenses afférentes à ces travaux dont certains, en raison de l'urgence qui s'attachait à leur exécution, ont dû faire l'objet d'une décision de financement provisoire sur fonds généraux lors de la présentation des rapports visant leur inscription à nos documents budgétaires.

Considérant que le disponible qui est dégagé du compte administratif de 1963 apparaît comme suffisant, nous estimons qu'il convient de décider l'imputation définitive sur les fonds généraux des dépenses indiquées ci-dessous :

— Construction par l'Office Public Municipal d'H.L.M. de 40 logements destinés aux rapatriés d'Algérie. Participation de la Ville . .	400.000 «
— Jardin des Plantes. Roseraie. Continuation des travaux. . . . .	100.000 «
— Lycée technique de jeunes filles Valentine Labbé. Gros travaux d'entretien :	
— Crédit ouvert . . . . .	322.000 F.
— Emprunt en cours de réalisation . . . . .	100.000 «
Reste à réaliser . . . . .	222.000 F.
Affectation . . . . .	222.000 «
— Théâtre Sébastopol. Travaux de modernisation. Aménagements, transformations, améliorations :	
— Crédit ouvert : 508.190 — Affectation . . . . .	500.000 «
— Bains Liberté. Aménagement de bains-baignoires . . . . .	400.000 «
— Institut de chimie. Gros travaux d'entretien . . . . .	131.000 «
— Monuments publics. Éclairage . . . . .	100.000 «
— Bancs publics :	
— Crédit ouvert : 108.000 — Affectation . . . . .	50.000 «
TOTAL . . . . .	1.903.000 F.
	=====

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de ratifier cette proposition et de décider l'annulation, en recettes, des sommes ci-dessus correspondant au montant des emprunts devenus sans objet.

Adopté.



N° 64/ 3.110. — INSUFFISANCES DE CRÉDITS « MATÉRIEL ». CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES. EXERCICE 1964.

MESDAMES, MESSIEURS,

Divers crédits du budget primitif et du budget supplémentaire s'avèrent insuffisamment dotés au regard des dépenses engagées. Certaines dépenses ont dû, par ailleurs, faire l'objet d'inscriptions nouvelles.

Ci-après le relevé de ces crédits, le montant des insuffisances et leur causes.

CHAPITRES	ARTICLES	NATURE DE LA DÉPENSE	SOMMES
		<i>Section ordinaire.</i>	
II	1	Economat. Fournitures diverses (hausse des prix et accroissement des besoins de certains services) . . .	18.000 F.
II	2	Frais d'impressions et de reliures (fourniture d'imprimés spéciaux pour différents services) . . . . .	25.000 »
II	4	Bureaux de l'Hôtel de Ville (acquisition de machines à calculer) . . . . .	24.543 »
II	6	Hôtel de Ville. Eclairage. Installations et matériel électriques divers (crédit insuffisamment doté) . .	10.000 »
II	14	Assurance de la Ville contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, en vertu des lois et décrets en vigueur, du fait de ses biens et de son personnel (augmentation de la cotisation par suite de la hausse des salaires) . . . . .	1.000 »
IX	4	Curage, entretien et extension du réseau d'égouts et canaux intérieurs. Dépenses diverses (extension du programme de construction et de raccordement de nouveaux égouts) . . . . .	150.000 »
IX	10	Cimetières. Travaux d'entretien (acquisition d'une pelle mécanique) . . . . .	30.000 »
XIV	1	Entretien et extension des voies publiques (extension du programme de reconstruction de chaussées et d'aménagement d'aires de stationnement) . . . .	155.000 »
XIV	5	Eclairage public. Extension, modernisation et grosses réparations (aménagement de la place Barthélémy Dorez) . . . . .	50.000 »
XIV	6	Eclairage public. Entretien des installations (crédit insuffisamment doté) . . . . .	50.000 »
XIV	7	Signalisation, éclairage. Entretien et extension (aménagement de la place Barthélémy Dorez) . . . . .	50.000 »
XVII bis	1	Collecte des résidus urbains. Convention avec la Société T.R.U. Redevance (augmentation due à la hausse des salaires à compter du 1/4/1964) . . . . .	75.000 »
XVII bis	3	Eaux (augmentation des achats d'eau à la S.E.N. et insuffisance des dotations relatives à l'entretien des branchements, conduites et des bâtiments) . . . .	750.000 »
XVII bis	4	Eaux. Adduction dans les cours et cités (ordre) . . .	20.000 »
XVII bis	5	Bains municipaux et école de natation (crédit insuffisamment doté) . . . . .	40.000 »



CHAPITRES	ARTICLES	NATURE DE LA DÉPENSE	SOMMES
XVII bis	6	Transports automobiles (achat de pneumatiques et renouvellement d'outillage) . . . . .	7.500 »
XIX	1	Propriétés communales. Entretien. Travaux, fournitures et aménagements divers (crédit insuffisamment doté) . . . . .	100.000 »
XIX	4	Promenades et jardins publics. Entretien, aménagements Travaux neufs et d'amélioration (acquisition de matériel) . . . . .	25.000 »
XIX	8	Bâtiments communaux. Chauffage (crédit insuffisamment doté) . . . . .	55.000 »
XIX	13	Monuments historiques. Menues réparations (fonds de concours pour travaux de réfection à l'Hospice Comtesse et à la Porte de Gand) . . . . .	8.500 »
XXI	16	Bâtiments scolaires. Chauffage (crédit insuffisamment doté) . . . . .	23.000 »
XXI	36	Cours professionnels de garçons. Équipement. Subvention de l'Etat. Emploi . . . . .	20.000 »
XXVI	1	Crèches municipales (augmentation du coût de certains produits de nettoyage) . . . . .	2.500 »
XXVI	9	Blanchissage du linge des vieillards isolés ou impotents (insuffisance due à l'accroissement du nombre des bénéficiaires) . . . . .	5.000 »
XXVII bis	1	Caisse des écoles (ajustement des dépenses de personnel)	350.000 »
XXIX bis	1	Ecole des Beaux-Arts (crédit insuffisamment doté) . .	4.000 »
XXIX bis	3	Conservatoire. Dépenses de fonctionnement (crédit insuffisamment doté) . . . . .	2.000 »
XXIX bis	17	Cérémonies publiques et manifestations diverses. Frais d'organisation (insuffisance de la dotation affectée aux fêtes, réceptions, cérémonies diverses et dépenses supplémentaires occasionnées par les manifestations organisées à l'occasion du XX <sup>e</sup> anniversaire de la libération de Lille) . . . . .	27.000 »
XXX	29	Assurance contre les accidents causés aux tiers par les véhicules appartenant à la Ville (augmentation de la prime due à l'accroissement du nombre des véhicules) . . . . .	10.000 »
XXX	40	Frais d'adjudication (ordre) . . . . .	3.000 »
XXX	48	Zone bleue. Disques de contrôle. Règlement à « l'Avenir-Publicité » d'une ristourne de 10 % (crédit fixé selon la recette encaissée pour vente de disques) . . . . .	100 »
XXXIII	2	Charges sur exercices antérieurs (insuffisance des reports ci-après détaillés). . . . .	8.053,35 »
Références :			
II/10 - Frais d'assiette et de perception :			
1 <sup>o</sup> du droit de licence sur les débits de boissons ; 2 <sup>o</sup> de la taxe locale sur les ventes			
		5.238,82	



CHAPITRES	ARTICLES	NATURE DE LA DÉPENSE	SOMMES
		II/12 - Assurance de la Ville contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, en vertu des lois et décrets en vigueur, du fait de ses biens et de son personnel . . . . .	564,53
		IX/19 - Frais d'inhumation des indigents domiciliés à Lille, décédés dans les hôpitaux et hospices. Exercices 1961 à 1963. . . . .	2.250,00
			8.053,35
			=====
		<i>Section extraordinaire.</i>	
XXXV	4	Musée d'histoire naturelle. Collections. Acquisition de matériel de présentation (crédit insuffisamment doté) . . . . .	360 »
XXXV	15	Services financiers. Acquisition d'une machine comptable. Provision . . . . .	50.000 »
		TOTAL . . . . .	2.149.556,35
			=====

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir voter ces crédits qui seront inscrits au budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

**N° 64/ 3.111. — VILLE DE LILLE. COMPTE ADMINISTRATIF. EXERCICE 1963.**

Rapport de M. l'Adjoint délégué aux Finances,

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions de l'article 270 du Code municipal, nous vous soumettons, pour avis, le compte administratif du Maire pour l'année 1963.

Le compte administratif de 1963 accuse sur les opérations réalisées (titres de recettes et mandats émis) un excédent de recettes de 21.932.889,78 F. suivant détail ci-après :



— Recettes réalisées pendant l'exercice 1963		
— Section ordinaire . . . . .	97.823.784,28	
— Section extraordinaire . . . . .	24.923.789,45	
		122.747.573,73
— Dépenses acquittées pendant le même exercice		
— Section ordinaire . . . . .	71.346.579,06	
— Section extraordinaire . . . . .	29.468.104,89	
		100.814.683,95
— Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1963 . . . . .	21.932.889,78	=====

Compte tenu des opérations effectuées et de celles restant à réaliser, le bilan réel de la Ville se présente comme suit :

*Total des recettes.*

— Excédent ordinaire de recettes de l'exercice précédent . . . . .	22.402.013,00	
— Titres émis au cours de l'exercice . . . . .	100.345.560,73	
Droits acquis au 31 mars 1964 . . . . .	122.747.573,73	
Recettes restant à réaliser . . . . .	71.381.990,05	
		194.129.563,78

*Total des dépenses.*

— Excédent extraordinaire de dépenses de l'exercice précédent . . . . .	3.485.571,32	
— Mandat émis au cours de l'exercice . . . . .	97.329.112,63	
Droits constatés au 31 mars 1964 . . . . .	100.814.683,95	
Dépenses restant engagées . . . . .	85.862.862,14	
Crédits grevés d'affectation spéciale . . . . .	3.127.415,92	
(état A du budget supplémentaire de 1964)		189.804.962,01
Excédent de recettes disponible à la clôture de l'exercice 1963 . . . . .	4.324.601,77	=====

Cet excédent constitue le montant des ressources disponibles de l'exercice 1963 qui sera repris au budget supplémentaire de 1964.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir approuver le compte administratif de 1963 tel qu'il est ci-après détaillé :



## COMPTE ADMINISTRATIF DE 1963

I) *Compte des droits acquis et des droits constatés au cours de l'exercice 1963.*

TITRES DE RECETTES ÉMIS		MANDATS ÉMIS	
A) Opérations relatives aux exercices antérieurs			
Section		Section	
ordinaire . . . . .	788.164,74	ordinaire . . . . .	4.014.106,24
Section		Section	
extraordinaire. 17.805.580,09		extraordinaire. 19.004.504,58	
Droits acquis . . . . .	18.593.744,83	Droits constatés . . . . .	23.018.610,82
Excédent de dépenses sur les opérations relatives aux exer- cices antérieurs . . . . .	4.424.865,99		
	23.018.610,82		23.018.610,82
	=====		=====

B) *Opérations propres à l'exercice 1963*

Droits acquis au 31 mars 1964 . . . . .	81.751.815,90	Droits constatés au 31 mars 1964 . . . . .	74.310.501,81
		Excédent de recettes sur les opé-	
		rations propres à l'exercice . . . . .	7.441.314,09
	81.751.815,90		81.751.815,90
	=====		=====

## RÉCAPITULATION

Excédent de recettes sur les opérations de l'exercice. . . . .	7.441.314,09
Excédent de dépenses sur les opérations relatives aux exercices	
antérieurs . . . . .	4.424.865,99
<i>Excédent de recettes de l'exercice . . . . .</i>	<i>3.016.448,10</i>
Excédent ordinaire de recettes à la clôture de l'exercice 1962 . . . . .	22.402.013,00
	25.418.461,10
Excédent extraordinaire de dépenses à la clôture de l'exercice 1962 . . . . .	3.485.571,32
<i>Excédent de recettes à la clôture sur opérations effectuées . . . . .</i>	<i>21.932.889,78</i>
Conforme au compte du Trésorier Principal.	=====



II) Situation financière générale.

Compte tenu des opérations à continuer au budget supplémentaire de 1964.

ACTIF			PASSIF		
	SOMMES	TOTAUX		SOMMES	TOTAUX
Excédent de recettes à la clôture sur opérations effectuées .	21.932.889,78		Dépenses restant engagées . . . . .	85.862.862,14	
			Crédits grevés d'affectation spéciale . . . . .	3.127.415,92	
					88.990.278,06
Recettes restant à réaliser . . . . .	71.381.990,05	93.314.879,83	Excédent de recettes disponible à la clôture de l'exercice 1963 . . . . .		4.324.601,77
		93.314.879,83			93.314.879,83
		=====			=====

III) Récapitulation générale.

A) RECETTES

Excédent ordinaire de recettes de l'exercice  
1962 . . . . . 22.402.013,00

Droits acquis au cours de l'exercice 1963

1) au titre des opérations relatives aux exercices antérieurs 18.593.744,83

2) au titre des opérations de l'exercice 1963. . . . . 81.751.815,90

100.345.560,73

122.747.573,73

Recettes restant à réaliser et reportées au budget supplémentaire suivant situation financière générale . . . . . 71.381.990,05

TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES . . . . . 194.129.563,78

=====



## B) DÉPENSES

Excédent extraordinaire de dépenses de l'exercice 1962 . . . . .	3.485.571,32	
<i>Droits constatés au cours de l'exercice 1963 . . .</i>		
1) au titre des opérations relatives aux exercices antérieurs . . . . .	23.018.610,82	
2) au titre des opérations de l'exercice 1963. . . . .	74.310.501,81	
		97.329.112,63
		100.814.683,95
Dépenses restant engagées et reportées au budget supplémentaire suivant situation financière générale . . . . .	88.990.278,06	
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES . . . . .		189.804.962,01
Excédent de recettes disponible à la clôture de l'exercice 1963 . . .		4.324.601,77

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 566).*

N° 64 / 3.112. — VILLE DE LILLE. COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER PRINCIPAL. EXERCICE 1963.

MESDAMES, MESSIEURS,

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir prendre la délibération suivante concernant l'approbation du compte de gestion de M. le Trésorier Principal.

Le Conseil Municipal,

Après s'être fait représenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 1963 et les autorisations spéciales qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ; Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 1963 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 1962, celui de tous les titres de recettes émis



et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1<sup>o</sup> Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 1963 au 31 décembre 1963, y compris celles relatives à la journée complémentaire, fixe comme suit le total des masses et le total des soldes figurant au compte de gestion à la clôture de la gestion :

SUBDI-VISIONS	SOLDES AU DÉBUT DE LA GESTION		OPÉRATIONS CONSTATÉES AU COURS DE LA GESTION		SOLDES A LA CLÔTURE DE LA GESTION	
	DÉBITEURS	CRÉDITEURS	DÉBIT	CRÉDIT	DÉBITEURS	CRÉDITEURS
Budgétaire .	—	18.916.441,68	97.329.112,63	100.345.560,73	—	21.932.889,78
Hors budget.	18.916.441,68	—	316.283.791,93	313.267.343,83	21.932.889,78	—
	18.916.441,68	18.916.441,68	413.612.904,56	413.612.904,56	21.932.889,78	21.932.889,78
	=====	=====	=====	=====	=====	=====

2<sup>o</sup> Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 1963, arrête comme suit, les résultats totaux des différentes sections budgétaires et des budgets annexes :

SUBDI-VISIONS	RÉSULTATS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT		OPÉRATIONS DE L'EXERCICE		RÉSULTATS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
	DÉFICITS	EXCÉDENTS	MANDATS ÉMIS	TITRES ÉMIS	DÉFICITS	EXCÉDENTS
Sections						
Ordinaire .	—	22.402.013,00	71.346.579,06	75.421.771,28	—	26.477.205,22
Extraordin.	3.485.571,32	—	25.982.533,57	24.923.789,45	4.544.315,44	—
	3.485.571,32	22.402.013,00	97.329.112,63	100.345.560,73	4.544.315,44	26.477.205,22
	=====	=====	=====	=====	=====	=====

3<sup>o</sup> Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives, arrête les opérations de cette comptabilité comme suit :

Total des soldes repris au début de la gestion . . . . .	1.710.089,12
Total des opérations constatées au cours de la gestion. . . . .	6.086.157,85
Total des soldes à la clôture de la gestion . . . . .	1.029.326,41

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 1963, par le Trésorier Principal, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.

Adopté.



## N° 64/ 3.113. — VILLE DE LILLE. BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DE 1964.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget supplémentaire de 1964 que nous soumettons à votre examen se présente comme suit :

## BALANCE

Recettes totales . . . . .	105.765.605,65
Dépenses totales . . . . .	105.765.001,82
Excédent de recettes . . . . .	603,83
	===

En voici la décomposition :

Le compte administratif de 1963, également soumis à votre examen, fait apparaître, sur les opérations réalisées au cours de l'exercice, un excédent de recettes ordinaires sur titres et mandats émis de . . . . . 26.477.205,22

A cette somme il convient d'ajouter le montant des recettes restant à réaliser au titre des exercices antérieurs tel qu'il a été arrêté à la clôture de l'exercice 1963 :

a) <i>section ordinaire</i> : chapitre X article 2 . . . . .	801.292,02
b) <i>section extraordinaire</i> : chapitres XII à XVI . . . . .	70.580.698,03
	71.381.990,05
<i>Total des recettes</i> . . . . .	97.859.195,27
	=====

Pour connaître le reliquat disponible pouvant être utilisé au budget supplémentaire il y a lieu de retrancher de cette somme :

- 1° l'excédent de dépenses extraordinaires sur titres et mandats émis constaté au compte administratif de 1963 . . . . . 4.544.315,44  
=====
- 2° le montant des dépenses restant à mandater sur les exercices antérieurs, tel qu'il a été arrêté à la clôture de l'exercice 1963 :
 

a) <i>section ordinaire</i> : chapitre XXXIII article 2 . . . . .	7.060.543,57
b) <i>section extraordinaire</i> : chapitres XXXV à XXXVIII. . . . .	78.802.318,57
	85.862.862,14
	=====
- 3° les crédits réservés détaillés à l'état A annexé au budget supplémentaire qui ont été comptabilisés, soit comme « opérations nouvelles », soit comme dota-



tion complémentaire du crédit ouvert, pour le même objet, au budget primitif de 1964.

Leur montant s'élève à . . . . . 3.127.415,92

*Total des dépenses* . . . . . 93.534.593,50

*Excédent de recettes disponible* . . . . . 4.324.601,77

\* \* \*

Le disponible du compte administratif de 1963 étant ainsi dégagé, le budget supplémentaire se présente dès lors comme suit :

Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1963 . . . . . 4.324.601,77

Disponible du budget primitif de 1964 qui s'intègre dans le budget supplémentaire . . . . . 742,14

4.325.343,91

*Recettes nouvelles du budget supplémentaire.*

— section ordinaire . . . . . 734.690,81

— section extraordinaire . . . . . 9.073.977,43

(suivant détail au présent document) . . . . . 9.808.668,24

*Total des recettes* . . . . . 14.134.012,15

*Dépenses nouvelles du budget supplémentaire.*

Dotations des exercices antérieurs (chapitre XXXIII article 2 : « charges sur exercices antérieurs ») dont le montant est compris dans le rapport qui vous est soumis au cours de la présente séance au titre des « insuffisances de crédits », savoir :

Réf. II- 10 — Frais d'assiette et de perception : 1) du droit de licence sur les débits de boissons ; 2) de la taxe locale sur les ventes . . . . . 5.238,82

Réf. II- 12 — Assurance de la Ville contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, en vertu des lois et décrets en vigueur, du fait de ses biens et de son personnel . . . . . 564,53

Réf. IX- 19 — Frais d'inhumation des indigents domiciliés à Lille, décédés dans les hôpitaux et hospices. Exercices 1961 à 1963 . . . . . 2.250,00

8.053,35

*Opérations supplémentaires et nouvelles.*

— section ordinaire . . . . . 2.799.435,00

— section extraordinaire . . . . . 9.422.919,97

(suivant détail au présent document) . . . . . 12.222.354,97

*Total des dépenses* . . . . . 12.230.408,32



## RÉCAPITULATION

— RECETTES . . . . .	14.134.012,15
— DÉPENSES . . . . .	12.230.408,32

EXCÉDENT DE RECETTES DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE . . . 1.903.603,83

Il convient de déduire de cet excédent le montant des dépenses dont le financement, prévu à l'origine par voie d'emprunt, vous est proposé sur les fonds généraux conformément au rapport soumis à cet effet au cours de la présente séance :

— Lycée technique de jeunes filles Valentine Labbé.	
Gros travaux d'entretien . . . . .	222.000 F.
— Institut de chimie. Gros travaux d'entretien . .	131.000 F.
— Théâtre Sébastopol. Travaux de modernisation . .	500.000 F.
— Bains Liberté. Aménagement de bains-baignoires. .	400.000 F.
— Monuments publics. Éclairage . . . . .	100.000 F.
— Bancs publics . . . . .	50.000 F.
— Jardin des plantes. Roseraie. Travaux . . . . .	100.000 F.
— Construction par l'O.P.M.H.L.M. de 40 logements destinés aux rapatriés d'Algérie. Participation de la Ville . . . . .	400.000 F.
	<hr/>
	1.903.000,00

<i>Excédent réel du budget supplémentaire de 1964 . . . . .</i>	<i>603,83</i>
	<i>==</i>

\*  
\*  
\*

Nous vous donnons ci-après le détail des opérations de recettes et de dépenses nouvelles et supplémentaires correspondant aux totaux généraux repris ci-dessus.

## Opérations nouvelles.

## RECETTES.

De nombreuses inscriptions ont fait l'objet d'articles d'ordre dont il est donné le détail dans la partie « dépenses » du présent rapport pour un montant de . . . . . 9.060.797,31

Au cours de séances précédentes, le Conseil Municipal a, par ailleurs, donné son accord pour l'inscription des recettes ci-après :

## Section ordinaire

CHAP.	ART.	
IX	21	Lycée Fénelon. Liquidation du fonds de réserve. Part de la Ville . . . . . 36.620,28 (dél. du C.M. n° 64 /3.030 du 5-6-1964)
IX	22	Aide ménagère au domicile des personnes âgées. Convention avec le bureau d'aide sociale. Prévision . . 140.000,00 (dél. du C.M. n° 64 /2.004 du 3-3-1964)



CHAP.	ART.	Section extraordinaire		
XVI	28	Manifestation d'étudiants du 6 décembre 1963. Règlement d'une indemnité. Participation de l'Etat . (dél. du C.M. n° 64/66 du 5-6-1964)	1.710,12	178.330,40

Vous êtes, en outre, appelés à décider, au titre du présent rapport des inscriptions suivantes :

CHAP.	ART.	Section ordinaire		
IV	2	Frais d'adjudication. Remboursement. Recette complémentaire . .	3.000,00	
V	2	Distribution d'eau. Adduction dans les cours et cités. Remboursement par les propriétaires. Recette complémentaire . . . . .	20.000,00	
VIII	24	Reliure des registres de l'état-civil. Remboursement par l'Etat des dépenses effectuées. Années 1961 à 1963 . . . . .	3.207,10	
VIII	25	Lycée technique Baggio. Remboursement de la part des dépenses acquittées par la Ville et à la charge de l'Etat. Période du 15.9 au 31.12.1962	108.991,07	
VIII	26	Lycée technique municipal Valentine Labbé. Contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement . . .	35.450,32	
IX	7	Code de la famille. Fonds national de compensation des allocations familiales géré par la Caisse des Dépôts et Consignations . . . . .	362.005,68	
IX	16	Zone bleue. Ristourne à la Ville sur la publicité commerciale des disques	1.000,00	
CHAP.	ART.			
IX	20	Bâtiments communaux. Consommation d'électricité haute-tension. Nouveau contrat. Remboursement par l'E.D.F. du trop perçu . . .	14.886,36	
CHAP.	ART.	Section extraordinaire		
XVI	29	Infraction à la législation sur le permis de conduire. Astreinte . . . .	13.150,00	561.690,53
		(suivant rapport particulier soumis au cours de la présente séance)		9.800.818,24



*A ajouter — pour mémoire — opération d'ordre.*

CHAP.	ART.		
IV	37	Ecole de plein air pour enfants de moins de 6 ans. Création. Participation financière des familles, des personnels enseignant et municipal . . . . .	7.850,00
<i>Total des recettes nouvelles . . . . .</i>			<u>9.808.668,24</u> =====

*Dépenses.*

Voici le détail des crédits d'ordre couverts par l'inscription d'articles correspondants en recettes et comprenant :

*1° Crédits inscrits conformément aux décisions antérieurement votées par le Conseil Municipal :*

CHAP.	ART.	Section ordinaire	
XXIX bis	31	Conservatoire de musique. Attribution d'une bourse à deux élèves méritants. Subvention de l'Etat. Emploi . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /3.068 du 5-6-1964)	1.680,00
CHAP.	ART.	Section extraordinaire	
XXXV	14	Service de lutte contre l'incendie. Aménagement de points d'eau. Subvention du Département. Emploi . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /5.008 du 5-6-1964)	1.120,00
XXXVII	215	Construction de collecteurs. Subvention de l'Etat. Emploi . . . . .	1.170.000,00
XXXVII	216	Construction de collecteurs. Participation de la Ville. Emprunt. Emploi . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /6.026 du 5-6-1964)	230.000,00
XXXVII	217	Lycée Fénelon. Aménagement de locaux scientifiques. Transfert du cabinet médical. Part de la Ville. Emprunt. Emploi . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /7.082 du 5-6-1964)	118.500,00
XXXVII	218	Lycée Fénelon. Aménagement de locaux scientifiques. Transfert du cabinet médical. Subvention. Emploi . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /7.083 du 5-6-1964)	118.500,00
XXXVIII	4	Dommages de guerre. . . . . (dél. du C.M. n° 64 /7.129 du 5-6-1964)	37.626,11
			<u>1.677.426,11</u> =====



2<sup>o</sup>) *Crédits dont l'inscription vous est proposée au titre du présent document ou par un rapport qui vous est soumis au cours de la présente séance :*

CHAP.	ART.	Section extraordinaire	
XXXVII	219	— Signalisation. Circulation. Travaux d'équipement. Emprunt. Emploi .	400.000,00
XXXVII	220	— Abattoirs. Modernisation. Travaux de terrassement exécutés pour le compte des Ponts et Chaussées . .	160.000,00
XXXVII	221	— Collège d'enseignement technique rue de Turenne. Construction. Participation de la Ville. Emprunt. Emploi . . . . .	2.172.338,40
XXXVII	222	— Lycée classique et moderne mixte bd. Carnot. Construction. Participation de la Ville. Emprunt. Emploi . . . . .	1.448.940,00
XXXVII	223	— Bibliothèque municipale. Construction. Crédit complémentaire. Emprunt. Emploi . . . . .	299.000,00
XXXVII	224	— Bibliothèque municipale. Construction. Subvention complémentaire de l'Etat. Emploi . . . . .	161.000,00
XXXVII	225	— Collège d'enseignement technique, rue de Turenne. Construction. Subvention du Département. Reversement à l'Etat . . . . .	724.112,80
XXXVII	226	— Lycée classique et moderne mixte, boulevard Carnot. Construction. Subvention du Département. Reversement à l'Etat . . . . .	482.980,00
XXXVII	230	— Constructions scolaires. Classes mobiles. Subventions de l'Etat et du Département. Emploi . . . .	35.000,00
XXXVII	231	— Fonds spécial d'investissement routier. 4 <sup>e</sup> tranche de financement. Emprunt. Emploi . . . . .	600.000,00
XXXVII	232	— Fonds spécial d'investissement routier. 4 <sup>e</sup> tranche de financement. Subvention de l'Etat. Emploi . . .	600.000,00
XXXVII	234	— Aménagement du carreau des marchés. 2 <sup>e</sup> tranche. Emprunt. Emploi .	300.000,00
			7.383.371,20
<i>Total des crédits d'ordre . . . . .</i>			9.060.797,31
			=====



Nous avons pu, par l'utilisation de l'excédent de recettes, affecter à différents services municipaux, les dotations ci-après nécessaires à leur fonctionnement. Ces dotations sont reprises et motivées dans le rapport d'insuffisances de crédits qui vient de vous être présenté.

CHAP.	ART.	Section ordinaire	
II	1	Economat. Fournitures diverses (hausse des prix et accroissement des besoins de certains services) . . . .	18.000,00
II	2	Frais d'impressions et de reliures (fournitures d'imprimés spéciaux pour différents services) . . . . .	25.000,00
II	4	Bureaux de l'Hôtel de Ville (acquisition de machines à calculer) . . . .	24.543,00
II	6	Hôtel de Ville. Eclairage. Installations et matériel électriques divers (crédit insuffisamment doté) . . . .	10.000,00
II	14	Assurance de la Ville contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, en vertu des lois et décrets en vigueur, du fait de ses biens et de son personnel (augmentation de la cotisation par suite de la hausse des salaires) . . . . .	1.000,00
IX	4	Curage, entretien et extension du réseau d'égouts et canaux intérieurs. Dépenses diverses (extension du programme de construction et de raccordement de nouveaux égouts) .	150.000,00
IX	10	Cimetières. Travaux d'entretien (acquisition d'une pelle mécanique) .	30.000,00
XIV	1	Entretien et extension des voies publiques (extension du programme de reconstruction de chaussées et d'aménagement d'aires de stationnement) . . . . .	155.000,00
XIV	5	Eclairage public. Extension, modernisation et grosses réparations (aménagement de la Place Barthélémy Dorez) . . . . .	50.000,00
XIV	6	Eclairage public. Entretien des installations (crédit insuffisamment doté) . . . . .	50.000,00
XIV	7	Signalisation, éclairage. Entretien et extension (aménagement de la place Barthélémy Dorez) . . . . .	50.000,00



CHAP.	ART.		
XVII bis	1	Collecte des résidus urbains. Convention avec la Société T.R.U. Redevance (augmentation due à la hausse des salaires à compter du 1.4.1964).	75.000,00
XVII bis	3	Eaux (augmentation des achats d'eau à la S.E.N. et insuffisance des dotations relatives à l'entretien des branchements conduites et des bâtiments) . . . . .	750.000,00
XVII bis	4	Eaux. Adduction dans les cours et cités (ordre) . . . . .	20.000,00
XVII bis	5	Bains municipaux et école de natation (crédit insuffisamment doté) .	40.000,00
XVII bis	6	Transports automobiles (achat de pneumatiques et renouvellement d'outillage) . . . . .	7.500,00
XIX	1	Propriétés communales. Entretien. Travaux, fournitures et aménagements divers (crédit insuffisamment doté) . . . . .	100.000,00
XIX	4	Promenades et jardins publics. Entretien, aménagements. Travaux neufs et d'amélioration (acquisition de matériel) . . . . .	25.000,00
XIX	8	Bâtiments communaux. Chauffage (crédit insuffisamment doté) . . .	55.000,00
XIX	13	Monuments historiques. Menues réparations (fonds de concours pour travaux de réfection à l'Hospice Comtesse et à la Porte de Gand) .	8.500,00
XXI	16	Bâtiments scolaires. Chauffage (crédit insuffisamment doté) . . . .	23.000,00
XXI	36	Cours professionnels de garçons. Equipement. Subvention de l'Etat. Emploi. . . . .	20.000,00
XXVI	1	Crèches municipales (augmentation du coût de certains produits de nettoyage) . . . . .	2.500,00
XXVI	9	Blanchissage du linge des vieillards isolés ou impotents (insuffisance due à l'accroissement du nombre des Lénéficiaries) . . . . .	5.000,00
XXVII b	1	Caisse des écoles (rajustement des dépenses de personnel) . . . . .	350.000,00
XXIX b	1	Ecole des beaux-arts (crédit insuffisamment doté) . . . . .	4.000,00



CHAP.	ART.		
XXIX b	3	Conservatoire. Dépenses de fonctionnement (crédit insuffisamment doté) . . . . .	2.000,00
XXIX b	17	Cérémonies publiques et manifestations diverses. Frais d'organisation (insuffisance de la dotation affectée aux fêtes, réceptions, cérémonies diverses et dépenses supplémentaires occasionnées par les manifestations organisées à l'occasion du XX <sup>e</sup> anniversaire de la libération de Lille . . . . .	27.000,00
XXX	29	Assurance contre les accidents causés aux tiers par les véhicules appartenant à la Ville (augmentation de la prime due à l'accroissement du nombre des véhicules) . . . . .	10.000,00
XXX	40	Frais d'adjudication (ordre) . . . . .	3.000,00
XXX	48	Zone bleue. Disques de contrôle. Règlement à « l'Avenir Publicité » d'une ristourne de 10 % (crédit fixé selon la recette encaissée pour vente de disques) . . . . .	100,00

CHAP.	ART.	Section extraordinaire	
XXXV	4	Musée d'histoire naturelle. Collections. Acquisition de matériel de présentation (crédit insuffisamment doté) . . . . .	360,00
XXXV	15	Services financiers. Acquisition d'une machine comptable. Provision . . .	50.000,00
			<hr/> 2.141.503,00

Vous êtes également appelés à ratifier, au cours de la présente séance, l'inscription de certaines dépenses non reprises ci-dessus, pour lesquelles un rapport spécial a été établi, savoir :

CHAP.	ART.	Section ordinaire	
II	16	Acquisition de 500 ex. de « l'Alimentation Familiale » . . . . .	1.262,00
XXI	37	Classes de neige. Campagne 1964/65. Participation de la Ville . . .	20.000,00



CHAP.	ART.		
XXVIII	97	Fédération nationale « Force Ouvrière » des mineurs, miniers et similaires. Congrès triennal à Lille. Subvention . . . . .	3.000,00
XXIX b	17	Théâtre Populaire des Flandres. Subvention complémentaire . . . . .	12.000,00

CHAP.	ART.	Section extraordinaire	
XXXV	15	Services financiers. Acquisition d'une machine comptable . . . . .	24.225,00
XXXV	16	Service médico-social. Acquisition d'un appareil de radiodiagnostic . .	14.000,00
XXXVI	10	Plan d'urbanisme. Travaux de démolition . . . . .	40.000,00
XXXVII	227	Programme socio-éducatif et sportif. Auberge de la jeunesse. Travaux de transformations et d'aménagements. Crédit complémentaire . . . . .	40.000,00
XXXVII	228	Monuments historiques. Palais Rihour. Gros travaux de restauration. 1 <sup>re</sup> tranche. Fonds de concours. Crédit complémentaire . . . . .	16.000,00
XXXVII	229	Constructions scolaires. Classes mobiles. Part de la Ville . . . . .	75.000,00
XXXVII	233	Lotissement des terrains de Mautpertus et Fermanville . . . . .	20.000,00

265.487,00

Il convient, enfin, de tenir compte des crédits votés au cours de séances précédentes, savoir :

CHAP.	ART.	Section ordinaire	
I	18	Allocation temporaire d'invalidité instituée par la loi du 20 décembre 1961 en faveur des agents permanents des collectivités locales. Cotisation de la Ville . . . . . (dél. du C.M. n° 64/50 du 5-6-1964)	50.000,00
I	19	Allocation temporaire d'invalidité instituée par la loi du 20 décembre 1961 en faveur des agents permanents des collectivités locales. Dispositions transitoires prévues par le décret n° 63/1.346 du 24 décembre 1963. Cotisation de la Ville. Provision . . . . . (dél. du C.M. n° 64/51 du 5-6-1964)	1.000,00



CHAP.	ART.		
IX	16	Frais d'inhumation des indigents domiciliés à Lille, décédés dans les hôpitaux et hospices. Exercice 1964. (dél. du C.M. n° 64 /2.007 du 5-6-1964)	40.000,00
XXVI	12	Ristournes sur taxes locales et produits communaux. Relèvement . . (dél. du C.M. n° 64 /2.008 du 5-6-1964)	50.000,00
XXVII b	2	Bureau d'aide sociale. Subvention complémentaire . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /2.006 du 5-6-1964)	21.500,00
XXVIII	96	Lille Olympique Sporting Club. Subvention exceptionnelle . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /4.013 du 5-6-1964)	500.000,00

CHAP.	ART.	Section extraordinaire	
XXXV	13	Service de lutte contre l'incendie. Aménagement de points d'eau . . (dél. du C.M. n° 64 /5.008 du 5-6-1964)	1.680,00
XXXVIII	18	Manifestation d'étudiants du 6 décembre 1963. Règlement d'une indemnité. . . . . (dél. du C.M. n° 64 /66 du 5-6-1964)	2.137,66
XXXVIII	19	Centre de sécurité. Avant-projet. Règlement des honoraires . . . . (dél. du C.M. n° 64 /7.115 du 5-6-1964)	75.400,00
XXXVIII	20	Société d'économie mixte d'étude. Participation de la Ville . . . . . (dél. du C.M. n° 64 /3.075 du 5-6-1964)	5.000,00
			746.717,66

Le montant des dépenses supplémentaires et nouvelles, telles qu'elles sont ci-dessus détaillées, est arrêté à la somme de . . . . . 12.214.504,97

A ajouter — pour mémoire — opération d'ordre

CHAP.	ART.		
XX	12	Ecole de plein air pour enfants de moins de 6 ans. Création. Dépenses de personnel . . . . .	18.000,00
XXI	38	Ecole de plein air pour enfants de moins de 6 ans. Création. Dépenses de fonctionnement . . . . .	18.700,00
			36.700,00



— Prélèvement sur crédit inscrit au chapitre XXVII bis article 1 <sup>er</sup> du budget primitif de 1964 « Caisse des Ecoles » . . . . .	28.850,00
— Reste affecté au titre du budget supplémentaire . . . . .	7.850,00
	<u>12.222.351,97</u>
	=====

## RECAPITULATION

### RECETTES

— Excédent ordinaire sur titres et mandats émis . . .	26.477.205,22
— Excédent du budget primitif de 1964 . . . . .	742,14
— Opérations antérieures (restes à recouvrer) . . .	71.381.990,05
— Opérations nouvelles du budget supplémentaire . .	9.808.668,24
	<u>107.668.605,65</u>
à déduire : Financement sur fonds généraux de crédits prévus à l'origine par voie d'emprunt . . . . .	1.903.000,00
	<u>105.765.605,65</u>

### DEPENSES

— Excédent de dépenses extraordinaires sur titres et mandats émis . . . . .	4.514.315,44
— Opérations antérieures (restes à payer) . . . . .	85.862.862,14
— Crédits réservés . . . . .	3.127.415,92
— Dotations des exercices antérieurs . . . . .	8.053,35
— Opérations nouvelles du budget supplémentaire . .	12.222.351,97
	<u>105.765.001,82</u>
— Disponible du budget supplémentaire de 1964 . . . . .	603,83
	=====

\*\*\*

## CONCLUSION

Le compte administratif de 1963 accusait un excédent de 4.324.601,77 F. Adjonction faite, conformément aux instructions réglementaires, de l'excédent du budget primitif de 1964 (742,14 F.), le disponible s'élevait, à la clôture de l'exercice 1963, à 4.325.343,91 F.

La décomposition de cet excédent est donnée aux pages 1 et 2 du présent rapport.

D'importantes opérations de recettes nouvelles, au titre du budget supplémentaire, ont motivé l'inscription à ce document d'une somme de 9.808.668,24 F. dont le détail vous est donné plus avant.



Sur cette somme, les inscriptions d'ordre appelant l'ouverture en dépenses de crédits d'emploi d'un montant correspondant, se sont élevées à 9.068.647,31 F. C'est donc un supplément de recettes utilisables de 9.808.668,24 — 9.068.647,31 F. = 740.020,93 F., qui a pu être dégagé au titre des opérations nouvelles de recettes du budget supplémentaire et dont le montant, ajouté au disponible du compte administratif de 1963, a permis de couvrir, à concurrence de 4.325.343,91 + 740.020,93 = 5.065.364,84 F., les dépenses supplémentaires et nouvelles correspondant aux travaux ou réalisations jugés nécessaires par les commissions compétentes, suivant détail ci-après :

Ce disponible nous a permis, en effet, de compléter, pour un montant de . . . . . 2.141.503,00 les crédits ouverts à nos documents budgétaires pour le fonctionnement des services.

Le détail de ces importantes dotations vous a été donné dans le rapport qui vous a été présenté au cours de la présente séance, sous rubrique « Insuffisances de crédits « Matériel », Crédits complémentaires. Exercice 1964 », savoir :

— Montant des insuffisances . . . . . 2.149.556,35  
à déduire : exercices antérieurs . . . . . 8.053,35

2.141.503,00

=====

Les dotations complémentaires inscrites au titre des charges sur exercices antérieurs (page 3) se sont élevées à . . . . . 8.053,35

— D'autre part, les rapports adoptés au cours de la présente séance pour les divers objets dont il vous est donné le détail ci-avant (pages 9 et 10) ont motivé l'inscription de crédits nouveaux pour un montant de . . . . . 265.487,00 dont 229.225 F. à la section extraordinaire, somme sur laquelle 191.000 F. ont pu être affectés aux travaux neufs ou de gros entretien dont l'exécution est envisagée.

En outre, les décisions que vous avez adoptées au cours de séances antérieures et dont le détail est rappelé dans le présent rapport nécessitent que soient dégagés les crédits correspondants, savoir :

— section ordinaire . . . . . 662.500,00  
— section extraordinaire . . . . . 84.217,66

746.717,66

Rappelons enfin que vous venez de ratifier le financement sur les fonds généraux de crédits prévus par voie d'emprunt, pour un montant de . . . . . 1.903.000,00

5.064.761,01

— Excédent du budget supplémentaire . . . . . 603,83

5.065.364,84

=====



\*  
\* \*

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions d'émettre un avis favorable à l'adoption du budget supplémentaire de 1964.

*Adopté à l'unanimité des votants, M. Lubrez, Conseiller municipal U.N.R., s'étant abstenu (voir compte rendu analytique, page 567).*

---

**N° 64 / 4.026. — TRANSFORMATION DU LYCÉE TECHNIQUE NATIONALISÉ  
BAGGIO EN LYCÉE TECHNIQUE D'ÉTAT. VŒU.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des dispositions du décret interministériel n° 55-644 du 20 mai 1955 relatif au régime financier des collèges et pour faire suite aux délibérations du Conseil Municipal n° 349 du 12 juillet 1955 — n° 57 / 4.021 du 21 mai 1957 et n° 61 / 4.008 du 17 mars 1961, le lycée technique municipal « Baggio » a été transformé en lycée technique nationalisé à compter du 15 septembre 1962, le taux de la participation municipale aux dépenses de fonctionnement étant fixé à 40 %.

Au cours de sa réunion du 8 juin 1964, le Conseil d'Administration du lycée technique nationalisé « Baggio » a émis le vœu « que le lycée technique nationalisé soit transformé dès que possible en lycée Technique d'Etat » et a souhaité que dans ce but le Conseil Municipal adopte une délibération visant à obtenir cette modification de structure dans les meilleurs délais.

L'étatisation ne changerait en rien les relations entre la ville (qui resterait propriétaire des locaux) et le lycée technique. Toutefois les dépenses de fonctionnement seraient entièrement à la charge de l'Etat.

La structure de l'établissement qui prépare aux brevets de techniciens et compte de nombreuses classes de techniciens supérieurs est une structure de lycée technique d'Etat.

La nationalisation n'excluant pas une transformation ultérieure en lycée d'Etat mais en constituant bien plutôt un stade préalable, nous vous demandons, en accord avec votre commission de l'Instruction Publique, de bien vouloir adopter le vœu suivant :

Le Conseil Municipal de Lille, faisant sien le vœu émis par le Conseil d'Administration du lycée technique nationalisé « Baggio », demande que cet établissement soit transformé en lycée Technique d'Etat et souhaite que cette transformation intervienne dans les meilleurs délais.

*Adopté.*

---



**N° 64 / 4.027. — LYCÉE TECHNIQUE MUNICIPAL VALENTINE LABBÉ.  
MACHINES A CALCULER. ENTRETIEN. ABONNEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le lycée technique municipal « Valentine Labbé » dispose pour les besoins de la section « Bureau Commercial » d'une machine à calculer imprimante automatique « Victor » dont l'acquisition a été effectuée en 1962.

Le fournisseur, la Société Anonyme Grog et C<sup>ie</sup>, succursale de Lille, 25, rue Jacquemars Gielée s'est offert à maintenir cette machine en bon état de fonctionnement et à en prolonger la durée d'utilisation en procédant à son entretien régulier, aux conditions suivantes :

— Des inspections régulières auront lieu une fois au cours de chaque période trimestrielle. Les inspections comprennent le nettoyage, la lubrification et tous ajustements mécaniques nécessaires.

— Les dépannages exceptionnels entre les visites régulières d'inspection seront effectués gratuitement.

— Le remplacement du ruban sera assuré au cours de chaque visite d'inspection, gratuitement.

Ce service d'entretien nécessite la souscription d'un abonnement prévu pour une durée d'une année et qui se renouvellera par tacite reconduction pour une nouvelle période d'une année, sauf résiliation par écrit de part ou d'autre, deux mois avant l'échéance.

Le tarif annuel d'abonnement s'élève à 167,90 F. et M<sup>me</sup> la Directrice du Lycée technique municipal « Valentine Labbé » souhaite pouvoir bénéficier de ces dispositions qui prendraient effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964.

Votre commission de l'Instruction Publique a émis un avis favorable à la prise en considération de cette proposition et en conséquence, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à souscrire cet abonnement d'entretien, la dépense étant imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 5 du budget sous rubrique « Lycée technique municipal « Valentine Labbé ».

*Adopté.*

**N° 64 / 4.028. — ÉCOLE DE PLEIN AIR POUR ENFANTS DE MOINS DE  
SIX ANS. OUVERTURE. CONDITIONS DE  
FONCTIONNEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 64 / 4.036 du 8 novembre 1963, vous avez adopté les propositions relatives à la transformation de l'école maternelle-jardin d'enfants, les « P'tits Quinquins », en école de plein air pour enfants de moins de six ans.

Cette délibération ayant reçu l'approbation de l'autorité de tutelle le 30 juillet 1964, M<sup>me</sup> l'Inspectrice des écoles maternelles souhaite que l'établissement qui dispose :



- *sur le plan matériel* : d'espaces verts, de locaux aérés et adaptés au bon fonctionnement d'une école de plein air pour 50 à 60 enfants au maximum ;
  - *sur le plan pédagogique* : d'un personnel qualifié, puisque nanti du C.A.E.P.A. (arrêté ministériel du 20/11/63) ;
  - *sur le plan recrutement* : d'une population infantine recrutée spécialement par M. le Médecin-Inspecteur des Services Médicaux et Sociaux, sur le seul territoire de Fives, et présentant des caractéristiques physiques justifiant un régime spécial en ce qui concerne en particulier le rythme de vie et l'alimentation, conformément aux dispositions ministérielles du 16/1/1957 ;
  - *sur le plan médical* : d'un contrôle et d'une surveillance particulière assurés par les services de santé scolaire et universitaire,
- puisse fonctionner sous sa nouvelle dénomination dès la rentrée scolaire 1964/65.

Il y a donc lieu de déterminer les conditions dans lesquelles fonctionnera cette école :

Le service de garderie étant maintenu dans cette école maternelle de plein air, les enfants y seraient pris en charge à partir de 6 h. 30 et jusqu'à 19 heures chaque jour ouvrable de la semaine.

L'établissement fonctionnerait, comme l'école de plein air primaire « Désiré Verhaeghe, sous le régime de demi-internat.

Les écoliers y consommeraient, moyennant cotisation, le repas de midi et recevraient gratuitement le petit déjeuner et le goûter.

Les membres du personnel enseignant, le personnel de service et le personnel de cuisine pourraient également y prendre le repas de midi.

Le montant des participations s'établirait ainsi qu'il suit :

CATÉGORIE A : *Ecoliers inscrits dans l'établissement et qui reçoivent le petit déjeuner et le goûter* : 30 francs par mois quel que soit le nombre de jours, un abattement pour absences consécutives intervenant lorsque celles-ci excèdent le nombre de cinq dans le mois et sont reconnues justifiées. La gratuité sera accordée aux familles dont les ressources mensuelles en salaires auront été reconnues inférieures à 300 F. 10 francs par mois, en sus de la somme de 30 francs ci-dessus, seront versés par les familles pour le service de la garderie du matin et du soir.

CATÉGORIE B : *Membres du personnel enseignant exerçant dans l'établissement, membres du personnel municipal attaché à l'école de plein air maternelle* : 1,75 F. par repas.

CATÉGORIE C : *Personnel de cuisine de l'établissement* : 1,30 F. par repas.

Les recettes et les dépenses de fonctionnement du restaurant scolaire et de la garderie installés dans l'école maternelle-jardin d'enfants « Les P'tits Quinquins » étaient jusqu'ici inscrites au budget de la Caisse des Ecoles Municipale, organisme non habilité pour servir les régimes établis sur les indications du médecin dans cet établissement classé désormais dans la catégorie des écoles spéciales.

Les sommes détaillées ci-après seraient donc à dissocier du budget de la Caisse des Ecoles, pour figurer au budget de la Ville :



## A) RECETTES

Participation des familles, environ . . . . .	22.000 F
Participation des commensaux, environ . . . . .	2.000 »
Recettes totales . . . . .	24.000 F.

## B) DÉPENSES

a) denrées, environ . . . . .	30.000 F.
b) blanchisserie, environ . . . . .	500 »
c) dépenses diverses, environ . . . . .	26.500 »
d) <i>personnel de cuisine</i> :	
1 cuisinière et 2 aides titulaires . . . . .	27.000 »
e) <i>personnel assurant la garderie</i> :	
1 directrice et une adjointe, environ . . . . .	8.500 »
1 gardienne titulaire . . . . .	10.200 »
2 gardiennes auxiliaires . . . . .	8.500 »
Dépenses totales . . . . .	111.200 »
	=====

Compte tenu de la procédure d'admission des élèves, sont exclues les dépenses afférentes au transport et au convoiement.

Pour la période du 15 septembre au 31 décembre de la présente année, les sommes à inscrire en recettes et en dépenses seraient approximativement les suivantes :

## A) RECETTES.

Familles . . . . .	7.200 F.
-Commensaux . . . . .	650 »
Total . . . . .	7.850 F.
	=====

## B) DÉPENSES

a) denrées . . . . .	9.800 F.
b) blanchisserie . . . . .	150 »
c) dépenses diverses . . . . .	8.750 »
Personnel de cuisine . . . . .	9.000 »
Personnel de garderie . . . . .	9.000 »
Total . . . . .	36.700 F.
	=====

En accord avec vos commissions de l'Instruction Publique et des Finances, nous vous demandons de bien vouloir :

a) adopter les propositions qui précèdent en ce qui concerne les conditions de fonctionnement de l'école de plein air pour enfants de moins de 6 ans ;



b) décider l'ouverture au chapitre IV des recettes et XXI des dépenses du budget supplémentaire de 1964 des articles correspondants par prélèvement sur la dotation affectée à la Caisse des Ecoles à nos documents budgétaires.

*Adopté.*

N° 64 / 4.029. — CLASSES DE NEIGE. CAMPAGNE 1964-65. FINANCEMENT.

MESDAMES, MESSIEURS,

M. l'Inspecteur d'Académie a appelé notre attention sur l'expérience pédagogique et sociale que représente l'organisation des classes dites « classes de neige » dont il souhaiterait un plus large développement dans notre Département.

Les classes de neige appartiennent au type des « classes à mi-temps pédagogique » destinées à étudier l'introduction dans les programmes scolaires d'une plus grande part d'activités physiques en plein air.

Il s'agit de classes normales de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré envoyées exceptionnellement en montagne telles qu'elles ont été constituées à la rentrée scolaire : mêmes élèves et mêmes maîtres.

La circulaire ministérielle du 29 octobre 1963 a fixé les conditions relatives au fonctionnement des classes de neige pour la campagne 1963 /64 et les campagnes ultérieures et rappelé les principes établis par la circulaire du 21 mars 1961, notamment :

- a) le séjour à la neige est de *quatre semaines au moins* ;
- b) il est recommandé de grouper deux classes d'une trentaine d'élèves ;
- c) la participation de l'Etat est de l'ordre de 1.600 à 2.000 F. par classe ;
- d) une modeste participation est à demander aux familles (2,25 F. par jour et par enfant) ;
- e) le départ en montagne est organisé en accord avec les autorités académiques dont dépendent les classes, et sous leur contrôle, par les collectivités locales, départements et communes qui assurent la plus grande partie du financement.

La participation financière du département a été fixée à 5 F. par jour et par élève pour un séjour de trois semaines (Conseil Général - séance du 24 avril 1963).

Au cours de leurs dernières réunions, les Commissions de l'Instruction Publique et des Finances ont émis un avis favorable à l'envoi en montagne de deux classes de 30 élèves au cours de la campagne 1964 /65.

Le budget envisagé serait le suivant :



RECETTES	DÉPENSES
Participation familiale : 2,25 × 30 j. × 60 élèves . . . . 4.050 F.	Frais de transport : 80 F. × 66 . . . . . 5.280 F.
Subvention de l'Etat : 2 cl. × 1.800 F. . . . . 3.600 »	Frais d'hébergement : 10 F. × 30 j. × 66 . . . . . 19.800 »
Subvention du Département : 5 F. × 21 j. × 60 élèves . . . . 6.300 »	Blanchissage et entretien linge (enfants et personnel) 0,50 × 30 × 66 . . . . . 990 »
Excédent de dépenses à la charge de la Ville pour un séjour de 30 jours, 60 élèves + 6 personnes 19.470 »	Indemnités au personnel 2 instituteurs + 2 moniteurs d'E. P. . . . . 350 × 4 } 2 assist. sanitaires . . . . 210 × 2 } 2.660 » 2 moniteurs ski . . . . 420 × 2 } (sur place).
	Divers : remontées mécaniques, excursions, transports en autocar, menues dépenses . . . . . 500 »
	Skis (locations 15 × 66) . . . . . 990 »
	Assurances . . . . . 950 »
	Attributions vestimentaires aux élèves les plus nécessiteux : 20 anoraks . . . . . } 20 paires chaussures ski . . . } 2.250 » 20 pulls laine . . . . . }
33.420 F. =====	33.420 F. =====

En accord avec vos Commissions municipales précitées, nous vous prions de vouloir bien nous autoriser :

1° à faire bénéficier d'un séjour en montagne de 30 jours, deux classes de l'enseignement du premier degré, soit 60 élèves, accompagnés de deux instituteurs, de deux professeurs d'éducation physique et de deux assistants sanitaires ;

2° à signer le contrat à intervenir entre la ville et l'hôtelier appelé à héberger les enfants ;

3° à créer une régie d'avances en vue du règlement sur place des dépenses afférentes aux activités de plein air (indemnités aux moniteurs de ski, locations de skis, remontées mécaniques, excursions, transports en autocar, menues dépenses) ;

4° de décider l'inscription à nos documents budgétaires de 1964, des articles correspondant au financement des classes de neige pour la campagne 1964/65.

Adopté.



**N° 64/ 4.030. — ÉCOLE PRIMAIRE ÉLÉMENTAIRE PUBLIQUE DE GARÇONS  
ALFRED ROUSSEAU. AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT  
DE FONCTION. REMBOURSEMENT DE FRAIS DE  
DÉMÉNAGEMENT AU DIRECTEUR.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En raison de l'aménagement du logement de fonction de l'école primaire élémentaire publique de garçons Alfred Rousseau sise rue Hippolyte Lefebvre, le directeur M. Vasseur, avait dû, lors de la rentrée scolaire 1963, occuper un logement de fonction provisoire à l'école maternelle « La Fontaine », 95 bis, rue Saint-Gabriel.

Les travaux de réfection étant terminés, ce chef d'établissement a pu se transporter, le 23 juillet 1964, dans le logement de fonction de la rue Hippolyte Lefebvre.

Les frais de déménagement que ce transfert lui a occasionnés, frais dont la justification est produite, se sont élevés à quatre cent vingt-huit francs (428 F.)

Etant donné que ce déménagement n'a pas été effectué pour convenance personnelle, mais par raison majeure et indépendante de sa volonté, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Instruction publique et des Bibliothèques et avec celle des Finances, de bien vouloir décider que ces frais seront remboursés à M. Vasseur.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXX, article 30 du budget primitif de 1964 sous l'intitulé « Réserve pour paiement des dettes d'exercices antérieurs ».

*Adopté.*

**N° 64/ 4.031. — ÉCOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE PERFECTIONNEMENT  
MADAME RÉCAMIER. CLASSES D'AMBLYOPES ET  
D'INFIRME-MOTEURS OUVERTES A L'ÉCOLE  
PRIMAIRE DE GARÇONS JULES FERRY. TRANSPORT  
DES ÉLÈVES. CONTRAT POUR L'ANNÉE SCOLAIRE  
1964/1965.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 3 mars 1964, le Conseil Municipal adoptait un marché de gré à gré établi pour le transport des élèves admis à l'école primaire publique de Perfectionnement « Madame Récamier », sise, 4, rue Frédéric Mottez et de ceux fréquentant les classes d'amblyopes et d'infirme-moteurs ouvertes à l'école primaire de garçons « Jules Ferry », 4, rue Léon Tolstoï.

Ce marché, dont l'importance se situait approximativement à vingt mille francs (20.000 F.), couvrait les périodes inscrites, d'une part, entre les 3 janvier et 30 juin 1964 et, par ailleurs, entre les 18 septembre et 31 décembre de la même année.

Par lettre du 8 avril 1964, M. le Préfet du Nord fait connaître que le marché à intervenir, pour l'année scolaire 1964/1965, devra être établi conformément au contrat-type approuvé par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports le 8 avril 1963 pour l'organisation des services de ramassage scolaire.



En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à passer un contrat avec la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.) pour le ramassage, en des points d'assemblage fixés et sur deux itinéraires déterminés en fonction des domiciles des élèves fréquentant les deux établissements précités.

Ce contrat couvrira la période inscrite entre les 18 septembre 1964 et 30 juin 1965 et son importance se situera approximativement à trente mille francs (30.000 F.).

*Adopté.*

**N° 64/ 4.032. — ENFANCE INADAPTÉE. INFIRMES-MOTEURS.  
CRÉATION DE CLASSES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. l'Inspecteur d'Académie en résidence à Lille nous a exposé la nécessité d'ouvrir, en notre ville, des classes pour infirmes-moteurs.

Le Centre Médico-Scolaire a dépisté un certain nombre de ces enfants inadaptés, correspondant à l'effectif de deux classes qui seraient annexées à l'école primaire de garçons « Jules Ferry » du « groupe Léon Blum » dès la rentrée scolaire de septembre 1964.

Les classes de perfectionnement ne pouvant être rangées parmi les écoles obligatoires, nous vous demandons, pour nous conformer à la réglementation en vigueur et en accord avec votre Commission de l'Instruction publique et des Bibliothèques, de bien vouloir émettre un avis favorable à cette création.

*Adopté.*

**N° 64/ 4.033. — AMÉLIORATION DE L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE DANS  
LES ÉCOLES. DISTRIBUTION DE SURALIMENT AUX  
ÉLÈVES DES ÉCOLES PUBLIQUES AGÉS DE MOINS DE  
DIX ANS. SUBVENTION DE L'ÉTAT. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1955, l'Etat alloue aux municipalités pour les écoles publiques et aux associations de parents d'élèves pour les établissements libres d'enseignement, une subvention pour la distribution gratuite de lait aux écoliers.

Fixée actuellement à 5 F. par an et par élève âgé de moins de dix ans, cette subvention ne permet pas de distribuer du lait aux ayants-droit sans participation budgétaire supplémentaire et la Commission de l'Instruction Publique a, au cours de sa réunion du 3 février 1958, émis un avis défavorable au principe d'une telle distribution qui entraîne de plus des opérations de manipulation délicates et compliquées.



Dans le cas où les distributions de lait sont impossibles, la distribution de produits de remplacement peut être autorisée et donne lieu à l'octroi de la même subvention.

Parmi ces produits de remplacement figurent :

- les biscuits levurés,
- les concentrés de jus de fruits et notamment les jus de raisin gélifiés.

La distribution de biscuits levurés a fait l'objet d'un avis défavorable de la part de la Commission de l'Instruction Publique (réunion du 6 juillet 1956).

Nous avons reçu les propositions de la Société Vinifruit, 16, avenue Paul Doumer, Paris (16<sup>e</sup>), dont le « raisin gélifié » se présente sous forme de doses individuelles et qui définit comme suit ce produit :

« Concentré sous vide (procédé breveté) et à basse température, le jus de raisin frais, produit naturel, vivant, très riche en vitamines, conserve intégralement ses principes nutritifs et son pouvoir énergétique (150 calories).

— Le jus de raisin est actuellement tenu par le corps médical pour un des plus efficaces et des plus agréables suraliments intéressant la croissance et la reconstitution de l'énergie musculaire, amoindrie par l'effort ou la maladie.

— Sa consistance de gelée en fait un aliment solide, à consommer sans préparation ni accessoire, avec ou sans accompagnement de pain ou de biscottes.

— Son conditionnement dans un sachet de matière plastique simplifiée, à l'extrême sa distribution qui s'opère sans main-d'œuvre ni frais.

— Sa conservation, sans précaution spéciale, est garantie pour plusieurs années.

— Son prix (0,155 F le sachet) permet d'assurer en cours d'année, avec la seule prime de l'Education Nationale, environ 32 distributions à répartir au mieux au cours de l'année scolaire.

Ces distributions sont, en fait, de véritables cures uvaes ».

Les résultats de l'analyse effectuée par le laboratoire municipal font apparaître qu'il s'agit en effet d'un jus de raisin concentré et gélifié et que la mise en vente d'un tel produit a été autorisée par le Ministère de l'Agriculture.

A noter que de nombreuses villes et notamment Bordeaux, Le Havre, Montpellier, Nîmes ont adopté ce produit de remplacement.

L'effectif des enfants des écoles publiques de Lille qui seraient intéressés par cette distribution s'élève à environ 18.000.

C'est donc une subvention de 90.000 F. qui serait allouée par année scolaire à la Ville et qui permettrait la distribution de 32 sachets à chaque élève âgé de moins de 10 ans au cours de chaque année soit, ainsi qu'il est recommandé de le faire :

- 13 sachets au cours du premier trimestre scolaire (en novembre et décembre)
- 11 sachets au cours du deuxième trimestre scolaire (en février et mars)
- 8 sachets en fin d'année scolaire.

Un crédit d'emploi de même importance serait à faire figurer au budget communal.



En cas de distribution à compter de l'année scolaire 1964-1965, le montant de la subvention annuelle (5 F. par élève) serait versé en 1965 et pour les achats afférents au premier trimestre scolaire, l'ouverture d'un crédit égal à :

$$0,155 \times 13 \times 18.000 = 36.270 \text{ F.}$$

=====

serait nécessaire.

Dans l'éventualité d'une distribution commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1965 le montant de la subvention pour l'année scolaire 1964-1965 serait réduit aux 3/5, soit 3 F. par élève.

Votre Commission de l'Instruction Publique a émis un avis favorable à la prise en considération des propositions de la Société Vinifruit et à la distribution du « raisin gélifié » dans les écoles publiques de la Ville aux élèves âgés de moins de 10 ans.

En conséquence, et en accord avec vos commissions de l'Instruction Publique et des Finances, nous vous demandons de bien vouloir :

a) nous autoriser :

1<sup>o</sup> à faire procéder à cette distribution à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965 ;

2<sup>o</sup> à passer avec la Société Vinifruit, 16, avenue Paul Doumer, Paris (16<sup>e</sup>), un marché de gré à gré d'un montant approximatif de 53.010 F. pour la fourniture de ce produit au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année scolaire 1964-1965, les marchés suivants devant être conclus par année scolaire ;

b) décider l'inscription, en recettes et en dépenses, au budget primitif de 1965 des articles correspondant à la subvention attribuée pour cet objet et à son emploi.

*Adopté.*

#### N° 64/ 4.034. — SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX SOCIÉTÉS SPORTIVES. ANNÉE 1964.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission de l'Education Physique et des Sports a procédé à l'examen des demandes de subventions de fonctionnement pour l'année 1964.

En accord avec elle, nous vous prions de bien vouloir arrêter, comme suit, la liste des groupements bénéficiaires :

##### *Fédérations affinitaires et omni-sports*

U.F.O.L.E.P. . . . .	4.000 F.
U.S.T. . . . .	1.500 »
	<hr/>
	5.500 F.



*Fédérations scolaires*

U.S.E.P. . . . .	4.000 F.
A.S.S.U. . . . .	6.000 »
U.G.S.E.L. . . . .	2.500 »

12.500 F.

*Fédérations dirigeantes*

Amicale H.B.M. du Faubourg de Béthune . . . . .	80 F.
A.S. Bouliste Fivoise . . . . .	100 »
Boule Ferrée Lilloise . . . . .	60 »
Boule Sportive de l'Esplanade . . . . .	160 »
Boule Sportive de Moulins-Lille . . . . .	120 »
Club Bouliste des Bois Blancs . . . . .	40 »
Société de Tir à l'Arc « l'Ancienne Alliance » . . . . .	90 »
Billard Club Fivois . . . . .	50 »
Boxing Club des Flandres . . . . .	100 »
Club Haltérophile et Culturiste de la rue des Postes . . . . .	500 »
Club municipal « Les Lutteurs Lillois » . . . . .	500 »
Club Sous-marin du Nord . . . . .	500 »
Étoile Cycliste Lilloise . . . . .	100 »
Omni-sports Fivois . . . . .	1.500 »
Cercle Nautique « Les Pupilles de Neptune » . . . . .	1.900 »
Racing-Club Buisson-Pellevoisin . . . . .	250 »
Union Sportive « Cercle St-Louis » . . . . .	100 »
Société de Gymnastique « St-Maurice-Fives » . . . . .	1.000 »
Stade Olympique des Sourds et Muets . . . . .	150 »
Association Sportive des Tramways de Lille . . . . .	200 »
Union Nautique de Lille . . . . .	1.200 »
L.O.S.C. (Omni-sports) . . . . .	1.500 »
Lille Université Club . . . . .	3.000 »
Association Sportive des P.T.T. . . . .	3.500 »
Union Aérienne Lille-Roubaix-Tourcoing . . . . .	1.000 »

17.700 F.

*Récapitulation*

Fédérations dirigeantes . . . . .	17.700 F.
Fédérations affinitaires et omni-sports . . . . .	5.500 »
Fédérations scolaires . . . . .	12.500 »

Total . . . . . 35.700 F.

=====

Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit inscrit au budget primitif de 1964, ouvert au chapitre XXVIII, article 79, intitulé : « Subventions aux Sociétés Sportives et d'Education Physique ».

*Adopté.*



**N° 64/ 4.035. — SUBVENTIONS D'ORGANISATION AUX SOCIÉTÉS SPORTIVES. ANNÉE 1964.**

MESDAMES, MESSIEURS,

D'importantes manifestations sportives se sont déroulées au cours de la période de janvier à septembre 1964.

L'aide pécuniaire de la Ville a été sollicitée pour ces réunions de propagande en faveur du sport qui ne procurent peu ou pas de recettes aux clubs organisateurs.

En accord avec votre Commission de l'Education Physique et des Sports, nous vous prions de vouloir bien décider l'attribution des subventions ci-dessous détaillées :

DATES DES MANIFESTATIONS	GROUPEMENTS SPORTIFS	SOMME PROPOSÉE
16 /1 /64	Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré - Organisation des demi-finale et finale du Cross des Ecoliers . .	2.000 F.
27 /1 /64	Ligue du Nord de Judo. Rencontre France - U.S.A. . . .	1.000 »
8 /3 /64	Comité Régional du Nord de la F.S.G.T. Organisation d'un cross populaire . . . . .	1.000 »
19 /1 /64 - 19 /4 /64 et 7 /6 /64	Cercle Nautique « Les Pupilles de Neptune ». 3 compétitions nautiques internationales . . . . .	5.000 »
12 /4 /64	Ligue d'Escrime du Nord de la France. Challenge Dupriez .	1.000 »
3 /5 /64	Comité Régional des Flandres de Gymnastique. Championnats des Flandres Individuels . . . . .	1.000 »
17 /5 /64	Lille Université Club « Section Escrime ». Coupe Universitaire . . . . .	1.000 »
29 et 30 /5 /64	C.O.S. « Les Nageurs Lillois ». Commémoration du Trentenaire. Organisation d'un gala international . . . . .	5.000 »
30 et 31 /5 /64	Lille Université Club « Section Hockey ». 40 <sup>e</sup> anniversaire de la fondation. Tournoi international . . . . .	2.000 »
20 /6 /64	Comité des Flandres de Cyclisme. Organisation des Championnats des Flandres . . . . .	1.000 »
13 /9 /64	Etoile Cycliste Lilloise. Grand Prix Julien Lagache . . . .	500 »
20 /9 /64	Union Nautique de Lille. Match de la Mer du Nord . . . .	6.600 »

Cette dépense sera imputée sur le crédit inscrit au budget primitif de 1964 ouvert au chapitre XXVIII, art. 79 intitulé « Subventions aux Sociétés Sportives et d'Education Physique ».

*Adopté.*



**N° 64 / 4.036. — THÉÂTRES MUNICIPAUX. SAISON 1964 / 1965. GALA AU PROFIT DES ŒUVRES SOCIALES DU SYNDICAT DE LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE DU NORD.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la Régie Municipale des Théâtres et pour la saison 1963 / 1964, la représentation du « *Roi d'Ys* » a été donnée au Théâtre de l'Opéra, le jeudi 17 octobre 1963, au bénéfice des Œuvres Sociales du Syndicat de la Presse quotidienne régionale du Nord. Une somme d'un montant forfaitaire de 1.500 francs a été versée à cet Organisme.

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre cette action de solidarité la Commission des Théâtres a proposé, pour la Saison 1964 / 1965, de réserver pour le « Gala de la Presse » la représentation de l'opérette « *La Vie Parisienne* » qui sera donnée pour la réouverture du Théâtre Sébastopol le samedi 3 octobre prochain en soirée.

En conséquence nous vous demandons de bien vouloir :

- a) ratifier la proposition de la Commission des Théâtres ;
- b) décider le versement au profit des Œuvres Sociales du Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale du Nord d'une somme de 1.500 francs, dépense qui sera imputée au chapitre XXIX bis, article 15 du budget primitif 1964 - Théâtres (Exploitation en Régie). Dépenses de fonctionnement.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 4.037. — THÉÂTRES MUNICIPAUX. REVALORISATION DES SALAIRES DU PERSONNEL NON BÉNÉFICIAIRE DE L'AUGMENTATION ACCORDÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL LE 5 JUIN 1964.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez décidé, au cours de la séance du 5 juin dernier, de revaloriser les salaires des musiciens, choristes, danseurs et danseuses de 6,71 % par rapport aux traitements appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 1964, cette augmentation prenant effet à compter de la saison 1964 / 1965.

Les Chefs de service ayant demandé à bénéficier de cette augmentation, votre Commission des Théâtres considère qu'il serait équitable d'élargir celle-ci à l'ensemble du personnel de manière à ne pas remettre en cause la hiérarchie des salaires qui existait précédemment.

En conséquence, d'accord avec votre Commission des Théâtres, nous vous demandons de bien vouloir adopter cette proposition qui prendrait effet à compter de la saison 1964 / 1965 et entraînerait une dépense supplémentaire annuelle de l'ordre de 27.000 F. (charges sociales comprises).

Le tableau des effectifs et des rémunérations du personnel des Théâtres Municipaux joint au règlement général d'exploitation étant modifié conformément à l'annexe jointe.

*Adopté.*

---



## THÉÂTRES MUNICIPAUX DE LILLE

Tableau des effectifs et des rémunérations du personnel permanent, saisonnier et intermittent

EMPLOI	NATURE DE L'EMPLOI	EFFECTIF PROPOSÉ PAR COMMISSION	RÉMUNÉRATION ÉCHELLE INDICIAIRE BRUTE	INDEMNITÉS ET SUPPLÉMENTS	OBSERVATIONS
II. — Personnel administratif et de service					
Caissiers aux entrées . . .	contractuel	1	Principal indice 188 . . . . .		Traitement mensuel (valeur au 1 /4 /64) 622,05
		3	Caissiers » 136. . . . .		526,67
					Le Chef contrôleur et les caissiers bénéficient en plus de leur traitement mensuel de vacations pour toutes les représentations données en soirée et pour les représentations données en matinée, les dimanches et jours fériés, par vacation :
					Chef-contrôleur et caissier principal :
					1 /100 <sup>e</sup> indice 502 soit 15,84
					Caissiers :
					1 /100 <sup>e</sup> indice 325 soit 10,24
Chef-Contrôleur . . . . .	contractuel	1	indice 188		Valeur de la vacation : 15,84
Sous-Chef-Contrôleur . . .	intermittent	1	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 502 par vac.		Valeur de la vacation : 13,93
Contrôleurs de salle . . .	intermittent	3	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 442 par vac.		Valeur de la vacation : 10,24
Contrôleurs . . . . .	intermittent	12	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 325 par vac.		Valeur de la vacation : 5,92
Ouvreuses . . . . .	intermittent	20	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 170 par vac.		Valeur de la vacation : 10,24
Habilleuses . . . . .	intermittent	8	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 325 par vac.		Valeur de la vacation : 13,93
Tapissier . . . . .	intermittent	1	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 442 par vac.		Valeur de la vacation : 13,93
Aides-machinistes . . . .	intermittent	6	Indice 1 /100 <sup>e</sup> de 442 par vac.		



EMPLOI	NATURE DE L'EMPLOI	EFFECTIF PROPOSÉ PAR COMMISSION	RÉMUNÉRATION ÉCHELLE INDICIAIRE BRUTE	INDEMNITÉS ET SUPPLÉMENTS	OBSERVATIONS
Aides-électriciens . . . . .	intermittent	7	Indice 1/100 <sup>e</sup> de 442 par vac.		Valeur de la vacation : 13,93
Chef-figurant . . . . .	intermittent	1	Indice 1/100 <sup>e</sup> de 582 par vac.		Valeur de la vacation : 18,36
Figurants . . . . .	intermittent	voir obser- vation	Indice 1/100 <sup>e</sup> de 325 par vac.		Valeur de la vacation : 10,24 Le nombre des habilleuses, fi- gurants, aides-machinistes et aides-électriciens peut varier suivant la nature des repré- sentations.
Coursier . . . . .	contractuel	1	Indice 118		Traitement mensuel : 468,55
IV. — <i>Personnel artistique</i>					
<i>Chefs de Service.</i>					
2 <sup>e</sup> Chef d'Orchestre . . . . .	contractuel	1	Indice 442		Traitement mensuel : 1.393,28
Chef des Chœurs . . . . .	contractuel	1	Indice 442		Traitement mensuel : 1.393,28
Chef des Chœurs Adjoint . . . . .	contractuel	1	Indice 338		Traitement mensuel : 1.061,60
Pianiste répétritrice . . . . .	intermittent	1	1/34 <sup>e</sup> de l'indice 324		
Régisseur Général . . . . .	contractuel	1	Indice 502 (11 mois)		Traitement mensuel : 1.584,04
Metteur en scène . . . . .	voir obser- vations				Une indemnité supplémentaire de 80 F. sera allouée au régis- seur général metteur en scène du Théâtre Sébastopol pour les rôles joués.
Metteur en scène . . . . .	contractuel	1	Indice 502	Indemnité de responsabilité de 50 F. par mois	Traitement mensuel : 1.584,04
Régisseurs . . . . .	contractuel	2	Indice 332		Traitement mensuel : 1.044,98
	contractuel	1	Indice 332		
	contractuel	1	Indice 332 (11 mois)		



EMPLOI	NATURE DE L'EMPLOI	EFFECTIF PROPOSÉ PAR COMMISSION	RÉMUNÉRATION ÉCHELLE INDICIAIRE BRUTE	INDEMNITÉS ET SUPPLÉMENTS	OBSERVATIONS
Assistante Régisseur du ballet . . . . .	contractuel	1	Indice 332		Traitement mensuel : 1.044,98
Régisseur d'Orchestre . . . . .	contractuel	1	Indice 324		Traitement mensuel : 1.020,11
Bibliothécaire . . . . .	contractuel	1	Indice 241		Traitement mensuel : 775,45
Musiciens supplém <sup>es</sup> . . . . .	intermittent	voir obser- vation	1 <sup>re</sup> catégorie 1/34 <sup>e</sup> ind. 347 2 <sup>e</sup> catégorie 1/34 <sup>e</sup> ind. 335 3 <sup>e</sup> catégorie 1/34 <sup>e</sup> ind. 324		Nombre variable suivant l'im- portance de l'Orchestration.
Choristes supplém <sup>es</sup> . . . . .	intermittent	voir observation cachets :	vacations 1/100 <sup>e</sup> de l'ind. 555 forfait 1/20 <sup>e</sup> de l'ind. 322		Nombre variable selon la na- ture de la représentation. Valeur vacation : 17,54 Valeur forfait : 50,79
Accessoiriste . . . . .	contractuel	1	Indice 241		Traitement mensuel : 775,49
Souffleur . . . . .	contractuel	1	Indice 241		Traitement mensuel : 775,45
Costumier saisonnier . . . . .	contractuel	1	Indice 258		Traitement mensuel : 821,08



N° 64/ 6037. — FONDs SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER.  
4<sup>e</sup> TRANCHE DE FINANCEMENT.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations 468 du 31 octobre 1955 et 6039 du 26 juin 1961, vous avez approuvé l'inscription d'un certain nombre d'opérations à la Tranche Urbaine du Fonds Spécial d'Investissement Routier, opérations susceptibles d'être subventionnées par le Ministère de l'Intérieur.

Si l'on tient compte des promesses fermes des services ministériels intéressés, le montant total des subventions accordées à ce jour pour la réalisation des travaux susvisés est de 3.102.500 F., ce qui correspond à une autorisation de programmes de travaux de 6.205.000 F., l'Etat et la Ville ayant chacun 50 % à leur charge.

La répartition par opération en est la suivante :

N°	TITRE DE L'OPÉRATION	MONTANT DE LA SUBVENTION DE L'ETAT	DATE DE LA DÉCISION MINISTÉRIELLE
1	Achèvement des boulevards extérieurs . . . . .	500.000 F.	31 mai 1963
2	Rampes d'accès du Boulevard Périphérique .	195.000 »	5 mai 1959
	Rampes d'accès du Boulevard Périphérique .	30.000 »	1 <sup>er</sup> août 1961
3	Reconstruction du Pont Supérieur de Fives . .	100.000 »	5 mai 1959
4	Voies nouvelles entre la gare et le Boulevard Périphérique . . . . .	870.000 »	5 mai 1959
		345.000 »	10 mai 1960
5	Raccordement du Boulevard Périphérique aux trois directions : Faubourg de Roubaix, Ballon, E. Jacquet . . . . .	85.000 »	5 mai 1959
6	Création de parkings . . . . .	150.000 »	5 mai 1959
	Création de parkings . . . . .	150.000 »	10 mai 1960
	Création de parkings . . . . .	300.000 »	1 <sup>er</sup> août 1961
7	Elargissement de la rue de la Bourse . . . .	162.500 »	1 <sup>er</sup> août 1961
9	Reconstruction du Pont Neuf . . . . .	180.000 »	10 mai 1960
		35.000 »	9 mai 1962
		3.102.500 F.	
		=====	

Or, les crédits inscrits à ce jour au budget intéressant le Fonds Routiers s'élèvent à :

— 2.500.000 F. à provenir de subventions,

— 2 500 000 F. à provenir d'emprunts.

En conséquence, pour suivre l'Etat dans son programme de subvention et afin de permettre la réalisation des travaux, il serait souhaitable que le Conseil Municipal puisse inscrire à nouveau au budget :

— 600.000 F. à titre de subvention,



— 600.000 F. par emprunt, ce qui correspondrait au total à une autorisation de programme de 6.200.000 F.

Nous vous demandons donc, en accord avec vos Commissions de la Voie Publique et des Finances, d'approuver ce qui précède et de décider :

- a) le financement par voie d'emprunt de la participation de la Ville ;
- b) l'inscription des articles correspondants aux chapitres XII et XIII des Recettes et XXXVII des dépenses du budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Fonds spécial d'Investissement Routier - 4<sup>e</sup> tranche de financement ».

*Adopté.*

**N° 64/ 6.038. — INSTALLATION DE FEUX TRICOLORES A DIVERS  
CARREFOURS DE LA VILLE. FINANCEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'équiper le plus rapidement possible en signalisations lumineuses les nombreux carrefours intéressés par les principaux axes de circulation dans la traversée de la Ville de Lille, il apparaît que les crédits ordinaires sont insuffisants et que l'ouverture d'un crédit particulier est nécessaire pour réaliser les travaux correspondants dans les meilleurs délais.

A titre indicatif, nous vous communiquons, ci-après, une liste non limitative des carrefours en cause :

- Paris-Delory
- Chats Bossus
- Collégiale-Pont Neuf
- St André-Voltaire
- Royale-Thiers-Esquermoise
- Royale-Angleterre
- St Jacques-Jardins-Bleuets
- Liberté-Jean Sans Peur
- Liberté-Bourgogne.

Il y a lieu de prévoir également la coordination de la signalisation de certains de ces carrefours, soit entre eux, soit avec des carrefours déjà équipés.

Nous pensons qu'il est d'autant plus logique d'imputer les travaux en cause sur des crédits spécialement ouverts à cet effet, qu'il s'agit en fait de dépenses qui ont un caractère d'équipement.

Si vous partagez cette manière de voir, nous vous demandons, en accord avec vos commissions de la Voie Publique et des Finances, de décider l'inscription d'une somme de 400.000 francs à financer par voie d'emprunt, aux chapitres XII des Recettes et XXXVII des Dépenses du Budget Supplémentaire de 1964.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 568).*



**N° 64 / 6.039. — AMÉNAGEMENT DES CARREAUX DES MARCHÉS.  
2<sup>e</sup> TRANCHE. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 6.103 du 20 décembre 1963, vous avez décidé de procéder aux travaux d'aménagement des carreaux des marchés « 1<sup>re</sup> Tranche ».

Considérant qu'il convient dès maintenant de prévoir l'exécution d'une 2<sup>e</sup> Tranche, nos Services Techniques ont établi un cahier des charges relatif aux travaux de terrassement, d'infrastructure et de construction de revêtements en pavés et en matériaux hydrocarbonés sur les carreaux dont il s'agit.

En raison de la diversité des solutions qui peuvent être présentées par les concurrents, tant en ce qui concerne la qualité du revêtement que celle des matériaux de fondation, nous estimons que ces particularités techniques justifient la procédure d'un marché sur appel d'offres, telle qu'elle est prévue par les articles 43 à 48 du décret n° 60-724 du 25 juillet 1960 relatif aux marchés des Collectivités locales.

En accord avec vos Commissions de la Voie Publique et des Finances, nous vous demandons de bien vouloir approuver ce qui précède, ainsi que le cahier des charges établi pour cette affaire et de décider que la dépense nécessaire au règlement des travaux en cause (évaluée approximativement à 300.000 F. en ce qui concerne la 2<sup>e</sup> Tranche) sera imputée sur le crédit, à financer par voie d'emprunt, qui sera ouvert au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964, étant entendu que l'avance provisoire correspondante pourra être consentie sur les fonds généraux en attendant la réalisation de l'emprunt.

Le cahier des charges a été joint à la Délibération n° 63 / 6.103 du 20 décembre 1963.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 569).*

**N° 64 / 6.040. — ACHAT D'UN TRAXCAVATOR. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'assurer dans les meilleures conditions de rendement la marche de sa station de concassage, le Service de la Voie Publique a besoin d'un engin-chargeur qui convienne parfaitement à l'exécution des travaux correspondants.

A cet effet, il a été procédé à une très large consultation en vue de rechercher cet engin. Un tableau joint au présent rapport porte les noms et adresses des dix sociétés qui ont répondu à notre appel, ainsi que les caractéristiques et prix des appareils proposés.

De nombreuses démonstrations d'engins ont eu lieu au Dépôt du Pavage de la Ville et le choix s'est finalement porté sur le Traxcavator sur pneus Caterpillar 922 B.

Ce modèle doté d'un équipement bien adapté à la manutention des pavés, présente des avantages appréciables qui justifient la différence entre le prix de cet appareil et celui des autres engins mis en compétition.



De plus, le service après vente de la firme distributrice est très bien organisé. Les ateliers de réparation et le magasin de pièces d'origine permettant le remplacement immédiat des pièces détériorées sont installés à Saint-André

Etant donné qu'il s'agit d'un matériel spécial, correspondant à nos besoins et fabriqué uniquement par la firme Caterpillar, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de la Voie Publique et en vertu des dispositions de l'article 39 du décret n° 60.724 du 25 juillet 1960 :

1° de nous autoriser à passer le marché correspondant avec Hybergerat Monnoyeur et Cie, 70, rue Pasteur, à Saint-André, pour la fourniture de cet appareil dont le prix net rendu toutes taxes comprises est de 151.280 francs ;

2° de décider que la dépense sera imputée à concurrence de 110.000 F. sur le crédit ouvert à cet effet au chapitre XXXV, article 12 du budget supplémentaire de l'exercice 1964 et le solde sur le crédit mis à la disposition du Service au budget primitif de 1964 pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 569).*

**N° 64 / 6.041. — FOURNITURE DE 2.000 M. DE BORDURES DE TROTTOIRS EN BÉTON (ANNÉE 1964). MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont procédé à un appel à la concurrence, en vue de la fourniture de 2.000 m. de bordures de trottoirs en béton.

Dix-sept fournisseurs ont été consultés ; neuf ont répondu à notre appel.

Compte rendu des prix, de la qualité et du dosage des matériaux proposés, l'offre la plus intéressante pour la Ville est celles faite par la Société T.R.A.V.N.O.R. à Lesquin.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de la Voie Publique, de nous autoriser à passer marché avec cette firme.

La dépense en résultant, évaluée à 14.611 F., sauf variations dans les conditions économiques, sera imputée sur les crédits ouverts au budget de l'exercice 1964 pour le service de la Voie Publique.

*Adopté.*

**N° 64 / 6.042. — FOURNITURE DE 2.000 M. DE CONTRE-BORDURES DE TROTTOIRS EN BÉTON (ANNÉE 1964). MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont procédé à un appel à la concurrence, en vue de la fourniture de 2.000 ml. de contre-bordures de trottoirs en béton.

Dix-sept fournisseurs ont été consultés ; neuf ont répondu à notre appel.



Compte tenu des prix, de la qualité et du dosage des matériaux proposés, l'offre la plus intéressante pour la Ville est celle faite par la Société Travnor, à Lesquin.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de la Voie Publique, de nous autoriser à passer marché avec cette firme.

La dépense en résultant, évaluée à 12.175 F. sauf variations dans les conditions économiques, sera imputée sur les crédits ouverts au budget de l'exercice 1964 pour le Service de la Voie Publique.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 6.043. — CONSTRUCTION D'UN ÉGOUT, RUE MAUGRÉ.  
MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont lancé un appel à la concurrence en vue de confier à l'entreprise la construction d'un égout dans la rue Maugré.

Neuf entreprises ont été consultées ; six d'entre elles nous ont fait parvenir les propositions suivantes :

— Entreprise Caroni, à La Madeleine . . . . .	37.532,00 F.
— Entreprise Joncour, à La Madeleine . . . . .	33.941,00 »
— Travaux Routiers de la Haute Moselle, à Marquette. . . . .	26.984,10 »
— Routes, Chemins de fer, Canaux, à Lens . . . . .	24.608,10 »
— Sté Chimique et Routière de la Gironde, à Lille . . . . .	23.373,40 »
— Entreprise Derudder, à Wervicq . . . . .	22.584,65 »

L'offre la plus intéressante pour la Ville étant celle présentée par l'entreprise Derudder, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Assainissement, de nous autoriser à passer marché avec cette entreprise.

La dépense en résultant sera imputée sur le crédit de fonctionnement du Service, inscrit au chapitre 9, article 4 du budget primitif de 1964, sous la rubrique « Entretien et extension du réseau d'égouts ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 6.044. — CONSTRUCTION D'UN ÉGOUT, RUE VICTOR RENARD.  
MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont lancé un appel à la concurrence en vue de confier à l'entreprise la construction d'un égout dans la rue Victor Renard.



Neuf entreprises ont été consultées ; cinq d'entre elles nous ont fait parvenir les propositions suivantes :

— Entreprise Caroni, à La Madeleine . . . . .	42.535,00 F.
— Entreprise Joncour, à La Madeleine . . . . .	39.486,00 »
— Travaux Routiers de la Haute Moselle, à Marquette. . . . .	29.048,03 »
— Société Chimique et Routière de la Gironde, à Lille . . . . .	24.580,00 »
— Entreprise Derudder, à Wervicq . . . . .	24.036,37 F.

L'offre la plus intéressante pour la Ville étant celle présentée par l'entreprise Derudder, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Assainissement, de nous autoriser à passer marché avec cette entreprise.

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits mis à la disposition du Service de l'Assainissement, elle fera l'objet de bons de commande particuliers.

*Adopté.*

**N° 64/ 6.045. — CONSTRUCTION D'ÉGOUT, BOULEVARD CARNOT.  
MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors d'une visite, il a été constaté que l'égout tubulaire situé boulevard Carnot, sous le trottoir côté des numéros pairs était effondré ce qui a provoqué des infiltrations dans le sous-sol du Garage Peugeot. L'état de cet égout nécessitait une remise en état urgente. Parmi les entreprises consultées la Société des Grands Travaux Alpins fut la seule à proposer des délais d'exécution acceptables à des prix de bordereau analogues à ceux utilisés par le Service pour des travaux de ce genre.

Nous vous demandons donc, en accord avec votre Commission de l'Assainissement de nous autoriser à passer marché avec cette entreprise pour l'exécution de ces travaux.

La dépense en résultant sera imputée sur le crédit de fonctionnement du Service, inscrit au chapitre 9, article 4 du budget primitif de 1964 et fera l'objet de bons de commande particuliers.

*Adopté.*

**N° 64/ 6.046. — SUPPRESSION DES CANAUX DES CÉLESTINES ET DES  
PÉNITENTES. MISE EN ADJUDICATION. CAHIER DES  
CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les canaux des Célestines et des Pénitentes comprennent encore des parties à ciel ouvert qui sont devenues des foyers importants de pollution.

Nos Services Techniques ont étudié un projet d'assainissement de ces canaux qui comprend, après enlèvement des vases et de tous les détrit, la mise en place d'une



canalisation d'évacuation des eaux vannes et des eaux usées et la couverture par un revêtement souple hydrocarbonné permettant un entretien rationnel.

Ce projet est inclus dans le lot d'égout de 3.000.000 de francs, dont vous avez décidé la réalisation le 10 juin 1963, par délibération n° 63 / 6 061, et pour lequel la préfecture n'a pas à ce jour accordé la décision attributive de subvention.

La situation est aggravée depuis 1963 du fait de déversements clandestins et la Ville se doit d'agir rapidement.

Pour financer l'opération, la commune ferait, sur ses fonds généraux, l'avance du crédit nécessaire, soit 250.000 francs.

En conséquence nous vous proposons de décider :

1° la mise en adjudication des travaux ;

2° que la dépense correspondante sera imputée sur le crédit ouvert au budget primitif de 1964, sous rubrique « Programme général d'assainissement - construction d'égouts. 1<sup>re</sup> tranche. Emprunt. Emploi ».

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 570).*

**N° 64 / 6.047. — TRANSPORTS AUTOMOBILES. RENOUELEMENT  
DU MATÉRIEL. MARCHÉ DE FOURNITURES DE  
VÉHICULES CITROËN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le but de renouveler une partie de notre matériel de transport arrivé à sa limite d'utilisation, nous envisageons l'acquisition des véhicules ci-après :

- 1 Camionnette tôle - type HY 1.500 kg (Economat et Services divers),
- 1 Camion - type U 23 / 50 - fourgon cabine semi-avancée (Service des Cantines)

Notre choix s'est porté sur la marque « Citroën » en vue de maintenir l'uniformité de notre parc de véhicules utilitaires.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de bien vouloir :

- nous autoriser à passer un marché avec les Etablissements Cabour, 57, rue de Béthune à Lille, concessionnaires de la marque ;
- décider que la dépense évaluée approximativement à la somme de trente et un mille cinq cent dix-neuf francs vingt centimes, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de 1964 pour le fonctionnement du Service des Transports.

*Adopté.*



**N° 64 / 6.048. — SERVICE DES TRANSPORTS. VENTE D'HUILES  
USAGÉES. ADMISSION EN RECETTES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Une entreprise spécialisée ; la Société de Ramassage et de Régénération des Huiles Usagées « S.R.R.H.U. », 19, rue des Ravennes, à Mouvaux, consent au rachat de 2.160 kgs d'huiles usagées détenues par le garage municipal et recueillies à l'occasion des opérations de vidanges des véhicules du service des Transports.

Ce rachat, effectué aux mêmes conditions de prix que pour les garagistes et stations services de l'agglomération, est avantageux pour la ville.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons d'approuver l'admission en recettes de 237,60 F. provenant de cette vente.

*Adopté.*

**N° 64 / 6.049. — DISTRIBUTION D'EAU. RÉSERVOIR DE L'ARBRISSEAU.  
INDEMNITÉ POUR DOMMAGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La rupture d'une canalisation de distribution d'eau potable de 600 mm. de diamètre, partant du réservoir de l'Arbrisseau, a occasionné des dégâts dans un champ sis à Loos, parcelle 452, section B et exploité par M<sup>me</sup> veuve Brishart, 17, rue Hoche, à Wattignies.

Pour la réparation de ces dommages causés d'une part par l'écoulement de l'eau et d'autre part, par les travaux de réparation de la conduite, M<sup>me</sup> veuve Brishart réclame une somme de 283,72 F.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons d'autoriser le paiement de cette indemnité. La dépense serait imputée dans les crédits ouverts au chapitre XXXVII, article 210 du budget supplémentaire de 1964 « Service des Eaux – Plan d'équipement et de modernisation ».

*Adopté.*

**N° 64 / 6.050. — ACHAT D'UNE MOTOTONDEUSE RANSOMES TYPE  
« MOTOR TRIPLE » AUTOMOTRICE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre au Service Municipal des Jardins d'effectuer mécaniquement l'entretien des espaces verts de la Ville, nous avons choisi, après examen détaillé de diverses fabrications, une mototondeuse de marque Ransomes, type Motor Triple, automotrice, à 3 éléments de coupe, au prix net, rendu à Lille, toutes taxes comprises de 13.000 francs.

Nous vous proposons de faire appel, pour la livraison de cette machine à la Maison Henri Perrier, 63, rue Furtado, Bordeaux.



En accord avec votre Commission des Promenades et Jardins Publics, nous vous demandons de nous autoriser à passer marché avec cet établissement pour l'achat du matériel indiqué ci-dessus.

Le montant du marché s'élève à la somme de 13.000 francs (treize mille francs).

La dépense sera prélevée sur les crédits du Service des Promenades et Jardins (Budget 1964).

*Adopté.*

**N° 64 / 7.135. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURES ET TRAVAUX SPÉCIAUX POUR LES ANNÉES 1965 ET 1966. MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS.

Conformément aux dispositions du décret n° 60-724 du 25 juillet 1960, modifié, applicable aux marchés passés par les collectivités locales, il convient de passer marché avec les firmes qui exécutent des travaux ou fournitures pour un montant égal ou supérieur à 20.000 francs par an.

Suivant les instructions concernant la centralisation des achats, notre Service d'Architecture a groupé les prévisions des divers Services pour les affaires relevant de ses attributions. Selon ces prévisions, des marchés doivent être passés avec un certain nombre de fournisseurs ou d'entrepreneurs appelés à fournir soit du matériel ou des matériaux à mettre en œuvre par la main d'œuvre municipale, soit des mobiliers ou fournitures diverses nécessaires aux divers Services, soit enfin à exécuter des travaux de leur spécialité.

Etant donné que la diversité des ouvrages ou fournitures ne permet pas de les déterminer exactement à l'avance, tandis que leur volume varie en fonction des besoins et des programmes, il est prévu, en général, que les prix seront débattus avant l'exécution des commandes par le Service intéressé.

Lorsqu'il s'agira de travaux de bâtiment, les dispositions de l'arrêté n° 24-319 du 31 mai 1960 seront appliquées, à la condition que le prix de l'ouvrage reste inférieur à ceux de la Série de Prix du Bâtiment de la Région du Nord de la France, réduits de 10 % pour les fournitures et les travaux à la mesure, et de 5 % pour la main-d'œuvre employée en régie.

Il est prévu de traiter avec des firmes ayant donné toute satisfaction au cours des années précédentes. La pluralité des marchés dans plusieurs spécialités permet, le cas échéant, de maintenir la concurrence, afin de sauvegarder les intérêts de la Ville.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de nous autoriser à reconduire ou à passer avec les firmes indiquées ci-après, des marchés dont la validité s'étendra du 1<sup>er</sup> janvier 1965 au 31 décembre 1966.



N° DES MARCHÉS	NATURE DES FOURNITURES ET TRAVAUX SPÉCIAUX DÉSIGNATION DES FIRMES	MONTANT ANNUEL PRÉVISIBLE
	<i>Mobilier bois et métallique – Entretien et travaux divers d'ébénisterie.</i>	
701	S.A. M.A.A.M.F. à Eclaron (Haute-Marne) . . . . .	20.000 F.
702	F.Scouvemont, 51, rue L. Danel, Lille . . . . .	20.000
703	S.A. Heuliez-Robustacier à Cerizay (Deux-Sèvres) . . . . .	20.000 »
704	Ets Chaval, 24, rue E. Desmet, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture d'articles d'ameublement, de décoration et de tapisserie en tissus, plastiques ou autres – Travaux de pose.</i>	
705	E. Delacherie, 13, rue A. Ribot, Lille . . . . .	60.000 »
706	A. Lecœuche, 60, rue de Gand, Lille . . . . .	25.000 »
707	L. Leman-Doutrelon, 14, rue St-Roch, à Roubaix . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de bois de toutes essences – Contreplaqué – Isorel – Produits de revêtement et d'isolation.</i>	
708	Société en Nom Collectif J. et L. Bauduin, 246 bis, rue de Paris, Lille . . . . .	70.000
709	S.A.R.L. « Lille Matériaux », 199, rue Colbert, Lille . . . . .	40.000 »
710	Ets Sion, 42, rue A. Delecourt à Lambersart . . . . .	40.000 »
711	S.A. « Ets Etienne Stark », 1, rue du Faubourg d'Arras, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Travaux de pierres naturelles dures et tendres – Granito – Pierre reconstituée.</i>	
712	S.A.R.L. « Ets Marin », 21, rue Camille Desmoulins, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de matériaux de construction – Transports.</i>	
713	S.A.R.L. « Comptoir des Matériaux de Saint-André », rue de La Madeleine, à Saint-André-lez-Lille . . . . .	20.000 »
714	S.A.R.L. « Ets J. Danset », quai de l'Ouest, Lille . . . . .	30.000 »
715	Ets Van Peer Frères, 14, rue de Lille, à Saint-André-lez-Lille . . . . .	40.000 »
	<i>Travaux de parqueterie – Réparation et entretien de parquets.</i>	
716	M. Duriez, 143, rue Ferrer, Thumesnil . . . . .	20.000 »
	<i>Travaux d'échanchéité – Asphaltage.</i>	
717	S.A. « Mines de Bitume et d'Asphalte du Centre », 1, avenue Industrielle, à Wambrechies . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de verres et glaces.</i>	
718	S.A. « Sion-Glass », rue Louis Delos, Marcq-en-Barœul . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de matériel électrique.</i>	
719	S.A. « Compagnie des Lampes », 29, rue de Lisbonne, Paris (8 <sup>e</sup> ) . . . . .	25.000 »
720	S.A. « Compagnie Générale d'Electricité », 54, rue de La Boétie, Paris . . . . .	20.000 »



N° DES MARCHÉS	NATURE DES FOURNITURES ET TRAVAUX SPÉCIAUX DÉSIGNATION DES FIRMES	MONTANT ANNUEL PRÉVISIBLE
721	S.A. « Fabrique d'Appareillage et de Câbles Electriques du Nord », 1 et 3, rue Sans Pavé, Lille . . . . .	60.000 »
722	S.A. « Philips-Eclairage-Radio », 50, avenue Montaigne, Paris (8 <sup>e</sup> )	20.000 »
	<i>Travaux d'installations électriques et téléphoniques — Fourniture de matériel.</i>	
723	E. Bouchez, 196, rue de Solférino, Lille . . . . .	25.000 »
724	G. Callens, 83, rue Brûle-Maison, Lille . . . . .	20.000 »
725	S.A. « Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques », 251, rue de Vaugirard, Paris (15 <sup>e</sup> ) . . . . .	20.000 »
726	Demarthe, 13, rue Lacascade, Marcq-en-Barœul . . . . .	50.000 »
727	Société Forclum, 36, place Cormontaigne, Lille . . . . .	50.000 »
728	Lecaille, 78, rue de l'Hôpital Militaire, Lille . . . . .	20.000 »
729	Vve Potigny-Caudrelier, 23, et 25, rue d'Arras, Lille . . . . .	50.000 »
730	S.A. « SILFE », 98, rue du Marché, Lille. . . . .	50.000 »
	<i>Fourniture de métaux ferreux et non ferreux, de revêtements métalliques, de tubes et raccords divers.</i>	
731	S.A.R.L. Georges D'Halluin et C <sup>ie</sup> , 60, boulevard Jean-Baptiste Lebas, Lille . . . . .	20.000 »
732	S.A.R.L. « Ets Nicodème Fils », 54, rue du Faubourg de Valenciennes, Lille . . . . .	20.000
	<i>Location d'échafaudages métalliques.</i>	
733	S.A. « Entrepose », rue de La Bassée Prolongée - Port Fluvial 2, Lille . . . . .	20.000 »
734	S.A.R.L. « Jonctions Nat », 4, rue Gaston Baratte, Ascq . . .	20.000 »
735	Ets Bottin, 78, rue de Jemmapes, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de grillages et clôtures — Travaux de pose.</i>	
736	S.A.R.L. « P.R.O.C.I. » rue de Constantine, Saint-André-lez-Lille . . . . .	20.000 »
737	S.A. « Henri Pruvost », 32, rue Corneille, Roubaix . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de quincaillerie, de machines-outils, de petit outillage, d'outillage d'aciers spéciaux et divers.</i>	
738	S.A.R.L. « S.I.L.O.M. », 43, rue Brûle-Maison, Lille . . . . .	20.000 »
739	S.A. « Ets Walker », 342, rue Léon Gambetta, Lille . . . . .	20.000 »
740	Ets Faille, 45, rue d'Artois, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture et pose de linoléum et couvre-parquets.</i>	
741	S.A.R.L. « Fivelino », 237, rue Pierre Legrand, Lille . . . . .	30.000 »
742	Ets Beck-Lino, 50, rue des Arts, Lille . . . . .	20.000 »
	<i>Fourniture de peinture et produits similaires.</i>	
743	Jean Delevoy, 46, rue Jean Jaurès, Lille . . . . .	40.000 »
744	S.A. Ets Landouzy, 27, rue de Wazemmes, Lille. . . . .	20.000 F.



Selon l'objet ou la destination des travaux ou fournitures, les dépenses seront imputées sur les divers crédits qui seront inscrits aux budgets des exercices 1965 et 1966.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.136. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURE DE COMBUSTIBLES SOLIDES AUX BATIMENTS COMMUNAUX. CAHIER DES CHARGES. ADJUDICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'année charbonnière expirant le 31 mars 1965, nous vous prions d'approuver le cahier des charges dressé en vue de l'adjudication pour la fourniture des combustibles solides nécessaires au chauffage des bâtiments scolaires et communaux pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril 1965 et le 31 mars 1966.

Ce cahier des charges a été mis en conformité avec le décret n° 60-724 du 25 juillet 1960 modifié.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 572).*

**N° 64 / 7.137. — BATIMENTS COMMUNAUX. TRAVAUX DE NETTOYAGE A EXÉCUTER ENTRE LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1965 ET LE 31 MARS 1967. ADJUDICATION EN DEUX LOTS. CAHIER DES CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les marchés passés pour faire assurer le nettoyage des bâtiments communaux et du mobilier, d'autre part, et celui de la vitrerie de ces mêmes bâtiments, d'autre part, arrivent à expiration le 31 mars 1965.

Le cahier des charges particulières applicable aux dits travaux a été modifié, compte tenu de la législation relative à la stabilisation des prix.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver ce cahier des charges qui servira de base à l'adjudication publique en deux lots, valable pour deux années, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1965.

*Adopté.*



**N° 64 / 7.138. — BATIMENTS COMMUNAUX. TRAVAUX D'ENTRETIEN  
A EXÉCUTER AUX PROPRIÉTÉS ET BATIMENTS  
COMMUNAUX ENTRE LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1965 ET LE 31 MARS  
1967. ADJUDICATION. CAHIER DES CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les marchés passés pour assurer les travaux d'entretien du patrimoine communal, suivant adjudication en date du 15 février 1963, expirent le 31 mars 1965.

Lesdits travaux feront l'objet d'une nouvelle adjudication au début de 1965, pour une durée de deux années à compter du 1<sup>er</sup> avril 1965.

Le cahier des charges particulières servant de base à cette adjudication a été modifié, notamment en ce qui concerne les prix de règlement des travaux, afin de satisfaire à la législation sur les prix des marchés publics.

D'autre part, diverses clauses ont été modifiées par suite de l'évolution technique.

Enfin, les clauses de reprise des vieux matériaux ont été revues.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver ledit cahier des charges particulières.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.139. — SERVICES MUNICIPAUX. VIDANGE ET CURAGE DE  
FOSSES D'AISSANCE PENDANT LES ANNÉES 1965 ET  
1966. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Série de Prix du Bâtiment de la Région du Nord de la France ne s'appliquant pas aux travaux de vidange et de curage de fosses d'aisance, notre Service d'Architecture a consulté sept firmes spécialisées autorisées à exercer leur activité sur le territoire de Lille.

Deux offres ont été remises qui sont résumées dans le tableau ci-après :

ENTREPRISES	MONTANT DE LA SOUMISSION
Henri Delefosse . . . . .	36.036 F.
Sté Pierre Derycke et C <sup>ie</sup> . . . . .	85.360 »

Leur examen montre que la plus intéressante est celle des Etablissements Henri Delefosse, dont le siège est à Lomme, 185, rue Anatole France.

Le montant des dépenses annuelles a été évalué à 36.036 francs, somme à valoir pour divers et imprévus comprise.

La passation d'un marché est nécessaire.



Conformément aux dispositions de l'article 4 du cahier des charges particulières en date du 3 août 1964, la soumission en tiendra lieu.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° d'approuver les dispositions qui précèdent ;

2° de décider que les dépenses seront prélevées sur les crédits ouverts au budget et mis à la disposition des Services utilisateurs.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.140. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURE DE FUEL-OIL  
LÉGER. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre Service d'Architecture a procédé à un appel d'offres en vue de la fourniture, pendant les années 1965 et 1966, du fuel-oil léger nécessaire aux installations de chauffage de l'Orangerie du Jardin des Plantes, du Stade Félix Grimonprez, de l'Hospice Comtesse et des Ateliers du Chemin de Bargues.

Huit firmes ont déposé des offres, à savoir :

ENTREPRISES	TARIF DE BASE 9 / 7 / 1964	MONTANT DU RABAIS	PRIX REMIS
Société Mory. . . . .	catégorie C, zone D 169,80 F.	8 F. la tonne	161,80 F.
Etablissements Macron Quatannens . . . . .	» 169,80 F.	24,80 la tonne	145 F.
Société Charbonnière de La Madeleine. . . . .	cours homologué	6 %	sans précision
Société des Pétroles Shell Berre . . . . .	—	7,50 la tonne	—
Desmarais Frères . . . . .	—	8 » »	—
Mobil Oil Française . . . . .	catégorie C, zone D 169,80 F.	8 » »	161,80 F.
Purфина Française . . . . .	—	22 » »	147,80 F.
Sté des Pétroles Pursan. . . . .	183,60 F.	8 » »	175,60 F.

L'examen des offres montre que le prix consenti par les Etablissements Macron Quatannens est le plus intéressant pour la Ville puisqu'il s'appuie sur le tarif catégorie C3, zone D, publié au « Bulletin Officiel du Service des Prix » du 9 juillet 1964, et que le rabais est le plus important.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1) de nous autoriser à passer avec les Etablissements Macron Quatannens dont le siège social est à Somain, 58, rue Wilson, un marché de gré à gré, évalué à cinquante huit mille francs (58.000 frs), sauf modification des tarifs officiels ;



2) de décider que les dépenses seront imputées selon la destination de la fourniture sur les crédits correspondants ouverts au budget de l'exercice intéressé pour le chauffage des bâtiments communaux.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 572).*

**N° 64 / 7.141. — BATIMENTS COMMUNAUX. ACQUISITION DE BOIS CASSÉ. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre Service d'Architecture a procédé à un appel d'offres en vue de l'acquisition du bois cassé nécessaire à l'allumage des foyers des écoles et autres bâtiments communaux pour l'année 1965.

Vingt-neuf firmes ont été consultées. Trois d'entre elles ont déposé les offres reprises au tableau ci-après :

ENTREPRISES	BOIS CASSÉ (LA TONNE)
M <sup>me</sup> A. Vandebussche . . . . .	130 francs la tonne
M <sup>me</sup> veuve Wauters . . . . .	250 francs la tonne
Société Selosse Desmettre et Fils . . . . .	125 francs la tonne

L'offre la plus intéressante pour la Ville a été faite par la Société Selosse Desmettre et Fils, dont le siège est à Tourcoing, 167, rue Winoc Chocqueel.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1) de nous autoriser à passer avec la Société Selosse Desmettre et Fils, un marché de gré à gré évalué à sept mille cinq cents francs environ (7.500 frs) pour livraison de bois cassé sans sciures ;

2) de décider que les dépenses seront imputées sur les divers crédits inscrits au budget de l'exercice 1965 pour le chauffage des bâtiments communaux ou des écoles.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.142. — BATIMENTS COMMUNAUX. FOURNITURE DE BOIS DE TOUTES ESSENCES. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour l'exécution de divers travaux qui lui sont confiés, notre Service d'Architecture a dû acquérir des bois de toutes essences, que les Etablissements Jean Sion ont pu lui fournir.



D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- 1) de nous autoriser à passer avec les Etablissements Jean Sion, dont le siège social est à Lambersart, 42, rue Auguste Delecourt, un marché de gré à gré, évalué approximativement à 50.000 francs ;
- 2) d'imputer les dépenses selon la destination des fournitures, sur les divers crédits des budgets primitif et supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

**N° 64/ 7.143. — BATIMENTS COMMUNAUX. CONTROLE DES  
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. CONTRAT DE  
PRESTATION DE SERVICES. AVENANT N° 3.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 60-7141 approuvée le 19 novembre 1960 par M. le Préfet du Nord, nous avons décidé de passer avec l'Association des Industriels du Nord de la France contre les accidents, dont le siège est à Lille, 13, rue Jeanne d'Arc, un contrat de prestation de services pour le contrôle des installations électriques des bâtiments communaux.

Deux avenants sont intervenus pour extension du contrat à de nouveaux bâtiments.

Par suite des hausses de salaires, des décisions ont été prises par le Conseil de Direction qui portent le montant d'une journée de prestation à 162 francs pour l'année 1963 et 175 francs pour l'année 1964, les cotisations annuelles s'établissant respectivement pour 1963 à 5.184 francs et pour 1965 à 5.600 francs.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- 1) de nous autoriser à passer avec l'A.I.N.F. un troisième avenant au contrat du 30 septembre 1960 ;
- 2) de décider que les dépenses seront, selon leur objet, imputées sur les crédits ouverts aux budgets de chaque exercice.

*Adopté.*

**N° 64/ 7.144. — BATIMENTS COMMUNAUX. CONDUITE, ENTRETIEN  
ET APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLE DES  
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE. ENTRETIEN  
D'INSTALLATIONS SANITAIRES ET DE LUTTE CONTRE  
L'INCENDIE. MARCHÉ DE GRÉ À GRÉ. ANCIEN HOPITAL  
SAINT-SAUVEUR. AVENANT N° 9.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 59/2-7.037 du 29 mai 1959, approuvée par M. le Préfet du Nord le 21 juillet 1959, nous avons passé avec la Société Anonyme « Compagnie Générale de Chauffage », un marché pour la conduite, l'entretien et l'approvisionnement en combustible des installations de chauffage de divers bâtiments communaux, marché complété par plusieurs avenants.



Le chauffage de la partie rénovée de l'ancien Hôpital Saint Sauveur devant être mis en service à compter du début de la saison de chauffe 1964-1965, la Compagnie Générale de Chauffage nous a remis la proposition suivante qui correspond à des conditions normales :

PRIX DE BASE DU MARCHÉ DU 31/12/1958			
	Combustible	Conduite, entretien - enlèvement scories	TOTAL
1) Chaufferie « charbon » . . . . .	2.500 F.	1.560 F.	4.060 F.

Ces dispositions sont applicables à dater du début de la saison de chauffe 1964-1965. D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1) de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme « Compagnie Générale de Chauffage », dont le siège social est à Saint-André-lez-Lille, 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, un neuvième avenant au marché en date du 31 mars 1959, pour extension au bâtiment sis-indiqué ;

2) de décider que la dépense supplémentaire évaluée à 4.060 francs, sera imputée sur le crédit ouvert au budget pour le chauffage des bâtiments communaux.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.145. — ABATTOIRS. TRAVAUX DE MODERNISATION. OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DU BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE NORD-EST PAR LA VOIE FERRÉE DESSERVANT LES ABATTOIRS. TRAVAUX DE TERRASSEMENT. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 64 / 7.114 du 5 juin 1964 approuvée le 25 août 1964, vous avez accepté le projet du passage supérieur sur le boulevard périphérique Nord-Est pour la voie ferrée devant desservir les Abattoirs et agréé les dispositions prévues pour le règlement des dépenses consécutives à la construction de cet ouvrage par le Service des Ponts-et-Chaussées.

En ce qui concerne les terrassements pour fouilles et mise en dépôt des déblais, il a été convenu, avec ce Service, que ces travaux repris à l'estimatif pour une somme de 160.000 F., n'étaient pas à la charge de la Ville de Lille, étant donné que leur exécution est nécessaire pour le dressement de la plateforme du boulevard périphérique.

Les dépenses correspondantes seront prises en compte par le Service des Ponts et Chaussées sous la forme d'un fonds de concours. La Ville de Lille paiera donc l'entreprise chargée des travaux et le Service des Ponts et Chaussées lui remboursera le prix correspondant aux dépenses de terrassement et de mise en dépôt des déblais.



D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> d'approuver les dispositions sus-mentionnées, concernant le fonds de concours proposé par le Service des Ponts et Chaussées pour les travaux de terrassement de l'ouvrage ;

2<sup>o</sup> de décider l'inscription :

a) au chapitre XXXVII des dépenses au budget supplémentaire de 1964 du crédit correspondant, soit 160.000 F., sous la rubrique « Abattoirs – Modernisation – Travaux de terrassement exécutés pour le compte des Ponts et Chaussées » ;

b) au chapitre XVI des recettes du même document de l'article correspondant au remboursement de cette somme par les Ponts et Chaussées.

*Adopté.*

---

**N<sup>o</sup> 64 / 7.146. — ABATTOIRS. TRAVAUX DE MODERNISATION. VOIRIE –  
3<sup>e</sup> PHASE (PARTIE). PROJET.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'avancement des travaux de modernisation des Abattoirs permet d'envisager, dès maintenant, l'exécution de la troisième phase de voirie (partie).

Le projet qui nous est soumis comprend la construction de parkings derrière la halle aux cuirs et devant le parc de comptage et de répartition d'une surface approximative de 2.890 m<sup>2</sup>, ainsi que le réseau d'assainissement de l'ensemble de cette surface.

La désignation du bénéficiaire des ouvrages aura lieu sur appel d'offres et un dossier technique a été préparé en vue de cette consultation.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver ce dossier et, notamment, le cahier des charges établi suivant les dispositions des décrets 60-724 du 25 juillet 1960 et 61-31 du 11 janvier 1961, tous deux relatifs aux marchés des travaux des collectivités publiques.

Les dépenses afférentes à cette troisième phase de voirie seront imputées sur les crédits reportés au budget supplémentaire pour la réalisation des travaux de modernisation des Abattoirs.

*Adopté.*



**N° 64 / 7.147. — CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE  
RUE EDOUARD DELESALLE.  
DEUXIÈME REVALORISATION DES DÉPENSES. PART  
DE LA VILLE. EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62 / 7.108, le Conseil Municipal, au cours de sa séance du 13 juin 1962, a fixé le nouveau montant du projet de la Bibliothèque Municipale à 6.420.000 F. et a décidé l'inscription au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1962 de deux crédits pour un montant total de 670.000 francs afin de pallier la différence avec l'évaluation primitive de 1958, soit 5.750.000 F.

L'un des crédits s'élevait à 435.500 F., représentant la part de la Ville, l'autre, d'un montant de 234.500 F., visait le remploi de rajustement de subvention calculée au taux de 35 % précédemment accordé.

Les travaux sont maintenant fort avancés et toutes les dépenses ont pu être chiffrées à leur juste valeur à la date du 15 mars 1964, compte tenu des hausses importantes intervenues depuis deux années et de travaux supplémentaires dont l'exécution a été reconnue indispensable au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages.

C'est ainsi que la nouvelle situation des dépenses fait apparaître, après revalorisation du projet initial et du devis des travaux supplémentaires, un nouveau montant de dépenses de 6.880.000 Francs. La nouvelle insuffisance ressort donc à 460.000 Francs.

Elle doit faire l'objet de deux ouvertures de crédits, l'une de 299.000 F. représentant la part de la Ville, l'autre de 161.000 F. de remploi d'une subvention complémentaire au taux de 35 % sur le montant de l'insuffisance.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons de décider l'inscription au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964 de l'article suivant :

Bibliothèque Municipale – Construction – Crédit complémentaire – Emprunt –  
Emploi : 299.000 F.

L'introduction de la demande de subvention complémentaire et l'inscription du crédit correspondant fera l'objet d'un rapport spécial qui fera suite à la présente délibération.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.148. — CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE  
RUE EDOUARD DELESALLE.  
DEUXIÈME REVALORISATION DES DÉPENSES.  
SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE. REMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous venez de revaloriser et d'ajuster le montant des dépenses de construction de la Bibliothèque Municipale et d'arrêter à 6.880.000 F. la nouvelle évaluation du projet suivant une situation détaillée dressée à la date du 15 mars 1964. Cette situation fait



l'objet d'un tableau annexé au présent rapport, reprenant la position de chacun des lots eu égard à sa prévision d'origine.

Le montant des crédits ouverts au budget communal s'élève à 6.420.000 francs, se répartissant comme suit :

1 <sup>re</sup> participation de la Ville . . . . .	3.737.500 F.
Rajustement participation de la Ville . . . . .	126.000 »
2 <sup>e</sup> part de la Ville . . . . .	435.500 »
1 <sup>re</sup> subvention acquise par arrêté ministériel du 25/4/1960 . . . . .	1.886.500 »
2 <sup>e</sup> subvention prévisionnelle . . . . .	234.500 »
Ensemble . . . . .	6.420.000 F.
	=====

Compte tenu de la nouvelle évaluation du projet au 15 mars 1964, l'insuffisance ressort donc à 460.000 francs. Ce rajustement, rendu nécessaire par suite de la hausse des prix et de travaux supplémentaires, exige l'ouverture au budget de la Ville de nouveaux crédits.

Sur le taux initial de 35 % de la dépense subventionnable, on peut prévoir le dispositif de rajustement suivant :

Part de la Ville . . . . .	299.000 F.
Subvention complémentaire . . . . .	161.000 »
Total . . . . .	460.000 F.
	=====

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> d'approuver la répartition des crédits complémentaires telle qu'elle figure ci-avant ;

2<sup>o</sup> de solliciter de l'Etat un supplément de subvention de 161.000 F. ;

3<sup>o</sup> d'insérer cette somme aux chapitres XIII des recettes et XXXVII des dépenses du budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Bibliothèque Municipale - Construction - Subvention complémentaire de l'Etat - Emploi » ;

4<sup>o</sup> de décider le remploi dudit crédit aux fins de règlement des dépenses consécutives à la réalisation de la Bibliothèque Municipale.

*Adopté.*



**N° 64 / 7.149. — BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, RUE ÉDOUARD DELESALLE.  
FOURNITURE DE MOBILIER FIXE EN BOIS. MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin d'assurer l'aménagement intérieur de la Bibliothèque Municipale en mobilier fixe, il a été procédé à une consultation publique restreinte, basée sur un dossier technique préparé par les Architectes, MM. P. et M. Lenglard.

Ce dossier, comprenant des plans, des bordereaux descriptifs et quantitatifs et une lettre-notice fixant les principales dispositions techniques et administratives relatives aux ouvrages envisagés, a été adressé à six entreprises.

Ce mobilier comprend essentiellement des rayonnages, des banques, des placards, des armoires, des vitrines, des vestiaires et quelques accessoires pour la manutention des livres.

Les six entreprises contactées ont remis des propositions. Certaines ne concernaient qu'un seul lot, d'autres étaient incomplètes ou non conformes aux plans.

Un tableau comparatif des prix a été dressé pour chacun des lots afin de permettre de juger les offres article par article.

A la suite d'un examen détaillé, il a été possible d'établir un classement et un choix et, en accord avec les Architectes, la répartition des lots a été la suivante :

*Lot n° 1 :* Salle de prêt — Rayonnages et banque.

Entreprise André Tytgat, 68, rue de Thumesnil, à Lille, pour le prix de 74.729,55 F., y compris somme à valoir.

*Lot n° 2 :* a) Banque de la salle de lecture.

Société Borgeaud et C<sup>ie</sup>, 122, rue de Bagneux, à Montrouge (Seine), pour le prix de 22.981,61 F., y compris somme à valoir.

b) Rayonnages

Société Anonyme Etablissements Bienvenu Frère et Sœur, 4, rue Armand Carrel, à Lille, pour le prix de 59.988,93 F., y compris somme à valoir.

*Lot n° 3 :* Sections Enfants.

Rayonnages - banques - armoire - placards - table de travail.

Entreprise Claude D'Helft, 33, rue du Bas-Liévin, à Ronchin, pour le prix de 60.291,00 F., y compris somme à valoir.

*Lot n° 4 :* Vitrines - rayonnages - meubles de classement et chariots à livres.

Société Borgeaud et C<sup>ie</sup>, 122, rue de Bagneux, à Montrouge (Seine), pour le prix de 46.598,26 F., y compris somme à valoir.

L'ensemble des offres ainsi réparties accuse un montant de 264.589,35 F.

Le délai pour la fourniture de ce mobilier et sa mise en place a été fixé à deux mois.

Compte tenu des propositions présentées par le Service d'Architecture, il y a lieu de prévoir la passation de marchés avec les quatre entreprises retenues.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° d'approuver les dispositions susvisées ;



2<sup>o</sup> de décider la passation des marchés ci-après :

- |  |                        |
|--|------------------------|
| a) Entreprise André Tytgat, à Lille                                  | montant : 74.729,55 F. |
| b) Société Anonyme Borgeaud et C <sup>ie</sup> , à Montrouge (Seine) | montant : 69.579,87 F. |
| c) Société Anonyme Bienvenu Frère et Sœur, à Lille                   | montant : 59.988,93 F. |
| d) Entreprise Claude D'Helft, à Ronchin                              | montant : 60.291,00 F. |

Les dépenses seront imputées sur les crédits reportés au chapitre XXXVII du budget supplémentaire du présent exercice sous les rubriques « Bibliothèque Municipale – Mobilier et matériel » et « Bibliothèque Municipale – Construction ».

*Adopté.*

N<sup>o</sup> 64 / 7.150. — **BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, RUE EDOUARD DELESALLE.  
MARCHÉ DE TRAVAUX. LOT N<sup>o</sup> 8 : REVÊTEMENT DES  
SOLS EN CAOUTCHOUC. SUBSTITUTION D'ENTREPRISE.  
AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Pierre Capy, Président-Directeur Général de la Société Capy et C<sup>ie</sup>, Entreprise de revêtements de sols à Tourcoing, 52, rue de la Malsence, était titulaire d'un marché de travaux relatif à la construction de la Bibliothèque Municipale, rue E. Delesalle, à Lille.

Ce marché, passé sur appel d'offres-concours du 31 mai 1963, concernait le lot n<sup>o</sup> 8 : Revêtement des sols en caoutchouc de ce chantier.

Or, de l'acte passé le 16 janvier 1964 par devant M<sup>e</sup> Yves Ghesquières, notaire à Tourcoing, il résulte que cette entreprise a été constituée en « Société à Responsabilité limitée » sous la raison sociale « Comptoir d'Application de produits industriels du Nord » en abrégé « C.A.P.I.N.O.R. » ayant son siège à Tourcoing, 52, rue de la Malsence. Cette constitution de Société a d'ailleurs fait l'objet d'une insertion dans le n<sup>o</sup> 10.193 de l'Indicateur des Flandres, Vallée de la Lys et Arrondissement de Lille du 7 février 1964.

M. Jean-Marie Dewisme, agissant en qualité de gérant unique, sollicite le transfert du marché précité au profit de la Société à responsabilité limitée ainsi créée.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'agréer cette demande et d'approuver l'avenant établi à cet effet.

*Adopté.*



N° 64/ 7.151. — BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, RUE EDOUARD DELESALLE.  
VOIRIE INTÉRIEURE. APPEL D'OFFRES. MARCHÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des travaux de construction de la Bibliothèque Municipale, l'aménagement d'une chaussée a été prévu entre l'entrée de la rue du Plat et le poste de transformation situé à la limite de la cour intérieure de l'établissement.

En vue de l'exécution de ces travaux de voirie intérieure, un appel d'offres a été adressé à huit entreprises. Six d'entre elles ont répondu à notre consultation et leurs propositions sont reprises au tableau ci-dessous :

ENTREPRISES AYANT SOUMISSIONNÉ	MONTANT DE LA SOUMISSION	DÉLAI PROPOSÉ	DURÉE DE LA GARANTIE SPÉCIALE
Société Travaux routiers de la Haute Moselle, à Lille . . . . .	26.009,50 F.	2 mois	2 ans
Entreprise Lesage, à Bailleul . . . . .	32.957,10 »	1 mois	3 ans
Société des Mines de Bitume et d'Asphalte du Centre, à Wambrechies . . . . .	30.670,20 »	1 mois	1 an
Société Chimique et routière de la Gironde, à Petite-Synthe (Nord) . . . . .	24.026,20 »	3 semaines	3 ans
Entreprise Carette-Duhurcq, à Roubaix . . . . .	25.315,30 »	25 jours	1 an
Société anonyme Lecœuche, à Lomme . . . . .	30.365,00 »	25 jours	—

Après examen comparatif effectué par notre Service d'Architecture, il apparaît que la plus avantageuse de ces offres émane de la Société Chimique et Routière de la Gironde, rue Achille Pérès à Petite-Synthe (Nord) qui, de plus, présente un genre de revêtement et des matériaux dont les caractéristiques répondent aux conditions requises par le cahier des prescriptions spéciales établi pour ce lot de travaux.

En accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous proposons :

1° de ratifier ce choix ;

2° de décider que la soumission, remise par la Société Chimique et Routière de la Gironde, d'un montant de 24.026,20 F., somme à valoir comprise, tiendra lieu de marché.

Les dépenses consécutives à l'exécution de ces travaux seront imputées sur les crédits reportés au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964 sous la rubrique générale : « Bibliothèque Municipale — Construction ».

Adopté.



**N° 64 / 7.152. — BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE. FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, HAUTE TENSION. CONTRAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour l'alimentation en courant électrique de la Bibliothèque Municipale, rue Edouard Delesalle, nous avons été amené à procéder à l'installation d'un poste haute tension alimenté en 15.000 volts.

En accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à souscrire pour la puissance de 50 KW., le contrat n° 21352, relatif à la fourniture d'énergie électrique au « tarif vert », à compter du 1<sup>er</sup> juin 1964 ;

2° de décider que les dépenses dont le montant est fonction d'un coefficient utilisateur non déterminé seront imputées sur le crédit ouvert chaque année pour l'éclairage des bâtiments communaux.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.153. — IMMEUBLE, RUE DE LA MARBRERIE. TRANSFORMATION ET AMÉNAGEMENTS DIVERS. LOT N° 16 : CORRECTION ACOUSTIQUE. MARCHÉ SUR CONCOURS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de transformation et d'aménagements de l'immeuble de la rue de la Marbrerie sont suffisamment avancés pour envisager, dès maintenant, l'exécution du lot n° 16 qui concerne la correction acoustique de la Salle des Fêtes.

Le devis quantitatif-estimatif accuse un montant de 159.500 F.

Ces ouvrages feront l'objet d'un concours parmi les entreprises spécialisées dans ce genre d'installations.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver le dossier technique devant servir de base à la consultation publique et, notamment le cahier des clauses et conditions particulières établi suivant les dispositions des décrets n° 60-724 du 25 juillet 1960 et n° 61-31 du 11 janvier 1961, tous deux relatifs aux marchés de travaux des collectivités publiques.

La dépense afférente à ce lot sera imputée sur le crédit reporté au Budget supplémentaire de l'exercice 1964 sous la rubrique : « Immeuble rue de la Marbrerie. Transformation et aménagements divers ».

*Adopté.*

---



**N° 64 / 7.154. — PROGRAMME SOCIO-ÉDUCATIF ET SPORTIF. AUBERGE DE LA JEUNESSE. TRAVAUX DE TRANSFORMATIONS ET D'AMÉNAGEMENTS. CRÉDIT COMPLÉMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n°s 62 / 7.153 du 8 novembre 1962 approuvée le 27 août 1963 et 64 / 7.070 du 3 mars 1964 approuvée le 21 mars suivant, nous avons décidé l'ouverture de crédits s'élevant respectivement à 99.000 et 28.175 francs et le remploi de la subvention de 81.000 francs accordée pour l'exécution des travaux de transformations et d'aménagements de l'« Auberge de la Jeunesse », suivant le projet dressé par M. Ghesquiers, Architecte.

Les travaux sont maintenant très avancés et l'Architecte a été contraint d'exécuter divers travaux non prévus initialement, à savoir :

- revêtement faïence en cuisine,
- remplacement de parquets et plinthes pris de champignon,
- armature charpente pour pose isolation,
- révision de menuiseries,
- renforcement de l'installation intérieure de plomberie,
- Pose d'un câble électrique pour four électrique,
- peintures extérieures et sur menuiseries supplémentaires.

Ces travaux supplémentaires ont été évalués à 40.000 francs, y compris honoraires.

Le montant de la subvention resté immuable.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons de décider l'ouverture d'un crédit complémentaire de 40.000 francs qui sera inscrit au chapitre XXXVII des Dépenses du budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique :

« Programme socio-éducatif et sportif.

Auberge de la Jeunesse – Travaux de transformations et d'aménagements – Crédit complémentaire. »

*Adopté.*

**N° 64 / 7.155. — THÉÂTRE SÉBASTOPOL. TRAVAUX DE MODERNISATION. INSTALLATION DE CHAUFFAGE. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La modernisation du Théâtre Sébastopol nécessite la remise en état des installations de chauffage et de ventilation.

Les Etablissements Henry Vernier, qui avaient été chargés de l'installation existante ont été consultés en vue de cette réfection.

Cette firme nous propose d'assurer ce travail pour le prix de soixante mille soixante-deux francs (60.062 F.).



D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec les Etablissements Henry Vernier, dont le siège social est à Tourcoing, 27, rue de Roubaix, un marché de gré à gré, évalué à 60.062 F.

2° de décider l'imputation de cette dépense sur le crédit ouvert au chapitre XXXVII article 22 du budget primitif de 1964 pour la modernisation du Théâtre Sébastopol.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.156. — THÉÂTRE SÉBASTOPOL. MODERNISATION. FOURNITURE DE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE SCÉNIQUE. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La modernisation du Théâtre Sébastopol nécessite le renouvellement du matériel d'éclairage scénique.

A cet effet, nous avons consulté sept maisons spécialisées.

Deux d'entre elles nous ont adressé des offres :

— les Etablissements Clemançon, 23, rue Lamartine, à Paris (9<sup>e</sup>) nous offrent un matériel de bonne qualité pour un montant de 54.450 F. ;

— la Société Falconet et C<sup>ie</sup>, 12, rue Blanche, à Paris (9<sup>e</sup>) nous fait une proposition pour un appareillage de qualité comparable, qui se monte à 50.820 F.

Les deux solutions étant conformes aux prescriptions demandées lors de la consultation du 15 avril 1964, c'est la proposition de la Société Falconet et C<sup>ie</sup> que nous proposons de retenir.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme Falconet et C<sup>ie</sup>, 12, rue Blanche, à Paris (9<sup>e</sup>) un marché de gré à gré évalué à cinquante mille huit cent vingt francs (50.820 F.) ;

2° de décider que la dépense sera imputée sur les crédits reporté et inscrit aux budgets de 1964, pour la modernisation du Théâtre Sébastopol.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.157. — THÉÂTRE SÉBASTOPOL. MODERNISATION. REHAUSSEMENT DE TOITURE. ÉQUIPEMENT SCÉNIQUE. MARCHÉ SUR APPEL D'OFFRES. AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la modernisation du Théâtre Sébastopol, telle qu'elle a été décidée en 1957, nous avons procédé à un appel d'offres pour le rehaussement de la toiture et



le renouvellement de l'équipement scénique, conformément à la délibération n° 63 / 7.094 du 10 juin 1964.

La Société Millière et Pihier a été déclarée adjudicataire de ces travaux.

Le crédit, alors disponible, ne permettait pas d'adjuger l'ensemble des travaux et fournitures prévus à la soumission et le procès-verbal d'adjudication du 31 janvier 1964, approuvé par M. le Préfet du Nord le 21 février 1964, précisait qu'un avenant serait passé pour complément de travaux dès mise à notre disposition d'une nouvelle tranche de crédit.

D'autre part, quelques fournitures supplémentaires à savoir : équipes, chariots de mâts, mâts, ont été reconnues indispensables pour compléter l'équipement scénique.

Un crédit complémentaire de 508.190 francs ayant été ouvert au budget primitif de 1964, nous vous demandons, d'accord avec notre Commission des Bâtiments :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Millière et Pihier un avenant au marché initial régularisant les travaux exécutés et les fournitures complémentaires ;

2° de décider que ces dépenses évaluées à 193.556 francs seront imputées sur le crédit XXXVII - 22 du budget primitif de 1964, pour la modernisation du Théâtre Sébastopol, disponible sur fonds généraux, en attendant la réalisation de l'emprunt.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.158. — RÉALISATION DU PLAN D'URBANISME.  
DÉMOLITIONS. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les opérations immobilières relatives à la réalisation du plan d'urbanisme se poursuivent, ce qui entraîne la démolition de nombreux immeubles acquis dans ce but.

L'importance de ces travaux ne permet pas de les faire tous réaliser par la main-d'œuvre municipale qui ne compte que trois démolisseurs et le Service d'Architecture est contraint de faire appel à des entreprises spécialisées.

Étant donné que la réalisation du plan des gares est entrée dans sa phase active, que diverses opérations se poursuivent dans le quartier des Dondaines notamment, il paraît opportun de mettre à la disposition du Service d'Architecture un crédit annuel permettant de financer ces travaux, qui étaient jusqu'alors imputés sur le crédit d'entretien des propriétés communales.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons, en conséquence, de décider :

1° l'inscription au chapitre XXXVI des dépenses du budget, sous l'intitulé « Plan d'urbanisme. Travaux de démolition », d'un crédit annuel affecté aux dépenses de travaux de démolition à entreprendre dans le cadre du plan d'urbanisme ;



2° l'ouverture, sous les mêmes chapitres et intitulé du budget supplémentaire de 1964 d'un crédit de 40.000 F. pour l'imputation des dépenses de cette nature afférentes au présent exercice.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.159. — BATIMENTS SCOLAIRES. ACQUISITION DE MOBILIER.  
MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Service d'Architecture a procédé le 22 juin 1964 à une consultation en vue de l'achat du mobilier scolaire nécessaire au remplacement d'ancien mobilier.

Sur dix établissements consultés, cinq nous ont répondu.

Après étude des divers modèles proposés, le choix s'est porté sur le matériel ci-après :

*Etablissements L. Heuliez-Robustacier, à Cerizay (Deux-Sèvres).*

— 350 chaises maternelles, hauteurs : 0,34 et 0,30	à . . .	10,50 F.
— 10 tables à sable rondes, » 0,45	à . . .	107,10 »
— 300 chaises primaires, » 0,37, 0,40, 0,43, 0,45	à . . .	14,70 »
— 20 bureaux de maître . . . . .	à . . .	245,45 »
— 20 bibliothèques . . . . .	à . . .	320,60 »
— 25 bancs à dossier . . . . .	à . . .	53,40 »

*Société Anonyme « Manufacture d'articles d'ameublement métallique et de ferronnerie - M.A.A.M.F., à Eclaron (Haute-Marne).*

— 350 tables individuelles maternelles, hauteurs : 0,53 et 0,55	à . .	27,00 F.
— 100 ossatures de lits de repos . . . . .	à . .	14,50 »
— 100 tables biplaces primaires, sièges attenants, haut. : 0,60 et 0,65	à . .	85,00 »
— 100 tables biplaces primaires sans sièges, haut. : 0,70 et 0,75	à . .	65,00 »

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec :

- a) les Etablissements Heuliez Robustacier, à Cerizay (Deux Sèvres), un marché de gré à gré, évalué à vingt et un mille huit cent douze francs (21.812 F.) ;
- b) la Société anonyme « Manufacture d'Articles et d'Ameublement métallique et de ferronnerie - M.A.A.M.F. », à Eclaron (Haute Marne), un marché de gré à gré évalué à vingt-cinq mille neuf cents francs (25.900 F.) ;

2° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 18 du budget primitif de 1964, sous rubrique : « Bâtiments scolaires - Mobilier et matériel - Achat-entretien ».

*Adopté.*



N° 64/ 7.160. — BATIMENTS SCOLAIRES ET LOGEMENTS.  
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE CENTRAL. MARCHÉS  
DE GRÉ A GRÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la modernisation des écoles, il est possible de passer dès maintenant les marchés relatifs aux installations du chauffage central des écoles Georges Sand, Dupleix, Descartes et Montesquieu, Berthelot et Jules Verne, Michelet et Littré, ainsi que des logements de direction des écoles Jules Verne, Michelet, Renan, Ferdinand Buisson et Aristide Briand et Pape Carpentier.

Notre service d'Architecture a procédé à un large appel d'offres auprès de treize firmes spécialisées.

Ces consultations ont donné les résultats consignés aux tableaux ci-après :

	ENTREPRISES	PROPOSITION
1) Ecole George Sand	Société C. Labre Père et Fils . . . . .	52.675 F.
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	54.263,50
	Etablissements Menet . . . . .	55.243,12
2) Ecole Dupleix	Société C. Labre Père et Fils . . . . .	53.260 »
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	56.177,80
	Etablissements Menet . . . . .	56.272,62
3) Ecoles Descartes et Montesquieu	E. Ponchaux . . . . .	108.822 »
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	114.262 »
	Etablissements Menet . . . . .	116.438,94
4) Ecoles Berthelot et Jules Verne	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	94.405 »
	Société H. Vernier . . . . .	96.293,88
	E. Ponchaux . . . . .	99.300 »
	Société Labre Père et Fils . . . . .	100.445 »
5) Ecole Michelet	Etablissements Menet . . . . .	49.054,38
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	55.934 »
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	55.990,40
	Etablissements Vernier . . . . .	56.773 »
6) Ecole Littré	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	64.737 »
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	65.100 »
	Etablissements Vernier . . . . .	66.076,50
	Société Labre Père et Fils . . . . .	69.600 »
	Etablissements Herbeau M. . . . .	64.722 »
7) Logement Jules Verne	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	6.925 »
	Etablissements Vernier . . . . .	7.062,62
	E. Ponchaux . . . . .	7.220 »
	Société Labre Père et Fils . . . . .	7.250 »



	ENTREPRISES	PROPOSITION
8) Logement Michelet	Etablissements Menet . . . . .	5.651,92
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	5.936,40
9) Logement Renan	Etablissements Menet . . . . .	8.201,90
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	8.533,40
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	8.652 »
10) Logements Ferdinand Buisson et Aristide Briand	Etablissements Menet . . . . .	13.871 »
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	14.100 »
	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	14.629,20
11) Logement Pape-Carpentier	Société Bele et C <sup>ie</sup> . . . . .	8.117 »
	Etablissements Hug Père et Fils . . . . .	8.139 »
	Etablissements Herbeau M. . . . .	8.360 »
	Société Labre Père et Fils . . . . .	8.505 »

Les propositions les plus intéressantes pour la Ville ont été formulées par :

- la Société Labre Père et Fils pour les écoles Georges Sand et Dupleix ;
- l'entreprise Ponchaux pour les écoles Descartes et Montesquieu ;
- les Etablissements Hug Père et Fils pour les écoles Berthelot et Jules Verne et le logement Jules Verne ;
- les Etablissements Menet pour l'école Michelet et les logements Michelet, Ferdinand Buisson, Aristide Briand, Renan ;
- la Société Bele et C<sup>ie</sup> pour l'école Littré et le logement Pape Carpentier.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> de nous autoriser à passer les marchés de gré à gré nécessaires avec :

a) la Société Labre Père et Fils dont le siège social est à La Madeleine, 109, rue du Général de Gaulle pour un montant de cent cinq mille neuf cent trente-cinq francs (105.935 F.) ;

b) l'entreprise Ponchaux dont le siège social est à Lambersart, 12, avenue des Magnolias, pour un montant de cent huit mille huit cent vingt-deux francs (108.822 F.),

c) les Etablissements Hug Père et Fils dont le siège social est à Lille, 36, rue de Jemmapes, pour un montant de cent un mille trois cent trente francs (101.330 F.),

d) les Etablissements Menet, dont le siège social est à Lille, 7, rue de Bapaume, pour un montant de soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-deux francs, vingt centimes (76.782,20 F.),

e) la Société Anonyme Bele et C<sup>ie</sup>, dont le siège social est à Dunkerque, 3, rue Albert I<sup>er</sup>, pour un montant de soixante-douze mille huit cent cinquante-quatre francs (72.854 F.) ;

2<sup>o</sup> de décider que les dépenses seront imputées sur le crédit reporté au budget supplémentaire pour la modernisation des bâtiments scolaires.

Adopté.



**N° 64/ 7.161. — BATIMENTS SCOLAIRES. DÉMOLITION DES BATIMENTS CONTIGUS AU LYCÉE JEAN MACÉ, N°s 48 ET 50, RUE GOSSELET. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre l'agrandissement du Lycée de jeunes filles « Jean Macé », il est envisagé de procéder à la démolition de bâtiments contigus à cet établissement, situés n°s 48 et 50, rue Gosselet, pour emploi du terrain nécessaire à la réalisation du projet.

A cet effet, un appel d'offres a été adressé à treize entreprises de démolition. Trois d'entre elles ont déposé une offre.

Les résultats de cette consultation sont consignés au tableau ci-dessous :

ENTREPRISES SOUMISSIONNAIRES	PRIX A PAYER PAR LA VILLE	DÉLAI CONSENTI
Lepez, 56, rue du Général Kœnig, à Wavrin . . . . .	« au pair »	3 semaines
Degand, 68, rue de Lille, à Quesnoy-sur-Deûle . . . . .	24.000 F.	1 mois 1/2
Dorchies, 74, rue des Epoux Labrousse, à Annappes . . . . .	8.800 F.	2 mois

La proposition la plus avantageuse pour la Ville émane de l'Entreprise Lepez.

En accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous proposons d'accepter l'offre de cette firme et de décider que la soumission tiendra lieu de marché.

*Adopté.*

**N° 64/ 7.162. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. CLASSES MOBILES. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour pallier l'insuffisance des locaux scolaires lors de la prochaine rentrée, la Commission Départementale Scolaire a décidé d'admettre la Ville de Lille au bénéfice d'une subvention pour l'installation de trois classes mobiles.

L'une d'elles sera affectée au C.E.G. M<sup>me</sup> de Staël, les deux autres à l'école Albert Samain.

Le devis estimatif a été chiffré à 36.875 francs pour la classe isolée et à 68.050 francs pour le bloc de deux classes. Compte tenu d'une réserve pour divers et imprévus, la dépense a été évaluée à 110.000 francs ; ce prix comprend les fourniture et installation, les travaux connexes et l'équipement complet.

La fourniture et l'installation des bâtiments préfabriqués feront l'objet d'un appel d'offres auprès des firmes agréées par le Ministère de l'Education Nationale. Le marché vous sera soumis ultérieurement.



Pour chaque classe, une subvention forfaitaire de 10.000 francs est allouée par l'Etat ; l'aide financière du Département étant de 1.666 francs.

Compte tenu de ces subventions s'élevant à 35.000 francs pour trois classes, la part de la Ville dans les dépenses ressort à 75.000 francs.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver la mise en place des classes préfabriquées à l'école Albert Samain et au Collège d'Enseignement Général « Madame de Staël » ;

2° de décider, à cet effet, l'inscription au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964, d'un crédit de 75.000 francs sous la rubrique : « Constructions scolaires - Classes mobiles - Part de la Ville ».

La demande de subventions fait l'objet d'un rapport spécial.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.163. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. CLASSES MOBILES.  
SUBVENTIONS. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous venons de décider l'installation de classes préfabriquées à l'école Albert Samain et au C.E.G. Madame de Staël et d'ouvrir au budget supplémentaire un crédit de 75.000 francs représentant la part de la Ville dans les dépenses évaluées à 110.000 F.

Cette opération ouvre droit au bénéfice de subventions forfaitaires fixées à 10.000 F. pour l'Etat et 1.666 F. pour le Département pour chacune des classes soit 35.000 F. pour trois classes.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° de solliciter de l'Etat et du Département les subventions indiquées ci-avant ;

2° d'inscrire les articles correspondants aux chapitres XIII des Recettes et XXXVII des Dépenses du budget supplémentaire de 1964, sous rubrique : « Constructions scolaires - Classes mobiles - Subventions de l'Etat et du Département - Emploi », la somme de 35.000 F. représentant le montant total de l'aide financière qui nous est accordée ;

3° de décider le emploi de ces subventions pour le financement des travaux.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.164. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES EN COMMANDES  
GROUPEES. PROGRAMME 1957. GROUPE DE  
WAZEMMES. TRAVAUX DE DECORATION. AVANT-  
PROJET. DEMANDE D'AGREMENT DE L'ARTISTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'arrêté ministériel du 18 mai 1951 prévoit que les projets de constructions scolaires devront comporter un ensemble de travaux de décoration qui seront financés par une



subvention spéciale fixée à 1 % du montant de la subvention allouée par l'Etat pour lesdits projets, les contrats et règlements étant passés par l'Etat.

La Ville n'avait pas jusqu'à ce jour usé de cette possibilité.

MM. Mollet, Segers et Deletang, architectes coordinateur et d'opérations ont étudié un projet de décoration pour le Groupe Scolaire de Wazemmes dont ils sont les auteurs.

Ils ont prévu un bas relief de 6 m2 environ sur un mur pignon vers la rue du Marché — sur le thème « Eclosion de la Jeunesse » — ce bas relief serait en terre cuite émaillée de couleur bleu vert bouteille contrastant avec la teinte des briques rouge jaune.

Le montant de la dépense serait de l'ordre de treize mille huit cent soixante francs s'inscrivant dans la limite de 1 % de la subvention allouée pour ce Groupe Scolaire soit 1.386.002 francs suivant arrêté de subvention du 30 décembre 1959 de M. le Ministre de l'Education Nationale.

D'autre part, afin de réduire la durée de la procédure et, compte tenu de ce que les bâtiments sont achevés et d'ores et déjà en service, nous sollicitons de la Sous-Commission fonctionnant auprès de la Commission des Achats et commandes de l'Etat siégeant à la Direction des Arts et Lettres, l'agrément de M. Emile Morlaix, sculpteur statuaire, Prix de Rome, demeurant 83, rue de la Tombe Issoire, à Paris (14<sup>e</sup>) et joignons à cet effet, le curriculum vitæ établi par cet artiste et une documentation photographique de ses œuvres.

Le bas relief étudié par M. Morlaix sur le thème « Eclosion de la Jeunesse » représenterait une branche maîtresse symbolisant l'instruction et fournissant la sève « le savoir » à des branches secondaires indispensables à l'éclosion des fleurs et des fruits « les élèves ». Cette décoration placée à 5 mètres du sol serait conçue pour mettre en valeur le beau panneau de briques qui serait son support.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous sollicitons l'agrément :

- 1<sup>o</sup> de l'avant-projet de travaux décoratifs présenté par les Architectes ;
- 2<sup>o</sup> de M. Morlaix, Sculpteur Statuaire - Prix de Rome - 83, rue de la Tombe Issoire, à Paris (14<sup>e</sup>).

*Adopté.*

**N° 64 / 7.165. — GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY. SALLE DE GYMNASTIQUE.  
MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n° 61 / 7.082 et n° 61 / 7.084, le Conseil Municipal avait, le 17 mars 1961, approuvé la construction d'une salle de gymnastique au Groupe Scolaire Jean Zay, rue Hippolyte Lefebvre et voté les crédits nécessaires à cette réalisation dont le projet s'élèverait à 260.000 francs.

Le 10 juin 1963, par délibération n° 63 / 7.087, le Conseil Municipal votait un crédit complémentaire de 35.000 francs par suite de la révision du prix du devis.



Ces dispositions étaient approuvées par M. le Préfet le 24 juillet 1963.

Le projet, établi par M. Jehan Boyer, architecte D.P.L.G., prévoyait une construction en matériaux traditionnels — Basé sur un cahier des clauses et conditions particulières et un cahier des prescriptions techniques particulières, un appel d'offres restreint a été lancé parmi sept entreprises de la Région du Nord. Trois d'entre elles ont répondu, en nous adressant les propositions suivantes :

Etablissements Joncquez, à Lille	- Prix : 355.875 F.	- Délai : 9 mois.
Entreprise Duveillie, à Lille	- Prix : 308.053,74 F.	- Délai : 8 mois.
Entreprise Caroni, à La Madeleine	- Prix : 368.877 F.	- Délai : 9 mois.

La Commission des Bâtiments a pris connaissance des résultats de cette consultation publique le 25 avril 1964. La dépense dépassant le montant des crédits ouverts au budget, cette Assemblée a demandé de rechercher une solution plus économique. Une proposition a été demandée à la Société « Bois Sciés Manufacturés » à Comines, seule firme de la Région assurant la fabrication de ce genre de construction en matériaux préfabriqués suivant les normes de l'Education Nationale et du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports. Le prix demandé s'élève à 216.090 francs. Celui-ci ne comprend pas les fondations spéciales, éventuelles qui ne pourront être déterminées qu'au moment de l'exécution, le réseau de canalisations d'évacuation des eaux usées, la production d'eau chaude et de chauffage et les raccordements en eau, gaz, électricité.

Ces travaux connexes seraient effectués par des entrepreneurs de l'entretien des bâtiments communaux. Par contre sont compris dans la proposition de l'entreprise les travaux d'installation du chauffage central et d'électricité intérieurs.

Le gymnase serait du type A 2 avec aire de jeux de 20 m × 11,50 m. — douches — vestiaires — sanitaire et réserve à matériel. L'ensemble est conforme au cahier des charges de l'Education Nationale, tant au point de vue surface qu'au point de vue qualité des matériaux, finition, isothermie, chauffage et éclairage.

La Commission des Bâtiments, au cours de sa séance du 26 juin 1964, a émis un avis favorable au nouveau projet qui lui a été soumis.

En conséquence, d'accord avec cette Assemblée, nous vous demandons d'approuver les dispositions susvisées et de nous autoriser à passer avec la Société « Bois Sciés Manufacturés » à Comines, le marché nécessaire.

Les dépenses seront imputées sur les crédits reportés au chapitre XXXVII du budget supplémentaire du présent exercice sous la rubrique générale « Groupe Scolaire Jean Zay — Construction d'une salle de gymnastique ».

*Adopté.*

**N° 64 / 7.166. — ÉCOLE MADAME DE STAEL. ÉCOLE ALBERT SAMAIN.  
INSTALLATION DE CLASSES MOBILES. APPEL  
D'OFFRES. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour donner suite à une demande des Services Académiques, la Ville se propose d'installer dans les plus courts délais, une classe mobile à l'école Madame de Staël, rue Fulton et un groupe de deux classes à l'école Albert Samain, avenue Verhaeren.



Ces constructions ont fait l'objet d'un appel d'offres suivant les dispositions légales relatives aux marchés passés au nom des collectivités locales.

Dix entreprises agréées par le Ministère de l'Education Nationale ont été consultées. Six d'entre elles ont déposé des propositions. Les résultats de cette consultation sont consignés dans le tableau ci-après :

ENTREPRISES CONSULTÉES	MONTANT DE LA SOUMISSION	DÉLAI	OBSERVATIONS
Bois Sciés Manufacturés, 45, rue d'Armentières, Comines (Nord) . . . . .	58.575 F.	3 mois	Fondations entièrement récupérables.
Ateliers et Chantiers de Dunkerque et Bordeaux « France Gironde », 3, rue du Moulin Bateau, Bonneuil-sur-Marne (Seine) . . . . .	64.070 »	5 semaines	
Constructions Métalliques Fillod, 56, rue de Ponthieu, Paris (8 <sup>e</sup> ) . . . . .	66.861 »	7 semaines	Dossier incomplet.
Société Franco-Suisse, 15, rue de la Banque, Paris (2 <sup>e</sup> ) . . . . .	58.400 »	1 mois 1/2	Dossier incomplet.
Société Technique de Préfabrication, rue Gaston Lamy, Caen (Calvados) . . .	62.300 »	2 mois	
Constructions L.R.C., 5, rue Jean Mermoz, Paris (8 <sup>e</sup> ) . . . . .	55.720 »	2 mois 1/2	

Une étude comparative de ces offres a été faite par votre Service d'Architecture.

Les établissements France-Gironde, Fillod et Société Technique de Préfabrication, présentant des prix de revient trop élevés, ainsi que la Société Franco-Suisse, qui n'a pas fourni de devis descriptif correspondant aux modèles de classes présentés, sont à éliminer.

Restent en présence les Sociétés L.R.C. et B.S.M. Après étude comparative des systèmes de construction de ces deux firmes, il apparaît que les Etablissements Bois Sciés Manufacturés présentent un matériel plus soigné tant au point de vue isolation que qualité des matériaux et, notamment, un système de fondation sur dés et longrines en B.A. entièrement récupérable, un vide sanitaire avec isolation en laine de verre, une insonorisation de la couverture (système stopnoise), une protection de la charpente contre l'incendie, un plafond en tôle perforée et des menuiseries en Niangon. De plus, l'usine de fabrication se trouvant à Comines, la Ville pourra bénéficier d'un service intéressant après vente.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de retenir cette offre et de décider la passation du marché nécessaire, d'un montant évalué à 58.575 F. avec la Société Bois Sciés Manufacturés, 45, rue d'Armentières, à Comines (Nord).



Les dépenses seront imputées sur le crédit dont l'ouverture a été décidée pour cet objet au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.167. — ÉCOLE JEAN-BART. DÉMOLITION DE LA CUISINE ET DU RÉFECTOIRE. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de poursuivre les travaux de modernisation de l'école Jean Bart, notre Service d'Architecture doit faire procéder à la démolition de l'ancien réfectoire et de la cuisine de ladite école.

Ces travaux ont fait l'objet d'une consultation auprès de dix-neuf firmes. Sept d'entre elles ont déposé des propositions reprises au tableau ci-après :

ENTREPRISES	PRIX DEMANDÉ A LA VILLE	PRIX OFFERT A LA VILLE	DÉLAIS
Boone . . . . .	1.803,28 F.	550 F.	12 jours
Smolnikar . . . . .	1.000 »		10 jours
Decobert . . . . .			10 jours
Besegheer et Bauduin . . . . .	3.250 »		15 jours
Dorchies . . . . .	1.500 »		1 mois
Messien . . . . .	1.900 »		20 jours
Lepez . . . . .	500 »		8 jours

La proposition la plus intéressante pour la Ville a été formulée par les Etablissements Decobert, 41, quai de l'Ouest, à Lille.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- 1° de nous autoriser à passer avec les Etablissements Decobert, le marché de gré à gré nécessaire ;
- 2° d'admettre en recette la somme de cinq cent cinquante francs (550 F.) à verser par les Etablissements Decobert.

*Adopté.*



**N° 64 / 7.168. — ÉCOLE DES BEAUX-ARTS ET ÉCOLE RÉGIONALE  
D'ARCHITECTURE. TRAVAUX DE DÉMÉNAGEMENT.  
MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'installation de la Nouvelle Ecole des Beaux-Arts et Ecole Régionale d'Architecture a nécessité l'intervention d'un transporteur spécialisé susceptible d'effectuer le déménagement dans les meilleures conditions.

A cet effet, nous avons fait appel à la maison Joseph, Victor Brevière, successeur, qui a assuré ces transports pour la somme de 25.000 francs (vingt-cinq mille francs).

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la maison Joseph, Victor Brevière successeur, entreprise de transports spéciaux et de déménagements, dont le siège social est à Wattignies, 96, rue de l'Yser, un marché de gré à gré évalué à vingt-cinq mille francs ;

2° de décider l'imputation de la dépense sur le crédit reporté au budget supplémentaire de 1964, chapitre XXXVII, article 83, sous rubrique « Ecole des Beaux-Arts et Ecole Régionale d'Architecture - Mobilier et matériel - Transfert ».

*Adopté.*

**N° 64 / 7.169. — BATIMENTS SCOLAIRES. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.  
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FÉMININ,  
RUE DE TURENNE. DÉSIGNATION DU MAÎTRE DE  
L'OUVRAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Inspection Académique du Nord a fait connaître que la construction d'un collège d'Enseignement Technique Féminin sur un terrain sis rue de Turenne, appartenant à l'Etat et qui serait rétrocédé à la Ville, est envisagée dans un proche avenir.

Cet établissement est destiné à remplacer le Centre d'Apprentissage Féminin situé rue d'Artois et ses annexes devenus insuffisants.

Conformément aux dispositions du décret n° 62 / 1.409 du 27 novembre 1962, l'Administration Municipale est invitée à décider si elle entend conserver ou abandonner à l'Etat la maîtrise de l'ouvrage.

Compte tenu de la subvention départementale s'ajoutant à celle de l'Etat, la participation de la Ville serait de l'ordre de 31,80 % dans la dépense théorique de base ; les aléas du chantier restant à la charge du Maître de l'ouvrage.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° d'agréer le projet de construction d'un Collège d'Enseignement Technique Féminin, rue de Turenne, à Lille, selon le programme pédagogique dressé par l'Académie et pouvant recevoir 648 élèves dont 96 internes ;



2° de proposer de laisser à l'Etat la maîtrise de l'ouvrage.

Si cette proposition est acceptée par l'Autorité Supérieure, la convention à intervenir et le montant de la participation forfaitaire de la Ville dans cette réalisation feront l'objet de délibérations qui seront soumises à votre approbation en temps opportun.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.170. — COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, 24, RUE DE TURENNE, A LILLE. PARTICIPATION DE LA VILLE. EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous venons de décider de laisser à l'Etat la maîtrise des travaux de construction d'un Collège d'Enseignement Technique mixte sur un terrain situé 24, rue de Turenne, à Lille.

Le programme pédagogique a été approuvé le 10 juillet 1962 ; il prévoit :

196 externes	soit	65 garçons et 131 filles
350 demi-pensionnaires	soit	100 garçons et 250 filles
96 internes	soit	96 filles

soit 642 élèves

La dépense théorique de base calculée conformément au décret 62-1409 du 27 novembre 1962 a été évaluée comme suit :

Base :  $3.800 \text{ F.} \times 642 = 2.439.600 \text{ F.}$

Majorations :

— élèves nourris	:	$1.150 \text{ F.} \times 446$	=	512.900 »
— élèves logés	:	$7.500 \text{ F.} \times 96$	=	720.000 »
— Enseignement Technique court	:	$1.700 \text{ F.} \times 642$	=	1.091.400 »
				—————4.763.900 F.

Revalorisation indexée au C.A.T.N. 1,52 octobre 1963

$4.763.900 \times 1,52 = 7.241.128 \text{ F.}$

Calculée conformément au décret sus-rappelé et à ses textes d'application, la participation de la Ville serait de 40 % du montant de la dépense théorique de base.

M. le Préfet du Nord a fait connaître que le Département subventionnerait cette opération sur la base du 1/6<sup>e</sup> de la part de l'Etat.

La quote-part de la Ville sera donc ramenée à 30 % et s'élèvera à :

$7.241.128 \times 30 \% = 2.172.338,40 \text{ F.}$

A cette somme s'ajoutera 50 % de la valeur du rachat des terrains déjà acquis par l'Etat pour cette opération et dont la valeur n'est actuellement pas chiffrée.



En accord avec nos Commissions des Bâtiments, des Finances et de l'Instruction Publique, nous vous demandons :

- 1<sup>o</sup> de confirmer notre décision de laisser à l'Etat la maîtrise de l'ouvrage ;
- 2<sup>o</sup> de décider l'ouverture aux chapitres XII des Recettes et XXXVII des Dépenses du budget supplémentaire de 1964 d'un article correspondant à la participation de la Ville dans les dépenses, soit 2.172.338,40 F., à financer par voie d'emprunt, sous la rubrique « Collège d'Enseignement Technique, 24, rue de Turenne – Participation de la Ville – Emprunt ».
- 3<sup>o</sup> d'admettre en recette la participation du Département évaluée à 724.112,80 F. et de prévoir son reversement à l'Etat, opération qui sera comptabilisée aux chapitres XIII et XXXVII des Dépenses du budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique « Collège d'Enseignement Technique, 24, rue de Turenne – Subvention du Département – Reversement à l'Etat ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.171. — LYCÉE TECHNIQUE DE GARÇONS DE LILLE.  
CONSTRUCTIONS D'UN INTERNAT. DÉSIGNATION  
DU MAÎTRE D'OUVRAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le terrain qui a été réservé au boulevard d'Alsace pour l'internat du Lycée Technique de Garçons de Lille est en cours de libération.

La construction de cet internat entre dans le cadre d'application du décret 62-1409 du 27 novembre 1962.

Il apparaît préférable d'abandonner à l'Etat la maîtrise des travaux, sous la réserve que les plans et que le programme pédagogique servant à déterminer la dépense théorique de base nous soient communiqués pour examen et avis.

En conséquence, et d'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de laisser à l'Etat la maîtrise des travaux de construction de l'internat du Lycée Technique de Garçons, boulevard d'Alsace, à Lille.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.172. — LYCÉE TECHNIQUE DE GARÇONS DE LILLE. ANNEXE  
BOULEVARD D'ALSACE. 2<sup>e</sup> EXTENSION. EMPRUNT.  
EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62 / 7.091 du 13 juin 1962, nous avons décidé de mettre à la disposition de l'Etat le terrain d'assise nécessaire à l'implantation des classes de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> du cycle d'observation au boulevard d'Alsace, et ouvert un crédit de 240.000 francs



pour financer les dépenses laissées à la charge de la Ville, pour le nivellement et l'appropriation du terrain.

Par délibération n° 64 / 7.005 du 3 mars 1964, un crédit complémentaire de 50.000 F. a été ouvert au budget.

Afin de regrouper l'ensemble des classes du cycle d'observation, susceptibles de constituer un collège d'enseignement secondaire, l'implantation de nouvelles classes a été envisagée par l'Académie.

Le deuxième bâtiment est sur le point de s'achever et la Ville doit assumer les travaux extérieurs qui demeurent à sa charge et ont été chiffrés comme suit :

A - Nivellement général du terrain . . . . .	48.750 F.
B - Clôtures . . . . .	48.200 »
C - Escalier de liaison entre les deux bâtiments . . . . .	27.350 »
D - Assainissement - gaz - eau . . . . .	39.750 »
E - Garages à bicyclettes . . . . .	20.000 »
F - Poste de transformation - raccordement électrique . . . . .	50.000 »
G - Extincteurs . . . . .	1.200 »
H - Aménagement des parties vertes . . . . .	5.000 »
I - Cour de récréation et allées d'accès . . . . .	57.500 »
	<hr/>
	297.750 F.
Somme à valoir . . . . .	27.250 »
	<hr/>
	325.000 F.
	=====

Les travaux constituant les postes A - B - E - H et I ne pourront être immédiatement réalisés, la totalité de la parcelle n'étant pas libérée. Ils sont chiffrés à 200.000 francs dans le devis.

Un solde de 40.000 francs subsistant des crédits ouverts antérieurement, c'est un crédit de 85.000 francs dont l'ouverture est demandée.

Le crédit complémentaire de 200.000 francs sera demandé au budget primitif de 1965.

Conformément aux dispositions du décret 62-1409 du 27 novembre 1962, le premier équipement en mobilier et matériel doit être assuré par l'Etat.

D'accord avec nos Commissions de l'Instruction Publique et des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à réaliser les travaux qui incombent à la Ville qui seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires ou titulaires de marchés aux conditions sous-critées ;

2° de prévoir à cet effet l'inscription d'un crédit de 85.000 francs, à financer par voie d'emprunt, qui sera inscrit aux chapitres XII des Recettes et XXXVII des Dépenses de nos documents budgétaires de 1964, sous la rubrique : « Lycée Technique de garçons - cycle d'observation - Extension - Emprunt - Emploi » ;



3° d'accepter le financement provisoire de ces travaux sur fonds généraux en attendant la réalisation de l'emprunt afin de ne pas retarder l'ouverture des classes.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.173. — LYCÉE TECHNIQUE VALENTINE LABBÉ. RESTAURANT  
SCOLAIRE A LA HALLE AUX SUCRES. MONTE-CHARGE.  
ENGAGEMENT D'ENTRETIEN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 7.084 du 10 juin 1963 vous avez décidé l'installation d'un monte-charge au restaurant scolaire de la Halle aux Sucres.

La fourniture et la pose de l'appareil ont été confiés à la Société Anonyme « Ascenseurs Otis » suivant marché en date du 11 avril 1963, approuvé par M. le Préfet du Nord le 25 juillet 1963, conformément à notre délibération n° 63 / 7.084 du 10 juin 1963.

L'appareil est actuellement en service et nous estimons qu'il convient d'en confier l'entretien à la Société « Ascenseurs Otis », installateurs.

Cette firme consent à assurer cet entretien par abonnement complet, moyennant une redevance annuelle de 1.888,29 F. toutes taxes incluses.

Un contrat d'entretien valable pour une année à compter du 1<sup>er</sup> juin 1964 est à souscrire avec la Société anonyme « Ascenseurs Otis ». Ce contrat sera renouvelable par tacite reconduction par périodes d'une année, à moins que l'une des parties n'ait déclaré vouloir le résilier par lettre recommandée au moins six mois avant la fin de la période en cours.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme « Ascenseurs Otis » le contrat nécessaire pour l'entretien par abonnement complet de l'installation susvisée ;

2° de décider l'imputation de la dépense sur le crédit ouvert chaque année au budget pour l'entretien des bâtiments scolaires.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.174. — ÉTABLISSEMENT DE BAINS-BAIGNOIRES. RUE  
D'HAZEBROUCK. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES.  
MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la modernisation et de l'agrandissement de l'établissement de bains-baignoires, rue d'Hazebrouck, il convient de procéder aux travaux d'installations électriques, tant pour la lumière que pour la force motrice.



A cet effet, le Service d'Architecture a lancé le 24 juillet 1964 un appel d'offres sur la base du cahier des clauses et conditions particulières et techniques établi par M. Mollet, architecte désigné.

Sur sept entreprises consultées, quatre ont déposé des offres, à savoir :

ENTREPRISES	PROPOSITIONS	DÉLAIS
Société d'Installation de Lumière et de Forces Electriques (S.I.L.F.E.) . . . . .	98.050 F.	4 mois
Michel Coulon . . . . .	107.305 »	»
Veuve Potigny . . . . .	101.437,60	»
Société de Force et Lumière Electrique (F.O.R.C.L.U.M.)	105.272 »	5 mois

L'offre la plus intéressante pour la Ville a été faite par la Société d'Installation de Lumière et Force Electriques (S.I.L.F.E.), dont le siège social est à Lille, 98, rue du Marché.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société d'Installation de Lumière et Force Electriques, un marché de gré à gré, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille cinquante francs (98.050 F.).

2° de décider que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits aux budgets pour l'aménagement et la modernisation de l'établissement de bains-baignoires de la rue d'Hazebrouck.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.175. — MONUMENTS HISTORIQUES, PALAIS RIHOUR. GROS TRAVAUX DE RESTAURATION. PREMIÈRE TRANCHE. FONDS DE CONCOURS. CRÉDIT COMPLÉMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 63 / 7.051 du 6 mars 1963, approuvée le 21 mars suivant, nous avons décidé l'ouverture d'un crédit de 100.000 francs représentant la première annuité du fonds de concours de 300.000 francs réclamé à la Ville pour la réalisation de gros travaux de restauration au Palais Rihour.

Par lettres des 11 février 1964 et 14 mai 1964, la Conservation Régionale des Bâtiments de France nous a fait connaître que ces travaux seraient réalisés en deux phases.

La première tranche sera limitée à un montant de 234.031 francs ; elle concerne la reprise en sous œuvre de la partie Est du bâtiment (partie limitrophe du Monument aux Morts et abside) et la restauration d'une souche de cheminée qui menace la sécurité

L'exécution de la deuxième phase sera différée suivant l'avis de la Commission Supérieure des Monuments historiques. Cette décision n'entraînera pas de majoration



ultérieure du montant du concours à apporter par la Ville, quelle que soit la date des travaux.

Les premiers travaux sont maintenant commencés.

Pour permettre le règlement de la quote-part de la Ville, dans les dépenses, il y a lieu d'ouvrir un crédit complémentaire de 16.000 francs.

D'accord avec nos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'enregistrer la promesse de maintenir le montant du concours global de la Ville à 300.000 francs, quelle que soit la date d'exécution des travaux (lettres 328 C.M. du 26 septembre 1962 et 8160 A.G. du 11 février 1964) ;

2° de décider, pour permettre le règlement de la part de la Ville dans les dépenses correspondant à la première tranche de travaux, l'ouverture d'un crédit complémentaire de 16.000 francs qui sera inscrit au chapitre XXXVII du budget supplémentaire de 1964 sous la rubrique : « Monuments Historiques – Palais Rihour – Gros travaux de restauration – Première tranche – Fonds de concours – Crédit complémentaire ».

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.176. — MONUMENTS HISTORIQUES. EX-HOPITAL SAINT-SAUVEUR. BATIMENT CLASSÉ. FOURNITURE ET POSE D'UN ESCALIER. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de restauration intérieure des salles du rez-de-chaussée et du premier étage du bâtiment classé de l'ex-hôpital Saint-Sauveur sont achevés.

L'escalier monumental qui dessert les deux étages a été exécuté par l'Entreprise Biarez. Le devis établi par M. Jourdain s'élevait à 19.573 francs.

La revalorisation du devis à la date d'exécution des travaux et quelques travaux supplémentaires effectués par cette firme – notamment pour les paliers – ont porté le montant global des travaux à 23.500 francs environ.

La législation en vigueur exige la passation d'un marché lorsque le seuil de 20.000 francs est atteint ou dépassé.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec l'Entreprise Biarez, dont le siège est à Lille, 4, quai du Wault, le marché de régularisation nécessaire.

Les dépenses seront imputées sur les crédits qui seront reportés au budget supplémentaire de 1964, sous la rubrique :

« Ancien Hôpital Saint-Sauveur – Aménagements intérieurs ».

*Adopté.*



**N° 64 / 7.177. — MONUMENTS HISTORIQUES. ÉGLISE SAINTE-CATHERINE. TRAVAUX DE COUVERTURE ET CHARPENTE. PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION. EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les couverture et charpente de l'église Sainte-Catherine sont en très mauvais état, et nous avons, par délibération n° 64 / 7.128 du 5 juin 1964, approuvée le 1<sup>er</sup> juillet suivant, désigné M. Jourdain, architecte des Bâtiments de France, pour l'étude et la direction des travaux dans cet édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

M. Jourdain a remis un devis correspondant à l'exécution d'une première tranche de travaux évaluée à 92.700 francs environ.

Les travaux sont susceptibles d'être subventionnés par le Ministère des Affaires Culturelles au taux de 10 % et par le Département au même taux.

L'admission en recette et le remploi de ces subventions feront l'objet d'un rapport spécial.

Le Comité Lillois d'Entretien des Bâtiments du Diocèse de Lille a donné son accord pour supporter une quote-part évaluée à 50 % du montant des dépenses laissées à la charge de la Ville, soit 37.080 francs environ.

Les travaux de couverture, évalués à 60.000 francs, font l'objet d'un marché avec une entreprise hautement qualifiée, qui vous est soumis par rapport spécial.

Les autres travaux, d'un montant inférieur à 20.000 francs, seront confiés soit à des firmes qualifiées pour l'entretien des bâtiments classés, à des conditions qui seront débattues par l'Architecte et le Service d'Architecture, soit aux entreprises adjudicataires des travaux d'entretien des bâtiments communaux, aux conditions souscrites.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- 1° de nous autoriser à réaliser ces travaux nécessaires à la conservation de l'édifice ;
  - 2° d'imputer les dépenses sur le crédit ouvert au budget pour l'entretien des édifices culturels ;
  - 3° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 37.080 francs environ.
- Adopté.*

**N° 64 / 7.178. — MONUMENTS HISTORIQUES. ÉGLISE SAINTE-CATHERINE. TRAVAUX DE COUVERTURE. PREMIÈRE TRANCHE. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons décidé de procéder à la réfection de la couverture de l'église Sainte-Catherine, édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire des bâtiments classés et désigné, à cet effet, M. Jourdain, architecte des Bâtiments de France.



Notre Service d'Architecture a procédé à une consultation auprès de cinq firmes hautement qualifiées pour l'exécution de travaux de couverture en ardoises dans les bâtiments classés.

Quatre offres ont été déposées ; elles sont résumées ci-après :

ENTREPRISES	RABAIS	DÉLAI
Labbe . . . . .	12 %	4 mois
Lesaffre-Evin . . . . .	10,2 %	4 mois
Monduit Philippe . . . . .	1 %	4 mois
Zell . . . . .	4 %	5 mois

L'offre la plus intéressante pour la Ville a été formulée par l'Entreprise Labbe, dont le siège est à La Madeleine, 130, rue Faidherbe.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de nous autoriser à passer un marché de gré à gré, avec l'entreprise Labbe, évalué à 48.000 francs environ.

Les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au budget primitif de 1964 pour l'entretien des édifices cultuels.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.179. — MONUMENTS HISTORIQUES. ÉGLISE SAINT-MAURICE. TRAVAUX DE RESTAURATION. FONDS DE CONCOURS. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Waldschmidt, Architecte en Chef des Monuments Historiques, a constaté des désordres sérieux dans la voûte annulaire de la croisée du transept de l'église Saint-Maurice, consécutifs à la pourriture du système d'enrayure en bois qui la supporte.

La remise en état de ces ouvrages a été évaluée à 20.000 francs.

Le concours de la Ville dans les dépenses est requis, à concurrence de 50 % du montant du devis.

D'accord avec la Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

— d'autoriser la participation de la Ville dans les travaux de restauration ;

— d'ouvrir à cet effet un crédit de 10.000 francs qui sera inscrit au chapitre XXXVII des Dépenses de nos documents budgétaires de 1964, sous la rubrique : « Monuments historiques – Eglise Saint-Maurice – Travaux de restauration – Fonds de concours ».

*Adopté.*



**N° 64 / 7.180. — EDIFICES CULTUELS. ÉGLISE NOTRE-DAME DE FIVES.  
REMPLACEMENT COUVERTURE ZINC DE LA  
SACRISTIE ET TRAVAUX D'ÉVACUATION DES EAUX  
PLUVIALES. PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION  
EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La couverture de la sacristie de l'église Notre-Dame de Fives, les cuvettes des descentes d'eau et les dauphins sont à remplacer.

Ces travaux ont été évalués approximativement à 40.000 francs et seront exécutés par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien.

Le Comité Lillois d'Entretien des Bâtiments de l'Association Diocésaine de Lille s'est engagé à supporter 50 % du montant de la dépense.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices cultuels ;

2° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée approximativement à 20.000 francs.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.181. — ÉDIFICES CULTUELS. ÉGLISE SAINT MARTIN  
D'ESQUERMES. TRAVAUX DE MAÇONNERIE,  
CHARPENTE, COUVERTURE ET PEINTURES  
EXTÉRIEURES. PARTICIPATION DU CULTE.  
ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour la remise en état du clocher et des chéneaux de l'église Saint-Martin d'Esquermes, il est nécessaire de procéder à certains travaux de maçonnerie, charpente, couverture et peintures extérieures.

Les dépenses consécutives à ces réparations sont évaluées à 51.500 francs environ et seront exécutées par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien.

Le Comité lillois d'Entretien des Bâtiments de l'Association Diocésaine de Lille s'est engagé à supporter 50 % du montant des dépenses.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices cultuels ;

2° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 25.750 francs environ.

*Adopté.*

---



**N° 64 / 7.182. — ÉDIFICES CULTUELS. ÉGLISE SAINT-MICHEL.  
REMPLACEMENT COUVERTURE, ARDOISES ET  
ZINGUERIE. PARTICIPATION DU CULTE.  
ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La couverture ardoises et la zinguerie de l'église Saint-Michel doivent être remplacées intégralement.

Les travaux ont été évalués à 60.000 francs environ et seront exécutés par les entrepreneurs adjudicataires de l'Entretien.

Le Comité lillois d'Entretien des Bâtiments de l'Association Diocésaine de Lille s'est engagé à supporter 50 % du montant des dépenses.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices cultuels ;

2° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 30.000 francs environ.

*Adopté.*

---

**N° 64 / 7.183. — ÉDIFICES CULTUELS. ÉGLISE SAINTE-MARIE-MADELEINE.  
SUPPRESSION DES VESTIGES DE LA CROIX.  
PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'une des branches de la croix de bois qui surmonte le dôme de l'église Sainte-Marie-Madeleine est tombée et les parties subsistantes menacent la sécurité publique. Leur suppression est indispensable avec réfection du sommet du dôme à leur emplacement.

Les travaux ont été évalués à 1.000 francs environ.

Le Comité lillois d'Entretien des Bâtiments de l'Association Diocésaine de Lille s'est engagé à supporter 50 % du montant de la dépense.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à exécuter ces travaux qui seraient confiés aux entrepreneurs adjudicataires des travaux d'entretien aux conditions qu'ils ont souscrites ;

2° de décider l'imputation de la dépense sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices cultuels ;

3° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 500 francs.

*Adopté.*

---



**N° 64 / 7.184. — ÉDIFICES CULTUELS. ÉGLISE DU SACRÉ-CŒUR.  
SUPPRESSION DE LA CROIX. RÉPARATION ET  
SONDAGE DES PIERRES ET DU BÉTON ARMÉ DE LA  
FLÈCHE. PARTICIPATION DU CULTE- ADMISSION EN  
RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La croix et la partie terminale de la flèche de l'église du Sacré-Cœur sont en très mauvais état ce qui nécessite une réfection des pierres.

Compte tenu de la nature du matériau employé et du coût élevé d'une remise en état, la Commission d'Art Sacré ne voit pas d'objections à ce que la croix soit déposée sans être remplacée ; seuls la réparation et le sondage des pierres et du béton armé de la flèche sont à envisager.

Les dépenses consécutives à ces travaux ont été évaluées à 40.000 francs environ.

Le Comité lillois d'Entretien des Bâtiments de l'Association Diocésaine de Lille s'est engagé à supporter 50 % du montant de la dépense.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à exécuter ces travaux qui seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires des travaux d'entretien aux conditions qu'ils ont souscrites, ou feront l'objet de marchés spéciaux ;

2° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964 pour l'entretien des édifices cultuels ;

3° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 20.000 francs environ.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.185. — RECONSTRUCTION DE L'ÉGLISE SAINT-LOUIS, RUE  
BROCA. TERMINAISON DES TRAVAUX. SUBSTITUTION  
D'ARCHITECTE. CONTRAT DE PRESTATION DE  
SERVICES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 1.136 en date du 14 juin 1949, le Conseil Municipal avait désigné M. Henri Baselis, architecte D.P.L.G., pour étudier le projet, puis diriger les travaux de reconstruction de l'église Saint-Louis, totalement sinistrée par faits de guerre.

Des travaux et, notamment, l'aménagement d'un tambour d'entrée après fermeture du porche, restaient à exécuter pour un montant prévisionnel de 30.000 francs.

M. Bazelis ayant cessé toute activité en sa qualité d'Architecte et n'étant plus inscrit au tableau de l'Ordre, nous avons demandé à M. Gérard Deletang, architecte D.P.L.G., 53, boulevard Carnot, à Lille, adjoint à M. Bazelis, de se charger de la terminaison des travaux de l'église Saint-Louis.



En accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les dispositions susvisées et d'autoriser la passation d'un contrat de prestation de services avec M. Gérard Deletang dont les honoraires seront prélevés sur le crédit : « Dommages de Guerre » inscrit au chapitre 38, article 4 du budget primitif de 1964.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.186. — ÉDIFICES CULTUELS. SYNAGOGUE RUE AUGUSTE ANGELLIER. TRAVAUX DE SERRURERIE ET REMPLACEMENT DE VITRAUX. PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La remise en état de la verrière supportant les vitraux ainsi que le remplacement desdits vitraux s'avère absolument indispensable à la Synagogue, rue Auguste Angellier.

Ces travaux qui sont évalués à 7.600 francs, seront exécutés, soit par des spécialistes, soit par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien.

L'Association Cultuelle Israélite s'est engagée à supporter 50 % du montant des dépenses.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de décider l'imputation de la dépense sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices cultuels ;

2° d'admettre en recette la participation du Culte, évaluée à 3.800 francs.

*Adopté.*

**N° 64 / 7.187. — TEMPLE PROTESTANT. REMISE EN ÉTAT COUVERTURE, TUILES ET ZINC. PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La couverture du Temple Protestant doit être renouvelée entièrement. Il a été décidé de remplacer les ardoises par des tuiles vieilles et de remettre en état toutes les zingueries et descentes d'eaux pluviales.

Ces travaux ont été évalués à 22.000 francs et seront exécutés par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien.

Le Conseil Presbytéral s'est engagé à supporter 50 % du montant des dépenses.



D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de décider l'imputation des dépenses sur le crédit ouvert au chapitre XIX, article 2 du budget primitif de 1964, pour l'entretien des édifices culturels ;

2° d'admettre en recette la participation du Culte évaluée à 11.000 francs environ.

*Adopté.*

**N° 64 / 8.014. — PERSONNEL MUNICIPAL. SERVICE VÉTÉRINAIRE MUNICIPAL. CRÉATION D'EMPLOIS D'INSPECTEURS PRÉPOSÉS AU CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES VIANDES ET DES DENRÉES ALIMENTAIRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La modification des structures de l'Abattoir et le développement des nécessités nouvelles accroissant considérablement les activités incombant aux Inspecteurs Préposés au Contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires, M. le Directeur demande le renforcement des effectifs des agents de cette catégorie.

Pour motiver sa demande, M. le Directeur des Abattoirs nous fait connaître que le travail supplémentaire incombant à ces agents est la conséquence de plusieurs facteurs que l'on peut résumer comme suit :

- Estampillage, par qualité des viandes, limité pour l'instant à la marque en Extra, mais susceptible, dans un avenir plus ou moins proche, de s'étendre à toutes les qualités.
- Nécessité d'une recherche plus systématique et plus complexe de certains parasites (cysticerques) qui infestent les viandes et provoquent à l'heure actuelle un accroissement du nombre des gens atteints de téniasis (ou ver solitaire).
- Recherches approfondies des lésions tuberculeuses dans les organes des animaux abattus dans le cadre de la lutte contre la tuberculose bovine. Un petit nombre d'abattoirs a été agréé pour l'abattage des animaux réagissants à la tuberculine. Le nôtre se trouve sur la liste. Il importe qu'il assure avec la plus grande précision une tâche sanitaire importante. Ces responsabilités vont augmenter quelque peu notre abattage mais essentiellement en animaux nécessitant un travail de recherche de ganglions, long et minutieux.
- Fonctionnement des nouvelles installations d'abattage nécessitant non plus une inspection itérative, mais une inspection continue qui devra suivre l'abattage au fur et à mesure du travail des files.
- Mise en application des prescriptions réglementaires nouvelles. Pour une saine discipline et un heureux fonctionnement de l'Abattoir, il importe qu'une surveillance souple mais ferme soit exercée. Par leur position hiérarchique et par leurs fonctions, les inspecteurs préposés sont les mieux placés pour exercer cette surveillance et rapporter à leurs chefs les infractions constatées. Cette nouvelle mission, pour être exercée valablement, suppose un personnel suffisamment étoffé.



— Enfin, dans peu de mois, la mise en service des locaux modernes et des locaux transitaires va nous permettre d'introduire une demande en reconnaissance de notre abattoir pour l'exportation auprès du Ministère de tutelle. Il n'est pas douteux que notre effectif actuel en inspecteurs préposés n'amène un refus de sa part, puisque l'article 21 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 1962 précise que dans les abattoirs publics agréés pour l'exportation « le nombre des inspecteurs préposés doit être prévu compte tenu des heures de travail, de façon que l'inspection vétérinaire puisse s'exercer sur tous les animaux » dans les conditions fixées par l'arrêté précité.

Pour toutes ces raisons, M. le Directeur des Abattoirs demande que l'effectif des inspecteurs préposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires soit porté de 10 à 15 unités.

Le nouvel effectif proposé a été calculé en fonction des besoins immédiats et des besoins à longue échéance qui nous permettent de fixer dès maintenant à 12 le nombre des agents nécessaires au fonctionnement des Abattoirs, chiffre qui sera relevé à 15 au fur et à mesure des besoins et de la mise en service des nouveaux locaux dans l'Abattoir moderne.

Il est entendu que ces agents, dont l'échelle indiciaire brute est fixée à 205 - 405 seront recrutés par voie de concours sur épreuves selon le programme fixé par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1962.

La dépense supplémentaire annuelle qui résultera du recrutement immédiat de deux préposés au contrôle de la salubrité des viandes, évaluée à 21.500 F. sera imputée sur les crédits ouverts au budget.

Nous vous demandons de vouloir bien adopter ces propositions.

Adopté.

---

**N° 64 / 8.015. — PERSONNEL MUNICIPAL. AGENT LOGÉ POUR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE. CONTREMAÎTRE CHARGÉ DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET MÉCANIQUES DES ABATTOIRS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 10 juin 1963, le Conseil Municipal décida la création d'un poste de contremaître au Service des Installations Thermiques et Mécaniques, décision approuvée par M. le Préfet du Nord le 28 juin 1963.

L'agent nommé à ce poste est affecté aux Abattoirs où il a la charge de toute la manutention mécanique (treuils, palans, bascules, etc...) des compresseurs, ventilateurs, aérothermes, chaudières, robinetteries, vannes, installations de chauffage au gaz et fuel-oil, des canalisations de gaz et d'eau. A cet effet, il est responsable de leur protection contre le gel, y compris les douches sanitaires, des productions d'eau chaude, etc...

Étant donné qu'une grande partie des installations doit fonctionner sans interruption, cet agent est tenu à une présence constante de jour et de nuit.



Le contremaître assurant désormais en sus de ses attributions normales le contrôle permanent des nouvelles installations confié antérieurement à un ajusteur-tourneur bénéficiaire d'une concession de logement, nous vous demandons de bien vouloir modifier la liste des agents logés gratuitement pour nécessité absolue de service en substituant le contremaître à l'ajusteur-tourneur.

Adopté.

**N° 64/ 8.016. — PERSONNEL MUNICIPAL. RÉVISION DU CLASSEMENT INDICIAIRE DE CERTAINS EMPLOIS DE DIRECTION. APPLICATION DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 28 MAI 1964.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Un arrêté ministériel en date du 28 mai 1964 (« J.O. » du 5 juin 1964) est venu apporter quelques modifications au classement indiciaire des emplois de secrétaire général, secrétaire général adjoint et ingénieur en chef, classement indiciaire qui n'avait pas été remanié depuis de nombreuses années.

Nous devons toutefois souligner qu'aucune majoration n'est prévue en faveur des secrétaires généraux des villes de plus de 150.000 habitants et nous vous prions de vouloir bien décider d'appliquer aux autres agents bénéficiaires, les dispositions de cet arrêté, conformément aux barèmes ci-contre et avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1963 comme le permet le texte susvisé :

EMPLOIS	ECHELLE INDICIAIRE BRUTE ACTUELLE		ECHELLE INDICIAIRE BRUTE NOUVELLE APPLICABLE AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 1963		
Secrétaire Général	7 <sup>e</sup>	H.E.A.	7 <sup>e</sup>	H.E.A.	Aucune modification dans cette échelle indiciaire.
	6 <sup>e</sup>	990	6 <sup>e</sup>	990	
	5 <sup>e</sup>	950	5 <sup>e</sup>	950	
	4 <sup>e</sup>	905	4 <sup>e</sup>	905	
	3 <sup>e</sup>	865	3 <sup>e</sup>	865	
	2 <sup>e</sup>	825	2 <sup>e</sup>	825	
	1 <sup>er</sup>	785	1 <sup>er</sup>	785	
Secrétaire Général Adjoint	Exc. (a)	925	Exc. (1)	940	Aucune modification dans l'échelle indiciaire, seul l'échelon exceptionnel est légèrement revalorisé.
	7 <sup>e</sup>	905	7 <sup>e</sup>	905	
	6 <sup>e</sup>	875	6 <sup>e</sup>	875	
	5 <sup>e</sup>	835	5 <sup>e</sup>	835	
	4 <sup>e</sup>	785	4 <sup>e</sup>	785	
	3 <sup>e</sup>	735	3 <sup>e</sup>	735	
	2 <sup>e</sup>	635	2 <sup>e</sup>	635	



EMPLOIS	ECHELLE INDICIAIRE BRUTE ACTUELLE		ECHELLE INDICIAIRE BRUTE NOUVELLE APPLICABLE AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 1963	
	1 <sup>er</sup>	635	1 <sup>er</sup>	635
Ingénieur en Chef ou Architecte en Chef  (a) échelon exceptionnel acces- sible après 10 ans de fonc- tions dans le grade.	Exc. (a)	925	Exc. (1)	950
	7 <sup>e</sup>	905	7 <sup>e</sup>	915
	6 <sup>e</sup>	856	6 <sup>e</sup>	865
	5 <sup>e</sup>	805	5 <sup>e</sup>	815
	4 <sup>e</sup>	755	4 <sup>e</sup>	765
	3 <sup>e</sup>	700	3 <sup>e</sup>	710
	2 <sup>e</sup>	645	2 <sup>e</sup>	650
	1 <sup>er</sup>	585	1 <sup>er</sup>	585
				(1) échelon ex- ceptionnel acces- sible après 3 ans de fonctions au moins dans l'échelon ter- minal normal.
				Revalorisation de l'ensemble de l'é- chelle indiciaire.
				(1) échelon ex- ceptionnel acces- sible après 3 ans de fonctions au moins dans l'échelon ter- minal normal.

La dépense supplémentaire résultant de ce reclassement sera prélevée sur les crédits ouverts au budget.

*Adopté.*

**N° 64 / 8.017. — PERSONNEL MUNICIPAL. MONITEURS DU CENTRE  
SOCIAL DE FIVES. RECLASSEMENT INDICIAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre séance du 18 janvier 1963, vous avez décidé de rémunérer les moniteurs du Centre Social de Fives (ouvroir et foyer des jeunes) sur la base de l'échelle indiciaires brute 205 - 300, prévue en faveur des chefs d'équipe d'ouvriers professionnels 1<sup>re</sup> catégorie.

Un arrêté ministériel en date du 20 mai 1963, publié au « *Journal Officiel* » du 28 mai 1963, a modifié, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1962, le classement indiciaire de ces chefs d'équipe et les a dotés de l'échelle indiciaire brute 225 - 245 - 260 - 275 - 290 - 305 - 315 - 325 - 335 - 345 - Exceptionnels 355 - 365.



Nous vous proposons de vouloir bien appliquer ces nouvelles dispositions à nos moniteurs du Centre Social de Fives, et ce, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1962 comme le permet le texte précité.

La dépense supplémentaire qui résultera de cette mesure sera prélevée sur les crédits ouverts au budget.

*Adopté.*

**N° 64 / 8.018. — PERSONNEL MUNICIPAL. GARDIENNES DE CRÈCHE.  
RECLASSEMENT INDICIAIRE.  
ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1963.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En l'absence du barème national, nos gardiennes de crèche bénéficient, par voie d'assimilation, de l'échelle indiciaire prévue en faveur des aides-soignants non diplômés des Etablissements d'Hospitalisation, de soins ou de cures publics.

Il vient d'être porté à notre connaissance qu'un arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1963, paru au « *Journal Officiel* » du 6 février 1963, est venu modifier l'échelle indiciaire applicable à ces derniers agents.

Nous vous proposons, dès lors, d'étendre le bénéfice de ces nouvelles dispositions à nos gardiennes de crèche, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1962, comme le permet le texte précité et de fixer comme suit leur nouvelle échelle :

ECHELLE INDICIAIRE BRUTE

ACTUELLE

PROPOSÉE

160	1 <sup>er</sup> échelon	165
175	2 <sup>e</sup> échelon	175
185	3 <sup>e</sup> échelon	185
195	4 <sup>e</sup> échelon	195
205	5 <sup>e</sup> échelon	205
215	6 <sup>e</sup> échelon	215
220	7 <sup>e</sup> échelon	220
225	8 <sup>e</sup> échelon	225
	9 <sup>e</sup> échelon	230
	10 <sup>e</sup> échelon	235

L'arrêté interministériel précité ayant également modifié la durée de carrière des aides-soignants non diplômés, nous vous demandons de vouloir bien fixer comme suit l'échelonnement de carrière applicable à nos agents :



	CHOIX	ANCIENNETÉ
1 <sup>er</sup> échelon	1 an	1 an 6 mois
2 <sup>e</sup> échelon	1 an	1 an 6 mois
3 <sup>e</sup> échelon	2 ans	2 ans 6 mois
4 <sup>e</sup> échelon	2 ans	2 ans 6 mois
5 <sup>e</sup> échelon	2 ans	2 ans 6 mois
6 <sup>e</sup> échelon	3 ans	3 ans 6 mois
7 <sup>e</sup> échelon	3 ans	3 ans 6 mois
8 <sup>e</sup> échelon	4 ans	4 ans 6 mois
9 <sup>e</sup> échelon	4 ans	4 ans 6 mois
10 <sup>e</sup> échelon		

La dépense supplémentaire résultant de cette mesure sera imputée sur les crédits ouverts au budget.

*Adopté.*

**N° 64 / 8.019. — PERSONNEL MUNICIPAL. MAÎTRE-OUVRIERS ET OUVRIERS-CHEFS DE 1<sup>re</sup> CATÉGORIE. APPLICATION DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 MAI 1963.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 3 mars 1964, le Conseil Municipal décida de faire application de l'arrêté ministériel du 20 mai 1963 modifiant le classement indiciaire de certains emplois communaux et portant création des emplois de maîtres-ouvriers et d'ouvriers-chefs de 1<sup>re</sup> catégorie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962.

Cette délibération fut approuvée par M. le Préfet du Nord en date du 27 mars 1964 sous réserve toutefois que l'assemblée délibérante soit appelée à fixer le nombre respectif de ces agents.

Alors que l'arrêté ministériel susvisé porte le nombre de maîtres-ouvriers et des ouvriers-chefs 1<sup>re</sup> catégorie à 10 % de l'effectif global des ouvriers professionnels 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> catégorie, une circulaire de M. le Préfet du Nord, en date du 24 mars 1964 a restreint ce pourcentage de 10 %.

En effet, aux termes de la circulaire susvisée, il est précisé qu'il convient de diviser par 11 le nombre total de postes d'ouvriers professionnels 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> catégories, le quotient



obtenu donnant le nombre de maîtres-ouvriers et d'ouvriers-chefs 1<sup>re</sup> catégorie, l'effectif de chacun des emplois devant être ensuite calculé proportionnellement aux catégories d'ouvriers.

Compte tenu de ces nouvelles directives, le nombre total des ouvriers professionnels étant de 199 pour la 1<sup>re</sup> catégorie et de 202 pour la 2<sup>e</sup> catégorie, soit un total de 401, le chiffre des nouveaux emplois créés serait de 18 maîtres-ouvriers et de 18 ouvriers-chefs 1<sup>re</sup> catégorie.

Nous vous demandons d'adopter ces propositions.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 8.020. — PERSONNEL MUNICIPAL. SERVICE DE LA VOIE  
PUBLIQUE. RELÈVEMENT DE LA RÉNUMÉRATION  
ALLOUÉE AUX GOUDRONNEURS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62/ 8.021 en date du 8 novembre 1962, approuvée par M. le Préfet du Nord le 30 novembre 1962, vous avez décidé la création de huit postes de goudronneurs. Les titulaires de ces emplois ont été classés dans la catégorie des ouvriers d'entretien de la Voie Publique et dotés de l'échelle indiciaire brute 165 - 235. Exceptionnels 250 - 255.

Cependant la rémunération allouée à nos goudronneurs est insuffisante si l'on tient compte du caractère spécial de leur profession, et nous vous demandons de vouloir bien affecter ces emplois de l'échelle indiciaire des ouvriers professionnels 1<sup>re</sup> catégorie (indices bruts 185 - 255. Exceptionnels 280 - 285).

Il est entendu que les candidats à ces emplois seront recrutés par voie de concours dont le programme a été fixé par l'arrêté ministériel du 28 février 1963.

La durée de carrière sera fixée conformément aux dispositions de votre délibération du 3 mars 1964.

*Adopté.*

---

**N° 64/ 8.021. — PERSONNEL MUNICIPAL. RÉMUNÉRATION DU  
MÉDECIN-CAPITAINE DU CORPS DES SAPEURS  
POMPIERS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La rémunération actuelle du médecin capitaine du corps des sapeurs-pompiers est déterminée, comme celle de son confrère exerçant dans les crèches, sur la base de deux consultations par jour, pour 300 jours ouvrables, selon le taux des visites appliqué aux médecins de l'Assistance Médicale Gratuite, ce qui lui assure forfaitairement une indemnité annuelle de 4.320 francs.



Or, la mission du médecin du corps des sapeurs-pompiers est tout à fait spéciale et différente de celle qui incombe à son collègue des crèches et ses attributions, fixées par l'article 2 de l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 24 février 1964, portant règlement particulier du médecin du Centre de secours, sont les suivantes :

« Il est chargé de la visite médicale d'engagement et de rengagement des sapeurs-pompiers.

« Il assure le contrôle de l'aptitude physique et de l'entraînement des sapeurs-pompiers, en interprétant notamment les tests de contrôle.

« Il apporte les soins d'urgence aux sapeurs-pompiers blessés ou atteints de maladie en service, tient la fiche sanitaire du corps des sapeurs-pompiers et, le cas échéant, s'assure que l'état de santé d'un sapeur-pompier justifie l'arrêt de travail.

« Il assure l'instruction médicale des sapeurs-pompiers relative aux soins aux asphyxiés et à la réanimation ainsi qu'au secourisme.

« Il contrôle la formation des sapeurs-pompiers désireux d'acquérir le brevet de Moniteur de secourisme de la Protection Civile.

« Il veille à l'état du matériel médical dont dispose le corps de sapeurs-pompiers par des contrôles périodiques.

« Il doit répondre aux appels éventuels du Médecin-Chef Départemental en cas de réunions, de manœuvres, ainsi qu'en cas de sinistres importants et notamment ceux nécessitant la mise en application du plan « ORSEC ».

« Il peut être appelé à donner des soins d'urgence aux victimes de sinistres de toute nature ».

La charge qui est confiée à l'intéressé est donc très importante et la rétribution présentement allouée est nettement insuffisante.

C'est pourquoi, nous vous proposons en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé, de calculer, comme suit, le montant de la rémunération à attribuer au médecin du corps des sapeurs-pompiers :

	NOMBRE DE VACATIONS		MONTANT
Interventions de service intérieur au cours de sinistres et de manœuvres . . . . .	355	à 5,20	1.846 F
Contrôle médical des sapeurs-pompiers . . . . .	270	à 10,50	2.835 »
Indemnité de fonctions (enseignement du secourisme, soins aux asphyxiés, formation au brevet de moniteur de secourisme de la Protection Civile).			1.000 »
Déplacements effectués à l'occasion de ses fonctions dans sa voiture personnelle kilométrage forfaitaire . . . . .	2.000	à 0,158	316 »
			5.997 »
Adopté.		arrondi à 6.000 F.	



N° 64 / 8.022. — **PERSONNEL MUNICIPAL. MÉDECINS MUNICIPAUX.  
RELÈVEMENT DES INDEMNITÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 1963, vous avez fixé à 4.320 F. l'indemnité à allouer annuellement à MM. les Médecins des crèches municipales.

Cette indemnité est déterminée en se basant sur une moyenne de deux consultations par jour pour 300 jours ouvrables suivant le taux des visites appliqué aux médecins de l'Assistance Médicale Gratuite.

Le taux de ces visites ayant été porté de 7,20 F. à 8 F., nous vous proposons de fixer à 4.800 F. par an, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1964, l'indemnité annuelle allouée à MM. les médecins des crèches municipales.

La dépense supplémentaire qui en résultera pour la Ville, soit 960 F. sera prélevée sur les crédits ouverts au budget.

*Adopté.*

N° 64 / 8.023. — **PERSONNEL MUNICIPAL. INDEMNITÉ AU MÉDECIN  
DES GARDERIES-JARDINS D'ENFANTS. RELÈVEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 1963, vous avez fixé à 14.400 F. l'indemnité à allouer au médecin affecté aux garderies-jardins d'enfants, et les éléments entrant en ligne de compte pour le calcul de cette indemnité furent les suivants :

- le nombre d'enfants fréquentant ces établissements, soit 600 ;
- le taux de la consultation par enfant évalué au tiers du taux prévu en faveur des médecins de l'assistance médicale gratuite ;
- les dix mois de scolarité.

Compte tenu, d'une part, du relèvement du coût de la consultation allouée aux médecins susvisés qui est passé de 7,20 F. à 8 F. et, d'autre part de l'augmentation du nombre d'enfants passé présentement à 650 au lieu de 600, et pour dix mois de scolarité, le montant de l'indemnité annuelle à allouer au Dr Coupain, médecin chargé de la surveillance médicale des enfants fréquentant les garderies - jardins d'enfants :

$$\frac{8 \text{ F.} \times 650 \times 10}{3} = 17.333 \text{ F.}$$

La dépense supplémentaire annuelle de 2.933 F. qui résultera pour la Ville sera imputée sur les crédits ouverts au budget.

*Adopté.*



N° 64 / 8.024. — PERSONNEL MUNICIPAL. SERVICE MÉDICO-SOCIAL.  
ACQUISITION D'UN APPAREIL DE RADIODIAGNOSTIC.

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Médecin-Conseil de notre Service Médico-Social nous a fait savoir qu'il était indispensable de mettre à sa disposition un appareillage radiologique pour lui permettre de procéder à des examens médicaux approfondis.

En effet, ce praticien est actuellement dans l'impossibilité matérielle d'examiner les agents qui lui sont signalés comme présentant une image thoracique anormale. Cette impossibilité l'oblige donc de faire très souvent appel au concours d'un radiologue phthisiologue assermenté.

Notre médecin souligne que le triage radiophotographie l'amène à convoquer annuellement quelque 300 agents qu'il dirige vers un spécialiste alors que, s'il possédait le matériel nécessaire, ce nombre serait réduit à 15 ou 20.

L'appareil de radioscopie rendant possible la pratique d'une médecine de prévention et de contrôle complet dans l'intérêt du personnel et de l'Administration, nous vous proposons de décider l'acquisition d'un poste de radio-diagnostic dont le coût peut être évalué à 14.000 F. environ.

La dépense sera imputée sur le crédit qui sera ouvert, à cet effet, au chapitre XXXV du budget supplémentaire de 1964.

*Adopté.*



Monsieur Le Maire Augustin Saurer Ch. Sussiez	Mme Tempereur Tempereur Ch. Broux	M. Coquart Coquart	M. Defaux Defaux
Ch. Rousseaux Rousseaux	M. Dayemette Dayemette	Mme Zyrgar Zyrgar	M. Génoux Génoux
M. Dericque Dericque	M. Gerquembourg Gerquembourg	M. Blanchard Blanchard	M. Ganelot Ganelot
M. Boliche Boliche	M. Bourmont Bourmont	M. Odéan Odéan	M. De Becker De Becker
M. Decathignies Decathignies	Mme Defline Defline	Mme Defrance Defrance	M. François François
M. Guillemin Guillemin	M. Sandrea Sandrea	M. Pandrie Pandrie	M. Loundel Loundel
M. Eubrez Eubrez	M. Minne Minne	M. Moithey Moithey	M. Biar Biar
M. Rannette Rannette	M. Simoens Simoens	M. Valbrun Valbrun	Mme Vannepville Vannepville
			M. Virey Virey